

PDF hosted at the Radboud Repository of the Radboud University Nijmegen

The following full text is a publisher's version.

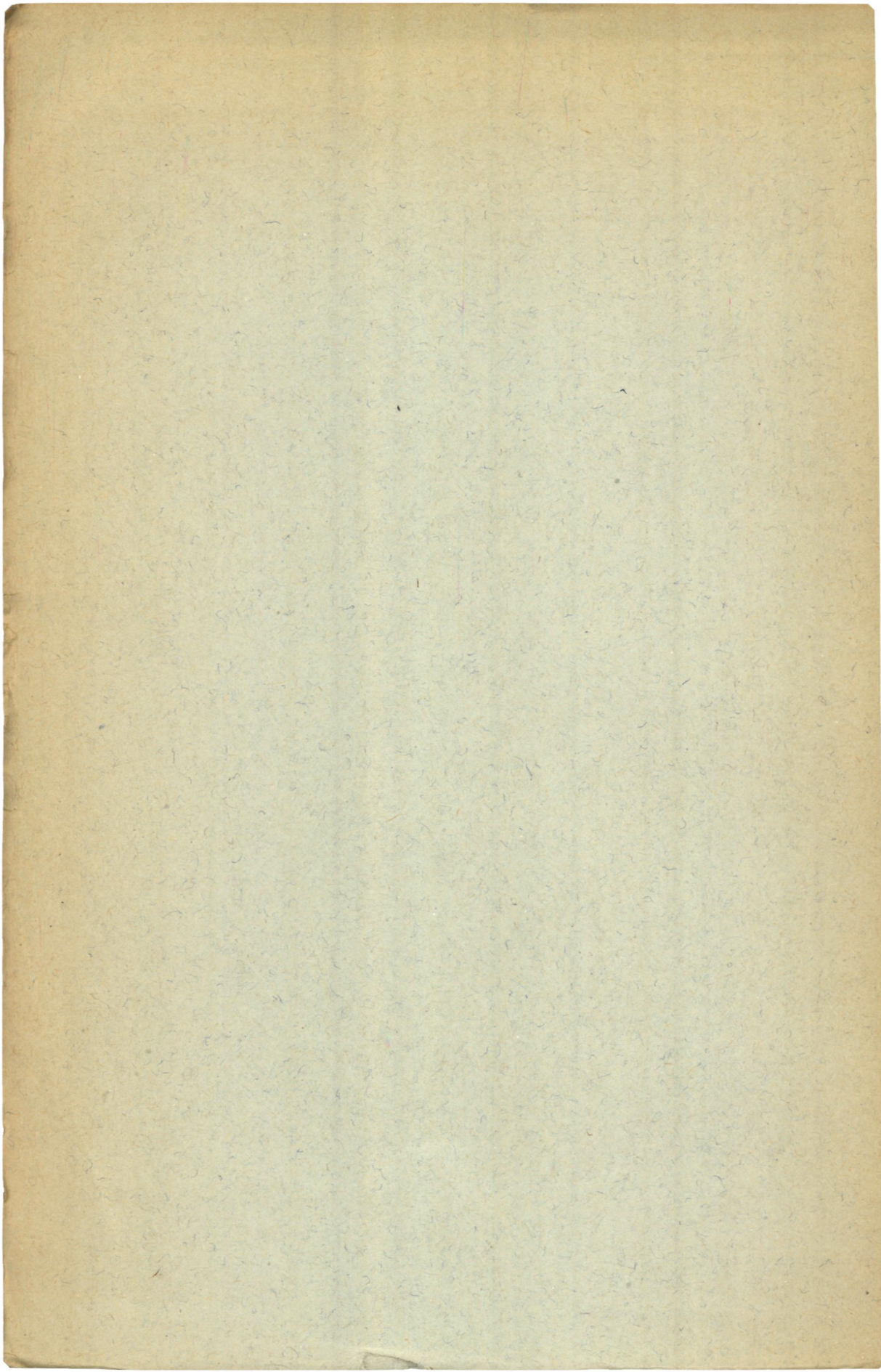
For additional information about this publication click this link.

<http://hdl.handle.net/2066/106998>

Please be advised that this information was generated on 2018-07-08 and may be subject to change.

THÉORIE
DE LA PAIX
SELON PIE XII

G. M. J. C. HERBERICHS



**THÉORIE DE LA PAIX
SELON PIE XII**

PROMOTOR : PROF. Mr. L. G. A. SCHLICHTING

*A la chère mémoire
de*

MON PÈRE

*pour que mes fils cultivent
les vertus de simplicité et
de justice qui furent les
siennes.*

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	1
LISTE DES ABRÉVIATIONS	5

PREMIERE PARTIE

LA NOTION DE PAIX

CHAPITRE PREMIER. — La « mission particulière » de Pie XII ...	9
CHAPITRE II. — Analyse de quelques conceptions ..	13
CHAPITRE III. — La conception de Pie XII ..	21
CHAPITRE IV. — Les caractéristiques de la paix ..	31
CHAPITRE V. — La paix et les pacifismes	40

DEUXIEME PARTIE

LE DROIT NATUREL

CHAPITRE PREMIER. — Un problème de classification	53
CHAPITRE II. — Le phénomène du droit naturel	56
CHAPITRE III. — Le droit naturel défini par Pie XII	65
CHAPITRE IV. — Le droit naturel base de la société internationale ? .	75

TROISIEME PARTIE

LE POSTULAT D'ORGANISATION INTERNATIONALE

CHAPITRE PREMIER. — De Léon XIII à Pie XII : la « scandaleuse carence » de l'opinion catholique	89
CHAPITRE II. — Aperçu de quelques théories	102
CHAPITRE III. — La conception de Pie XII	155
CHAPITRE IV. — L'opinion publique et les moyens d'information .	192
EPILOGUE. — La pratique de la paix	221
ANNEXE. — Pie XII et le nazisme ; extraits de documents 1939-1940 ..	235
BIBLIOGRAPHIE	243

AVANT-PROPOS

Cette modeste étude est le résultat d'un double compromis. Au départ, l'objectif était de présenter les idées de Pie XII sur un certain nombre de questions qui dominent la scène de la politique internationale de nos jours. Une division en six grandes catégories, correspondant à autant de chapitres, avait été prévue : O.N.U., unification européenne, désarmement (c.q. limitation ou réduction des armements), la question dite de « la guerre juste » à l'époque nucléaire, relations entre pays inégalement développés (colonisation et problème de la faim) et, enfin, la « coexistence pacifique » entre les mondes communiste et occidental.

Ce plan était donc essentiellement axé sur les problème *pratiques* de la politique internationale. Dans cette perspective, nous avons commencé par étudier systématiquement, en ordre chronologique, tous les textes de Pie XII. L'extraordinaire quantité de documents qui ont vu le jour pendant le très long pontificat d'un pape qui aimait beaucoup parler, a rapidement fait apparaître l'ampleur de cette tâche. Ce dépouillement de textes s'est révélé très utile à la longue ; mais au moment où, enfin, nous avons commencé à rédiger, il s'avérait impossible de présenter les idées de Pie XII sur ces questions sans donner au préalable un aperçu, au moins sommaire, des bases théoriques de sa pensée, particulièrement de l'essentiel de celle-ci : le postulat d'organisation internationale.

Ainsi intervint le premier compromis. Nous étions contraint d'élargir le plan original, en faisant précéder l'exposé des idées de Pie XII sur les problèmes pratiques par un aperçu théorique. Le livre aurait eu alors pour titre : *La Pensée politique de Pie XII sur quelques grands problèmes internationaux*, et il se serait divisé en deux parties : d'une part les « problèmes théoriques », de l'autre les « problèmes pratiques » mentionnés plus haut, exposés en si grandes rubriques.

Par la suite, nous fûmes contraint à un second compromis. En effet, des devoirs professionnels ne nous laissaient guère le temps ni le repos d'esprit pour mener à bonne fin ce plan ambitieux. Non sans regret, nous avons alors décidé de nous limiter aux seuls problèmes théoriques.

A la réflexion, cependant, l'aspect théorique de la pensée politique de Pie XII nous paraît bien plus important que ses prises de position sur des questions pratiques. La caractéristique essentielle de celles-ci est leur liaison avec l'actualité, phénomène en évolution permanente. Dès qu'une situation donnée se modifie, les jugements politiques antérieurs n'ont plus qu'une valeur historique. Ceci s'applique particulièrement aux problèmes de la colonisation et de la décolonisation. On peut désormais les considérer comme résolus, du moins dans leur ensemble, et la pensée de Pie XII sur ce point n'a plus qu'un intérêt historique. Quant à la « coexistence pacifique », autre problème important originalement prévu, ses conditions ont également beaucoup changé depuis la mort de Pie XII.

C'est pourquoi, après tout, il n'est peut-être pas tellement regrettable que cette étude laisse de côté les questions pratiques. Sans doute peut-on reprocher aux éléments théoriques présentés ici d'être abstraits ; mais ils ont l'avantage certain d'être moins éphémères, d'être promis peut-être à une plus longue validité. L'on peut dire que Pie XII a formulé une théorie générale, susceptible d'application pratique. Ceci vaut tout particulièrement pour les problèmes d'organisation internationale. Tantôt son œuvre a consisté à préciser et à mettre au point une doctrine plus ancienne, parfois traditionnelle, énoncée par ses prédécesseurs ; tantôt aussi il a fait une œuvre tout à fait originale. L'ensemble de son enseignement paraît destiné à jouer un certain rôle dans le magistère de l'Eglise catholique. L'encyclique *Pacem in Terris* de Jean XXIII, basée d'un bout à l'autre sur les textes de son prédécesseur, n'en est qu'une première preuve.

Il convient de signaler ici que le troisième chapitre de la troisième Partie s'écarte légèrement du plan de ce livre. En effet, nous avons cru opportun d'y incorporer quelques jugements de Pie XII sur des institutions internationales existantes : O.N.U. et organisations européennes ; logiquement, ces textes auraient dû trouver leur place dans un exposé sur ce que nous avons appelé plus haut les « problèmes pratiques ».

Que l'on se méfie de certains paragraphes de l'épilogue ! Nous avons pris la liberté, en effet, d'y exprimer, çà et là, des convictions ou des options politiques tout à fait personnelles.

Il y a eu ces temps derniers des polémiques passionnées, dans plusieurs pays, au sujet de certaines positions que Pie XII n'aurait pas prises à l'égard du nazisme et, plus particulièrement, en ce qui concerne l'extermination des Juifs. Il est évident que c'est là un aspect de ce pontificat qui dépasse le cadre de cette étude. Mais vu l'actualité de la question, nous avons cru opportun d'annexer à notre ouvrage un certain nombre de textes de discours ou de radio-messages, rendus publics durant les années 1939-1945, dans lesquels Pie XII lui-même se prononce sur l'ensemble des sujets dont on

discute tant aujourd'hui. Nous y avons ajouté un texte de 1946. Peut-être rendons-nous ainsi un modeste service aux polémistes qui, jusqu'ici, n'ont que rarement invoqué les seuls arguments valables, c'est-à-dire les textes. Ceux-ci prouvent que Pie XII a protesté, par la radio, dans des termes non équivoques. Aurait-il dû en dire davantage, aurait-il dû hausser davantage le ton ? Nous n'osons pas nous prononcer sur ce sujet.

LISTE DES ABREVIATIONS

Sav. : *Relations humaines et société contemporaine*, recueil de textes de Pie XII ; version française d'après les documents originaux, par Alain Savignat, selon l'édition allemande de A. F. Utz, O. P., et J. F. Groner, O. P. ; éditions Saint-Paul, Fribourg en Suisse, 1956. Nos citations indiquent les paragraphes.

A.A.S. : *Acta Apostolicæ Sedis*, Bulletin officiel du Saint-Siège.

D.C. : *La Documentation catholique*, Maison de la Bonne Presse, Paris.

P.I. : *Les Enseignements pontificaux, la Paix internationale*, t. I, *La guerre moderne*, présentation et tables par les moines de Solesmes ; édit. Desclée et Cie, Tournai, 1956. Nos citations indiquent les paragraphes gras en marge.

10/10/10

10/10/10

PREMIERE PARTIE

LA NOTION DE PAIX

La vraie paix, dans sa dernière et plus profonde signification, est une action morale et juridique.

PIE XII, Noël 1943.

CHAPITRE PREMIER

LA « MISSION PARTICULIERE » DE PIE XII

Pie XII fut l'un de ces hommes qui consacrent leur vie à une cause par vocation. Il avait la conviction, notamment, d'être appelé à accomplir une mission de paix. Beaucoup de ses textes en témoignent. Lorsqu'il traite de la paix, cet homme, si froid en apparence, trouve parfois les accents les plus pathétiques, prouvant qu'il s'agit ici pour lui d'un engagement personnel que les seules considérations d'ordre rationnel ne suffisent pas à expliquer. Il se choisit comme devise le texte d'Isaïe 32, 17 : *Opus iustiae pax* (« La paix est l'œuvre de la justice »), et son premier message au monde, radiodiffusé depuis la chapelle Sixtine, le lendemain de son élection, est entièrement consacré à la paix. « Désarmé, dit-il dans ce message du 3 mars 1939, mais en Nous appuyant sur l'aide de Dieu, la mission Nous incombe de porter remède aux catastrophes horribles qui s'annoncent ¹ ».

Au cours des années, cette conscience aiguë d'une mission pacificatrice qu'il aurait à accomplir ne s'est pas affaiblie, bien au contraire ! Voici, en effet, la phrase significative qu'il a écrite vers la fin de sa vie, dans le message de Noël de 1954 : « Embrassant d'un regard d'ensemble les années écoulées de Notre pontificat sous l'aspect du mandat que Nous confère l'universelle paternité dont Nous sommes investi, il Nous semble que la divine Providence ait eu le dessein de Nous confier la mission particulière de contribuer à reconduire l'humanité, par une action patiente et presque épuisante, sur les sentiers de la paix ² ».

C'est un passage curieux et, il faut l'ajouter, unique dans son genre; nous ne connaissons aucun autre texte dans lequel Pie XII se soit prononcé aussi catégoriquement à ce sujet. Pour l'expliquer, il faut peut-être tenir compte des circonstances spéciales dans lesquelles ce message a été composé : il l'a rédigé de son lit de malade, immédiatement après une crise qui avait failli l'emporter ³. Mais

1. 4 A S XXXI, 3, p. 86-87, c'est nous qui traduisons

2 Sav. 4005

3 En raison de son état de santé, Pie XII n'a pu prononcer ce message. Le texte a été publié pour la première fois dans l'*Osservatore Romano* des 3 et 4 janvier 1955

c'est ce même fait qui confère à ce texte un intérêt particulier. En face de la mort, les hommes ne jouent pas la comédie. Aucun doute ne saurait subsister : Pie XII se sentait chargé d'une « mission particulière » de paix et il considérait son action dans ce domaine comme le trait marquant de son pontificat. Il va même beaucoup plus loin en ajoutant qu'il croyait ainsi accomplir « le dessein de la divine Providence ».

D'autres papes avant lui, comme bien d'autres chefs religieux en général, ont eu conscience d'être chargés d'une mission de paix. Dans son message de Noël 1951, il le rappelle : « La conscience de cette mission de paix s'est toujours affirmée vivante et efficacement opérante dans l'Eglise, spécialement en ses chefs visibles, les Pontifes romains. Aussi est-ce à bon droit que Notre grand Prédécesseur, Léon XIII, rappela aux hommes cette action pacificatrice des Papes, en 1899, à la veille de la première Conférence pour la paix. Voici ce qu'il dit à cette occasion : « Et ce qui les poussa (les Papes), ce » fut la conscience d'un ministère très haut, ce fut l'impulsion d'une » paternité spirituelle qui unit comme des frères et qui sauve ». Et aujourd'hui encore c'est la même chose... La mission pacificatrice (de l'Eglise)... vient directement de Dieu⁴ ».

Selon Léon XIII, une mission pacificatrice est donc inhérente à la charge même des souverains pontifes⁵. Si Pie XII a néanmoins cru pouvoir revendiquer, dans ce domaine, une « mission particulière », c'est que son action se distingue effectivement de celle de ses prédécesseurs. Il y a tout d'abord une différence « quantitative », pour ainsi dire, qui saute aux yeux. Avant Pie XII, aucun autre pape ne s'est jamais occupé de façon si constante ni si intensive du « problème de la paix⁶ ». Pour les prédécesseurs, la paix, c'était un problème important parmi d'autres; pour Pie XII, c'est LE problème du siècle. C'est l'idée-maîtresse qui domine sa pensée, à laquelle il rattache tout son enseignement.

Il est possible que certains éléments subjectifs — son tempérament, sa carrière antérieure comme professeur de droit, puis comme diplomate et secrétaire d'Etat — l'aient quelque peu prédisposé à s'intéresser par excellence au problème de la paix. Mais il y avait aussi les circonstances de son pontificat ! Tout son règne (1939-1958) se situe dans une période particulièrement troublée, dominée par la guerre ou la crainte de la guerre. Indépendamment même de ces éléments subjectifs, il aurait été obligé, par la force des choses, de s'occuper beaucoup du problème de la paix. « A partir du moment où le Seigneur a voulu Nous nommer, bien qu'indigne, Pontife suprême, dit-il le 18 mai 1952, dans une allocution au personnel

4. Sav. 4364-4365.

5. Les passages abondent où Pie XII dit la même chose. A titre d'exemple voir Sav. 4180, 3843, 4101, 3918.

6. Titre d'un livre de Robert REDSLOB, éd. Verlag für Recht und Gesellschaft, Bâle, 1954.

du Ministère italien de la Défense nationale, Nous n'avons rien omis pour défendre la paix, pour avertir chefs et peuples des dangers de la guerre, pour proposer des règles aptes à éviter de nouveaux conflits... En toute sincérité Nous pouvons Nous demander : *Quid est quod ultra debuimus facere et non fecimus?* » ? Et, le 7 septembre 1947, devant les hommes de l'Action catholique italienne, il déclare : « ... Nous-même, Nous avons toujours servi et servirons toujours, aussi longtemps qu'il Nous restera un souffle de vie, la cause de la véritable paix ».

Fut-ce son souci de la paix qui l'amena à prendre si souvent position sur les grandes questions politiques de notre époque ? Certains ont affirmé que ce pape « n'avait peut-être pas tout à fait perdu la nostalgie du pouvoir temporel »⁷. Est-ce vrai ? Est-ce faux ? Dans sa pensée, cependant, il ne s'agissait probablement que de saisir toute occasion pour montrer le chemin de la paix ; du moins croyons-nous qu'il faudra ainsi comprendre l'« action patiente et presque épuisante » à laquelle il se réfère dans son message de Noël de 1954. En se prononçant tantôt sur des aspects théoriques, tantôt sur des aspects pratiques des questions de l'actualité politique, il a développé ce qu'on peut appeler toute une doctrine de la paix⁸. Définir cette doctrine — « proposer des règles aptes à éviter de nouveaux conflits » comme il le dit dans son discours du 18 mai 1952 —, c'est sans doute ce qu'il considérerait comme sa « mission particulière » de paix.

Ceci nous amène à signaler un deuxième point de différence, « qualitatif » celui-ci, entre Pie XII et ses prédécesseurs. Si la plupart des autres papes, à l'exception cependant de Benoît XV, se sont habituellement limités à traiter de la paix sous son aspect strictement spirituel, Pie XII est très souvent entré dans les détails organisateurs, donc juridiques et politiques. A titre d'exemple, on peut mentionner ici les multiples discours dans lesquels il a développé la nécessité d'organiser la société internationale en la dotant d'institutions appropriées. Toute sa pensée se trouve axée sur le postulat que la paix ne pourra résulter que de réformes d'une double nature : spirituelles et morales d'une part, institutionnelles d'autre part. Son enseignement, par conséquent, ne contient non seulement une « morale » de la paix, mais aussi une « politique ».

C'est, croyons-nous, un des grands mérites de Pie XII d'avoir tant insisté sur la nécessité d'organisation internationale. En revenant

7. Sav. 3777; voir également Sav. 3843.

8. Sav. 341; voir également Sav. 4102.

9. Voir l'éditorial du *Monde* du 10 octobre 1958.

10. Mgr GUERRY, dans son livre *L'Eglise et la communauté des peuples* (éd. Bonne Presse, Paris, 1958), qualifie l'enseignement de Pie XII de « doctrine ». Le R.P. COSTE, dans son ouvrage *Le Problème du droit de guerre dans la pensée de Pie XII* (éd. Aubier-Montaigne, 1962), affirme que l'ensemble des textes de Pie XII « constitue un véritable *corpus doctrinae* et même un *corpus iuris* » (p. 9).

sans cesse sur ce thème qui lui fut cher, il s'est efforcé à rendre les catholiques conscients de leur devoir de collaborer activement à la construction d'un ordre international. Il leur a fait comprendre, notamment, que dans le monde d'aujourd'hui, pour établir la paix, les seules bonnes dispositions morales ne suffisent pas, mais qu'il faut, en plus, des structures : des institutions politiques et juridiques capables d'incarner la bonne volonté et de la perpétuer, — s'il le fallait même contre le caprice ultérieur de leurs propres fondateurs. « Un surnaturalisme qui s'écarte, et surtout écarte la religion des nécessités et des devoirs économiques et politiques, comme s'ils ne concernaient pas le chrétien et le catholique, est chose malsaine, étrangère à la pensée de l'Eglise », disait-il, le 13 septembre 1952, dans une allocution aux membres du mouvement « Pax Christi ¹¹ ». Et il louait le fait que Pax Christi, ayant « pris son départ au cœur des nécessités sociales et politiques », veut « utiliser les forces de paix accumulées dans l'Eglise et le monde catholique grâce à l'unité surnaturelle des catholiques dans le Christ, dans la foi, dans l'accord fondamental de la pensée et des idées sociales... pour procurer l'atmosphère nécessaire aux tendances qui visent à l'unification économique et politique de l'Europe d'abord, et, plus tard, peut-être des territoires qui la débordent ».

Nous touchons ici au nœud du problème de la paix tel que Pie XII le voyait.

11. Sav. 4060.

CHAPITRE II

ANALYSE DE QUELQUES CONCEPTIONS

La paix peut se manifester dans de nombreux domaines. On peut parler de paix de l'âme, de paix familiale, de paix sociale, de paix internationale. C'est de cette dernière qu'il sera question ici ; mais en fin de compte, la paix s'avère indivisible¹, et c'est pourquoi il est difficile d'exclure totalement du champ de nos recherches les autres domaines où elle peut se manifester.

Qu'est-ce que la paix ? Dans son sens le plus élémentaire, c'est un état d'absence de guerre, une situation de fait dont la durée est limitée et qui résulte, au fond, de l'équilibre des forces entre deux ou plusieurs Etats. Sous cette optique, le maintien de l'équilibre apparaît comme une garantie de paix et, partant, comme un but politique appréciable. C'est un précepte de sagesse pratique, appliqué depuis des temps anciens et élevé au rang de doctrine par des théoriciens du xv^e siècle². « L'équilibre est le meilleur et le plus solide fondement de l'amitié et de la concorde », proclame en 1713 le Traité d'Utrecht. Au xx^e siècle, on n'ose généralement plus attribuer à la théorie de l'équilibre des vertus si excessives. Mais cela n'empêche que les limites de son champ d'application se trouvent aujourd'hui presque indéfiniment repoussées : à la planète tout entière, voire à l'espace extra-terrestre où les deux superpuissances se confrontent. Et il faut le dire, la formule de l'équilibre, préoccupation traditionnelle des chancelleries, n'est pas sans une certaine efficacité ; sa seule ancienneté le prouve. Lorsque les antagonismes se confrontent, l'égalité des forces peut avoir un effet frénateur, du moins dans l'immédiat. Mais est-ce plus qu'un remède provisoire ?

En tant que doctrine, la formule de l'équilibre ne résiste pas à un examen sérieux. Yves de la Brière fait une distinction entre l'équilibre comme expédient politique d'une part, comme théorie d'autre part. Il reconnaît les avantages de la recette politique, mais il rejette

1. Cf. Ignaz SEIPERL, *Der Friede*, p. 39, édit. Tyrolia, Innsbruck, 1937. Cf. aussi C. SANTAMARIA, *A la recherche d'une notion de paix*, dans *Justice dans le monde*, Louvain, septembre 1960.

2. Christian LANGE et August SCHOU, *Histoire de l'internationalisme*, t. I, p. 266-267, édit. H. Aschehoug & C^o (et autres), Oslo, 1919-1954-1963 (3 t.).

l'équilibre en tant que principe doctrinal³. Beaucoup d'autres auteurs sont du même avis. « L'équilibre, écrit Robert Redslob, est chose vacillante par définition. Kant rappelle la maison de Swift, bâtie dans un équilibre si parfait qu'elle s'effondra quand un oiseau vint se déposer sur son toit... L'équilibre au sens traditionnel, par son essence même et par les inconnues qui lui sont immanentes, implique l'idée du risque... Cette préoccupation intervient *a fortiori* quand la supériorité de l'ennemi est probable; elle joue même quand il y a incertitude au sujet de cette supériorité... Car il est dans la pauvre nature humaine une force occulte et incalculable qui peut éclater en dépit et au mépris de la peur : c'est la folie⁴ ».

Un autre auteur contemporain, M. Lucien Morice, observe très justement que cette paix primitive, instable, qui naît de l'équilibre, est « à la merci d'une puissance quelconque qui se jette dans l'aventure parce qu'elle juge les circonstances favorables à ses desseins. Elle dépend, d'une certaine manière, du peuple le moins pacifique⁵ ». M. Gaston Bouthoul va même jusqu'à attribuer à la doctrine de l'équilibre un caractère proprement agressif. « Car, dit-il, en dernière analyse, elle se résout à recommander aux nations, comme l'avait fait Machiavel, d'entreprendre des guerres préventives en toute occasion⁶ ».

Une paix qui, à chaque moment, risque d'être troublée, mérite-t-elle vraiment ce nom ? Il est évident qu'une paix de durée limitée n'est qu'un bien tout relatif. Sa valeur est égale, pour ainsi dire, à sa durée. Kant distingue la paix de la « pure trêve ». Celle-ci n'est qu'une « remise des hostilités », dit-il, mais celle-là « signifie la fin de toutes les hostilités, de sorte que c'est déjà un pléonasme suspect que de lui donner l'adjectif perpétuel⁷ ». Pour lui, la vraie paix n'a donc pas de limites dans le temps. Et il élabore, comme l'ont fait un abbé de Saint-Pierre et un Jeremy Bentham, toute une théorie de la « paix perpétuelle ».

Les hommes d'Etat sont peut-être trop prudents pour oser parler, comme le font les philosophes, de « paix perpétuelle ». Ils se contentent de l'idée, moins ambitieuse, d'une « paix durable ». L'histoire a vu beaucoup d'efforts pour la réaliser. Ainsi, sous l'Empire romain, la Pax Romana fut instituée — ou plutôt imposée. Plus près de nos jours, la Sainte Alliance de 1815 est l'exemple d'un effort moderne pour instaurer, délibérément, la paix en Europe. Cette paix a duré trente-neuf ans. La Société des Nations, telle qu'elle vit le jour en 1919, était non seulement un effort délibéré de paix, mais un effort ambitieux. Elle mettrait fin, une fois pour toutes, à toutes les guerres

3. *La Communauté des puissances*, p. 41-50, édit. Beauchesne, Paris, 1932.

4. *Op. cit.*, p. 26-28 ; Cf. aussi LANGE-SCHOU, *op. cit.*, *ibid.*

5. *Vers l'empire du monde*, p. 13 ; éd. Calman-Lévy, Paris, 1947.

6. *La guerre*, p. 99, éd. P.U.F., Paris, 1953.

7. *Zum ewigen Frieden*, p. 5, éd. Reclam, Leipzig, 1947. C'est nous qui traduisons.

sur la terre entière... C'était du moins ce que croyaient les foules — et non seulement elles — qui applaudissaient frénétiquement au passage du président Wilson. Cette paix là, « organisée », « institutionnelle », n'a pas duré vingt ans.

Voilà pour les faits. Ils semblent donner tort aux optimistes qui rêvent d'une paix perpétuelle, ou même simplement durable⁸. En revanche, le pessimisme de ceux qui considèrent la guerre comme un phénomène obéissant à des lois aveugles, indépendantes de la volonté humaine, semble solidement basé sur l'expérience. « Ce n'est pas la guerre, affirme M. Gaston Bouthoul, qui est notre instrument, c'est nous qui sommes les instruments de la guerre; épisode inéluctable d'un cycle, elle se saisit de nous, elle se fait à travers nous. Elle est comme une épidémie psychique, un délire collectif... Vouloir la réglementer ou l'interdire par des mesures juridiques paraît aussi vain que de punir par une loi le fait de contracter la peste ou la fièvre typhoïde. Le pacte Kellog, par exemple, pourrait être qualifié de « pacte de renonciation à la maladie »⁹.

Un déterminisme fondamental est à la base de ce raisonnement. En tant qu'hypothèse, il est à prendre ou à laisser selon les convictions philosophiques de chacun. Mais M. Bouthoul fait également appel aux faits pour appuyer ses thèses. En effet, il invoque les « mille démentis de l'histoire » qui, dans son esprit, sont l'argument décisif contre ce qu'il appelle l'« illusionnisme juridique »¹⁰. Mais cet argument est à double tranchant, car l'histoire des guerres qui n'ont pas eu lieu, elle aussi, serait à écrire. Il ne serait pas difficile de démontrer, à l'aide d'exemples historiques précis, que la guerre a été conjurée effectivement, et par conséquent peut être conjurée, par la volonté de l'homme.

Il est vrai que tous les efforts entrepris jusqu'ici pour instaurer la paix de façon durable ont échoué. Rétrospectivement, ils apparaissent comme des tentatives plus ou moins réussies pour prolonger les périodes d'absence de guerre. Mais cette constatation pose précisément la question de savoir jusqu'à quelle limite ces périodes d'absence de guerre peuvent être prolongées. Est-il possible de concevoir une

8. Un détail assez intéressant est que Benoît XV, dans l'encyclique *Quod iam diu* du 1^{er} décembre 1918, parle à la fois de « paix durable » et de « paix perpétuelle ». L'encyclique demandait des prières à l'occasion de la conférence de paix. « Car bientôt les délégués des diverses nations se réuniront en Congrès pour donner à l'univers une paix juste et durable. Ils sont en face d'un tel règlement qu'il ne semble pas qu'il y en ait eu jamais un autre plus important... » Et la lettre conclut ainsi : « Pour Nous qui, sans aucun mérite, tenons la place de Jésus-Christ, Roi Pacifique, il Nous appartient, en vertu de Notre charge apostolique et de Notre autorité, de consacrer tous Nos efforts à ce que partout Nos fidèles acceptent de bon gré et gardent inviolablement ce qui aura été établi pour la tranquillité et l'ordre et l'établissement d'une paix perpétuelle dans l'univers » (*P.I.* 133).

9. *Op. cit.*, p. 110; avec quelques variations, on retrouve ces mêmes formules dans presque tous les écrits de M. BOUTHOU.

10. *Op. cit.*, p. 7.

« technique » grâce à laquelle les guerres deviennent de plus en plus sporadiques ? Si cela était possible, rien ne s'opposerait plus à croire à la possibilité de réaliser, un jour, la « paix perpétuelle », ou du moins l'absence de guerre perpétuelle. Car si c'est dans le pouvoir de l'homme d'éliminer des guerres, alors il doit pouvoir éliminer la guerre.

Or, il est évident qu'il est possible de concevoir un système, un ensemble de structures internationales qui, mieux qu'un autre, empêche les guerres. C'est le problème de la théorie politique qui se pose ici dans toute son ampleur. Kant, en traçant un parallèle avec l'Etat national, affirme que l'instauration de la paix à l'intérieur de celui-ci « ne dépend que d'une bonne organisation de l'Etat (laquelle est certainement dans le pouvoir de l'homme)¹¹ ». Et il ajoute une phrase remarquable : « Quelque sévère que cette affirmation puisse paraître, le problème de la fondation de l'Etat est soluble, même pour un peuple de diables (à condition qu'ils soient doués de raison)¹² ».

De nos jours, on reconnaît universellement que le problème de la suppression de la guerre dans la société internationale doit trouver une solution analogue. L'on admet aujourd'hui que les mêmes principes qui servent à assurer la paix dans l'Etat national (ou en général à l'intérieur de n'importe quel groupe), peuvent et doivent être appliqués à l'échelle du monde. Il s'agirait de sortir du stade d'anarchie relative qui caractérise la société internationale pour s'élever à un stade plus organisé, c'est-à-dire celui où règne le droit au lieu de la force. Cela suppose, bien entendu, que l'ordonnancement juridique de la société internationale soit achevé, mais aussi qu'un pouvoir de contrainte soit instauré afin de maintenir l'ordre de droit. Bref, c'est l'idée d'une paix organisée, reposant par préférence non sur un contrat mais sur une institution dont le fonctionnement est soustrait aux caprices de la volonté des Etats individuels, de sorte qu'elle est capable, à la rigueur, d'imposer la paix.

La Société des Nations peut être considérée comme une première incarnation de cette idée. De toute façon, elle est la première tentative de promouvoir et de garantir la paix par une institution mondiale permanente. Ce seul fait est d'une importance cruciale qui fait pâlir tous les reproches qu'on peut lui faire à cause de ses défauts. Si la Société des Nations n'a pu empêcher le désastre, cela ne prouve nullement que l'idée qu'elle incarnait était mauvaise, mais qu'elle incarnait mal l'idée. Bien entendu, la même remarque vaut pour l'O.N.U. Si, dans sa forme actuelle, elle est loin d'être idéale, cela n'infirme en rien le principe qui est à sa base. Il est possible, il n'est même pas du tout difficile, d'imaginer une O.N.U. bien moins impar-

11 *Op cit*, p 35 . « So dass es nur auf eine gute Organisation des Staats ankommt (die allerdings im Vermögen der Menschen ist) »

12 *Op cit*, p 35 : « Das Problem der Staatserrichtung ist, so hart wie es auch klingt, selbst für ein Volk von Teufeln (wenn sie nur Verstand haben), auflosbar . »

faite; l'amélioration effective des structures actuellement en place est un problème politique que les hommes d'Etat auront à résoudre.

Organisation, institutionnalisation : est-ce donc là la clef magique qui va nous ouvrir les portes de la terre promise où règne la paix sans fin ? Il serait bien tentant de le croire. Car si la paix n'est pas soustraite à notre volonté mais dépend d'elle, alors tout porte à croire qu'elle ne fait qu'attendre notre action organisatrice pour s'offrir à la portée de la main, libérée, du moins virtuellement, de toute limite quant à sa durée.

Ainsi, M. Emery Reves affirme que « le problème actuel de la paix consiste dans l'instauration d'un ordre légal destiné à régler les relations entre les hommes, au-delà et au-dessus des Etats-nations ¹³ ». Concrètement, cela signifie pour lui la nécessité de créer un gouvernement mondial. « Nous devons reprendre, dit-il, la route perdue du rationalisme si nous voulons préserver notre civilisation d'une destruction totale ¹⁴ ».

M. Lucien Morice, lui aussi, est d'avis que le problème de la paix est, essentiellement, un problème d'organisation rationnelle du monde. Le premier chapitre de son livre que nous avons déjà cité, s'intitule « Les deux paix ». Il distingue ce qu'il appelle « la paix diplomatique » de « la paix organique ». La première, c'est cette situation instable, anarchique, qui « ne dure jamais plus de quelques dizaines d'années et apparaît comme une sorte de trêve entre deux guerres ¹⁵ ». La deuxième paix, c'est celle qui est assurée « par des organismes appropriés... Au lieu de dépendre du jeu hasardeux des équilibres diplomatiques, elle dure autant que les institutions internationales elles-mêmes, c'est-à-dire qu'elle peut se prolonger indéfiniment ¹⁶ ». Et l'auteur conclut : « Il y a entre ces deux paix, non pas une différence de degré, mais une différence de nature, parce qu'elles n'ont ni les mêmes propriétés, ni les mêmes conditions d'existence... La paix organique... est la paix idéale... parfaite ¹⁷ ».

Confondant la notion de paix avec une méthode pour l'instaurer, M. Morice empêche son lecteur de le suivre. Car s'il est vrai que la « paix organique » constitue, par rapport à la « paix diplomatique », un très grand progrès, il est faux que la paix changerait « de nature » par la seule méthode de son instauration ou par le seul prolongement, fût-il indéfini, de sa durée. Ou bien la « paix diplomatique » (nous préférons le terme « simple absence de guerre ») n'a rien à voir avec la paix, et alors on voit mal comment cette situation très imparfaite pourrait changer « de nature » en se prolongeant dans le temps et devenir « la paix idéale... parfaite »; ou bien la « paix diplomatique »

13. *Anatomie de la paix*, p. 276. éd. Tallandier, Paris, 1946.

14. *Op. cit.*, p. 295.

15. *Op. cit.*, p. 13.

16. *Op. cit.*, p. 15-16.

17. *Op. cit.*, p. 17.

est une espèce de paix quelconque, mais alors on ne voit plus du tout en quoi elle changerait « de nature ».

En réalité, la différence entre ces « deux paix » n'est point de nature mais de degré seulement. L'une et l'autre constituent un bien; mais l'une est meilleure que l'autre. Cependant, ni l'une ni l'autre ne saurait être appelée « idéale... parfaite ». Car il n'est pas difficile d'imaginer un monde où, grâce à un mécanisme international savamment élaboré, aucune guerre du type traditionnel n'éclate plus mais où les conflits et les tensions subsistent et continuent à se manifester par d'autres moyens. L'on peut imaginer une « guerre froide » perpétuelle comme remplacement de la guerre armée. Il est manifeste qu'une telle situation ne mériterait la qualification de paix que dans un sens très limité.

La vraie paix, la paix « idéale et parfaite » suppose davantage qu'une simple situation d'absence de guerre, davantage aussi qu'une organisation rationnelle du monde extérieur permettant l'institutionnalisation de l'absence de guerre. La véritable paix suppose, en plus, un certain esprit, une certaine mentalité, un ensemble de dispositions morales intérieures dans les esprits et les cœurs des hommes.

Dans ce sens, la paix ne s'identifie ni avec un éphémère hasard historique (la simple absence de guerre), ni avec une création organisatrice rationnelle (l'absence de guerre institutionnalisée), mais elle apparaît comme une idée qu'il ne nous sera jamais donné de réaliser complètement dans le cadre du temps et de l'espace. Kant l'avait bien vu. Il parle de « l'approchement continu¹⁸ » ou de « l'approchement indéfini¹⁹ » de la paix. « Par conséquent, dit-il, en conclusion de son livre, la paix perpétuelle qui viendra après ce qu'on a appelé jusqu'ici, à tort, des traités de paix (à vrai dire des trêves), n'est pas une idée vide mais un devoir qui, dans une réalisation progressive, s'approche continuellement de son but...²⁰ ».

La paix est donc, en dernier ressort, un devoir moral. Elle est, selon Saint Augustin, « la fin de nos biens²¹ ». Mais cela implique qu'elle est susceptible de divers degrés de réalisation. La paix « idéale... parfaite » ne se trouve pas ici-bas. Toute paix humaine n'est que relative, n'est que réalisation partielle.

C'est ce qui permet d'affirmer que les différences entre les trois sortes de paix que nous avons distinguées sont, en fin de compte, relatives, elles aussi. La « simple absence de guerre » constitue bien, si l'on veut, une « paix ». C'est la paix dans le sens le plus primitif et le plus élémentaire; c'est la condition *sine qua non* pour pouvoir parler de paix. Saint Augustin, dans les célèbres chapitres 12 et 13 du XIX^e livre de *La cité de Dieu*, n'hésite pas à qualifier cette simple absence de guerre de « paix quelconque²² »; même les fauves « conser-

18. *Op. cit.*, p. 27.

19. *Op. cit.*, p. 65.

20. *Ibid.*

21. *La Cité de Dieu*, trad. L. Moreau, t. III, p. 219, éd. Garnier, Paris.

22. *Op. cit.*, p. 221 : « qualemcumque umbram pacis tenet ».

vent leur espèce par une sorte de paix²³ »; même l'homme injuste qui « hait la juste paix de Dieu... aime la sienne qui est injuste. Car il ne peut s'empêcher d'aimer une paix quelconque²⁴ »; même le diable ne demeure pas entièrement en dehors de la paix²⁵.

Meilleure que cette situation primitive et instable qui naît de l'équilibre des forces est ce que nous avons appelé l'« absence de guerre institutionnalisée ». Elle représente un grand progrès juridique et, en même temps, un grand progrès de civilisation. Car ce n'est qu'à l'état de nature barbare que les forces brutes sévissent librement; la civilisation, c'est le triomphe de la raison sur la nature. Cette paix organisée est possible, selon le mot de Kant, « même pour un peuple de diables, — pourvu qu'ils soient doués de raison²⁶ ».

Mais dans son sens le plus profond, la paix n'est non seulement le fruit d'une bonne organisation juridique du monde, mais encore d'une mentalité pacifique des hommes. Dans ce sens, la notion de paix suppose donc à la fois un progrès juridique et un progrès moral. Cette paix-là est inconcevable pour les diables dont parle Kant. Elle suppose plus que la raison pure calculant l'intérêt propre.

C'est donc bien l'élément moral qui, en fin de compte, est décisif. Car aucune réglementation juridique, fût-elle assortie d'un système de sanctions internationales, ne saurait empêcher l'éclatement d'une guerre si l'esprit pacifique fait défaut. Et en revanche, l'existence d'une mentalité pacifique vivante ne peut pas ne pas mener à des efforts pour organiser une absence de guerre permanente.

Sur ce point, à savoir que le problème de la paix est, en dernière analyse, un problème moral, les auteurs venant des horizons les plus divers se rencontrent. Harold Laski, en parlant de l'abolition de la guerre par un système de « gouvernement international », souligne le rôle primordial des « forces de l'esprit ». « The spiritual life of Europe belongs not to Caesar and Napoleon, but to Christ; the civilisation of the East has been more influenced by Buddha than by Ghengis Kahn or Akbar. It is that truth we have to learn if we are to survive. We overcome hate by love and evil by good²⁷ ». Huizinga n'hésite pas à présenter le problème de la paix carrément comme un problème religieux : « La question de savoir s'il est possible de restaurer un ordre des Etats nous mène ainsi immédiatement, par-dessus la sphère éthique, vers la sphère religieuse, vers le domaine de la grâce et de la rédemption²⁸ ». Et Robert Redslob, dans le dernier chapitre de son livre qui, significativement, porte le titre *La Paix est un problème*

23. *Op. cit.*, p. 224 : « genus proprium quadam pace custodiunt ».

24. *Op. cit.*, p. 224-225 : « non amare tamen qualemcumque pacem nullo modo potest ».

25. Cf. p. 228-229.

26. *Op. cit.*, p. 35. On peut se demander si cette affirmation de Kant n'est pas inspirée par le passage de Saint Augustin.

27. *A grammar of politics*, p. 239, éd. Allen & Unwin Ltd., London, 1951.

28. *Geschieden wereld*, Verzamelde Werken, vol. VII, p. 561, éd. Tjeenk Willink, Haarlem, 1950. C'est nous qui traduisons.

de l'esprit, écrit : « C'est toujours la même vérité : la paix trouve ses ultimes assises dans le domaine de l'esprit. Il n'y a pas de technique autonome la garantissant. Toute technique n'est qu'un adjuvant. La paix ne peut être assurée que par une volonté droite et résolue ²⁹ ».

Même un auteur comme M. Bouthoul peut être invoqué pour témoigner de la primauté de l'élément moral. C'est lui, en effet, qui, tout en stigmatisant « l'illusionnisme juridique » et « l'illusionnisme politique », a pu proclamer : « Il est temps de poser le problème de la paix en d'autres termes et de s'en prendre non aux manifestations variables, mais aux racines profondes de l'agressivité collective ³⁰ ». Car est-il concevable de mettre fin à cette « agressivité collective » sans recourir à des réformes morales ?

29. *Op. cit.*, p. 68-69.

30. *Dépolitiser la paix*, *Le Monde*, 15 mars 1962.

CHAPITRE III

LA CONCEPTION DE PIE XII

Dans les nombreuses définitions que Pie XII a données de la paix, on retrouve les trois conceptions que nous avons distinguées plus haut et auxquelles correspondent trois doctrines politiques différentes. Tout d'abord, on y retrouve la notion de paix comme une simple absence de guerre, avec son complément : la doctrine de l'équilibre — formule que le pape critique mais dont il admet qu'elle puisse jouer un rôle auxiliaire utile. On y retrouve, deuxièmement, la notion de paix comme une absence de guerre institutionnalisée, à assurer par l'organisation appropriée de la société internationale — formule pour laquelle il marque une prédilection particulière, tout en soulignant qu'elle ne peut réunir en elle-même tous les éléments pour la solution finale du problème. Enfin, on y retrouve la définition de « la vraie paix », laquelle suppose non seulement un acte juridique et organisateur, mais également un acte moral ; la méthode inhérente à cette dernière notion peut être caractérisée comme étant d'une double nature : organisation juridique et politique du monde d'une part, éducation morale des citoyens du monde d'autre part.

Les textes de Pie XII traitant exclusivement de la notion de paix (c'est-à-dire sans aucune référence quelconque aux problèmes pratiques), sont à eux seuls déjà tellement nombreux qu'il est impossible de les citer tous ici. Nous nous bornerons donc à en mentionner les plus caractéristiques.

En tout premier lieu, il faut relever la définition contenue dans le message de Noël 1943. Elle est ainsi libellée : « La vraie paix n'est pas le résultat, pour ainsi dire mathématique, d'une proportion de forces, mais, dans sa dernière et plus profonde signification, une action morale et juridique¹ ». Négation donc de l'idée de la paix par l'équilibre et affirmation de la paix comme résultat de réformes à la fois juridiques et morales. Cependant, comme pour bien faire mesurer toute la distance qui le sépare de certains pacifistes opposés au principe même de la force, le pape ajoute : « Elle (la paix) ne se réalise pas en fait sans un déploiement de force et sa stabilité même a besoin de s'appuyer sur une mesure normale de puissance.

1. Sav. 3997.

Mais la fonction propre de cette force, si elle veut être moralement irréprochable, doit servir à protéger et à défendre, non à restreindre et à opprimer le droit² ».

L'insistance de Pie XII sur le caractère dynamique de « la vraie paix » (en effet, il la définit comme « une action »), rappelle Kant, qui, lui aussi, nous l'avons vu, considère la paix comme une création continue ou — selon ses propres mots — comme « un devoir », un « rapprochement indéfini » ou encore comme une « réalisation progressive ». Ni pour lui, ni pour Pie XII, la paix ne se laisse réduire à un état statique, à une situation de fait. Elle se présente comme un devoir moral, comme un idéal qui attend l'action humaine pour pouvoir s'actualiser. Dans son radio-message du 10 novembre 1956, à propos des événements de Hongrie et de Suez, il prend presque textuellement à son compte la phrase par laquelle Kant termine son livre et que nous avons déjà citée. « Par conséquent, dit le penseur de Königsberg, la paix perpétuelle... n'est pas une idée vide mais un devoir... ». « Nous, dit Pie XII, qui sommes fermement convaincu que la paix n'est pas un vain mot mais, bien au contraire, un devoir pour chacun...³ ».

Nous sommes loin, ici, des conceptions pessimistes qui considèrent la guerre comme un phénomène soustrait à la volonté humaine ! Pie XII l'a d'ailleurs dit expressément dans une allocution du 21 mai 1958 aux « Patronesses romaines d'assistance spirituelle aux forces armées d'Italie » : « L'Eglise se refuse à admettre toute doctrine qui considère la guerre comme un effet nécessaire de forces cosmiques, physiques, biologiques ou économiques...⁴ ». Et le 31 mai 1947, dans une allocution à des dirigeants de la Croix-Rouge américaine, il dit que « les désastres qui, aujourd'hui, demandent votre aide, ne sont pas simplement causés par les forces aveugles de la nature. Ils sont la conséquence des propres erreurs de l'homme⁵ ».

C'est pourquoi Pie XII rejette aussi l'opinion selon laquelle la paix s'identifie avec l'absence de guerre. Dans une allocution à un groupe de sénateurs des Etats-Unis, le 1^{er} novembre 1947, il dit que « la paix... est sûrement quelque chose de plus que la simple absence de guerre... Elle a un caractère positif de noble dignité... La paix est la tranquillité dans l'ordre⁶ ».

Cette dernière phrase, qui n'est autre que la définition traditionnelle de saint Augustin⁷, reprise par saint Thomas⁸, constitue la base habituelle de tout exposé des papes sur la paix. Pareil en cela à ses prédécesseurs⁹, Pie XII la cite très fréquemment. Elle a dû

2. *Ibid.*

3. *D.C.* 1956, 1481.

4. *D.C.* 1958, 705.

5. *Sav.* 4123.

6. *Sav.* 3715.

7. *De civitate Dei*, XIX, 13, 1.

8. *Summa theologiae*, II-II, q. 29a, I ad I.

9. Pour les prédécesseurs, voir p. e. *P.I.* 42, 57, 133, 148.

lui être utile. En effet, elle réunit les trois éléments qui sont nécessaires pour pouvoir constituer « la vraie paix ». La « tranquillité », tout d'abord, est l'élément de base ; c'est l'état d'absence de guerre sans lequel aucune paix n'est concevable. Comme Pie XII le dit à Noël 1939 : la « tranquillité » et la « durée » sont « les pivots d'une vraie paix ¹⁰ ». Mais pour assurer cette « tranquillité durable », il faut qu'elle soit ancrée dans un « ordre », et ceci dans le double sens de ce mot : un ordre juridique qui, pour être viable, doit s'appuyer sur un ordre intellectuel et moral ¹¹.

M. Paul Duclos affirme que la définition de « la vraie paix » donnée par Pie XII n'est autre chose que celle du bien commun international. S'inspirant de certaines idées de Gaston Fessard, il aboutit à la conclusion que « le bien commun international comporte trois éléments essentiels : 1. Une tranquillité assurant l'existence et la sécurité des nations ; 2. Un ordre du droit, ensemble de conventions et d'institutions juridiques assurant le développement de la communauté internationale, conformément à la justice ; 3. Enfin, un idéal de l'homme, qui oriente les peuples vers leur unité et leur bonheur ¹² ». M. Duclos précise que l'« idéal » est à comprendre dans le sens que lui donne Hauriou dans sa « théorie de l'institution », c'est-à-dire « l'idée directrice qui pour les membres est la raison d'être de la société ¹³ ».

L'analyse est intéressante. M. Duclos ne cite pas d'exemples prouvant que Pie XII distingue, effectivement, ces trois éléments dans « la vraie paix ». Plusieurs textes pourraient cependant être mentionnés, parmi lesquels en tout premier lieu le message de Noël de 1954 sur la « coexistence », document, d'ailleurs, que M. Duclos n'a probablement pas pu consulter avant de mettre son livre sous presse. Pie XII y dit : « Il est clair que la simple coexistence ne mérite pas le nom de paix, telle que la tradition chrétienne... a appris à la définir : « *tranquillitas ordinis* — la tranquillité dans l'ordre ». La paix froide n'est qu'un calme provisoire, dont la durée est conditionnée par le sentiment instable de la crainte et le calcul fluctuant des forces présentes... ¹⁴ ». Ici Pie XII parle donc de l'élément « tranquillité » : l'absence de guerre, due à l'équilibre précaire des forces et qu'il qualifie de « paix froide ». Apparemment, il trouve que ce « calme

10. Sav. 3820.

11. Voir ci-dessous, chapitre II.

12. *Le Vatican et la seconde guerre mondiale*, p. 70, éd. Pedone, Paris, 1955.

13. Voir ci-dessous, chapitre II de la Partie III, pour le rapport entre les idées de Pie XII et celles de Hauriou.

14. Sav. 4007. Léon XIII disait la même chose au sujet de la « paix armée » qui fut une autre application de la formule de l'équilibre. « Des troupes nombreuses et un développement infini de l'appareil militaire peuvent contenir quelque temps l'élan des efforts ennemis, mais ne peuvent procurer une tranquillité sûre et stable. La multiplication menaçante des armées est même plus propre à exciter qu'à supprimer les rivalités et les soupçons » (All. 11 février 1889, *P.I.*, t. I, 41).

provisoire » ne mérite même pas la qualification de « tranquillité » ! Parlant du deuxième élément, celui de l'ordre du droit, il enchaîne : « ... elle n'a rien de l' « ordre » juste, lequel suppose une série de rapports convergeant vers un but commun juste et droit... » Et enfin, troisième élément, il définit l' « idéal » : « ... Et comme, de plus, elle exclut tout lien d'ordre spirituel entre les peuples coexistant dans la juxtaposition, la paix froide est bien loin de celle qu'a prêchée et voulue le divin Maître; celle-ci est fondée sur l'union des esprits... Saint Paul la définit pax Dei : une paix qui engage avant tout les intelligences et les cœurs et s'exprime en une harmonieuse collaboration dans tous les domaines de la vie, sans en exclure le domaine politique, social et économique ¹⁵ ».

Voici donc clairement défini, dans ces dernières phrases, l'élément essentiel qui, selon Pie XII, confère à la notion de paix son sens le plus profond : c'est « l'union des esprits », ou encore un « engagement des intelligences et des cœurs ». Ceci diffère-t-il de ce que saint Augustin appelle la concorde : « *Pax hominum, ordinata concordia* ¹⁶ » ? Et est-ce autre chose, aussi, que ce que Maurice Hauriou appelle « l'idée de l'œuvre à réaliser ¹⁷ » qui, ralliant les esprits et les cœurs dans un groupement social, est susceptible de devenir le centre d'une « institution » ?

Autrement dit, pour qu'il y ait la « paix véritable » qui, selon le mot de Pie XII, « s'exprime en une harmonieuse collaboration dans tous les domaines de la vie, sans en exclure le domaine politique, social et économique », une certaine « intégration » morale et psychologique est indispensable. De même, le progrès du droit international est conditionné par l'existence préalable d'un minimum d'idées et de normes communes, et aucune institution internationale n'est viable sans un minimum de convictions communes à ses membres ¹⁸. Comme le dit le message de Noël 1953 : « Il faut le répéter sans se lasser... une paix sûre et stable est surtout un problème d'unité spirituelle et de dispositions morales... Le présent état de choses ne s'améliorera pas, à moins que tous les peuples ne reconnaissent les fins communes, spirituelles et morales de l'humanité, qu'ils ne s'aident à les réaliser et par conséquent ne s'entendent mutuellement... ¹⁹ ».

« Le nœud du problème de la paix, dit le message de Noël 1951, est présentement d'ordre spirituel, ... il est déficience ou défaut spirituel... Il faut que chacun se persuade que le péril de guerre

15. Sav. 4007.

16. *De civitate Dei*, XIX, 13.

17. *Théorie de l'Institution et de la Fondation, Cahiers de la Nouvelle Journée*, 1925, p. 12, suiv.

18. C'est là l'argument majeur pour habiliter les services d'information des institutions internationales de mener de saines campagnes de propagande pour l'idée qu'elles incarnent. Voir plus loin, Partie III, chapitre IV.

19. Sav. 744.

a d'abord un caractère spirituel²⁰ ». Et il ajoute : « Inspirer une telle persuasion est, par excellence, un devoir de l'Eglise. C'est aujourd'hui sa première contribution à la paix ». Un peu plus loin, Pie XII revient à nouveau au rôle de l'Eglise et il est assez probable, soit dit entre parenthèses, que, ce faisant, il pense surtout à sa propre œuvre : « L'Eglise apporte sa contribution à la paix en suscitant et en stimulant l'intelligence pratique du nœud spirituel du problème²¹ ».

Cette conception essentiellement spirituelle de la paix est évidemment incompatible avec la notion d'une simple absence de guerre. Plus d'une fois, d'ailleurs, Pie XII reprend la formule de Kant en qualifiant de « trêve » une telle situation de fait. Dans le message de Noël de 1954, par exemple, il constate que la situation qui s'est instaurée depuis la fin de la guerre dans le monde n'a « rien de commun, ou bien peu, avec la vraie paix » et qu'elle ressemble « beaucoup plus à une trêve, menacée par le moindre choc²² ». Il souligne la « durée incertaine » de cette situation²³. Le 2 juin 1945, dans une allocution aux cardinaux, il distingue « la trêve des armes » de « la paix vraie et sincère²⁴ ». Le 1^{er} juin 1946, devant le même auditoire, il répète la même phrase²⁵.

Dans le message de Noël 1953, il dit implicitement que la formule de l'équilibre se base sur une conception matérialiste de la paix. « Aucun matérialisme ne fut jamais capable d'instaurer la paix, car celle-ci est avant tout une attitude de l'esprit, et en second lieu seulement un équilibre harmonieux de forces extérieures... L'expérience du reste... démontre, même de nos jours, qu'un potentiel coûteux de forces techniques et économiques, quand il est distribué plus ou moins également entre les deux parties, entraîne un apeurement mutuel²⁶ ».

Remarquons que ce texte ne nie pas que la formule de l'équilibre puisse jouer un rôle secondaire utile. Pie XII était un esprit réaliste. Il n'est pas sans intérêt de noter que Pie XII, dans sa première allocution²⁷ de Noël, celle de 1939, mentionne en passant la nécessité de rétablir « un véritable équilibre entre les nations²⁸ ». Ses criti-

20. Sav. 4377.

21. Sav. 4391.

22. Sav. 4005.

23. Sav. 4008.

24. Sav. 3707.

25. Sav. 4300.

26. Sav. 744.

27. Il s'agit effectivement d'une « allocution », notamment aux cardinaux. Ce n'est qu'à partir de 1941 que Pie XII a prononcé ses « messages » de Noël radiodiffusés et adressés au monde entier.

28. Sav. 3822. Ce n'est pas l'endroit ici pour développer davantage ce point très important. Le fait que Pie XII reconnaît une certaine valeur à la théorie de l'équilibre témoigne de son réalisme politique. M. Charles de VISSCHER met en lumière des aspects positifs de l'équilibre : Voir *Théories et réalités en droit international public*, p. 20, 39-40, 56, 200 (éd. Pedone, Paris, 1960). Cf.

ques visent le fait que la formule de l'équilibre est souvent présentée comme étant capable, à elle seule, de réaliser la paix.

Ce sont encore des considérations du même ordre qui ont amené Pie XII à rejeter l'opinion selon laquelle l'avènement de la paix ne dépendrait que d'une organisation rationnelle de la société internationale. Bien sûr, il attachait une grande importance au rôle que le facteur « organisation » joue dans l'établissement de la paix. Dès son allocution de Noël 1939, il réclame « la création ou la reconstruction des institutions internationales... lesquelles ont une mission si haute »²⁹. Tout au cours de son pontificat il ne s'est pas lassé de le répéter. Mais en même temps, il n'a jamais omis de souligner que l'organisation la plus perfectionnée du monde, prise en elle-même, n'a qu'une valeur virtuelle; elle est comme un cadre qui doit être rempli ou comme un corps qui, pour vivre, a besoin du souffle et de l'impulsion de l'esprit. Etant essentiellement instrument, et non pas une valeur en soi, l'organisation servira le bien ou le mal selon que l'esprit qui l'anime est bon ou mauvais.

Beaucoup de textes pourraient être cités pour prouver combien Pie XII croyait, dans ces limites, à la puissance de l'organisation. C'est là, à notre avis, un des traits marquants de sa personnalité. Voici un choix, très limité, de quelques-uns des textes les plus caractéristiques.

« La future reconstruction (du monde), dit-il dans le message de Noël 1941, pourra présenter et donner de précieuses facilités pour promouvoir le bien, non exemptes, cependant, du danger... de favoriser le mal; ... car si à la vigueur organisatrice dans l'ordre matériel ne s'unissent pas, dans l'ordre moral, une souveraine pondération et une intention sincère, il n'est pas douteux qu'on verra se vérifier la sentence de saint Augustin : « *Bene currunt, sed in via non currunt. Quanto plus currunt, plus errant, quia a via recedunt* »³⁰.

Le 25 janvier 1950, dans une lettre aux évêques d'Italie concernant l'Action catholique, il insiste très longuement sur un « principe qui est d'une extrême importance pratique : celui de l'organisation... On constate que les adversaires mêmes de l'Eglise se servent, eux aussi, de l'organisation selon des méthodes nouvelles et hardies, en en faisant souvent l'arme la plus propre à attirer à eux et subordonner les masses populaires. Les catholiques doivent comprendre ce phénomène profond et complexe de l'histoire pré-

aussi Yves DE LA BRIÈRE, *op. cit.*, p. 41-50. Cf. à ce sujet également les discussions sur les armes nucléaires dans les milieux protestants néerlandais. Il n'est pas étonnant que ce soit justement un homme de la politique pratique, le professeur C. Patijn, qui ait fait valoir, dans un article très remarqué, qu'en l'absence d'un ordre du droit mondial la formule de l'équilibre a tout au moins l'avantage de « maintenir un ordre relatif ». (*Kritische kanttekeningen bij het rapport der synode*, dans *Wending*, décembre 1962).

29. Sav. 3821.

30. Sav. 3939.

sente et doivent se préparer à utiliser toujours mieux les avantages de la vie de groupe³¹ ».

Dans le message de Noël 1952, il affirme : « Loin de Nous l'idée que le recours persistant à la puissante organisation future des hommes et des choses soit un dérivatif misérable...; Nous estimons plutôt qu'il est une promesse ferme et sincère, apte à inspirer confiance... ». Il est vrai que le Pape se hâte d'ajouter qu' « on ne voit cependant pas sur quels fondements sérieux cette confiance pourrait s'appuyer, étant donné que les expériences faites jusqu'à présent induisent plutôt au scepticisme envers le système choisi³² ». Et un peu plus loin il dit : « Celui donc qui veut porter secours aux besoins des individus et des peuples ne peut attendre le salut d'un système impersonnel..., même fortement développé sous l'aspect technique³³ ». Au début de ce même passage il avait formulé l'avertissement qu'il ne faut « pas attendre le salut uniquement des techniciens de la production et de l'organisation³⁴ ».

Le 29 juin 1948, dans une allocution aux « Associations de travailleurs catholiques » italiens, Pie XII avait mentionné « l'organisation à outrance dont on a le culte aujourd'hui, pour ne pas dire la superstition³⁵ ».

Dans un discours sur le fédéralisme, prononcé, le 6 avril 1951, devant les membres du congrès du « Mouvement universel pour une confédération mondiale », il commence par exprimer son profond accord avec le fédéralisme, justement parce que celui-ci « s'attache à réaliser une organisation politique efficace du monde³⁶ ». Développant ce thème, il déclare que le droit naturel doit être « la base indispensable » de « l'organisation politique universelle ». Si on ne tient pas compte de cette base, « l'organisation politique universelle » ne ferait qu' « ajouter un automatisme légal de plus à tant d'autres qui menacent d'étouffer les nations et de réduire l'homme à n'être plus qu'un instrument inerte³⁷ ».

Dans le message de Noël 1953, il s'élève contre « l'esprit matérialiste dans lequel on pose le problème de la paix³⁸ ». Il semble s'adresser spécialement aux théoriciens qui affirment que la paix n'est qu'un problème d'organisation, car il enchaîne : « Nous pensons en particulier à ceux qui estiment que la question de la paix est de nature technique et qui ne considèrent la vie des individus et des nations que sous l'aspect technique et économique. Cette conception matérialiste de la vie menace de devenir la règle de

31. Sav. 3185-3188; cf. aussi Sav. 3117.

32. Sav. 3433.

33. Sav. 3435.

34. Sav. 3419.

35. Sav. 3063.

36. Sav. 4182.

37. Sav. 4187.

38. Sav. 743.

conduite d'agents d'affaire de la paix et la recette de leur politique pacifique ³⁹ ».

Le message de Noël de 1956 contient un passage qui, bien que traitant de la démocratie dans l'Etat, est intégralement applicable à la société internationale et à son organisation. « Ses insuffisances (c'est-à-dire de la démocratie), dit-il, sont réduites à de simples défauts d'institutions... En fait, l'Etat, lui aussi, et sa forme dépendent de la valeur morale des citoyens, et cela plus que jamais à une époque où l'Etat moderne, pleinement conscient de toutes les possibilités de la technique et de l'organisation, n'a que trop tendance à retirer à l'individu, pour les transférer à des institutions publiques, le souci et la responsabilité de sa propre vie. Une démocratie moderne ainsi constituée devra échouer dans la mesure où elle ne s'adresse plus, ou ne peut plus s'adresser, à la responsabilité morale individuelle des citoyens... On cherche à remédier à cet état de choses en mettant en chantier de grandes réformes institutionnelles... mais la réforme des institutions n'est pas aussi urgente que celle des mœurs... Dans la vie des Etats eux-mêmes, la force et la faiblesse des hommes, le péché et la grâce jouent un rôle capital ⁴⁰ ».

Enfin, il est indispensable de citer encore le message de Noël 1951 qui donne l'image idéale, pour ainsi dire, d'une « organisation pour la paix ». Cette « organisation (idéale) pour la paix », c'est, selon Pie XII, l'« ordre chrétien », et il la définit comme « le concours solidaire d'hommes et de peuples libres pour la réalisation progressive, dans tous les domaines de la vie, des buts assignés par Dieu à l'humanité ⁴¹ ». Remarquons, tout d'abord, que Pie XII se trouve ici, une fois de plus, en compagnie de Kant pour affirmer que la paix est « une réalisation progressive ». Mais de plus il déclare que la paix ne saurait être réalisée que si les hommes acceptent librement de participer à la poursuite en commun de buts communs. Autrement dit, la paix — la « vraie paix » — ne peut être imposée par une organisation « anonyme », que ce soit l'Etat ou une institution internationale, mais il faut, en plus, l'assentiment et le concours libres des citoyens. Et sur ce point, Pie XII rencontre à nouveau Hauriou pour qui l'« institution » n'est point une simple construction juridique, une structure sans âme, mais une réalité vivante, au contact constant des sources profondes de la vie des nations ⁴².

39. *Ibid.*

40. D.C. 1957, 5, 22.

41. Sav. 4382.

42. « Les formes des institutions constitutionnelles sont d'une importance moindre que les croyances politiques, écrit Hauriou, l'expérience prouve qu'aucune forme d'institution n'a par elle-même la vertu de réaliser le juste équilibre du pouvoir, de l'ordre et de la liberté. Les institutions sont pour seconder l'action des croyances et des volontés individuelles, pour être légitimes, il suffit

Pie XII continue en élaborant le thème de la liberté et de la responsabilité personnelles des hommes. « C'est pourtant un fait douloureux, constate-t-il, qu'aujourd'hui on n'estime plus ou on ne possède plus la vraie liberté. Dans ces conditions, la vie des hommes en commun comme organisation pour la paix est intérieurement sans vigueur et sans ressource, extérieurement exposée à des périls constants ⁴³ ».

Dans la pensée de Pie XII, c'est donc la responsabilité morale personnelle des citoyens qui constitue l'épine dorsale de toute organisation politique, que ce soit à l'intérieur de l'Etat — le problème de la « démocratie » — ou dans la société internationale. La thèse est assez importante pour que nous citions encore les passages du même message où Pie XII la développe.

« Les uns, par exemple, voudraient, dans le domaine économique ou social, tout faire retomber sur la société, même la direction et la sécurité de leur existence. Les autres attendent aujourd'hui leur seule nourriture spirituelle toujours moins d'eux-mêmes — c'est-à-dire de leurs propres convictions et connaissances — et toujours plus, toute préparée, de la presse, de la radio, du cinéma, de la télévision. Comment tous ceux-là pourraient-ils concevoir la vraie liberté ?...

» Cela signifie que ces hommes ne sont plus que de simples rouages dans les divers organismes sociaux ; ce ne sont plus des hommes libres, capables d'assumer ou d'accepter une part de responsabilité dans les affaires publiques. S'ils crient aujourd'hui : jamais plus de guerre ! on hésite vraiment à se fier à eux. Ce n'est pas, en effet, leur voix, c'est la voix anonyme du groupe social dans lequel ils se trouvent engagés.

» Telle est notre douloureuse situation. Elle entrave aussi l'Eglise dans ses efforts de pacification, dans ses rappels à la conscience de la vraie liberté humaine, élément indispensable, selon la conception chrétienne, de l'ordre social, considéré comme organisation de paix. En vain multiplierait-elle ses appels aux hommes privés de cette conscience, et encore plus inutilement les adresserait-elle à une société réduite à un pur automatisme ⁴⁴ ».

Et nous voilà confrontés, une fois de plus, avec cette idée, essentielle dans l'enseignement de Pie XII : étant, en dernière analyse, une notion spirituelle et morale, le problème de la paix

qu'elles ne les violentent pas. La nécessité où elles sont de s'adapter à un équilibre de forces spirituelles les rend, d'ailleurs, forcément transactionnelles ». (*Précis de droit constitutionnel*, ed Sirey, Paris, 1923, p VI)

43. *Ibid*

44. Sav. 4383-4385. A ce sujet, beaucoup d'autres textes mériteraient d'être cités. Qu'il nous soit permis de renvoyer spécialement aux suivants Sav 3705, 2205, 3482, 3263, 3602.

engage immédiatement la conscience et la responsabilité de chacun. Cette idée est commune à tous ses textes concernant la notion de paix qui viennent d'être cités. La « vraie paix », selon lui, ce n'est ni une simple situation de fait, créée par la faveur des circonstances extérieures, ni le produit d'une organisation purement rationnelle ; c'est la création continue du génie organisateur de ceux à qui les anges s'adressaient dans la nuit de Noël : les « hommes de bonne volonté ».

CHAPITRE IV

LES CARACTERISTIQUES DE LA PAIX

Les auteurs qui traitent du problème de la paix accordent généralement beaucoup d'importance au facteur de la confiance. Ils ont raison de le faire. En effet, sans une certaine mesure de confiance réciproque, aucune paix ne saurait exister. Presque instinctivement, on se rappelle ici du cercle vicieux du désarmement : le désarmement engendrerait la confiance mutuelle, tous les gouvernements sont d'accord sur ce point ; mais justement parce que cette confiance fait défaut, ils sont incapables de se mettre d'accord sur des mesures pratiques de désarmement.

« En fin de compte, écrit Robert Redslob, la confiance reste le nerf de la question (i.e. de la paix). Toujours en revient-on ainsi à une valeur impondérable. D'ailleurs les sauvegardes sises dans le droit et qui reposent sur des confédérations, des traités d'assistance et des conventions d'arbitrage, dépendent, elles aussi, en dernier ressort de la confiance, à savoir de la foi en la fidélité de la parole donnée¹ ».

Huizinga écrit que l'avènement de la paix exige qu'une « condition préalable soit remplie, c'est-à-dire celle de la confiance entre les Etats² ». Et il ajoute : « Selon les apparences, il s'agit donc d'une condition purement politique. Mais l'examen de cette condition nous mène bien au-delà du domaine purement politique... Chaque relation de confiance, quelle qu'elle soit, exige une base de concorde spirituelle réciproque sur laquelle cette confiance puisse reposer... La nature ou la matière ne nous apprend pas à avoir confiance les uns dans les autres. Le fondement de la confiance se trouve uniquement dans l'ordre éthique. Il faut de la bonne volonté réciproque et un commun respect du droit... La confiance doit être sentie, vécue, c'est-à-dire dans les profondeurs de la conscience des individus. Ceux-ci doivent — et j'aurai maintenant recours à un très grand mot — être *animés* de cette confiance... Ce qui est purement terrestre ne suffit pas à la guérison nécessaire. L'esprit nouveau dont l'humanité a besoin ne pourra être

1. *Op. cit.*, p. 68.

2. *Geschonden wereld, Verzamelde Werken*, vol. VII, p. 558, édit Tjeenk, Willink, Haarlem, 1950. C'est nous qui traduisons du néerlandais.

trouvé que dans les sphères où la miséricorde va à l'encontre de la vérité, et où la justice embrasse la paix (Ps. 84)³. Et à la fin de son exposé, il fait sienne la conclusion d'Aldous Huxley : « The only progress is a progress in charity⁴ ».

Ce texte de Huizinga est intéressant parce qu'il montre que la notion de confiance, tout comme la notion de paix, s'avère être complexe. A l'analyse on découvre qu'elle suppose la présence d'autres valeurs, valeurs éthiques à nouveau, que le savant néerlandais appelle « concorde spirituelle », « bonne volonté réciproque », « commun respect du droit », « rencontre de la miséricorde et de la vérité », « justice », « charité ». Bien sûr, lorsqu'on donne à la notion de confiance un sens aussi fondamental, on finira par constater qu'elle réunit en elle toutes les caractéristiques possibles de la paix ! Le mot peut alors servir pour indiquer un climat, une atmosphère où toutes les conditions sont remplies pour engendrer une entente parfaite. Mais dans ce sens, aussi, la notion de confiance n'a rien de statique ; elle n'est pas une situation donnée mais, comme la « vraie paix » dont parle Pie XII, une création continue.

Pie XII s'est souvent référé à la notion de confiance dans un sens aussi fondamental. Mais souvent aussi il la mentionne en même temps, et apparemment au même titre, que la charité, la concorde, la bienveillance, la justice, l'unité... de telle sorte qu'on peut se demander si, en fin de compte, il distinguait beaucoup entre tous ces facteurs. Peut-on d'ailleurs les distinguer de façon absolue ?

« Il n'est pas douteux, écrit-il dans le premier grand document de son pontificat, l'encyclique *Summi Pontificatus* (20 octobre 1939), que la condition préalable et nécessaire de toute vie commune pacifique entre les nations, l'âme même des relations juridiques existant entre elles, se trouve dans la confiance mutuelle, dans la prévision et la persuasion d'une réciproque fidélité à la parole donnée...⁵ ». Dans son message de Noël de 1947, en déplorant « la scission de l'humanité en groupes puissants et opposés », il constate qu'« une défiance fondamentale et invincible... est en même temps le tragique paradoxe et la malédiction de notre temps. Chacune des parties opposées se croit obligée à cette défiance comme à une nécessité de prudence élémentaire. Et voici que, par le fait même, une gigantesque muraille se dresse au point de rendre vain tout effort pour redonner à la famille humaine bouleversée les bienfaits d'une vraie paix⁶ ».

Deux ans auparavant, à Noël 1945, il avait mentionné la « confiance réciproque de tous les peuples » comme le premier de trois « présupposés fondamentaux d'une paix vraie et durable⁷ ».

3 *Ibid.*, p. 560-561.

4 *Ibid.*, p. 568

5 Sav. 56.

6 Sav. 3852.

7 Sav. 4261-4262

Et dans le message de Noël de 1950, il affirme que « l'étroite union de tous les peuples..., unis par des sentiments de confiance réciproque et d'aide mutuelle, est le seul moyen pour la défense de la paix ou le meilleur garant de son rétablissement ⁸ ».

Le message de Noël de 1941 indique expressément une méthode pour instaurer la confiance entre les Etats. Cette méthode, c'est celle de l'organisation internationale (conçue encore primordialement — nous sommes en 1941 — comme organisation juridictionnelle). Voici ce que dit ce message : « Pour que renaisse la confiance réciproque, il faut que se créent des institutions qui, s'attirant le respect général, se consacrent à la très noble fonction soit de garantir la sincère exécution des traités, soit d'en promouvoir, selon les principes du droit et de l'équité, d'opportunes corrections ou révisions ⁹ ».

Pie XII a très souvent souligné que la confiance suppose la fidélité à la parole donnée. Dans le passage qui précède immédiatement celui qui vient d'être cité, il disait en effet qu'il faut « rendre à la règle *Pacta sunt servanda* la fonction vitale et morale qui lui revient dans les relations juridiques entre les Etats. Cette règle qui, dans le passé, a subi des crises inquiétantes et des infractions..., a trouvé en face d'elle une défiance quasi incurable... ¹⁰ ».

Et à la veille de la deuxième guerre mondiale, dans l'allocution de Pâques (9 avril) 1939, il déplorait que « les pactes officiellement sanctionnés, ainsi que la parole donnée, sont parfois dépouillés de leur valeur et de leur certitude qui fondent et fortifient la légitime confiance réciproque ; celle-ci disparue, il devient de jour en jour plus difficile de réduire ou de suspendre les armements et de pacifier les esprits... ¹¹ ».

L'allocution de Noël 1940 énumère cinq « conditions fondamentales » pour établir un « ordre nouveau » digne de ce nom. La deuxième condition a trait à la restauration de la confiance. « La défiance, dit Pie XII, pèse comme une masse déprimante sur le droit international et rend irréalisable toute entente véritable ; (il faut) un retour, par conséquent, au principe : *Iustitiae soror incorrupta fides* (la fidélité à toute épreuve est sœur de la justice) ; un retour à cette fidélité dans l'observance des pactes, sans laquelle il ne saurait y avoir une communauté internationale sûre, ni surtout coexistence de peuples puissants et de peuples faibles ¹² ».

Un an plus tôt, dans l'allocution de Noël 1939, il avait affirmé que la méfiance avait été l'obstacle sur lequel s'étaient brisés tous

8. Sav. 3839.

9. Sav. 3950; cf. ce texte avec l'allocution de Noël 1939, Sav. 3821 et 3822, qui va dans le même sens, mais sans déclarer expressément que l'organisation internationale favorise la confiance entre les peuples

10. Sav. 3949.

11. Sav. 3796.

12. Sav. 3748.

les efforts pour empêcher le conflit mondial : « Nos efforts et ceux qui étaient venus d'ailleurs, de personnalités influentes et respectées, ne purent obtenir l'effet attendu, surtout à cause de l'inébranlable et profonde défiance, démesurément accrue dans les âmes..., laquelle avait élevé des barrières insurmontables entre les peuples. Ils n'étaient pas insolubles, les problèmes qu'on agissait entre les nations, mais cette défiance, produite par une série de circonstances particulières, empêchait avec une force presque irrésistible d'ajouter foi encore à l'efficacité des promesses éventuelles, à la durée et à la vitalité des conventions possibles ¹³ ».

Le 13 septembre 1952, dans une allocution aux membres du mouvement « Pax Christi », parlant de l'unification de l'Europe, il déplore le fait que « l'atmosphère n'existe pas encore, sans laquelle ces nouvelles institutions politiques ne peuvent, à la longue, se maintenir ¹⁴ ». Il résume en quatre points les facteurs susceptibles de créer cette « atmosphère dans laquelle peut croître l'œuvre d'unification des nations ». La confiance est un de ces facteurs. Et le pape fait alors observer qu'il y a un devoir d'accorder sa confiance aux autres peuples « aussi longtemps qu'ils ne s'en sont pas rendus positivement indignes ¹⁵ ».

Selon Pie XII, la confiance est donc une atmosphère, un climat spirituel plutôt qu'une situation donnée. Beaucoup de textes seraient à citer où il développe ce thème en précisant quels sont les facteurs susceptibles de créer cette atmosphère. Est-il étonnant que tous ces facteurs soient des vertus qui s'appellent amour, justice, véracité, fidélité ?...

Dans l'encyclique *Summi Pontificatus* (20 octobre 1939), Pie XII constate que « les énergies qui doivent renouveler la face de la terre doivent venir... de l'esprit ¹⁶ ». Et il en tire une conclusion pratique : le problème de la paix est un problème d'éducation. Voici ce qu'il dit : « La rééducation de l'humanité, si elle veut avoir quelque effet, doit être avant tout spirituelle et religieuse : elle doit... être réalisée par la justice et couronnée par la charité ¹⁷ ».

Le 15 novembre 1947, dans une allocution au ministre d'Haïti qui venait remettre ses lettres de créance, Pie XII affirme qu'« il devient de plus en plus évident que, sans une sincère préparation des cœurs, tous les articles des prétendues conventions et pactes de paix ne seront jamais qu'un essai incohérent... Et cette préparation même des cœurs... suppose nécessairement, avec la compréhension mutuelle, la communauté des sacrifices... ¹⁸ ».

13. Sav. 4062.

14. Sav. 3815-3816.

15. Sav. 4069.

16. Sav. 61.

17. Sav. 63.

18. Sav. 3754.

Justice et charité sont les deux vertus auxquelles Pie XII se réfère continuellement à cet égard. Dans son allocution de Pâques (9 avril) 1939, il cite le psaume 84 (nous avons vu que Huizinga, traitant du problème de la confiance, finissait également par citer ce psaume) : « La justice et la paix s'embrasseront ». Développant ce thème, il énumère un certain nombre d'exigences de la justice internationale : le respect des « droits sacrés de la liberté et de la dignité humaines » ; la répartition équitable des richesses de la terre¹⁹. Et alors il ajoute : « Si à l'inflexible et rigoureuse justice ne s'unit pas... la charité, les yeux... sont très aisément empêchés... de distinguer les droits d'autrui ; les oreilles deviennent sourdes à la voix de l'équité... Si les hommes goûtaient enfin les douceurs de cet amour et se reposaient en lui, alors sans aucun doute la lumière de la paix brillerait sur l'humanité souffrante. Aux désordres de la colère qui irritent succéderait le calme de l'esprit qui réfléchit ; à la concurrence violente et effrénée la collaboration cordiale ; à la rivalité la compréhension réciproque..., de telle façon que la tranquillité confiante remplacerait cette terrible excitation des esprits²⁰ ».

Dans le message de Noël 1943, il dit qu' « une paix conforme à la dignité de l'homme et à la conscience chrétienne ne peut jamais être durement imposée par l'épée, mais elle doit être le fruit d'une justice prévoyante et d'une équité envers tous²¹ ». Le 17 novembre 1949, il le répète devant un groupe de sénateurs des Etats-Unis : « La seule véritable garantie de la paix ne doit pas être recherchée dans la force, mais dans l'âme de la nation ; c'est-à-dire dans la vie intime de son peuple qui sera formé... par les principes chrétiens de la justice et de la charité²² ».

L'allocution de Noël 1940 mentionne « la victoire sur la haine » comme la première de « cinq conditions fondamentales » pour le rétablissement d'une paix véritable. C'est sous l'angle de « la haine qui aujourd'hui divise les peuples » que Pie XII considère « une propagande effrénée... qui ne recule point devant des altérations manifestes de la vérité » et qui montre « les nations adverses sous un jour faux et outrageant ». Et il ajoute : « Ceux qui désirent contribuer à préserver d'incalculables dommages les bases spirituelles et morales de la future collaboration des peuples, ceux-là considéreront comme un devoir sacré et une haute mission de ne pas laisser se perdre, dans la pensée et le sentiment des hommes, les idéaux naturels de la véracité, de la justice, de la courtoisie et de la coopération au bien, et surtout le sublime idéal surnaturel de l'amour fraternel...²³ ».

19. Sav. 3799-3800 ; voir également l'allocution du 13 juillet 1948, Sav. 3759.

20. Sav. 3801-3803.

21. Sav. 3991.

22. Sav. 3593.

23. Sav. 3747.

Le 23 juin 1951, dans une allocution au représentant de la Grande-Bretagne près du Saint-Siège, il s'exprime en des termes analogues. Relevons le fait que Pie XII y insiste à nouveau sur la fonction de la courtoisie internationale. « La paix ne peut être établie en obligeant le faible à se soumettre au fort », dit-il. La « véritable paix » exige l'élimination de « tous les sentiments de rancœur et de haine, tous les égoïsmes impies et méfiances réciproques » ; elle exige aussi que ces sentiments se transforment en « un esprit de coopération fraternelle, pour rendre hommage... au principe que la parole donnée est une chose sacrée, que la pure force ne confère jamais un droit, que la sincérité, la courtoisie, la justice et une distribution équitable de la richesse sont indispensables à un monde en paix ²⁴ ».

Le 9 mai 1945, dans un radio-message adressé au monde entier après la cessation des hostilités en Europe, il dit que la « paix véritable, la seule qui puisse être durable... ne peut... prospérer que dans une atmosphère de justice assurée et de loyauté parfaite, ainsi que de confiance réciproque, de compréhension et de bonne volonté... Si le monde veut retrouver la paix, il faut que disparaissent le mensonge et la rancune et qu'à leur place règnent en maîtresses souveraines la vérité et la charité ²⁵ ».

L'allocution du 13 septembre 1952 qui a déjà été citée, est entièrement consacrée au problème de la création de l'atmosphère psychologique nécessaire à la paix. Pie XII y insiste sur l'importance primordiale que l'Eglise attache à « la compréhension mutuelle des peuples ²⁶ » et il affirme que c'est « un impératif de l'heure... de susciter le plus vite possible cette atmosphère ²⁷ ». Il observe que « la haine des peuples... est toujours d'une injustice cruelle, absurde et indigne de l'homme » et il ajoute que c'est seulement dans « l'atmosphère de la vérité, de la justice et de l'amour » que pourra « croître l'œuvre d'unification des nations ²⁸ ». Développant ce thème, il parle de la confiance réciproque des nations et de la nécessité d'une prise de conscience de l'unité de l'humanité. Et enfin il s'élève contre tous les préjugés, témoignant, dit-il, d'« étroitesse d'esprit ²⁹ ».

Par rapport à cette dernière question, il souligne l'importance fondamentale de la recherche de la vérité concernant les faits historiques. On est tenté de croire qu'en prononçant ce passage Pie XII a pensé en particulier aux travaux qui, à cette époque, étaient en cours dans le cadre du Conseil de l'Europe pour aboutir à une révision des manuels d'histoire. Car l'allocution en question traite surtout de

24. Sav. 288.

25. Sav. 4043.

26. Sav. 4061.

27. Sav. 4062.

28. Sav. 4066.

29. Sav. 4068.

l'Europe, et il semble que le Pape pense tout spécialement à la France et l'Allemagne. Voici ce qu'il dit : « Pour contribuer à cette atmosphère, il faut, lorsqu'on regarde le passé, porter un jugement serein sur l'histoire... de sa patrie, celle aussi de l'autre ou des autres pays. Les résultats d'une recherche historique précise, reconnus par les spécialistes des deux parties, doivent être la règle de ce jugement. Victoires ou défaites, oppression, violences et cruautés — comme probablement il s'en est trouvé de part et d'autre au cours des siècles — sont des faits historiques et le restent. Qu'une nation soit fière de ses victoires, qui s'en aigrit ? Qu'elle déplore ses défaites comme un malheur, c'est un sentiment naturel, fruit d'un sain patriotisme. Qu'on ne se demande pas mutuellement l'impossible, pas de dispositions irréelles ou fausses, mais que chacun témoigne compréhension et respect pour les sentiments de l'autre nation³⁰ ».

Le 13 octobre 1955, dans un discours au « Centre italien d'études pour la réconciliation internationale », il revient à nouveau longuement sur la contribution que les recherches scientifiques peuvent apporter à la réconciliation des peuples. Il mentionne notamment la sociologie et la psychologie sociale. Voici la conclusion de ce discours : « Si, laissant de côté leur contenu, nous considérons seulement la partie formelle de l'enseignement et du travail scientifique, nous devons alors signaler comme leur élément caractéristique le service de la vérité... La chose essentielle est de rechercher, d'exposer, d'approfondir la vérité, qu'elle soit agréable ou désagréable, acceptée ou rejetée par qui que ce soit... Le culte de la vérité... se transforme en service d'incalculable valeur pour la réconciliation et l'entente, pour la compréhension réciproque et pour la collaboration des hommes et des peuples. Si tous les peuples veulent réellement et sincèrement... la vérité, alors ils sont vraiment sur le chemin qui, par sa nature même, conduit à l'entente et à l'union³¹ ».

Dans une allocution aux membres du « Congress of European American Associations », le 18 septembre 1955, Pie XII se réfère (sans pourtant les nommer expressément) à la « relance européenne » et, manifestement, à la récente reconversion de l'Union de l'Europe occidentale. « L'on ne peut qu'applaudir », dit-il, à ces tentatives qui « revêtent sans aucun doute la plus grande importance ». Mais alors il ajoute que ces efforts « supposent à l'échelon inférieur, entre les peuples eux-mêmes, un accord préalable, une bonne entente, une compréhension qui puissent fournir aux travaux des dirigeants une base suffisamment stable... ». Et un peu plus loin, il dit qu'une « condition indispensable à la collaboration efficace des gouvernements » est de favoriser « une meilleure connaissance mutuelle..., de redresser les informations inexactes, de combattre les préjugés, d'assainir au maximum le climat des échanges internationaux... Mais

30. Sav. 4064

31 A 4 S 1955, n 16, p. 764-775; la traduction française est celle de l'Ufficio Stampa du Vatican.

il ne suffit pas d'une information abondante et exacte, ni même d'une compréhension purement intellectuelle, pour assurer une vraie collaboration... Il importe de remonter jusqu'aux présupposés d'ordre moral et spirituel, jusqu'aux principes qui commandent les attitudes profondes des individus et des peuples³² ».

Le 16 juillet 1952, dans une allocution aux participants d'un congrès pour l'entente internationale des peuples, il affirme que « les catholiques sont avant tout aptes... à collaborer afin de créer une atmosphère sans laquelle une action commune internationale ne peut avoir ni consistance ni avenir... C'est l'atmosphère de la compréhension mutuelle qui a comme éléments fondamentaux le respect réciproque, la loyauté qui reconnaît honnêtement aux autres les mêmes droits que l'on exige pour soi-même, la disposition à la bienveillance envers les hommes des autres nations comme envers ses frères et sœurs. Les catholiques... ont appris... à considérer tous les hommes sans distinction de race, de nation et de couleur comme les créatures et l'image de Dieu... Par conséquent, une grande responsabilité pèse sur les catholiques : ils doivent, avant tout, être conscients qu'ils sont appelés à surmonter et à vaincre les étroitesse nationales et à chercher une vraie entente fraternelle entre les nations³³ ».

De nombreux autres textes³⁴ mériteraient d'être cités ici ; tous, ils montreraient l'immense importance que Pie XII attachait à « la pacification préventive », comme il le dit dans le message de Noël 1955, c'est-à-dire à la préparation des cœurs et des esprits pour créer ainsi cette atmosphère de confiance, de justice, de vérité, de charité, qui est condition de l'avènement de la « vraie paix ».

Le doyen Redslob écrit que la paix ne peut être assurée que par une « débellicisation morale » et que la renonciation à la guerre, la « vraie, authentique, est à base d'un *credo* moral ». Et un peu plus loin, il ajoute qu'« en somme, les traités pour affermir la paix sont des symptômes révélant que la paix n'est pas certaine. Les traités seraient inutiles dès l'heure où régnerait une psychologie de paix, génératrice de confiance. Il faut donc une nouvelle psychologie parmi les peuples³⁵ ».

Ainsi, par tous les chemins on aboutit toujours à la même conclusion. Que l'on considère la paix en tant que notion abstraite ou qu'on l'examine dans ses éléments constitutifs, c'est toujours le facteur spirituel et moral qui s'avère décisif. C'est lui qui confère un sens et un contenu à la notion de paix ; c'est son absence qui devient cause de guerre. Autrement dit, les causes de la guerre, elles aussi, sont de caractère spirituel et moral.

32. A.A.S. 1955, n. 14, p. 691-694, texte original français.

33. Sav. 4347-4349.

34. Voici quelques exemples seulement : Sav. 269-270 ; 3823-3825 ; 3912 ; 3789 ; 3922-3924 ; 3841 ; 341 ; 816 ; 3854 ; 4080 ; 4336-4338

35. *Op. cit.*, p. 62-69.

Si cela est vrai, alors l'adage classique *Si vis pacem para bellum* n'est qu'une illusion, car aucune force matérielle n'est capable de créer, à elle seule, la paix. Mais l'adage contraire, celui adopté par certains pacifistes : « Si tu veux la paix, détruis les armes », n'est pas moins illusoire dans la mesure où ces dernières sont considérées uniquement, ou principalement, en termes de fusées, de bombes, de tanks et de fusils. Car les armes matérielles, à elles seules, sans une volonté humaine, sont aussi incapables de causer la guerre que d'établir la paix ; leur seule abolition ne pourra résulter, dans la meilleure des hypothèses, que dans une situation d'absence de guerre. C'est ce point qui sera développé dans le chapitre suivant.

CHAPITRE V

LA PAIX ET LES PACIFISMES

Le 6 juillet 1949, en recevant le premier envoyé extraordinaire de l'Inde près du Saint-Siège, Pie XII, parlant en anglais, rendait un chaleureux hommage à Mahatma Gandhi : « He to whom Your Excellency proudly refers as « Father of his Nation » has bequeathed to his people a legacy of great price : a staunch faith in the rightful ascendancy of the spiritual over the material... In this spiritual alliance of those who are opposed, out of intimate conviction and conscience, to the domination of the spirit by the forces of matter and violence, Divine Providence has assigned to the country of Your Excellency a position of grave responsibility, but also one rich in distinction and in promise of success¹ ».

Cet hommage au grand pacifiste indien n'a, à première vue tout au moins, rien d'étonnant. Pie XII n'est-il pas lui-même un « apôtre de la non-violence », un pacifiste par excellence ? Tous les textes qui ont été cités jusqu'ici (et on peut y ajouter la grande majorité de tout ce qui sera encore cité dans ce livre), n'ont-ils pas ceci en commun qu'ils répètent, toujours à nouveau, que la paix est le bien le plus haut, que la guerre est détestable, que seul l'esprit et non la force crée le droit ? Il est évident que, dans ce sens, Pie XII est certainement un pacifiste. Mais, comme le fait remarquer Joseph Folliet, si le pacifisme se caractérise « essentiellement par l'amour et la recherche de la paix..., qui ne mériterait l'épithète de pacifiste — à l'exception de quelques individus, aventuriers²?... » Qui oserait se dire « belliciste » ?

A vrai dire, pacifisme est un de ces mots dont on ne devrait jamais se permettre l'usage sans définir clairement ce qu'on entend par là. Car il n'y a pas un pacifisme ; il y a des pacifismes. Dans

1. A A S, 1949, n 9, p 367-369.

2 *Dissection des pacifismes*, dans *Justice dans le monde*, Louvain, déc. 1960, p 162 Cf également ci-dessous, Partie III, chapitres 2 et 4.

l'étude que nous venons de citer, Joseph Folliet tâche précisément de déterminer quelle est la signification de ce mot. Mais il n'aboutit qu'à une définition des plus générales, des plus vagues : « un effort doctrinal en vue de la paix³ ». Car sur la question de savoir quelle est cette doctrine, les pacifismes s'opposent. « Une brève revue des pacifismes « existentiels » suffit à montrer, au sein d'une assez vaste tendance, des doctrines fort diverses, voire opposées, quelquefois même hostiles⁴ ».

Suivons M. Folliet encore un instant pour voir quels sont ces différents pacifismes qu'il distingue. Tout d'abord, il y a « la variété la plus originale du pacifisme », c'est-à-dire « le « pacifisme intégral », caractérisé par l'« objection de conscience » systématisée et généralisée, c'est-à-dire par le refus de participation à toute guerre et du service militaire en temps de paix, quelquefois même par le refus de l'impôt, dans la mesure où les contributions servent aux dépenses militaires ». La théologie de ce pacifisme intégral « repose sur l'interprétation littérale du commandement de Dieu : « Tu ne tueras point » et de certaines paroles de l'Evangile » — interprétations, d'ailleurs, qu'« aucune des Eglises « établies » ni catholique, ni orthodoxe, ni protestante » n'a jamais acceptées officiellement.

A côté de ce pacifisme intégral, il y a « les pacifismes modérés, si mitigés parfois qu'on peut se demander s'ils sont encore vraiment des pacifismes ». M. Folliet en distingue trois types principaux. Tout d'abord, « le pacifisme politico-juridique » qui « vise à la construction de la paix par le progrès du droit international et, notamment, par des institutions d'arbitrage entre les peuples et de sécurité collective ». Deuxièmement, il y a « le pacifisme économique » qui entend démontrer « que la guerre ne paie pas ». Et enfin, il y a « le pacifisme moraliste » qui part « d'un idéal moral qu'il applique à la réalité politique. Il a pour père Emmanuel Kant. Il rappelle la valeur suprême de la paix, dénonce les horreurs de la guerre, exalte la collaboration et la coopération entre les peuples... S'il obtient une audience étendue en temps calme et si les politiques mêmes ne craignent pas de lui rendre des hommages verbaux, il semble perdre sa force lorsque se déchaînent les passions collectives... Il arrive même qu'il puisse tourner à l'hypocrisie, lorsque les politiques tâchent de l'enrôler au service de leurs desseins. « La guerre du droit... La défense de la civilisation... » L'abus a dépouillé de leur force ces formules empruntées à la terminologie du pacifisme moraliste⁵ ».

³ *Op. cit.* p. 163

⁴ *Ibid.* Cf. aussi Raymond ARON qui, avec Max SCHÉLER, distingue huit sortes de pacifisme *Paix et Guerre entre les nations*, p. 692-697, edit. Calmann-Lévy, Paris, 1962

⁵ *Op. cit.*, p. 171-175

Or, selon ces critères, il faudrait classer la doctrine de Pie XII parmi les « pacifismes mitigés », notamment comme une forme mixte du « pacifisme politico-juridique » et du « pacifisme moraliste ». Toutes les caractéristiques y sont. L'on peut se demander, cependant, si Pie XII aurait été très heureux d'une telle qualification. En lisant ses textes, on ne se défend pas de l'impression qu'il avait le terme pacifisme en horreur et qu'il se méfiait de ceux qui s'appellent pacifistes. Les paroles de réprobation, en tout cas, ne lui ont jamais manqué lorsqu'il traitait de ce sujet. On peut regretter qu'il n'ait jamais trouvé nécessaire de reconnaître la pureté des intentions, au moins, et le grand courage moral qui souvent caractérisent les pacifistes les plus radicaux.

Le texte concernant Gandhi qui a été cité tout à l'heure est, parmi tous ceux que nous connaissons, le seul où on trouve un hommage qui puisse sembler s'adresser, indirectement bien entendu, au pacifisme intégral. Et encore ! En regardant le texte de plus près, on s'aperçoit que l'hommage se borne strictement à la personne de Gandhi et au principe général de la primauté de l'esprit sur la matière et la violence.

Conformément au plan de cette étude, le présent chapitre donnera uniquement des textes où Pie XII traite de pacifisme sous son aspect formel. Il nous intéressera ici avant tout de savoir comment il définit cette notion de paix qui est à la base du pacifisme, ou des pacifismes ; l'examen plus ou moins systématique de l'aspect matériel des pacifismes, leur contenu, leurs mérites, devrait trouver sa place ailleurs, notamment dans un exposé concernant la guerre et sa justification possible. Toutefois, les textes à citer nous obligeront parfois, pour des raisons évidentes, à toucher à plusieurs questions fondamentales.

Le premier document dans lequel Pie XII traite assez longuement de tendances pacifistes, est le message de Noël 1948. On notera que le terme « pacifisme » y est systématiquement évité. Le pape commence par rappeler le climat d'angoisse et d'incertitude de l'année qui se termine. « Les esprits... sont... accablés par le cauchemar d'une nouvelle guerre et par le désir ardent de la paix. Ils se meuvent entre deux pôles opposés. Les uns reprennent l'antique dicton, non entièrement faux, mais qui se prête à être mal compris et dont on a souvent abusé : *Si vis pacem, para bellum* (Si tu veux la paix, prépare la guerre). D'autres pensent trouver le salut dans la formule : la paix à tout prix ! Les uns et les autres veulent la paix, mais les uns et les autres la mettent en danger ; les uns parce qu'ils suscitent la méfiance, les autres parce qu'ils encouragent l'assurance de ceux qui préparent l'agression. Les uns et les autres, par conséquent, compromettent sans le vouloir la cause de la paix, précisément en un temps où l'humanité, écrasée sous le poids des

armements, angoissée par la prévision de conflits nouveaux et plus graves, tremble à la seule pensée d'une future catastrophe ⁶ ».

L'on remarquera que si Pie XII affirme ici que les tenants des deux formules opposées « compromettent (bien que « sans le vouloir ») la cause de la paix », il prend soin d'assortir son jugement sur la première formule de quelques nuances. Il dit, en effet, que celle-ci n'est « pas entièrement fausse », qu'elle « se prête à être mal comprise », qu'on en a « souvent abusé ». N'avons-nous pas déjà eu l'occasion, plus haut, de signaler que Pie XII est généralement assez circonspect dans ses critiques de la formule de l'équilibre ? Bien sûr, les armements « suscitent la méfiance » ; néanmoins, « l'antique dicton » n'est pas « entièrement faux ».

En continuant son exposé, Pie XII oppose « la volonté chrétienne de paix » aux deux formules qu'il vient de critiquer. « La volonté chrétienne de paix a, elle aussi, ses armes. Mais les principales sont la prière et l'amour : la prière constante au Père céleste, Père de nous tous ; l'amour fraternel entre tous les hommes et tous les peuples... Ces deux armes viennent de Dieu, et là où elles manquent, là où on ne sait que manier les armes matérielles, il ne peut y avoir de vraie volonté de paix, car ces armes purement matérielles suscitent nécessairement la méfiance et créent un climat de guerre. Qui ne voit donc combien il est important pour les peuples de conserver et de renforcer la vie chrétienne et combien grave est leur responsabilité dans le choix et dans la surveillance de ceux à qui ils confient la disposition immédiate des armements ⁷ ».

Cette dernière phrase contient donc l'affirmation implicite de deux idées : la première, que « les armes purement matérielles », à elles seules, sans l'intervention de la volonté humaine, n'ont qu'une signification secondaire ; la deuxième, que l'armement n'est pas illégitime en soi. En effet, en soulignant la grave responsabilité de ceux qui sont appelés à disposer des armements, Pie XII suppose la nécessité de ces armements.

Suit un nombre de passages où des points pratiques sont développés : la « responsabilité des peuples dans les problèmes capitaux de l'éducation » et « de la formation de l'opinion publique » ; encouragement à l'O.N.U. ; une analyse de certaines causes économiques du péril de guerre. Le pape revient ensuite au pacifisme, toujours sans le nommer, en lui opposant « la vraie volonté chrétienne de paix », laquelle « est force et non faiblesse ou résignation fatiguée ». Il critique très sévèrement la doctrine de la non-intervention : « Un peuple menacé ou déjà victime d'une injuste agression, s'il

6. Sav. 4335.

7. Sav. 4336.

veut penser et agir chrétiennement, ne peut demeurer dans une indifférence passive ; à plus forte raison la solidarité de la famille des peuples interdit-elle aux autres de se comporter comme de simples spectateurs dans une attitude d'impassible neutralité⁸ ». Il ajoute qu'« une telle indifférence » est « bien étrangère au sentiment chrétien envers la guerre d'agression » et qu'elle ne fait « que rassurer et encourager les auteurs et fauteurs d'agression⁹ ».

On le voit : Pie XII va jusqu'à suggérer qu'un certain pacifisme — et ceci s'applique certainement au pacifisme intégral — est, du moins dans ses conséquences, « bien étranger » au christianisme. Il est peut-être vrai, comme le fait remarquer M. Folliet, qu'aucune des Eglises chrétiennes « établies » n'a officiellement accepté les thèses du pacifisme intégral et que ce sont surtout des sectes ou, parfois des groupes autonomes au sein des Eglises établies, qui se font ses hérauts principaux¹⁰. Mais il est indéniable, également, que beaucoup de pacifistes « intégraux » puisent leurs convictions dans une profonde foi religieuse. « Il serait injuste, remarque M. Folliet, de se débarrasser du « pacifisme intégral » par un constat d'échec et une fin de non-recevoir. Même s'il les pose et ne les résout point, il pose de vrais et graves problèmes : le refus de participation à une guerre injuste, la légitimité du service militaire obligatoire et universel, la qualification morale de la guerre moderne, massive, universalisée et nihiliste¹¹ ». Et un peu plus loin, il ajoute : « Je reconnâtrai même volontiers que les pacifismes lorsqu'ils évitent l'excès de système ou les déviations anarchistes, sont beaucoup plus proches de la morale naturelle et de l'Evangile que la plupart de leurs adversaires doctrinaux¹² ».

En conclusion de ses réflexions sur le problème de la justification de la guerre, Pie XII résume, en des termes assez durs, ses critiques fondamentales de certaines catégories d'adversaires de la guerre. Voici ce qu'il dit : « Appuyée sur Dieu et sur l'ordre établi par lui, la volonté chrétienne de paix est donc forte comme l'acier. Elle est d'une bien autre trempe que le simple sentiment d'humanité, trop souvent fait de pure impressionnabilité qui ne déteste la guerre qu'à cause de ses horreurs et de ses atrocités, de ses destructions et de ses conséquences, et non pas aussi à cause de son injustice. A un tel sentiment, empreint d'eudémonisme et d'utilitarisme, et d'origine matérialiste, manque la solide base d'une obligation étroite et inconditionnée. Il crée le terrain dans lequel prennent racine l'illusion

8. Sav. 4339.

9. *Ibid.*

10. *Op. cit.*, p. 171.

11. *Op. cit.*, p. 173.

12. *Op. cit.*, p. 177.

trompeuse du stérile compromis, la tentative de se sauver aux dépens d'autrui et en tout cas la fortune de l'agresseur¹³ ».

On serait tenté de croire, à première vue du moins, que ce texte vise certaines tendances pacifistes précises, mais à la réflexion cette hypothèse paraît difficilement soutenable. Car malgré son manque de sympathie pour les pacifismes, on ne conçoit pas que Pie XII ait voulu affirmer catégoriquement que le pacifisme tout court serait « d'origine matérialiste ». Il connaissait trop bien la question pour commettre une erreur aussi grave. Car il y a un pacifisme chrétien. Tout ceci encore sans parler du fait qu'il ne serait pas difficile de démontrer que beaucoup de notions qui ont une place d'honneur dans le vocabulaire de l'« internationalisme » non religieux, ou même antireligieux, ont des racines authentiquement chrétiennes. C'est pourquoi il ne faut peut-être pas chercher trop d'allusions dans ce texte ; il ne faut peut-être pas essayer d'y découvrir plus qu'une mise en garde générale contre des sentimentalités, contre des courants superficiels, faits « de pure impressionnabilité », qui se bornent à déplorer les effets de la guerre sans tenir compte de ses véritables causes. En qualifiant ces courants comme « d'origine matérialiste », Pie XII n'a pas tort, car le problème de la paix est effectivement d'ordre moral et spirituel.

Il est aussi à noter que Pie XII qui s'est beaucoup occupé des questions du désarmement, n'oublie jamais de préciser que celui-ci doit se réaliser en même temps dans le domaine matériel et spirituel. Dans l'allocution de Noël 1939, il dit par exemple : « Des conclusions de paix qui n'attribueraient pas une fondamentale importance à un désarmement, mutuellement consenti, organisé, progressif, dans l'ordre pratique comme dans l'ordre spirituel et qui ne s'emploieraient pas à le réaliser loyalement, révéleraient tôt ou tard leur inconsistance et leur précarité¹⁴ ».

Trois ans plus tard, dans le message de Noël 1951, le pape traite à nouveau de pacifisme. Il commence par dire qu'il se trouve « dans la nécessité » de déclarer, une fois de plus, que « le monde est bien éloigné de l'ordre voulu par Dieu..., ordre qui garantit une paix réelle et durable¹⁵ ». Avec un accent de déception, il constate ensuite que son enseignement sur le problème de la paix n'est pas compris : les uns disent que ses efforts sont inutiles ; les autres lui objectent qu'il stimule seulement « le cynisme des sceptiques » et qu'il décourage les amis de la paix lorsqu'il affirme que « celle-ci ne peut être défendue que par le recours aux valeurs éternelles de l'homme et de l'humanité ». D'autres encore lui reprochent de donner « effectivement raison à ceux qui voient dans la

13. Sav. 4340.

14. Sav. 3820.

15. Sav. 4375.

« paix armée » le mot dernier et définitif dans la cause de la paix ¹⁶ ».

Par cette dernière remarque, il fait allusion aux critiques émanant de milieux où les pacifistes de diverses tendances côtoyaient les communistes. C'était l'époque de « la grande peur » atomique ¹⁷, l'époque aussi de la création du « Conseil mondial de la paix ». Il n'était évidemment pas difficile, pour certains propagandistes, de présenter Pie XII comme un belliciste ou un partisan de la « paix armée » puisqu'il refusait de déclarer que désormais toutes les guerres sans exception seraient injustes.

A ces critiques, Pie XII oppose, une fois de plus, l'affirmation que la paix est un problème spirituel. Voici ce qu'il dit : « Et pourtant, Nous estimons indispensable de fixer le regard sur l'ordre chrétien que trop de gens perdent de vue actuellement. Cela est indispensable si on veut voir le nœud du problème tel qu'il se présente actuellement, si on veut, non seulement en théorie, mais aussi en pratique, se rendre compte de la contribution que tous, et en premier lieu l'Eglise, peuvent en vérité apporter, même en des circonstances défavorables et en dépit des sceptiques et des pessimistes. Avant tout, ce regard convaincra tout observateur impartial que le nœud du problème de la paix est présentement d'ordre spirituel, qu'il est déficience ou défaut spirituel... De la sorte, les hommes eux-mêmes mettent obstacle à la réalisation de l'ordre voulu de Dieu. Il faut que chacun se persuade que le péril de guerre a d'abord un caractère spirituel ¹⁸ ».

C'est sous cette optique qu'il explique alors sa position en face des armes modernes : « Nous aussi — et plus que quiconque — Nous déplorons la monstrueuse cruauté des armes modernes. Nous les déplorons et Nous ne cessons de prier Dieu qu'elles ne soient jamais employées. Mais, d'autre part, n'est-ce pas une sorte de matérialisme pratique, de sentimentalisme superficiel, que de considérer dans le problème de la paix uniquement ou principalement l'existence et la menace de telles armes, alors qu'on ne fait aucun cas de l'absence de l'ordre chrétien qui est le vrai garant de la paix ? De là, entre autres motifs, les désaccords et même les inexactitudes sur la licéité ou l'illéceité de la guerre moderne ; de là également l'illusion d'hommes politiques qui comptent trop sur l'existence ou sur la disparition de ces armes. La terreur qu'elles inspirent perd, à la longue, son efficacité, comme toute autre cause d'épouvante ; ou du moins ne suffirait pas, l'occasion venue, à arrêter le déchaînement d'une guerre, spécialement là où les sentiments des

16. *Ibid.*

17. Voir *L'Atome pour ou contre l'homme*, p. 80 et suiv., édit. « Pax Christi », Paris, 1958.

18. Sav. 4377.

citoyens n'ont pas un poids suffisant sur les déterminations de leurs gouvernements¹⁹ ».

Ce passage semble confirmer l'interprétation que nous avons proposée tout à l'heure pour le message de Noël 1948. Pie XII s'adresse moins à un pacifisme doctrinal qu'à des tendances vaguement pacifistes, faites de « sentimentalisme superficiel » et témoignant d'une « sorte de matérialisme pratique ». Un passage ultérieur (déjà cité dans le troisième chapitre), déplorant la disparition progressive de « la vraie liberté » dans la société moderne, le reconfirme : « Beaucoup d'hommes, dit-il, ne sont plus... libres, capables d'assumer... une part de responsabilité dans les affaires publiques. S'ils crient aujourd'hui : jamais plus de guerre ! on hésite vraiment à se fier à eux. Ce n'est pas, en effet, leur voix, c'est la voix anonyme du groupe social dans lequel ils se trouvent engagés²⁰ ».

Enfin, revenant sur la question du désarmement, le pape souligne à nouveau que le véritable problème n'est pas dans les armes matérielles. « Le désarmement, c'est-à-dire la réduction simultanée et réciproque des armements que Nous avons toujours désirée et appelée, est une garantie peu solide de paix durable si elle n'est accompagnée de l'abolition des armes de la haine, de la cupidité et du désir démesuré de prestige. En d'autres termes, à unir trop étroitement la question des armes matérielles à la question de la paix, on aurait tort de négliger l'aspect premier et spirituel de tout péril de guerre... Si l'on veut vraiment empêcher la guerre, on doit avant tout chercher à remédier à l'anémie spirituelle des peuples...²¹ ».

Quelques mois plus tard, dans l'allocution du 13 septembre 1952 à des membres du mouvement « Pax Christi », Pie XII se réfère expressément à un pacifisme précis. Ce ne sont que deux phrases, mais combien sévères, insérées dans un passage concernant la « guerre froide ». Voici ce qu'il dit : « D'autre part, l'Eglise doit tenir compte des puissances obscures qui ont toujours été à l'œuvre dans l'histoire. C'est aussi le motif pour lequel elle se défie de toute propagande pacifiste dans laquelle on abuse du mot de paix pour déguiser des buts inavoués²² ».

Aucun doute n'est possible concernant l'identité de ces « puissances obscures » aux « buts inavoués ». Très manifestement les instigateurs communistes du « Conseil mondial de la paix » sont visés. Au début de l'année 1951, ce Conseil a vainement essayé d'obtenir l'appui du pape pour sa campagne²³.

19. Sav. 4378-4379.

20. Sav. 4383-4384.

21. Sav. 4380-4381.

22. Sav. 4072.

23. Voir à ce sujet *L'Atome pour ou contre l'homme*, p. 178-182, qui donne le texte intégral d'un échange de lettres entre le président du Conseil mondial

Dans le message de Noël 1954, il mentionne à nouveau, et explicitement, un pacifisme précis, et c'est encore celui de la propagande communiste. Pie XII expose longuement que la question de la guerre et de la paix ne peut être résolue sans recourir à Dieu. Et alors il ajoute : « De là découle aussi avec évidence qu'un effort ou une propagande pacifistes provenant de ceux qui nient toute foi en Dieu sont toujours très douteux et incapables d'atténuer ou d'éliminer le sentiment de crainte angoissée, si même ils ne sont pas menés à dessein comme un expédient pour provoquer un effet tactique d'excitation et de confusion²⁴ ».

Les « doutes » de Pie XII concernant les campagnes de paix que les communistes menaient à un moment où les Etats-Unis détenaient la supériorité nucléaire, n'étaient pas entièrement sans fondement. En effet, le thème de la monstruosité des armes nucléaires a disparu de la propagande communiste depuis le jour où l'U.R.S.S. a disposé de sa bombe de 50 mégatonnes. Le 19 novembre 1961, l'organe du parti communiste chilien *El Siglo* publiait une « chronique rimée » du poète Pablo Neruda chantant les louanges de la bombe de 50 mégatonnes. En voici quelques passages significatifs :

*C'est que maintenant pour défendre le Pain
l'Amour et la Paix des Nations
L'Union Soviétique sur son propre territoire
A fait exploser une bombe
Aussi grande que le Soleil...
La Paix enfin a les moyens de se défendre
L'U.R.S.S. a fait éclater le Printemps
Et le ciel fleurit de ses inventions...
Deux astronautes ont fait le tour de la Terre
Renversant les religions sur leur chemin...
Ce sont tes propres frères qui détiennent désormais
La Force, la Vérité et les chansons...
En Avant, simple camarade. Pour te défendre
Il y a maintenant cinquante mégatonnes²⁵.*

Passons sur le fait que l'auteur du poème semble avoir oublié qu'en 1951 le Conseil mondial de la paix, dans une lettre à Pie XII, a exprimé son accord avec toute une série de textes du pape concernant les armes nucléaires²⁶. Car, en parlant de la bombe sur Hiroshima, M. Neruda affirme :

*Et qu'a-t-il dit, le pape ? Pas un mot.
Il a continué ses prières, le brave homme...*

de la paix, M F JOLIOT-CURIE, et Mgr MONTINI substitut à la Secrétairerie d'Etat. Il est à remarquer que la lettre du Conseil mondial de la paix est exclusivement basée sur des arguments empruntés à la doctrine de l'équilibre

24. Sav. 4016

25 Voir *Preuves-Informations* Paris, numero du 20 mars 1962

26 Voir ci-dessus, note 23

Le scepticisme de Pie XII a l'égard des thèses dites pacifistes et, plus particulièrement, ses critiques de tout pacifisme émotionnel, témoigne de son réalisme dans la question de la paix. Ce réalisme découle logiquement de la conception qu'il avait de la nature du problème de la paix. En affirmant que la paix est avant tout un problème spirituel et moral, il ne pouvait pas ne pas accorder une importance relative et secondaire aux armes matérielles

DEUXIEME PARTIE

LE DROIT NATUREL

*La paix ne peut être défendue que par le
recours aux valeurs éternelles de l'homme et
de l'humanité.*

PIE XII, Noël 1951.

CHAPITRE PREMIER

UN PROBLEME DE CLASSIFICATION

En exposant sa théorie de la paix, Pie XII n'a jamais suivi un plan systématique. C'est plutôt la méthode inverse qui était la sienne. Esprit pragmatique, il se laissait guider, dans le choix de ses thèmes, par l'actualité internationale et les problèmes qu'elle posait, prenant position tantôt sur tel aspect de telle question, tantôt sur tel autre aspect de telle autre question.

Si ses interventions ont ainsi pris un caractère concret, présentant un intérêt immédiat pour les contemporains, la doctrine qui est à leur base est de ce même fait devenue plus difficile à discerner. Elle doit être reconstituée, pour ainsi dire, en la tirant, morceau par morceau, d'une multitude de textes dispersés, traitant des sujets les plus différents. Mais même lorsqu'on a fini par découvrir les grandes lignes de cette doctrine, toutes les difficultés ne se trouvent pas aplanies. On peut se demander, notamment, comment il faut classer cette doctrine. Se rattache-t-elle de façon évidente à une discipline déterminée ?

Plusieurs auteurs répondent affirmativement. Le R. P. René Coste S. J., par exemple, écrit que les textes de Pie XII concernant les problèmes internationaux sont à considérer comme « un *corpus juris* dont il semble très difficile de trouver l'équivalent¹ ». Son confrère américain, Robert F. Drinon S.J., s'exprime dans un sens analogue². Mais ces affirmations ne sont pas tout à fait convaincantes. Pie XII s'est plutôt occupé des fondements du droit que du droit proprement dit. On ne voit pas, par exemple, pourquoi il ne serait pas tout aussi justifié de présenter la même collection de textes comme une œuvre de « morale internationale », dans le sens que les auteurs du Code de Malines donnent à ce mot³. Et lorsqu'on lit certaines remarques du cardinal Lercaro, on se rend compte qu'il est parfaitement possible que quelqu'un se décide un

1. *Le Problème du droit de guerre dans la pensée de Pie XII*, p. 9, édit. Aubier-Montaigne, 1962.

2. *Pius XII's legacy to world federalism*, keynote adress for the 32nd annual meeting of the Catholic association for international peace, Washington, 23 octobre 1959.

3. *Code de morale internationale*, édit. Spes, Paris, 1951.

jour à étudier quelque chose comme « la théologie des problèmes internationaux selon Pie XII⁴ ».

En réalité, les textes de Pie XII contiennent des éléments de plusieurs disciplines : le droit, la philosophie, la théologie, la sociologie, l'histoire, l'économie politique. Or c'est l'ensemble de tous ces éléments qui nous intéresse ici, et cet ensemble représente plus que la somme des éléments constitutifs. En effet, la jonction de ceux-ci donne naissance à quelque chose de nouveau : une théorie politique. Comme le suggère le titre de ce livre, c'est bien sous cette lumière que nous considérons ici les textes de ce pape. De leur ensemble se dégage effectivement un projet idéal d'organisation sociale.

Mais alors on peut se poser une deuxième question : Comment faut-il qualifier cette théorie ? Est-elle à tendance « conservatrice » ou plutôt « révolutionnaire » ? Les arguments ne semblent pas manquer en faveur de l'un et de l'autre point de vue ; du moins faut-il constater que Pie XII a été tantôt considéré comme réactionnaire, tantôt comme progressiste. Les uns lui reprochaient son inflexibilité à l'égard du système communiste et disaient qu'il ne comprenait pas « le sens de l'histoire » ; d'autres, en revanche (et dans certains pays latins ils sont plus nombreux que l'on ne pourrait croire), le considéraient comme un « pape de gauche », notamment parce qu'il saisissait toute occasion pour proclamer sa foi en la démocratie et en l'idée d'organisation internationale. Il est évident que des appréciations de ce genre sont quelque peu tendancieuses ; elles relèvent plutôt du domaine de la propagande politique au sens péjoratif du terme. Néanmoins, la contradiction radicale qui s'exprime dans ces jugements justifie l'hypothèse qu'un problème réel se présente ici. Par la suite, nous aurons souvent l'occasion de constater que c'est effectivement le cas ; le lecteur jugera lui-même d'après les textes. Peut-être arrivera-t-il finalement à la même conclusion que Troeltsch qui écrit que « l'Eglise catholique lie des conceptions démocratiques à des conceptions conservatrices... Ceci n'est point une pure tactique ou une politique habile, mais la conséquence de son essence même⁵ ».

Pie XII, pour sa part, se réclame expressément du principe réformiste. Le mot réforme revient sans cesse dans ses textes. « Le respect envers ce que l'histoire a produit, dit-il dans le message de Noël 1956, est le signe d'une authentique volonté de réforme et la garantie de son heureux succès » ; il est nécessaire, ajoute-t-il, d'harmoniser « le dynamisme des réformes avec la stabilité des traditions⁶ ». Beaucoup d'autres textes, on le verra plus loin, vont tout à fait dans le même sens.

4. *La communauté mondiale et l'universalisme chrétien*, dans *Recherches et débats*, mai 1958, p. 88, édit. Arthème Fayard, Paris.

5. Cité par Otto SCHILLING, *Christliche Staatslehre und Staatspflichtenlehre*, p. 113, édit. Ludwig Auer, Donauwörth, 1951. Cf. Allocution du 20 février 1946, Sav. 4284-4285.

6. *Documentation catholique*, 1957, 5-22.

C'est ici que se pose le problème du droit naturel, cette notion à laquelle Pie XII fait invariablement appel lorsqu'il expose les fondements théoriques de sa pensée politique. Car, d'une part, le droit naturel est une doctrine à laquelle on découvre tantôt des aspects « révolutionnaires », tantôt des aspects « conservateurs » ; mais, d'autre part, il s'avère très difficile de rattacher le droit naturel à une discipline déterminée. Contrairement à ce que suggère son nom, il ne saurait pas, par exemple, être considéré inconditionnellement comme du droit. Le droit naturel, écrit M. Leclercq, se situe « au confluent du moral et du social en même temps que du juridique et du politique' ».

A notre avis, le « droit naturel international » défini par Pie XII est à considérer, avant tout, comme une théorie politique à tendance réformiste.

CHAPITRE II

LE PHENOMENE DU DROIT NATUREL

Le droit naturel est une doctrine très ancienne qui, au cours de l'histoire, a connu de multiples vicissitudes. Encore pendant les premières années du pontificat de Pie XII, il a dû apparaître à beaucoup comme définitivement dépassé. Aujourd'hui, par contre, il revient à la mode. Un peu partout, on parle de la « renaissance du droit naturel¹ ».

Cette renaissance contribuera peut-être à dissiper les fausses croyances qui ont toujours entouré cette doctrine mal connue. Selon une première fausse croyance, largement répandue, le droit naturel serait une doctrine typiquement catholique. Il est vrai que des théologiens comme Thomas d'Aquin, Vitoria et Suarez ont joué un grand rôle dans son développement. Mais après la Réforme, des protestants ont apporté des contributions très importantes : Grotius, contemporain de Vitoria et Suarez, en est un brillant exemple². On peut également mentionner ici la Church of England qui est restée fidèle à une tradition du droit naturel³. Et que dire, enfin, des théoriciens de la Révolution française qui, malgré leur rejet de toute religion autre que celle de la Raison, ont invoqué avec ferveur le droit naturel ?

Un deuxième malentendu, non moins largement répandu, consiste à croire que le droit naturel a été depuis le temps immémorial un des piliers du magistère des papes. Selon cette opinion, Pie XII, en invoquant le droit naturel, aurait donc simplement suivi une tradition millénaire. Rien n'est plus inexact. « Une comparaison entre les documents du magistère ecclésiastique publiés dans les siècles précédents et ceux des dernières décades conduit à cette intéressante constatation que l'Eglise faisait jadis bien rarement appel au droit naturel et qu'elle le fait très souvent aujourd'hui », écrit le R.P. Fuchs. Pour

1. Voir J.J.M. VAN DER VEN, *Chronique de philosophie du droit*, dans *Justice dans le Monde*, mars 1961, p. 371 suiv., qui cite de nombreuses publications sur le droit naturel parues ces dernières années tant aux Etats-Unis qu'en Europe.

2. Dans son introduction du n° 23 du *Bulletin du comité des études* de la Compagnie de Saint-Sulpice (décembre 1958), C. BOUCHAUD affirme cependant que « la théologie protestante... exclut le droit naturel » (p. 305-308).

3. A.P. d'ENTRÈVES, *Natural law*, p. 47, édit. Hutchinson's University Library, London, 1951.

expliquer ce phénomène, il avance, entre autres, l'opinion que « notre monde sécularisé... n'attachera guère d'importance à un appel de l'enseignement de l'Eglise ou de la Révélation faite par Dieu, tandis qu'il peut encore être sensible à un exposé qui s'appuie sur la nature même des choses⁴ ».

Ce ne fut qu'à la fin du siècle dernier, sous le pontificat de Léon XIII (1878-1903), que la papauté commença à invoquer très souvent le droit naturel. C'était l'époque des grands bouleversements sociaux qui la placèrent devant la nécessité impérieuse d'élaborer une doctrine sociale acceptable pour un monde qui n'était plus exclusivement habité par des « peuples très chrétiens ». Après Léon XIII, ce furent surtout Pie XI (1922-1939) et Pie XII qui firent plus ou moins systématiquement appel à cette doctrine. Si Pie XII a été fidèle, à cet égard, à une certaine tradition, celle-ci n'était donc ni très ancienne, ni très constante.

Un troisième malentendu, enfin, consiste à croire que le droit naturel a parfois subi des éclipses totales. Il s'agit-là d'une croyance qui a été propagée surtout par les adeptes des différentes écoles positivistes du droit qui prenaient leurs désirs pour réalité ; s'il est vrai que, dans certains pays, le droit naturel a parfois été banni des facultés juridiques, il est d'autres pays où les universités et la science n'ont jamais cessé de le cultiver. Paraphrasant le titre d'un livre de M. Rommen, M. Brimo, de la Faculté de droit de Toulouse, a pu affirmer qu'il « serait plus exact, pour la France, de parler de l'éternelle présence du droit naturel⁵ ». Bien avant la « renaissance » actuelle, un nombre impressionnant de savants contemporains se réclamaient du droit naturel⁶.

Vouloir se passer du droit naturel semble fort difficile. Il suffit de parcourir l'ouvrage de M. Rommen auquel M. Brimo fait allusion, *Die ewige Wiederkehr des Naturrechts*⁷, pour se convaincre qu'il est plus facile de se débarrasser du nom que de la chose, et que beaucoup de ceux qui ont prétendu éliminer le droit naturel n'ont fait rien d'autre que le réintroduire sous ce qu'il appelle un « camouflage » quelconque⁸.

4. J. FICHIS, s.j., *Le Droit naturel*, p. 5, ed. Desclée et C^o, Tournai, 1960. C. BOUCHAUD (voir note n° 2) explique ce phénomène d'une façon analogue. De même le R.P. COSTE, *op. cit.*, p. 68.

5. *Situation actuelle du droit naturel en France*, dans *Bulletin du comité des études de la Compagnie de Saint-Sulpice*, dec. 1958, p. 375.

6. Faut-il citer des noms tels que Rommen, Leclercq, Messner, d'Entreves, Dabin, Le Fur, Delos, Renard, Génys, Schilling, Verdross ?

7. Ed. Jakob Hegner, Leipzig, 1936.

8. « Le droit naturel peut intervenir à des degrés divers dans les systèmes juridiques, qui prétendent échapper à sa tyrannie », écrit M. Brimo (*op. cit.* p. 357). Cette formule, comme certaines autres dont il se sert, rappelle celles de M. ROMMEN. Celui-ci n'est cependant pas cité nommément : « Un auteur allemand a pu parler récemment, dans un article célèbre, de l'Eternel retour du droit naturel ». Encore faut-il observer que M. ROMMEN est depuis bien longtemps citoyen américain et que son livre sur ce sujet date déjà de 1936.

En effet, si le droit naturel n'a pas cessé d'être combattu à travers les siècles — déjà les sophistes, dans leurs polémiques contre Platon et Socrate, le mettaient en doute — il a survécu à toutes les écoles et doctrines qui ont osé l'attaquer. « For over two thousand years, écrit M. d'Entrèves, the idea of natural law has played a prominent part in thought and in history. It was conceived as the ultimate measure of right and wrong... It provided a potent incentive to reflection, the touchstone of existing institutions, the justification of conservatism as well as of revolution. But recourse to natural law was never entirely unchallenged... It was declared to be dead, never to rise again from its ashes. Yet natural law has survived and still calls for discussion. It... served the cause of humanity well' ». M. Rommen, de son côté, écrit : « Il n'y a pas beaucoup de notions qui ont dû souffrir tant de viols ; mais aussi, il n'y a que bien peu de notions qui ont une tradition et un passé aussi glorieux — et qui ont un avenir aussi grand que le droit naturel¹⁰ ». Et l'auteur ajoute qu'il s'agit manifestement de « quelque chose d'invincible et d'éternel », quelque chose qui ne cesse pas d'exister même s'il arrive parfois qu'on s'attache à « détruire son nom ».

« Détruire un nom » : voilà l'essentiel des attaques contre le droit naturel. C'est dire la relativité de ces attaques. Dans les polémiques autour du droit naturel, il est rare, en effet, que le concept même soit nié. Seules les doctrines fondamentalement matérialistes, antimorales et totalitaires s'attaquent au contenu même du droit naturel et arrivent ainsi, comme le dit Troeltsch, à la glorification de la force aux dépens de la raison et à la déification de l'Etat comme incarnation suprême de la vie morale¹¹.

Aussi, dans la plupart des cas, les controverses portent sur la question de savoir si le droit naturel mérite véritablement d'être appelé « droit ». Est-il vraiment « droit » — ou est-il « morale » ou « philosophie », dans le sens de philosophie du droit ou de philosophie politique ? Le refus du juriste positiviste de prendre en considération le droit naturel équivaut alors, pour lui, à se déclarer incompétent, en tant que juriste, pour se prononcer sur cette matière ; il est évident que cette déclaration d'incompétence n'implique pas forcément une négation des valeurs couvertes par la notion du droit naturel. Bien peu nombreux sont les juristes positivistes qui songeraient à nier le droit naturel en tant qu'ensemble de préceptes de la raison ou de la morale ou, si l'on veut, en tant que justice tout court¹². Car il est exact de dire qu'en somme le droit naturel est

9. *Op cit*, p. 7

10 *Op cit*, p. 151 C'est nous qui traduisons

11 Voir d'ENTRÈVES, *op. cit*, p. 15

12 Alfred Verdross distingue le « positivisme philosophique » du « positivisme empirique ». Ce dernier « ne s'occupe que du droit positif, sans soulever la question de ses bases normatives », il est compatible avec le droit naturel. En revanche, le « positivisme philosophique » nie le droit naturel « même en

l'idéal de la justice rayonnant au-dessus de toute loi positive ; c'est l'idée du primat de la justice matérielle avant toute justice formelle. Hans Kelsen, le grand théoricien du positivisme moderne, a écrit cette phrase qui doit être de nature à faire rêver le non-juriste : « La science juridique des XIX^e et XX^e siècles se déclare expressément incapable d'inclure le problème de la justice dans le champ de ses recherches ». Mais lorsque le maître de l'Ecole viennoise base toute sa théorie sur la célèbre « norme fondamentale », alors il replace vraiment le droit naturel, baptisé d'un autre nom, à la base de tout droit positif¹³.

La constatation que le droit naturel pose le problème de la justice et celui des fondements du droit explique sans doute pourquoi les politiques et les philosophes ont plus que les esprits juridiques tendance à se réclamer de cette doctrine. Le juriste recherche les formules définitives et bien arrêtées. D'instinct, il se méfie de ce qui est « flou », de ce qui laisse la possibilité d'interprétations diverses. Il se désespère lorsqu'un grand spécialiste en la matière, voulant prouver précisément que le droit naturel est du droit authentique et non de la « morale spéciale », affirme tranquillement à plusieurs reprises : « Que contient le droit naturel ? Personne n'en sait rien¹⁴ ».

La brutale affirmation de M. Leclercq en dit long sur les armes qui peuvent être mobilisées contre le droit naturel en tant que droit. L'éminent professeur de Louvain n'est d'ailleurs pas le seul défenseur du droit naturel à parler avec tant de franchise. M. Aubert, par exemple, fait la « pénible constatation » que même les théologiens thomistes ne sont nullement d'accord entre eux : « Les études relatives à la philosophie du droit naturel selon saint Thomas sont relativement nombreuses, certes, mais par contre leur unanimité paraît beaucoup plus douteuse... On a l'impression que chaque auteur ou commentateur apporte un peu sa solution personnelle *ad mentem Sti Thomae* au point qu'un théologien du siècle dernier écrivait déjà : « Lorsqu'on lit sur cette question les écrivains et les docteurs, même les plus réputés, on trouve une telle diversité d'opinion et une telle obscurité d'idées qu'après les avoir longuement consultés, on finit par ne plus savoir du tout ce qu'il faut en penser » (Schiffini, *Disp. theol. mor.*, I, 381) ; certaines questions, telle celle du *ius gentium*, sont traditionnellement considérées comme une *crux interpretum*¹⁵ ».

tant que partie d'une morale universelle » (*Volkerrecht*, 3^e éd., Springer-Verlag, Wien, 1955, p. 18, 46, 56) Cf aussi Charles de VISSCHER, *Theories et réalités en droit international public*, p. 71-73, édit Pedone, Paris, 1960

13 Cf ROMMEN, *op cit*, p. 159, Alfred VERDROSS, *op cit*, p. 18-19, Albert AUER, *Der Mensch hat Recht*, p. 43 et suiv., éd Styria, Graz, 1956, d'ENTRÈVES, *op. cit*, p. 108

14. Jacques LECLERCQ, *op cit.*, p. 126-133

15. La doctrine du droit naturel selon saint Thomas, dans *Bulletin du comité des études de la Compagnie de Saint-Sulpice*, dec 1958, p. 332

Considéré comme un droit au sens strict, le droit naturel est incontestablement vague et incertain ; on ne le trouve pas dans un code qui le présente comme un ensemble d'articles bien définis. En revanche, la *fonction* qu'il remplit par rapport au droit positif, n'est nullement vague ou incertaine. Elle consiste à « conserver la moralité dans le droit » ou à « représenter les rapports entre moralité et droit ¹⁶ ». « The relation between law and morals is the crux of the whole theory », écrit M. d'Entrèves ¹⁷. Plus loin il dit que « the doctrine of natural law is in fact nothing but an assertion that law is part of ethics... Its essential function can appear only as that of mediating between the moral sphere and the sphere of law proper ¹⁸ ». D'autres disent au fond la même chose lorsque, tout en niant l'existence réelle du droit naturel, ils parlent d'un « droit idéal ¹⁹ », servant soit de modèle pour un ordre de droit à construire, soit de critère pour juger de l'ordre établi et du droit existant. « Le droit naturel ne saurait avoir de réalité, d'existence, écrit M. Aimé Forest, mais il a une fonction. Il n'a pas d'*en soi* mais joue un rôle de critique au nom d'un idéal conçu par l'esprit et qui aide à juger de ce qui est réalité. C'est encore un rôle d'inspiration, de sorte que le droit naturel se distingue du droit positif comme le devenir et le devenu, l'idéal et ce qui en est déjà partiellement réalisé. Le droit naturel ne désigne pas une réalité mais un besoin de l'esprit. On peut dire qu'il est la conscience juridique réfléchie dans un effort incessant de critique et de contrôle. Nous pouvons reconnaître l'origine de cette illusion. Elle consiste dans la substitution de l'*en soi* à l'acte. L'esprit a toujours tendance à réaliser ses propres œuvres, à leur donner une signification objective ; il prend pour une réalité ce qui n'est qu'une fonction. Il envisage ainsi comme appartenant à la nature humaine, envisagée comme un absolu, ce qui est une œuvre de l'esprit. La notion de droit naturel a ainsi une signification. Mais elle n'est qu'une illusion féconde qui dirige la conscience juridique. Mais elle n'est pas un absolu qui s'impose à l'affirmation et doit être reconnu comme transcendant à la recherche qu'il dirige ²⁰ »

C'est en tant que « droit idéal » que le droit naturel présente un aspect virtuellement révolutionnaire. En effet, lorsque l'ordre établi n'est pas considéré comme conforme à la justice, les citoyens — ou, dans la société internationale, les gouvernements — feront appel au droit naturel comme à « un droit qui est réellement antérieur et supérieur à tout droit positif ²¹ ». Le droit de révolte contre

16. ROMMEN *op. cit.*, p. 136 et 274.

17. *Op. cit.*, p. 78.

18. *Ibid.*, p. 116.

19. Ainsi, p.e., M. DUVERGER, *Manuel de droit constitutionnel et de science politique*, éd. P.U.F., Paris, 1948 ; cf. aussi GURVITCH, cité par M. Brimo, *op. cit.*, p. 373-376.

20. *Les fondements philosophiques du droit naturel*, dans *Bulletin du comité des études* de la Compagnie de Saint-Sulpice, déc. 1958, p. 321.

21. ROMMEN, *op. cit.*, p. 135.

la tyrannie, mentionné dans le préambule de la Déclaration universelle des droits de l'homme, est un postulat de droit naturel, élaboré par saint Augustin et saint Thomas²². L'indépendance des Etats-Unis et la Révolution française ont aussi été préparés par des hommes qui invoquaient le droit naturel. Maurice Hauriou a souligné que le respect du droit naturel de la part du pouvoir est la condition de la durée de l'ordre établi : « Le pouvoir gouverne par la création continue de l'ordre et du droit... Il n'y a pas de pouvoir qui puisse pratiquement se maintenir longtemps par la contrainte pure et se passer de l'obéissance volontaire des sujets. Tout pouvoir qui veut durer est donc obligé de créer un ordre des choses et un droit positif qui ne s'écartent pas du droit naturel au point de pousser ses sujets à la révolte²³ ».

Le droit naturel joue par conséquent un rôle essentiel dans la genèse du droit. « Le droit naturel appelle la loi positive », écrit M. Rommen. Un peu plus loin, il ajoute : « Le droit naturel n'est révolutionnaire qu'à l'égard de la loi qui, de par son contenu, est devenue immorale ; à l'égard du droit positif incomplet, en revanche, il ne joue qu'un rôle « réformateur²⁴ ». Le même auteur remarque encore qu'incorporé dans le droit positif, le droit naturel prend en quelque sorte un aspect conservateur : il aidera à préserver l'ordre établi. D'une façon générale, M. Rommen se montre d'ailleurs soucieux d'atténuer le caractère virtuellement révolutionnaire du droit naturel. Seules les lois positives qui ordonnent des actes immoraux en soi, écrit-il, « c'est-à-dire qui sont contraires à ce que les normes de droit naturel défendent expressément », sont dénuées de toute force obligatoire²⁵. C'est un cas qui ne doit pas se présenter souvent, car les « normes de droit naturel contenant des défenses absolues » (Rommen) sont peu nombreuses et elles sont si évidentes (ne pas tuer, ne pas voler, ne pas parjurer) qu'un législateur civilisé oserait rarement les violer.

D'ailleurs, ces défenses absolues sont conservatrices de l'ordre établi que toute autorité a tendance à faire respecter. M. Rommen souligne qu'une loi injuste n'est pas nécessairement immorale en soi, en contradiction avec une défense absolue du droit naturel. Il cite l'exemple d'une loi fiscale injuste et affirme que ni les juges, ni les fonctionnaires, ni les citoyens n'ont le droit de la considérer comme non obligatoire et non valable²⁶. On pourrait dire aussi que, selon cette conception, le droit naturel n'admet le principe « révolutionnaire » que lorsque le droit positif tend à instaurer ou à tolérer une situation manifestement incompatible avec la justice. Alors seule-

22 SCHILLING, *op cit*, p. 77-78.

23. *Précis de droit constitutionnel*, p. 145, ed Sirey, Paris, 1923

24 *Op. cit*, p. 260 suiv

25. ROMMEN, *op. cit*, p. 265-266

26 *Op cit*, p. 266.

ment le droit naturel se dresse contre « le désordre établi » et il prend une signification immédiate pour les citoyens.

Encore faut-il être bien d'accord sur les termes si l'on ne veut pas que leur sens soit inversé. Hauriou a pu affirmer, par exemple, dans la première édition, en 1923, de son *Précis de droit constitutionnel*, que c'est le droit positif qui est révolutionnaire s'il y a conflit (grave) avec le droit naturel. « Cette attitude de l'Etat qui consiste à mettre l'ordre matériel au-dessus de l'ordre moral et la puissance matérielle au-dessus des puissances morales est en soi révolutionnaire », écrit-il²⁷. Selon le Hauriou de 1923, c'est donc l'ordre établi qui sera en faute ; c'est l'ordre établi qui méritera la fâcheuse étiquette de « révolutionnaire » s'il viole (gravement) l'« ordre de choses essentiel ».

Il est évident, cependant, que c'est plutôt le doyen de Toulouse qui introduit ici un élément révolutionnaire. En effet, le monisme, auquel il est encore fidèle en 1923, l'amène à nier qu'il puisse y avoir une opposition légitime entre droit naturel et droit positif. Or, une rigoureuse application de ce principe peut aboutir, à tout moment, à mettre en cause, et par conséquent renverser, l'ordre établi. Passe encore pour le cas qu'il cite : celui de l'Etat qui met « l'ordre matériel au-dessus de l'ordre moral », donc l'Etat totalitaire ; mais beaucoup d'autres cas d'opposition entre les deux ordres, moins flagrants ou moins clairs, sont concevables, et tous ces cas, Hauriou les passe sous silence en 1923. Il se rend certainement compte de leur existence, et c'est sans doute la raison pour laquelle il ne tire pas toutes les conséquences de son monisme. Néanmoins, il est amusant de voir qu'il habille cette théorie virtuellement révolutionnaire d'un habit franchement réactionnaire, contre-révolutionnaire. Car, dans sa théorie, le droit naturel aura toujours tendance à écraser les « révolutions » du droit positif ; il aura tendance, en effet, à « restaurer, dans les cadres mêmes de l'Etat, un ordre de choses essentiel, à base de croyances morales, auquel, pratiquement, le gouvernement quotidien ne puisse déroger²⁸ ».

En réalité, le droit naturel joue essentiellement un rôle réformateur. Dès 1929, année de la deuxième édition du *Précis de droit constitutionnel*, Hauriou met l'accent sur l'importance de la préservation de l'ordre établi, et c'est alors qu'il se réfère au droit naturel comme à une force réformatrice, voire une force qui « souvent... paraît révolutionnaire »... ! Pour arriver à cette conclusion, il lui a évidemment fallu réviser sa doctrine de fond en comble. L'idée du « mouvement lent et uniforme²⁹ » vient ajouter une nouvelle dimension, pour ainsi dire, à sa conception de l'ordre social. En 1923, il définissait celui-ci encore comme principalement une « force de résistance », comme quelque chose de statique, en somme. Mais, en 1929, il écrit qu'« à chaque moment, l'ordre social est le résultat

27. *Op. cit.*, p. 37-38.

28. *Op. cit.*, p. 39 ; c'est nous qui soulignons.

29. *Précis de droit constitutionnel*, 2^e éd., 1929, p. 34.

d'une réorganisation partielle de la société, par suite d'une entreprise volontaire de réformes³⁰ ». Et un peu plus loin, il remarque : « Après une réforme, il en reste toujours une autre à opérer... Il est dans la destinée de l'ordre social d'être envisagé dans l'avenir comme un idéal à réaliser beaucoup plus que, dans le présent, comme un idéal déjà réalisé³¹ ».

Hauriou admet aussi, en 1929, que l'ordre social et la justice « sont... fréquemment en opposition³² ». Et il ne laisse pas de doute sur la question de savoir pour lequel il optera : « L'ordre social est un élément des sociétés plus primordial que la justice. Il faut bien se résigner à cette constatation. L'ordre social établi est ce qui nous sépare de la catastrophe... La justice sociale est un luxe dont, dans une certaine mesure, on peut se passer³³ ». Il en tirera des conclusions analogues à celles de M. Rommen que nous avons déjà citées. Voici en effet ce que dit Hauriou : « Un ordre social établi contient toujours pratiquement une certaine dose de justice qui lui est incorporée, mais pratiquement aussi, il se trouve toujours en conflit avec une nouvelle dose de justice qui n'est pas encore incorporée... Incorporée ou non à l'état social, la justice restera toujours séparable de l'ordre parce qu'elle n'a pas le même but et même, par opposition à l'ordre, souvent elle paraît révolutionnaire³⁴ ». C'est dire, une fois de plus, que la fonction du droit naturel est essentiellement réformatrice.

Il s'ensuit que, dans une situation normale, le droit naturel intéresse et engage en tout premier lieu le législateur. C'est à lui qu'incombe le devoir de traduire « l'ordre essentiel » en un « ordre existentiel³⁵ ». Nous retrouvons ici le rapport étroit entre le droit naturel et la philosophie politique, ainsi qu'une des raisons pour lesquelles Pie XII, traitant de l'organisation internationale, fait constamment appel à cette doctrine. Car le droit international est par excellence celui d'un ordre à réaliser, d'un droit positif à faire. Nulle part ne se pose de façon aussi aiguë la question du fondement du droit. Est-ce la seule volonté de l'Etat « souverain », dans le sens d'une *potestas legibus soluta*, qui, se liant soi-même, donne naissance au droit des gens, ou bien celui-ci trouve-t-il son origine dans un ordre objectif, antérieur et supérieur à la volonté de l'Etat ? L'on sait que certains auteurs ont tiré la conclusion extrême que le droit des gens, tout comme le droit naturel, ne mérite pas la qualification de droit³⁶.

La fonction que le droit naturel reconnaît au législateur est essentielle : la loi positive est nécessaire, en effet, pour lui enlever

30. *Ibid.*

31. P. 35. Alfred VERDROSS s'exprime dans un sens analogue, *op. cit.*, p. 17.

32. P. 36.

33. P. 37.

34. P. 40.

35. ROMMEN, p. 272.

36. Voir à ce sujet VERDROSS, *op. cit.*, p. 57-61, et Ch. de VISSCHIER, *op. cit.*, p. 33-35, 69-73, 127-129.

tout caractère incertain ou « vague » — défauts si souvent reprochés au droit naturel — et pour lui donner une sanction. « Le droit naturel, écrit M. Rommen, appelle le droit positif et le législateur. Car seuls les premiers principes et les conclusions directes (le Décalogue) sont immédiatement évidentes et nécessaires... Les conclusions ultérieures qu'on en déduit, exigent une déclaration autoritaire... Pour la même raison, le droit naturel et ce qu'on dérive de lui a besoin de la sanction positive qu'il ne possède pas immédiatement en soi-même³⁷ ».

Le droit naturel international développé par Pie XII apparaît comme l'esquisse d'un projet idéal d'organisation sociale, invitant le législateur à doter la société naturelle des Etats et des peuples d'un ordre de droit positif. Il se résume, si l'on veut, dans l'affirmation que ce n'est pas seulement à l'intérieur des frontières de l'Etat national que le droit et la justice doivent être réalisés, mais aussi à l'extérieur, dans les relations entre les membres de la communauté internationale³⁸. Mais ceci implique que la volonté de l'Etat (ou la *Staatsraison*, ou l'intérêt de la « révolution prolétaire », ou le critère du *was dem Volke nützt*) n'est pas la norme suprême du droit. Celle-ci, en effet, appartient à un ordre objectif. Elle n'emprunte sa force et son caractère obligatoire à aucune volonté arbitraire; elle relève d'un ordre où ce qui *est* (l'« essence » ou la « nature » des choses) et ce qui *doit* être (la norme) sont un.

Il n'y a pas de distinction fondamentale entre ce que la raison théorique conçoit comme la vérité et ce que la raison pratique reconnaît comme le bien, comme la norme à laquelle volonté et action doivent se conformer. Ne serait-ce pas là tout le secret d'un phénomène « insaisissable » comme le droit naturel ? Car le « vrai » et le « bien », comme fin des actions humaines, sont au fond la même chose. Platon, avec sa préférence si marquée pour l'adjectif « véritable », nous donne une leçon pleine de sens. En effet, lorsqu'il nous parle du « juge véritable » ou de la « loi véritable », il nous dit en même temps quelque chose sur la nature, l'essence de la loi et sur la fin vers laquelle doit tendre l'action politique. Tout à fait dans ce même sens, une théorie politique, une synthèse de droit naturel qui propose les principes pour une solution idéale des problèmes politiques, constitue un programme d'action. Et cela vaut aussi pour la doctrine élaborée par Pie XII.

37. *Op. cit.*, p. 262-264.

38. VERDROSS cite l'article 1 de la résolution adoptée par la 37^e conférence de l'Union interparlementaire (6-11 septembre 1948), affirmant que « les relations entre les Etats sont soumises aux mêmes principes de la morale que les relations entre les individus » (*op. cit.*, p. 30; c'est nous qui traduisons). M. RÖLING cite le Traité de la Sainte Alliance, dans lequel les hautes parties contractantes déclarent, entre autres, « que les préceptes de cette religion sainte..., loin d'être uniquement applicables à la vie privée, doivent au contraire influencer directement sur les relations des princes » (*International law in an expanded world*, p. 20, éd. Djambatan, Amsterdam, 1960).

CHAPITRE III

LE DROIT NATUREL DÉFINI PAR PIE XII

Le 13 octobre 1955, dans un discours devant les membres du « Centre italien d'études pour la réconciliation internationale », Pie XII conclut ainsi un long exposé sur le droit naturel : « L'Eglise se préoccupe constamment de réveiller, de maintenir en alerte et de rendre efficace la connaissance et la conscience du droit naturel; non d'un droit naturel faux et vague, mais du droit naturel clair et bien défini que Nous avons tenté ici de décrire¹ ».

Un « droit naturel clair et bien défini » : La phrase sonne un peu comme un défi. On ne se trompe probablement pas lorsqu'on y voit une allusion à certaines critiques du droit naturel. Mais en quelle mesure cette affirmation — ou, si l'on veut, cette prétention — de Pie XII est-elle sérieuse ? Pour en juger, il faudra laisser parler les textes. Le discours qui vient d'être mentionné contient de longs développements sur le droit naturel. C'est pourquoi il sera cité souvent au cours de ce chapitre. D'emblée, on y trouvera une définition qui paraît importante. La « loi naturelle »², dit Pie XII, indique « les buts, les directions, les chemins, comme des lignes maîtresses du projet idéal établi par le Créateur; mais la manière, le moment, le lieu de leur actualisation, la fixation d'un but de préférence à un autre, l'utilisation de ce moyen-ci plutôt que de celui-là, tout cela est laissé par la nature à la détermination libre et raisonnable des individus et des groupes. La vie en société, non moins que la conduite privée de l'individu, ne s'établit donc pas automatiquement par elle-même, comme la vie en société des abeilles, déterminée par la force de l'instinct ; mais elle est en fin de compte fixée par le vouloir conscient des peuples mêmes, ou plus exactement des hommes qui les composent. Or ce vouloir peut subir l'influence de deux forces différentes et contraires, celle de la raison et du jugement serein, et celle des instincts aveugles et des passions sans frein³ ».

1. A.A.S. 1955, 764-775. Nous citons d'après la traduction française de l'Ufficio Stampa du Vatican, tout en précisant que nous nous sommes vu dans l'obligation de corriger, çà et là, des traductions moins heureuses, voire fausses, de certains termes de l'original italien.

2. FUCHS (*op. cit.* p. 2) observe que « ni la scolastique médiévale, ni, dans son ensemble, le langage du magistère ecclésiastique » ne distinguent le droit naturel de la loi naturelle.

3. Voir note 1.

D'après ce texte, il est évident, tout d'abord, que Pie XII ne considérerait pas le droit naturel comme un droit au sens strict, ayant une existence réelle. Il le caractérise, en effet, comme un « projet idéal » qui, pour être réalisé, dépend de la volonté humaine. Le droit naturel, d'après ce texte, relève donc plutôt de la morale ou de la philosophie politique. Il constitue, comme nous le disions, un « programme d'action » ; il « appelle un législateur » (Rommen).

C'est dire toute l'importance que Pie XII accorde au droit positif : « On a toujours reconnu le besoin de fixer moyennant des traités et des conventions internationales ce qui n'était pas d'une certitude évidente d'après les principes de la nature, et de compléter ce sur quoi la nature se taisait. Pareillement, l'étude de l'histoire du droit... enseigne que, d'un côté, une transformation des conditions économiques et sociales (parfois même politiques) requiert de nouvelles formes pour les postulats du droit naturel, auxquels les systèmes jusqu'alors en vigueur ne sont plus conformes ; de l'autre, cependant, qu'au milieu de ces changements les exigences fondamentales de la nature réapparaissent toujours et se transmettent avec une urgence plus ou moins grande d'une génération à l'autre⁴ ».

Laissons de côté, pour l'instant, la question de savoir comment Pie XII définit « la nature » et ses « exigences fondamentales », nous y reviendrons dans le chapitre suivant. Ici, il importe de retenir que le texte cité affirme que le droit naturel et le droit positif doivent se compléter réciproquement. Dans l'esprit de Pie XII, il ne s'agit donc pas d'une antithèse ; au contraire, il suppose que le droit naturel trouve sa place habituelle *dans* le droit positif.

D'ailleurs, Pie XII l'a dit expressément. Le 5 août 1950, dans une allocution à des diplômés des sciences administratives, il dit que « le droit naturel est... l'âme de (la) législation positive, âme qui lui donne sa forme, son sens, sa vie⁵ ». Au début de ce même discours, il avait parlé de la place qu'occupe l'Etat dans le droit naturel. Selon l'Eglise, disait-il, « aucune institution sociale, après la famille, ne s'impose aussi fortement, aussi essentiellement que l'Etat. Il a sa racine dans l'ordre de la création et il est lui-même un des éléments constitutifs du droit naturel⁶ ».

Bien d'autres textes seraient à citer traitant des rapports du droit naturel et du droit positif. Dans le radio-message pour la Pentecôte (1^{er} juin) 1941, diffusé en commémoration du cinquantième anniversaire de l'encyclique *Rerum novarum*, Pie XII qualifie le droit de propriété de « droit fondamental » et de droit naturel. Et alors il précise qu'il est « laissé à la volonté humaine et aux formes juridiques des peuples de régler plus en détail la réalisation pratique de ce droit⁷ ». Autrement dit, le droit positif, conçu en premier

4. *Ibid.*

5. Sav. 3602.

6. Sav. 3596.

7. Sav. 589.

lieu comme expression de la volonté du législateur, a pour rôle de préciser les grands principes généraux du droit naturel.

Dans le discours du 6 décembre 1953, il s'exprime d'une façon analogue sur le droit positif international : « Le droit positif des peuples, indispensable lui aussi dans la communauté des Etats, a pour tâche de définir plus exactement les exigences de la nature et de les adapter aux circonstances concrètes, et, en outre, de prendre, grâce à une convention qui, librement contractée, est devenue obligatoire, d'autres dispositions, dirigées toujours vers la fin propre de la communauté⁸ ».

Dans l'allocution du 13 octobre 1955, il parle plus particulièrement du caractère obligatoire du droit positif international : « Même si le contenu de ces accords (c'est-à-dire les traités internationaux) relève purement du droit positif, l'obligation de les observer (pourvu qu'ils ne contiennent rien de contraire à la saine morale) émane de la nature et du droit naturel. Ainsi, le droit naturel domine et couronne toutes les normes de droit purement positif en vigueur parmi les hommes et les peuples⁹ ».

On aura remarqué que ce texte contient une restriction importante : le droit positif ne saurait être « contraire à la saine morale ». Quelques années auparavant, le 6 novembre 1949, dans une allocution à des juristes catholiques, Pie XII avait précisé sa pensée sur ce point. Dans ce discours qui, à l'époque, fit un certain bruit, il distinguait deux sortes de normes pour l'action humaine. D'une part, il y a « certaines règles de conduite... directement dictées par la conscience, reflet et écho d'une loi plus haute », d'autre part il y a celles qui sont « prescrites par l'autorité humaine, régulatrice de la vie en commun¹⁰ ». Envisageant ensuite le cas d'une antithèse entre le droit naturel et le droit positif, donc le cas d'un droit positif injuste, il dit tout d'abord que « le juge ne peut jamais, par sa décision, obliger quelqu'un à n'importe quel acte intrinsèquement immoral, c'est-à-dire contraire par sa nature à la loi de Dieu... Il ne peut en aucun cas reconnaître ni approuver expressément la loi injuste ». Mais il ajoute : « Toutefois, toute application d'une loi injuste n'équivaut pas à sa reconnaissance ou à son approbation. Dans ce cas, le juge peut — parfois même il doit — laisser la loi injuste suivre son cours quand c'est le seul moyen d'empêcher un mal plus grand¹¹ ».

En dépit de cette dernière précision, Pie XII a été violemment critiqué dans certains milieux pour avoir dit que le juge ne peut jamais reconnaître une loi injuste. Quelques mois plus tard, le 17 février 1950, dans un discours aux membres du « Congrès international de la presse catholique », il y fait allusion dans des termes

8. Sav. 4153.

9. Voir note 1.

10. Sav. 414.

11. Sav. 418-420.

assez vifs et il souligne le caractère paradoxal de cette attaque : « Que les totalitaires ne Nous aient pas compris, eux pour qui la loi et le droit ne sont que des instruments aux mains des cercles dominants, Nous Nous y attendions bien. Mais constater les mêmes malentendus de la part de certains milieux qui, longtemps, s'étaient posés en champions de la conception libérale de la vie, qui avaient condamné des hommes pour le seul grief de leurs attaches avec des lois et des préceptes contraires à la morale¹², voilà qui est bien de nature à Nous surprendre ! Car, enfin, que le juge dans le prononcé de sa sentence se sente lié par la loi positive et tenu à interpréter fidèlement, il n'y a rien là d'incompatible avec la reconnaissance du droit naturel ; bien plus, c'est une de ses exigences. Mais ce qu'on ne saurait légitimement accorder, c'est que ce lien soit noué exclusivement par l'acte législateur humain de qui émane la loi. Ce serait reconnaître à la législation positive une pseudo-majesté qui ne différerait en rien de celle que le racisme ou le nationalisme attribuait à la production juridique totalitaire, mettant sous ses pieds les droits naturels des personnes physiques et morales¹³ ».

En effet, si le seul fait d'être promulguée par le législateur suffisait à faire une loi juste, le tribunal de Nuremberg aurait condamné des innocents : des hommes qui, tout en faisant exterminer dix millions d'innocents, avaient fidèlement appliqué les lois positives du Reich.

L'allusion, dans les textes qui viennent d'être cités, à ceux qui attribuent « à la législation positive une pseudo-majesté » vise clairement les adeptes du positivisme. Pie XII a souvent pris position à ce sujet. Or, il est remarquable que son appréciation du positivisme se soit singulièrement nuancée au cours des années. Dans les dix premières années de son pontificat, il semble le rejeter plus ou moins catégoriquement. Ainsi, par exemple, le message de Noël de 1942. Dans un long passage sur le « statut juridique de la société », il dénonce quelques « théories et pratiques dangereuses, néfastes à la communauté ». Est d'abord mentionné comme tel « le positivisme juridique qui attribue une trompeuse majesté à l'émission de lois purement humaines et fraye la voie à un fatal détachement des lois de la moralité¹⁴ ».

Son discours du 6 novembre 1949, prononcé devant des juristes catholiques, n'est pas moins explicite. Il commence par citer Cicéron : « *Natura iuris... ab hominis repetenda est natura* — la nature ou

12 C'est une allusion claire aux procès de Nuremberg. Le 13 novembre 1949, Pie XII avait déjà très justement fait remarquer que ces procès n'auraient jamais pu tirer leur justification du positivisme. Si on a pu condamner les criminels de Nuremberg, c'est que les méfaits des leaders nazis furent contraires au droit naturel. Voir Sav. 398. Cf. aussi Alfred VERDROSS, *op. cit.*, p. 16-17.

13 Sav. 2215

14 Sav. 248. Cf. également Sav. 272. On remarquera que Pie XII, en parlant de « lois humaines », recourt au langage scolastique qui ne connaissait pas le terme « loi positive ».

l'essence du droit ne peut provenir que de la nature même de l'homme », et il insiste alors sur l'ordre ontologique auquel l'ordre juridique doit être intimement lié. « L'erreur du rationalisme moderne a consisté précisément dans sa prétention de vouloir construire le système des droits humains et la théorie générale du droit, sans référence nécessaire quelconque à un Etre supérieur... Vous savez dans quel dédale inextricable de difficultés s'est fourvoyée la pensée juridique contemporaine à cause de cette déviation initiale; que le juriste qui s'est conformé au canon établi par le dit positivisme a manqué à sa tâche, en perdant, avec la droite connaissance de la nature humaine, la saine conception du droit, lequel a ainsi manqué de cette force coactive sur la conscience de l'homme, qui est son premier et principal effet. C'est d'autant plus vrai que l'objet le plus spécifique de la science juridique est le juste et l'injuste — *iusti atque iniusti scientia* — ...¹⁵ ». Un peu plus loin, dans ce même discours, Pie XII parle des « insolubles oppositions entre la haute conception de l'homme et du droit selon les principes chrétiens... et le positivisme juridique¹⁶ ».

Une semaine plus tard, le 13 novembre 1949, dans un discours devant les membres de la Sainte Rote Romaine, il parle à nouveau du positivisme en termes les plus durs. Il y fait état d'une « crise dans l'administration de la justice » qui se manifesterait de nos jours. Suit une dénonciation sévère du positivisme qu'il lie directement à « l'absolutisme de l'Etat » : « Les causes immédiates d'une telle crise doivent être principalement recherchées dans le positivisme juridique et dans l'absolutisme de l'Etat; deux manifestations qui... dérivent et dépendent l'une de l'autre. Si l'on enlève, en effet, au droit sa base constituée par la loi divine naturelle et positive... il ne reste plus qu'à le fonder sur la loi de l'Etat comme sa norme suprême, et voilà posé le principe de l'Etat absolu... Le positivisme juridique et l'absolutisme de l'Etat ont altéré et défiguré la noble physionomie de la justice dont les fondements essentiels sont le droit et la conscience¹⁷ ».

Un peu plus loin, il affirme que « le simple fait d'être déclaré par le pouvoir législatif norme obligatoire dans l'Etat... ne suffit pas à créer un vrai droit. Le critère du simple fait vaut seulement pour celui qui est l'Auteur et la règle souveraine de tout droit, Dieu. L'appliquer indistinctement et définitivement au législateur humain comme si la loi était la règle suprême du droit, est l'erreur du positivisme juridique au sens propre et technique du mot; erreur qui est à la base de l'absolutisme d'Etat et équivaut à une déification de l'Etat lui-même. Le XIX^e siècle est le grand responsable du positivisme juridique. Si ses conséquences ont tardé à se faire sentir... cela est dû au fait que la culture était encore imprégnée du passé

15. Sav. 412-413.

16. Sav. 416.

17. Sav. 389-390.

chrétien... Devait venir ensuite l'Etat totalitaire de caractère anti-chrétien. Etat qui — par principe ou au moins de fait — rompt tout frein en face d'un droit suprême, pour dévoiler au monde le vrai visage du positivisme juridique¹⁸ ».

Il est évident que Pie XII a raison lorsqu'il souligne l'incompatibilité absolue entre le droit naturel et l'Etat totalitaire. Mais de là à conclure que l'Etat totalitaire serait comme l'aboutissement naturel du positivisme, c'est à la fois simplifier et exagérer. Pie XII s'est sans doute rendu compte qu'il était allé trop loin, car dès l'année suivante, son jugement au sujet du positivisme devient sensiblement plus nuancé. Manifestement, il commence à distinguer entre ce qu'on pourrait appeler la « doctrine » positiviste et la simple « méthode » positiviste¹⁹. Désormais, il ne rejettera plus le positivisme tout court, mais seulement certaines formes de positivisme.

Ainsi, dans une allocution du 15 juillet 1950, prononcée devant les membres du Congrès international du droit privé, il précise que l'Eglise catholique rejette le positivisme juridique « extrémiste » et dans son discours du 6 décembre 1953 il condamne un positivisme « absolu »²⁰. Son discours du 3 octobre 1953 devant les membres du VI^e Congrès international de droit pénal est explicite : « ... Il s'ensuit qu'un positivisme juridique extrême ne peut se justifier devant la raison. Il représente le principe : le droit comprend tout ce qui est établi comme « droit » par le pouvoir législatif dans la communauté nationale ou internationale, et rien que cela, tout à fait indépendamment de n'importe qu'elle exigence fondamentale de la raison ou de la nature. Si l'on applique ce principe, rien n'empêche que... les caprices et la violence brutale d'un tyran et d'un criminel puissent devenir « le droit »... Là où, par contre, le positivisme juridique est compris de telle sorte que, tout en reconnaissant pleinement ces exigences fondamentales de la nature, on n'utilise le terme « droit » que pour les lois élaborées par le législatif, plusieurs jugeront peut-être cet emploi peu exact dans sa généralité ; toujours est-il qu'il offre une base commune pour l'édification d'un droit international fondé sur l'ordre ontologique²¹ ».

Cette dernière phrase contient déjà le thème que Pie XII élaborera deux mois plus tard, le 6 décembre 1953, dans son discours sur la tolérance. Il affirme clairement que la seule chose importante est que les hommes reconnaissent de fait les normes éthiques fondamentales. C'est là ce qu'il considère comme le terrain de rencontre pour tous les « hommes de bonne volonté » ; nous y reviendrons dans le chapitre suivant.

18 Sav 395-396

19 Cf Alfred VERDROSS qui distingue le « positivisme philosophique » du « positivisme empirique » Voir chapitre précédent, note n° 12

20 S. 135 S. II 4154

21 S. 477

Le pape confirme aussi dans le discours du 3 octobre 1953, qu'il n'insistera pas si l'on veut rejeter le nom de droit naturel pour indiquer ces normes essentielles : « Le droit est nécessairement fondé en dernier ressort sur l'ordre ontologique... Partout où des hommes et des peuples sont groupés en communautés juridiques, ne sont-ils pas précisément des hommes, avec une nature humaine substantiellement identique ? Les exigences qui découlent de cette nature sont les normes ultimes du droit. Aussi différente que puisse être la formulation de ces exigences en droit positif, d'après les temps et les lieux, d'après le degré d'évolution et de culture, leur noyau central, parce qu'il exprime la « nature », est toujours le même... Que l'on appelle ces exigences « la nature », « droit », « normes éthiques » ou « postulats de la nature », peu importe. Mais il faut reconnaître le fait qu'elles existent ; qu'elles n'ont pas été établies par le caprice de l'homme ; qu'elles sont enracinées ontologiquement dans la nature humaine que l'homme n'a pas façonnée lui-même ; qu'elles doivent donc se trouver partout ; que par conséquent tout droit public et tout droit des gens trouvent dans la nature humaine commune un fondement clair, solide et durable²² ».

Le texte cité est formel. Il prouve que, manifestement, Pie XII ne souhaite pas se mêler aux polémiques sur la question de savoir si le droit naturel mérite véritablement le nom de « droit » ou plutôt celui de « morale » ou de « philosophie ». On peut même citer des textes qui portent à croire qu'il est d'avis qu'en dernière analyse le droit naturel serait plutôt de la morale que du droit au sens strict.

En effet, le 19 octobre 1953, donc deux semaines après le discours qui vient d'être mentionné, dans une allocution devant les membres du « Bureau international de documentation de médecine militaire²³ », il traite spécifiquement des rapports du droit et de la morale. « ... La morale et le droit, de par leur nature, ne se recouvrent pas toujours et, quand ils se rejoignent, restent cependant formellement différents... Par rapport à la morale, le droit remplit diverses fonctions, ainsi, par exemple, celle de sélection et de concentration : toutes deux reviennent au fond à ceci que le droit ne reprend les exigences morales que dans la mesure requise par le bien commun...²⁴ ». De toute évidence, les « exigences morales » que Pie XII distingue ici du droit proprement dit et dont il dit qu'elles diffèrent « formellement » du droit, ne sont rien d'autre que le droit naturel ! Et il ajoute : « Il reste toujours décisif... que le droit positif, à la différence du simple postulat éthique, propose une norme de conduite, formulée par l'autorité compétente d'une communauté en vue de réaliser le bien commun. A ce droit positif appartiennent alors l'obligation juridique, le contrôle et le pouvoir de coercition ».

22. Sav. 475-476.

23. C'est un discours très connu, surtout à cause de la prise de position au sujet des armes nucléaires qu'il contient.

24. Sav. 2450-2451.

L'on peut également citer le radio-message qu'il adresse le 11 septembre 1956 au VII^e Congrès international des médecins catholiques à Scheveningen. « Les obligations purement morales sont trop vagues dans la réalité concrète de la vie, et prêtent à des interprétations trop diverses pour garantir par elles seules l'ordre dans la société. Il faut donc les compléter et les préciser par le droit positif ». Passant ensuite à la question des relations entre le droit et la morale, Pie XII dit tout d'abord que « le droit positif n'a valeur ni force exécutoire que dans la mesure où il est reconnu par Dieu, source dernière et suprême de tout droit. Dieu, par ailleurs, ne peut jamais appuyer de son autorité une loi qui le contredit lui-même, c'est-à-dire contredit l'ordre moral qu'il a lui-même instauré et rendu obligatoire... Le droit qui ne tient pas compte de la morale ou s'y oppose renferme une contradiction interne ». Les exemples que Pie XII cite à cet endroit concernent uniquement le droit à la vie (par rapport au problème de l'euthanasie), ce qui prouve qu'il ne vise que les préceptes primaires de la morale. Pour ce qui est des préceptes moins évidents, il ajoute : « Dans les autres cas, il faut éviter toute opposition entre droit et morale, et veiller à ce que chacun, conservant son caractère propre, ils se complètent et s'appuient mutuellement. Si on les assujettit trop l'un à l'autre, on s'expose à voir le sens moral céder au juridisme, au légalisme ou au minimalisme... Il peut s'ensuivre aussi que l'obligation juridique provenant du domaine moral exerce une influence exagérée sur les consciences et conduise à un rigorisme insupportable, ou que la domination impitoyable du droit se substitue à la morale et la réduise à une observation consciencieuse, universelle, des prescriptions du droit. Mais il est également dangereux de trop séparer le droit de la morale. Celle-ci risque alors de glisser dans une sorte d'individualisme, car une attention trop concentrée sur les éléments moraux fait perdre de vue les données objectives clairement circonscrites dans le droit ; on peut en arriver ainsi à une éthique de situation fausse et trop subjective. Quand le droit s'écarte trop de la morale, il tend au positivisme juridique exagéré et même extrême...²⁵ ».

Dans un autre discours, prononcé le 15 octobre 1954 devant la « Commission internationale de la police criminelle », Pie XII insiste sur ce que le droit et la morale ont en commun d'un point de vue matériel. Il affirme, parlant du droit pénal, que « le délit au sens plein du terme est constitué essentiellement par une violation des lois de l'être et du devoir moral...²⁶. Mais il se hâte de souligner à nouveau la différence formelle : « Il ne faudrait pas interpréter Nos paroles comme un plaidoyer en faveur d'un mélange de la morale et du droit, ni même d'un effacement quelconque de la frontière qui les sépare. Mais Nous apercevons trop clairement les dangers d'un positivisme juridique extrême, pour ne pas mettre en garde tous

25. D.C. 1956, p. 1237-1238; original français.

26. Sav. 2802.

ceux qui.... craignent de voir le droit se réduire à des règlements purement extérieurs et superficiels²⁷ » .

Dans le discours du 13 novembre 1949 que nous avons déjà cité, figure un passage qui effleure le problème de la frontière entre le droit naturel et la philosophie. Pie XII y accentue le rôle capital de la philosophie pour découvrir « le vrai droit ». « Dans la science comme dans la pratique juridique, revient continuellement sur le tapis la question du vrai et juste droit. Il y en a donc un autre ? Un droit faux et illégitime ? ... Toute la crise que Nous avons mentionnée se résume dans l'antagonisme entre le vrai et le faux droit... Il faut le courage de vouloir... en reconnaître loyalement les racines. Où devons-nous donc les chercher, sinon sur le terrain de la philosophie du droit ?²⁸ » .

Pour autant que nous sachions, Pie XII n'a jamais expressément traité du droit naturel sous l'angle de l'antithèse conservatisme-progressisme, probablement parce qu'il n'y voyait aucun problème particulier. Les textes qui ont été cités jusqu'ici indiquent d'ailleurs clairement, nous semble-t-il, qu'il considérait le droit naturel comme une doctrine essentiellement réformatrice. Toutefois, il n'est peut-être pas sans intérêt de mentionner encore quelques textes qui, sans répondre explicitement à ce problème, ont tout de même une certaine valeur indicative.

Pie XII parle volontiers et souvent des « grands principes de liberté, d'égalité et de fraternité²⁹ » . La même remarque s'applique à l'adjectif « révolutionnaire » qui revient souvent dans ses textes ; il faut constater que ce réformateur avait une prédilection certaine pour le vocabulaire révolutionnaire. Le 4 décembre 1949, par exemple, dans une allocution à des membres du Congrès des Etats-Unis, il recourt à cet adjectif pour parler de ce qu'il considère comme le droit naturel le plus élémentaire : les droits de l'homme, ces « droits qu'aucun pouvoir terrestre ne peut récuser » . Il attribue l'origine de l'idée des droits de l'homme au christianisme, à « l'enseignement des apôtres » notamment. Et il poursuit : « De tels enseignements pouvaient paraître révolutionnaires à Néron et à tous les despotes des années suivantes ; ils éveillaient une idée que l'homme détient certaines libertés indépendantes de l'Etat. Cela était certainement révolutionnaire. La révolution remontait à cette première nuit de Noël à Bethléem, en Judée, quand l'éternelle Vérité vint, Homme parmi les hommes, élever ceux-ci à la conscience de leur glorieux destin comme fils de Dieu... Mais ce fut une révolution qui redressa l'humanité, qui ne l'altéra pas³⁰ » .

Dans une allocution aux membres du Congrès international des études humanistes, le 25 septembre 1949, le pape n'emploie pas

27. Sav. 2803.

28. Sav. 392.

29. Sav. 382.

30. Sav. 376.

expressément le mot « révolutionnaire », mais il défend à l'Etat de toucher à ce qu'il considère, de toute évidence, comme la base même du droit naturel, c'est-à-dire les droits de l'homme : « La loi naturelle ! Voilà le fondement sur lequel repose la doctrine sociale de l'Eglise. C'est précisément sa conception chrétienne du monde qui a inspiré et soutenu l'Eglise dans l'édification de cette doctrine sur un tel fondement. Qu'elle combatte pour conquérir ou défendre sa propre liberté, c'est encore pour la vraie liberté, pour les droits primordiaux de l'homme qu'elle le fait. A ses yeux, ces droits essentiels sont tellement inviolables que, contre eux, aucune raison d'Etat, aucun prétexte de bien commun ne saurait prévaloir. Ils sont protégés par une barrière infranchissable. En deçà, le bien commun peut légiférer à sa guise. Au-delà, non, il ne peut toucher à ces droits, car ils sont ce qu'il y a de plus précieux dans le bien commun³¹ ».

Enfin, il n'est peut-être pas sans intérêt de citer encore quelques textes qui affirment le principe réformiste. Le 13 juin 1943, dans une allocution devant une foule d'ouvriers italiens, il déclare : « Ce n'est pas dans la révolution, mais dans une évolution harmonieuse que résident le salut et la justice. L'œuvre de la violence a toujours consisté à abattre, jamais à construire... Seule une évolution progressive et prudente, courageuse et conforme à la nature, éclairée et guidée par les saintes lois chrétiennes de la justice et de l'équité, peut conduire à la réalisation des désirs et des besoins légitimes de l'ouvrier³² ».

Dans l'allocution du 19 janvier 1944 à la noblesse romaine, mettant en relief l'idée de tradition, le pape dit : « La tradition est chose très différente du simple attachement à un passé disparu ; elle est tout l'opposé d'une réaction qui se méfie de tout progrès salutaire... Le mot « progrès » indique seulement le fait de la marche en avant..., la « tradition » signifie encore une marche en avant, mais d'une marche continue qui se déroule en même temps avec tranquillité et vigueur, selon les lois de la vie³³ ».

Le 11 mars 1951, devant des ouvriers espagnols, il dit que « l'Eglise n'a jamais prêché la révolution sociale... Pourtant, elle insiste... sur la nécessité d'une distribution plus juste de la propriété et dénonce ce qu'il y a de contraire à la nature dans une situation sociale où, en face d'un petit groupe de privilégiés et de richissimes, il y a une énorme masse populaire appauvrie³⁴ ».

Enfin, dans un sermon à Saint-Pierre, le 26 mars 1950, il dénonce ce qu'il appelle des « crimes de lèse-société », et il mentionne, entre autres, la propagande pour « la rébellion aux autorités publiques³⁵ ». C'est la propagande révolutionnaire communiste qui est visée.

31. Sav. 372.

32. Sav. 757. Cf. également le passage du message de Noël 1956 cité plus haut. Voir note n° 6.

33. Sav. 1309.

34. Sav. 779-780.

35. Sav. 662.

CHAPITRE IV

LE DROIT NATUREL, BASE DE LA SOCIÉTÉ INTERNATIONALE ?

Pendant tout son pontificat, Pie XII n'a cessé d'affirmer que le droit naturel doit être le fondement de la société internationale. « La racine profonde et dernière des maux que Nous déplorons dans la société moderne, écrit-il dans sa première encyclique, *Summi Pontificatus* (20 octobre 1939), est la négation et le rejet d'une règle de moralité universelle, soit dans la vie individuelle, soit dans la vie sociale et dans les relations internationales : c'est-à-dire la méconnaissance... de la loi naturelle elle-même. Cette loi morale universelle trouve son fondement en Dieu...¹ ».

Seize ans plus tard, le 13 octobre 1955, dans le discours au « Centre italien d'études pour la réconciliation internationale », cité plus haut, il disait encore la même chose : « Le premier postulat de toute action pacificatrice est de reconnaître l'existence d'une loi naturelle, commune à tous les hommes et à tous les peuples, de laquelle dérivent les normes de l'être, de l'agir et du devoir, et dont l'observation facilite et assure la coexistence pacifique² et la collaboration mutuelle... La loi naturelle est la base commune solide de tout droit et de tout devoir, le langage universel nécessaire à toute entente³ ».

L'affirmation que le droit naturel est — ou tout au moins doit être — la base de la communauté internationale, revient de façon constante dans les textes de Pie XII. On peut dire que c'est une de ses thèses fondamentales. Que vaut cette thèse ? Quel peut bien être le contenu d'un droit naturel qui, selon Pie XII, devrait pouvoir être acceptable pour tout le monde ? Le monde actuel n'est-il pas marqué précisément par l'absence de principes communs à tous les peuples et tous les Etats ? Si l'Organisation des Nations-Unies n'a pu s'épanouir davantage, n'est-ce pas justement parce que les conceptions de ses membres (ou de ses « blocs » de membres) sur le droit, la justice, la morale ne sont pas les mêmes ?

1. Sav. 18-19.

2. C'est la traduction française de l'Ufficio Stampa du Vatican que nous citons ici. Le terme coexistence pacifique constitue la traduction des mots *pacifica convivenza* figurant dans l'original.

3. A.A.S. 1955, 764-775; trad. franç. de l'Office de presse du Vatican.

Dès le départ, il est donc évident que, dans notre monde divisé, la thèse de Pie XII ne peut valoir que pour un droit naturel dont le contenu se laisse réduire à un minimum. Un droit naturel, en somme, qui ne consiste que de quelques principes élémentaires, appartenant à l'infrastructure du droit plutôt qu'au droit au sens strict. Le chapitre précédent a déjà montré que Pie XII s'est bien gardé de présenter le droit naturel comme un système de droit proprement dit. Mais le passage de *Summi Pontificatus* qui vient d'être cité n'est pas particulièrement prétentieux non plus. En effet, Pie XII se contente de souhaiter que les membres de la communauté internationale acceptent « une règle de moralité universelle » — et c'est cette « règle de moralité universelle » qui, à ses yeux, représente, manifestement, le droit naturel, ou tout au moins son contenu minimum !

Mais cette constatation ne résout pas l'ensemble du problème. Car même un droit naturel dont le contenu peut être réduit à quelques principes élémentaires qui sont « seulement » de la morale (et non du droit), n'est pas forcément acceptable pour tout le monde. Peut-être même cette acceptation devient-elle plus hypothétique du fait qu'il s'agit de notions élémentaires. Huizinga a remarqué que beaucoup de termes, « précisément de ceux qui ont rapport aux concepts les plus fondamentaux de l'esprit, ne couvrent pas le même espace vital ⁴ ». Pour faire ressortir ce qu'il appelle « l'équivalence insuffisante des termes généraux dans les langues modernes », il cite, entre autres, le mot français « raison » qui, dit-il, n'est pas identique à « Vernunft ».

On peut multiplier les exemples. Pensons par exemple à la notion de « nature » qui, avec celle de « raison » d'ailleurs, détermine l'idée du droit naturel. « The word *nature* is the cause of the equivocation, écrit M. d'Entrèves. The failure to distinguish clearly between its different meanings was the source of all the ambiguities in the doctrine of natural law ⁵ ». S'il en est ainsi déjà des concepts élémentaires de la pensée humaine, que penser alors, soit dit en passant, des termes du jargon idéologique moderne : coexistence pacifique, colonialisme ?...

Alfred Verdross, parlant de l'élargissement de la communauté des Etats par l'émancipation des peuples naguère colonisés, constate que tous les Etats du monde reconnaissent le droit des gens. « Ses principes, cependant, sont souvent interprétés de façon différente, comme le montrent clairement les interprétations différentes qu'on donne à des mots tels que démocratie, autodétermination, droits de l'homme, guerre d'agression et guerre défensive. Ceci nous montre que les seuls mots ne sont pas en mesure de fonder des engagements authentiques, si on fait abstraction des valeurs qui sont à la base des mots ». Et il ajoute : « Toutefois, puisque le droit des gens qui est issu de la communauté culturelle chrétienne et occidentale trouve ses assises dans des valeurs humaines et universelles, ancrées dans la nature éthi-

4. *Lettre à M. Julien Benda* (original français), dans *Verzamelde Werken*, t. VII, p. 278, éd. Tjeenk Willink, Haarlem, 1950.

5. *Op. cit.*, p. 7.

que de l'homme, nous pouvons espérer que ces valeurs seront finalement reconnues par tous⁶ ». Ailleurs, il remarque qu'il est « impossible de fonder un engagement non équivoque par un texte de traité, lorsque des valeurs communes ne sont pas à la base des mots... A défaut d'une telle base..., les mêmes mots ont des significations différentes, de sorte qu'un véritable accord des volontés n'a pas lieu⁷ ».

Certes, ce problème ne date pas de nos jours. Ne dit-on pas que Confucius, interrogé sur ce que serait sa première ordonnance s'il devenait empereur de Chine, aurait répondu : « Je fixerais le sens des mots » ? Mais dans le monde du xx^e siècle, l'importance de ce phénomène est devenue plus évidente. La constatation que beaucoup de termes élémentaires expriment des valeurs qui varient selon les langues, apparaît comme l'un des premiers obstacles à une véritable entente internationale. On se tromperait si l'on n'y voyait qu'un simple phénomène linguistique. Les racines profondes de ces différences vont au-delà du domaine linguistique ou culturel; elles sont le fruit d'un désaccord plus fondamental, un désaccord qui, en fin de compte, est d'ordre moral.

Huizinga l'avait bien compris. « Ce serait une œuvre utile pour les bâtisseurs de l'Europe, écrit-il en 1933 à Julien Benda, que de dresser l'inventaire de tous les concepts sur lesquels les différentes langues se trouvent être d'accord, jalonnant ainsi le terrain qui dès maintenant est libre pour un entendement parfait ». Mais il ajoute immédiatement : « L'œuvre à faire, cependant, nous le savons, n'est pas en premier lieu d'ordre intellectuel. Il s'agit de rétablir une conviction morale... : les principes éthiques inaltérables et absolus qui proclament une justice au-dessus de tout ce qui est Etat, nation, politique. Il faudra extirper la croyance blasphématoire en une morale subordonnée à l'intérêt d'un peuple ou d'une classe. Il faudra confondre le misérable inventeur de la maxime suivant quoi les Etats n'ont pas à se comporter d'après la morale commune⁸ ».

C'est ici qu'il faut chercher l'explication du fait que Pie XII, dans son effort pour définir les principes élémentaires pour la vie en commun des nations, a traité avant tout des postulats éthiques qui sont à la base du droit. Et il avait raison de le faire, car il s'attaquait ainsi au cœur du problème des divisions dans le monde. Car les racines profondes de ces divisions ne sont ni politiques, ni économiques, ni juridiques, ni culturelles mais morales.

Or, quels peuvent bien être ces quelques principes éthiques élémentaires qui, selon Pie XII, seraient acceptables pour tout le monde ? Nous allons laisser la parole aux seuls textes, en nous abstenant de tout jugement concernant leur valeur.

Tout d'abord, il convient de mentionner ici quelques formules qui ne manquent pas de frapper par leur simplicité. Nous en avons déjà

6. *Op. cit.*, p. 44-45; c'est nous qui traduisons.

7. *Op. cit.*, p. 12; c'est nous qui traduisons.

8. *Op. cit.*, p. 278.

mentionné une : celle empruntée à l'encyclique *Summi Pontificatus* (1939) et qui réduit le droit naturel à « une règle de moralité universelle ». Dans un discours du 7 septembre 1953, prononcé devant un groupe de savants spécialisés dans les recherches sur l'hérédité, il se sert de l'expression « bon sens moral » pour désigner le droit naturel⁹. On ne peut s'empêcher de penser ici au mot remarquable qu'écrivait Bergbohm dans une attaque en règle contre le droit naturel : « Tous les hommes sont des juristes de droit naturel nés ». Cet adversaire acharné du droit naturel, ne reconnaît-il pas ainsi, malgré lui, l'universalité de la notion qu'il entend combattre ?

Le 20 mai 1948, dans une allocution aux membres de l'institut pour l'unification du droit privé, Pie XII parle du « sens du droit et de la justice, inné au cœur de l'humanité... profondément ancré dans la nature humaine¹⁰ ». Un peu plus loin dans ce discours, il désigne la même notion par les mots « riche fond juridique, commun à tous les peuples¹¹ ».

D'autres textes précisent ces formules rudimentaires. Dans *Summi Pontificatus* il parle de « la voix de la nature qui enseigne même aux ignorants et aux tribus non encore arrivées à la civilisation ce qui est bien et ce qui est mal, le licite et l'illicite, et fait sentir à chacun la responsabilité de ses actions devant un juge suprême¹² ». Le message de Noël 1941 fait état de « la loi morale, manifestée par le Créateur lui-même au moyen de l'ordre naturel, et inscrite par lui dans le cœur des hommes en caractères ineffaçables¹³ ». Dans ce même esprit, Pie XII constate, au cours d'une allocution aux délégués de la 37^e Conférence de l'Union interparlementaire, le 9 septembre 1948, « l'identité, sous toutes les latitudes et dans tous les climats, de la nature de l'homme. Partout le sens inné du droit se retrouve, inviolable et indestructible en soi, mais susceptible d'être altéré par les passions¹⁴ ».

Une telle conception de la nature humaine et, dans une perspective plus large, de l'histoire humaine, est forcément optimiste¹⁵. Pie XII l'a souligné dans un discours du 7 septembre 1955 devant les participants au X^e Congrès international des sciences historiques : « Entre le christianisme et l'histoire, on ne découvre aucune opposition au sens où l'histoire ne serait qu'une émanation... du mal. L'Eglise n'a jamais enseigné une telle doctrine... Tout particulièrement lors du conflit spirituel avec le protestantisme et le jansénisme, elle a pris nettement position pour la nature : de celle-ci, elle affirme que le péché ne l'a pas corrompue, qu'elle est restée intérieurement intacte..., que l'homme avant le christianisme et celui qui n'est pas chrétien

9. Sav. 1202. Ainsi FUCHS, *op. cit.*

10. Sav. 427-428.

11. *Ibid.*

12. Sav. 19.

13. Sav., 3943.

14. Sav. 4176.

15. Voir *infra*, Partie III.

pouvaient et peuvent poser des actions bonnes et honnêtes... L'Eglise reconnaît volontiers les réalités bonnes et grandes, même si elles existaient avant elle, même hors de son domaine...¹⁶ ».

Dans le discours du 13 octobre 1955, prononcé devant les membres du « Centre italien d'études pour la réconciliation internationale », il affirme que c'est par « la force de la raison » que les hommes et les peuples pourront connaître les principes élémentaires du droit naturel. Il élabore ce point important de la façon suivante : « Mais comment les peuples et les individus pourront-ils voir avec certitude quelle est la direction à imprimer à leur action en conformité avec le dessein établi par la nature ? Il faut se garder à ce propos de simples suppositions et de conjectures. Les grandes lignes directrices sont données par la connaissance claire de la nature de l'homme, de la nature des choses ainsi que des rapports et des exigences qui en dérivent. Dans ce but, il est très utile d'apprendre à connaître, d'après les documents et les textes législatifs, la pensée des siècles, Nous devrions même dire des millénaires écoulés. Ils montrent comment les exigences de la coexistence des peuples ont toujours été les mêmes dans leurs lignes fondamentales, parce que la nature humaine demeure substantiellement toujours la même; ils montrent en outre que les mêmes actes de justice et d'injustice se répètent toujours, dans la vie privée et publique, dans la vie intérieure des nations et dans les relations entre les Etats¹⁷ ».

Suit alors le passage qui a déjà été cité dans le chapitre précédent : « Il n'est pas moins instructif de voir comment on a toujours reconnu le besoin de fixer moyennant des traités et des conventions internationales ce qui n'était pas d'une certitude évidente d'après les principes de la nature, et de compléter ce sur quoi la nature se taisait. Pareillement, l'étude de l'histoire et du développement du droit depuis les temps anciens enseigne que, d'un côté, une transformation des conditions économiques et sociales (parfois même politiques) requiert de nouvelles formes pour les postulats du droit naturel auxquels les systèmes jusqu'alors en vigueur ne sont plus conformes; de l'autre, cependant, qu'au milieu de ces changements les exigences fonda-

16 A A S 1955, n° 14, p. 672-682, original français Dans l'allocution du 25 septembre 1949 aux participants au Congrès international des études humanistes, il s'était exprimé dans le même sens. Voir Sav. 371.

17. A A S 1955, 764-775 ; traduit de l'Office de presse du Vatican. Robert REDSLOB, parlant du droit naturel, énumère une longue série de textes, empruntés à « des traités ou... des proclamations qui font autorité », et qui démontrent « qu'une conception de justice est vraiment imprimée dans la conscience des peuples » *Le problème de la paix*, p. 17-23.

Alfred VERDROSS s'exprime dans un sens analogue : « Aber auch jene Rechtsgrundsätze, die übereinstimmend durch die innerstaatlichen Rechtsordnungen positiviert worden sind, weisen auf ein ihnen zugrundeliegendes, durch den Schöpfer eingeptragtes, einheitliches Rechtsbewusstsein der Menschheit hin, dessen Existenz durch P.W. Schmidt und Koppers nachgewiesen und durch die neuesten ethnologischen Forschungen bestätigt wurden » *op cit*, p. 25; cf. également p. 11-12, 19 et suiv.

mentales de la nature réapparaissent toujours et se transmettent avec une urgence plus ou moins grande d'une génération à l'autre ».

Pie XII donne ensuite un bref résumé de ce qu'il considère être les principes élémentaires du droit naturel : « Ici, un observateur attentif voit réapparaître toujours, en quelque manière, la reconnaissance de la personnalité de l'homme avec ses droits fondamentaux sur des objets matériels et immatériels et, par conséquent, le refus inéluctable de consentir à l'absorption de la personne par la communauté et, par la suite, à l'extinction de son activité. Cependant, on y trouve également le rejet de l'affirmation exagérée de l'individu et du peuple isolé qui, loin de se soustraire au service nécessaire de la communauté, sont tenus de s'y prêter positivement. On trouve aussi le principe de base que la force et le succès ne légitiment pas les abus de pouvoir et ne constituent pas par eux-mêmes le droit ; que les violateurs du droit dans la communauté des peuples doivent être considérés comme des criminels et, comme tels, appelés à rendre des comptes ».

Et c'est alors qu'il énumère un certain nombre d'« exigences du droit naturel qui prévalent aujourd'hui dans les relations internationales des peuples » (*sic*), exigences, d'ailleurs, qu'il a déjà très souvent indiquées et élaborées — on les trouve un peu partout dans ses textes¹⁸ — et qu'il considère comme le fondement de la communauté internationale : « Le droit à l'existence ; le droit à l'usage des biens de la terre pour la conservation de la vie ; le droit au respect et à la réputation de son propre peuple ; le droit de donner une marque propre au caractère du peuple ; le droit à son développement et à son expansion ; le droit à l'observation des traités internationaux et des autres conventions semblables ».

Il n'y a dans ces principes rien d'original en ce sens que ce n'est pas Pie XII qui les invente ou les formule pour la première fois. D'ailleurs, comment pourrait-il avoir la prétention de l'originalité du moment où il affirme que ce sont des exigences de droit naturel ? Car la caractéristique essentielle du droit naturel réside précisément dans l'affirmation que ses principes élémentaires sont « dictés par la nature » et, par conséquent, indépendants de la volonté humaine. D'autre part, il n'est pas difficile de reconnaître dans cette énumération ce qu'on appelle les « droits fondamentaux des Etats »¹⁹.

18. A titre d'exemple voir Sav. 55 (*Summi Pontificatus*, octobre 1939) ; Sav. 3813 (Noël 1939, dans un long passage condamnant l'invasion de la Pologne) ; Sav. 4153 (allocution du 6 décembre 1953).

19. Ce n'est pas l'endroit ici pour examiner plus en détail cette question controversée des « droits fondamentaux des Etats ». Voir Marcel SIBERT, *Traité de droit international public*, t. I, p. 226 et suiv. (éd. Dalloz, Paris, 1951), Ch. de VISSCHER, *op. cit.*, p. 31-32 et Alfred VERDROSS, *op. cit.*, p. 164 et suiv. A propos de l'énumération que donne Pie XII, deux faits méritent d'être retenus : 1. En substituant le « peuple » à l'Etat comme sujet de ces « droits », Pie XII est, certes, fidèle à sa propre doctrine, mais il commet une erreur. Il est évident, en effet, qu'aucun peuple, mais seulement un Etat, peut avoir

L'originalité — s'il y en a une, car beaucoup d'auteurs sont d'accord sur ce point — se trouve plutôt dans le fait que Pie XII déclare que ces droits fondamentaux sont de droit naturel. Cela dispense, il est vrai, de répondre à la question de savoir s'il s'agit ici de véritables droits, auxquels alors correspondent des devoirs stricts, ou de simples postulats éthiques ; mais en même temps, cela montre combien il est vrai que le droit naturel, au sens où Pie XII l'entendait, constitue ou doit constituer la base de la communauté internationale. Car ces « droits » fondamentaux que Pie XII formule ici ne sont rien d'autre que les principes, voire les normes élémentaires de la pacifique vie en commun des nations. C'est pourquoi il nous semble parfaitement justifié de dire que, selon Pie XII, le droit naturel se laisse définir comme l'ensemble des principes élémentaires pour la vie en commun, reconnus par les nations civilisées²⁰ ».

Il est évident que Pie XII avait raison de revenir toujours à ces principes élémentaires de la vie en commun des nations. L'effort qu'il a fait pour les faire accepter par tous, tout au moins par les catholiques attentifs à sa voix, constitue sa grande contribution à la cause de la paix. Car, comme il l'a dit plus d'une fois, quel que soit le nom qu'on veuille donner à ces principes, la seule chose importante est qu'ils soient reconnus par tous afin de pouvoir se traduire progressivement en droit positif. C'est ainsi qu'ils constituent la base pour construire un monde en paix, où règne un ordre du droit.

Enfin, toujours dans le discours du 13 octobre 1955, Pie XII avance ce qui est à notre avis un des arguments majeurs pour les thèses qu'il vient d'exposer. « En guise de confirmation, dit-il, on note encore que les hommes et les peuples, lorsqu'ils ne font dans leur vie aucun cas du contenu de ces exigences et leur en substituent un autre diamétralement opposé, ne renoncent pas en pratique à en conserver la lettre ; c'est ainsi qu'ils appellent liberté le servage, droit l'arbitraire, libre disposition de soi l'exécution imposée. Ceci démontre qu'il est bien difficile d'étouffer complètement la voix profonde de la nature. Faire en sorte que celle-ci soit entendue, comprise et obéie, constitue un pas important vers la pacification²¹ ». Phénomène frappant que celui qu'il vient de mentionner ! On le constate effectivement dans tous les régimes totalitaires.

droit « à l'observation des traités internationaux ». Cette confusion est étonnante de la part de ce pape dont les textes comportent rarement des inexactitudes. 2. Pie XII prend soin de préciser que ces exigences prévalent « aujourd'hui », c'est-à-dire dans une communauté internationale qui est encore largement inorganisée.

20. Cf. l'article 38 du Statut de la Cour internationale de justice qui stipule que les « principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées » sont une source du droit international public. Verdross observe à ce propos qu'il s'agit d'une transformation (*Positivierung*) de droit naturel en droit positif. (*Op. cit.*, p. 12).

21. Voir note 17.

Dans le message de Noël 1954, entièrement consacré au problème de la « coexistence extérieure des peuples », il pose expressément la question du « lien commun qui devrait rassembler les divers Etats dans l'unité ». Il se réfère tout d'abord aux seuls pays d'Europe et, d'une façon plus générale, dudit « bloc occidental ». « Quelle pourrait être, demande-t-il, l'idée grande et efficace qui les rendrait fermes dans la défense et actifs pour un commun programme de civilisation ? Certains veulent voir cette idée dans un refus unanime du genre de vie attentatoire à la liberté, propre à l'autre groupe. Sans doute l'aversion pour l'esclavage est-elle chose importante, mais c'est une valeur négative, incapable de stimuler les âmes à l'action avec la même efficacité qu'une idée positive et absolue. Cette dernière pourrait être, au contraire, l'amour de la liberté voulue par Dieu et accordée aux exigences du bien général, ou bien l'idéal du droit naturel comme base d'organisation de l'Etat et des Etats. Seules ces idées spirituelles et d'autres semblables que déjà depuis de nombreux siècles s'est acquises la tradition de l'Europe chrétienne, peuvent soutenir la comparaison... »²².

Développant ce thème, Pie XII affirme que seule « l'Europe véritable, c'est-à-dire cet ensemble de toutes les valeurs spirituelles et civiles que l'Occident a accumulées », pourra être en mesure d'offrir au monde le fondement d'une unité ; mais ceci à condition seulement qu'elle sache « reprendre conscience de son caractère spirituel propre et renoncer à la divinisation de la puissance »²³.

C'est alors qu'il propose l'idée du droit naturel comme base de l'unité du monde entier. « On ne peut... construire... un pont entre ces deux mondes séparés », c'est-à-dire entre les deux blocs, dit-il, « si ce n'est en s'appuyant sur les hommes qui vivent de part et d'autre, et non pas sur les régimes ou systèmes sociaux... Dans les deux camps ils sont millions ceux qui ont conservé, d'une façon plus ou moins vive, l'empreinte du Christ ; ils devraient, au même titre que les croyants fidèles et fervents, être appelés à travailler ensemble pour rénover la base d'unité de la famille humaine »²⁴. Il avait auparavant défini ce qu'il entend par cette « empreinte, plus ou moins vive, du Christ » : c'est l'effort, « consciemment ou non, de préserver le droit naturel »²⁵. Et il ajoute : « C'est le devoir de la politique d'unification d'encourager les uns et de se faire l'écho des autres... Les hommes d'Etat... devraient montrer... une sagesse plus active pour conserver et accroître les rangs des hommes de bonne volonté... que la cause de la paix compte partout en grand nombre »²⁶.

Il nous semble permis de conclure que pour Pie XII le droit naturel n'est rien d'autre, en somme, que ce qui paraît « évident »

22. Sav. 4027.

23. Sav. 4029.

24. Sav. 4032-4033.

25. Sav. 4032.

26. Sav. 4033.

ou « raisonnable » aux « hommes de bonne volonté ». Pour autant que nous sachions, il ne l'a jamais dit expressément; mais c'est une formule, nous semble-t-il, qui convient à merveille et qui, de toute façon, est très près de celle du « bon sens moral » qu'il emploie dans son discours du 7 septembre 1953. D'ailleurs, l'expression « hommes de bonne volonté » — ou son équivalent — revient très souvent dans ses textes, notamment lorsqu'il traite des bases de la communauté internationale.

Dans le message de Noël 1941, il affirme que l'organisation future du monde doit reposer sur le droit naturel. « Il faut, dit-il, qu'avec une parfaite sincérité de volonté et d'énergie, et résolu à une généreuse contribution, viennent y coopérer, non seulement tel ou tel parti, non seulement tel ou tel pays, mais tous les peuples, l'humanité entière. C'est une entreprise universelle de bien commun...²⁷ ». Un peu plus loin, définissant toute une série d'exigences particulières du droit naturel, il revient à nouveau sur le thème de la bonne volonté : « Nous ne Nous dissumulons pas.. la force quasi surhumaine de bonne volonté requise de toutes les parties en présence pour qu'elles s'accordent en vue de donner une heureuse solution à la double entreprise ici tracée. Mais ce travail commun est tellement essentiel pour une paix durable que rien ne doit arrêter les hommes d'Etat responsables de l'entreprendre et d'y coopérer avec les forces d'une bonne volonté...²⁸ ».

Le message de Noël de l'année suivante exprime le souhait que « s'unissent... les cœurs droits et magnanimes » de tous ceux qui, « dans tous les peuples et toutes les nations de la terre », sont « décidés à ramener la société à l'inébranlable centre de gravitation de la loi divine », c'est-à-dire au droit naturel²⁹.

A l'occasion de la Semaine sociale qui se tenait à Strasbourg en 1946, donc trois ans avant l'établissement en cette ville de la première institution politique européenne, le Conseil de l'Europe, il adressait au président Charles Flory une lettre dont la conclusion est remarquable : « Strasbourg... dont la position géographique elle-même n'est pas sans accroître son heureuse influence jusque sur les pays que baignent les eaux du Rhin..., il n'est pas jusqu'à la haute flèche de sa fameuse cathédrale qui ne Nous paraisse, à cette occasion, comme le point de ralliement de tous les hommes de bonne volonté, pour l'élaboration d'une juste et pacifique communauté nationale et internationale³⁰ ».

Le 26 août 1947, dans une lettre au président des Etats-Unis, M. Truman, parlant de l'organisation de la société sur la base du droit naturel, il écrit que « la vérité n'a rien perdu de son pouvoir pour rallier à sa cause les esprits les plus éclairés et les âmes les

27. Sav. 3941.

28. Sav. 3951.

29. Sav. 281.

30. Sav. 385.

plus nobles³¹. (Signalons, en passant, qu'à la suite de cette affirmation il formule quelques remarques qui semblent viser clairement certaines situations aux Etats-Unis : « Cela demandera, en outre, le redressement de bien des aberrations. Les injustices sociales, les injustices raciales... existent aujourd'hui parmi des hommes et des groupes qui se réclament avec fierté de la civilisation chrétienne... »).

Dans le message de Noël de la même année, il rappelle que ses messages sont adressés « à tous les catholiques et en même temps à tous les hommes de bon sens et de bonne volonté³² ». Il parle de la « ligue, vaste comme le monde », de tous ceux dont « la hauteur des vues, la noblesse des sentiments » ont contribué à créer « des liens bien plus forts et bien plus étroits que les différences ou les divergences qui pourraient les séparer³³ ». Plus loin, se référant manifestement encore au droit naturel, il ajoute : « Ah ! si tous les honnêtes gens s'unissaient ensemble, combien la victoire de la fraternité humaine serait proche, et par là même la guérison du monde³⁴ ! »

Le 2 juin 1948, dans une allocution au Sacré-Collège, il dit qu'il s'adresse « aux catholiques du monde entier, les exhortant à ne pas se contenter de bonnes intentions et de beaux programmes, mais à procéder courageusement à leur mise en pratique. Qu'ils n'hésitent pas à conjuguer leurs efforts avec ceux des hommes qui, tout en étant hors de leurs rangs, sont toutefois d'accord avec la doctrine sociale de l'Eglise catholique », autrement dit, avec le droit naturel³⁵. Dans le message de Noël 1955 il le répète : « Les chrétiens... ne se retirent pas dans un cercle fermé comme pour se préserver du monde. Appliqués à promouvoir le bien commun, ils ne méprisent pas les autres qui, du reste, s'ils sont dociles à la lumière de la raison, pourraient et devraient accepter de la doctrine chrétienne au moins ce qui est fondé sur le droit naturel³⁶ ».

Le 25 avril 1957, dans une allocution aux participants à la XI^e Assemblée plénière de Pax Romana, il traite à nouveau de la collaboration des catholiques au service de la communauté mondiale, notamment dans « des institutions où Dieu n'est pas reconnu », et il observe : « Il existe un vaste domaine sur lequel les esprits affranchis de préjugés et de passions peuvent se mettre d'accord et s'entraider en faveur d'un bien commun réel et valable, car la saine raison suffit à établir les bases du droit des gens, à reconnaître le caractère inviolable de la personne, la dignité de la famille, les prérogatives et les limites de l'autorité publique³⁷ ».

31. Sav. 3917.

32. Sav. 3845.

33. Sav. 3848.

34. Sav. 3862, voir également Sav. 3867.

35. Sav. 122.

36. 4 A.S. 1956, 26-41, nous citons ici la traduction de l'Ufficio Stampa du Vatican.

37. 4 A.S., 1957, 296-300, original français

Dans le message de Noël de cette même année, le dernier de sa vie, il y revient encore : « Plusieurs fois déjà, Nous avons dit que les catholiques peuvent et doivent admettre la collaboration avec les autres, si l'action de ceux-ci et l'entente avec eux sont capables de contribuer vraiment à l'ordre et à l'harmonie du monde ». L'expression « ordre et harmonie du monde » ne signifie rien d'autre que le respect du droit naturel. Et il continue : « L'ordre et l'harmonie divine dans le monde doivent donc être le principal point d'appui de l'action, non seulement des chrétiens, mais de tous les hommes de bonne volonté, en vue du bien commun ; leur conservation et leur développement doivent être la loi suprême qui préside aux grandes rencontres entre les hommes³⁸ ».

Nous ne saurions conclure sans citer encore une fois le discours sur la tolérance, prononcé le 6 décembre 1953 devant l'Union des juristes catholiques italiens, et où Pie XII a formulé « le principe théorique fondamental » pour faire face à la pluralité des tendances et des philosophies qui se manifeste soit dans « l'Etat particulier », soit dans « la communauté des Etats » : « Dans les limites de ce qui est possible et permis, promouvoir ce qui facilite et rend plus efficace l'union ; endiguer ce qui la trouble ; supporter parfois ce qu'on ne peut aplanir et ce pourquoi, d'autre part, on ne pourrait laisser sombrer la communauté des peuples à cause du bien supérieur que l'on attend d'elle³⁹ ».

L'union de l'humanité tout entière, basée sur un droit naturel qui est le terrain de rencontre pour tous les « hommes de bonne volonté » : telle est la thèse fondamentale de Pie XII qui sera exposée dans les chapitres suivants.

38. A.A.S. 1958, 5-24 ; nous citons la traduction française de l'Ufficio Stampa du Vatican.

39. Sav. 4155-4157.

TROISIEME PARTIE

LE POSTULAT D'ORGANISATION INTERNATIONALE

Le genre humain bien qu'il se divise, en vertu de l'ordre naturel établi par Dieu, en groupe sociaux, nations ou Etats, independants les uns des autres pour ce qui regarde la façon d'organiser leur vie interne, est uni cependant par des liens mutuels, moraux et juridiques, en une grande communaute, ordonnee au bien de toutes les nations et reglee par des lois speciales

PIE XII, enc *Summi Pontificatus*
(20 octobre 1939)

d'une opinion publique bien informée et éclairée¹. Trop nombreux étaient encore ceux qui, confusément, soupçonnaient l'idée d'organisation internationale de n'être qu'une conception partisane, une ruse politique notamment, inventée par des anarchistes ou des socialistes aspirant à renverser l'ordre établi dans tous les pays du monde. Le fait, inévitable, que certains tenants de l'idée en abusèrent effectivement, ne rendait la tâche que trop facile à des adversaires se livrant à des attaques auxquelles toute bonne foi était étrangère. Ils n'avaient pas trop de peine à semer des doutes dans une opinion qui devenait de plus en plus sceptique devant l'expérience décevante de l'institution de Genève.

Les réticences paraissent avoir été particulièrement vives dans les milieux catholiques. Théodore Ruyssen, traitant de l'époque où les premières « sociétés de la paix » se constituèrent, c'est-à-dire la première moitié du XIX^e siècle, souligne que toutes ces initiatives « ont surgi dans des pays à tendance libérale, Etats-Unis, Grande-Bretagne, Suisse », et qu'elles « sont toutes de sources protestantes² ». Il stigmatise « la longue et scandaleuse carence de l'opinion catholique à l'égard du problème de la guerre », carence qui, dit-il, « s'explique évidemment par la docilité congénitale de cette opinion à l'égard des pouvoirs publics ; il faudra exactement un siècle pour voir cette opinion, émue à son tour par le scandale de guerres mondiales, prendre enfin position en faveur de la mise hors-la-loi des procédures violentes³ ».

Dans son ensemble, ce jugement contient une large part de vérité, même s'il y avait des exceptions notables⁴. Il est vrai qu'à toutes les époques il y a eu des penseurs catholiques éminents qui ont fourni des contributions essentielles à l'idée de la pacification et de l'organisation du monde. La « doctrine de la guerre juste » qui, comme le souligne Jacob ter Meulen, « avait un caractère nettement pacifique puisqu'elle qualifiait chaque agression guerrière d'illicite et qu'elle exigeait un règlement pacifique du différend⁵ », cette doctrine a été élaborée par un Augustin et un Thomas d'Aquin. Au début du XVI^e siècle, François Vitoria, professant à l'université de Salamanque, nous apparaît comme une des plus grandes lumières des temps

1. Voir Pierre DUCLOS, *L'évolution des rapports politiques depuis 1750*, p. 266, éd. P.U.F., Paris, 1950. Cf. également B.V.A., Röling, *International law in an expanded world*, p. 12, 123 e.a., éd. Djambatan, Amsterdam, 1960, et Charles de VISSCHER, *Théories et réalités en droit international public*, p. 83-84, éd. Pédone, Paris, 1960.

2. Joseph FOLLIER insiste également sur ce dernier phénomène ; voir *Dissection des pacifismes*, p. 170, *Justice dans le monde*, décembre 1960.

3. Les Sources doctrinales de l'internationalisme, t. III, p. 541, éd. P.U.F., Paris, 1954-1961. Don STURZO donne également des précisions intéressantes à ce sujet ; voir *Nationalism and internationalism*, p. 191-193, éd. Roy Publishers, New York, 1946.

4. Voir chapitre suivant, p. 157 et s.

5. *Der Gedanke der internationalen Organisation in seiner Entwicklung*, t. I, p. 68, éd. Nijhoff, La Haye, 1917-1929-1940 ; c'est nous qui traduisons.

CHAPITRE PREMIER

DE LEON XIII A PIE XII : LA « SCANDALEUSE CARENCE » DE L'OPINION CATHOLIQUE

L'idée d'organisation internationale n'est pas sans rapport étroit avec les deux thèmes qui ont été explorés dans les Parties précédentes. On peut dire que toutes les réflexions de Pie XII sur la nature de la paix et sur le droit naturel aboutissent comme conclusion pratique au postulat d'organisation internationale. Nous sommes confrontés ici avec la partie la plus « opérationnelle », pour ainsi dire, de sa pensée politique.

Rien ne paraît plus évident, de nos jours, que cette connexion étroite entre le problème de la paix et celui de l'organisation internationale. Mais il n'en a pas toujours été ainsi. Ce n'est que depuis peu de temps, peut-être depuis la fin de la dernière guerre mondiale seulement, que l'opinion publique, du moins en Europe et aux Etats-Unis, semble prendre conscience de la nécessité littéralement vitale de doter la société internationale de structures appropriées.

Aussi ne se défend-on pas de l'impression que Pie XII, en se faisant, dès son accession au trône pontifical, un fervent avocat de l'idée d'organisation internationale, a dû étonner certains, choquer d'autres. Car, à l'époque, l'adhésion à cette idée n'allait pas encore de soi, même si elle avait déjà été proclamée depuis longtemps par des élites de toutes tendances et de toutes confessions, et notamment par ces prédécesseurs immédiats. D'une part, en effet, il n'y avait pas encore eu cette prise de conscience générale de l'unité de destin de l'humanité tout entière ; jusqu'en 1940 et même 1941, beaucoup de gens, des pays entiers, se sont bercés de l'illusion qu'il leur serait possible de se tenir à l'écart des événements. D'autre part, il y avait ce fait non moins important que de larges sections du public se montraient des plus réservées, sinon franchement hostiles, à l'égard de l'idée d'organisation internationale.

Ces réticences existèrent-elles malgré ou à cause de l'expérience de la Société des Nations ? On peut en discuter. Toujours est-il que beaucoup d'auteurs s'accordent pour estimer que la Société des Nations n'aurait pas connu cet échec si elle avait eu l'appui

modernes ; avec une avance de trois ou même quatre siècles sur son temps, ce dominicain génial proclamait et élaborait l'idée d'un droit international universel, ne se bornant plus à la seule chrétienté mais s'étendant à tous les sujets de la communauté internationale, notamment aux « peuples barbares » ; c'est lui qui, dès cette époque lointaine, a posé et compris le problème colonial dans toute son ampleur⁶.

Ensuite, dès le début des mouvements de paix modernes, en 1840-1841, le jésuite Taparelli d'Azeglio publie son *Traité de droit naturel* qui, en l'espace de quelques années seulement, devait connaître un grand nombre d'éditions et de traductions⁷. Il y développait la théorie complète de la société internationale, en insistant sur la nécessité d'un tribunal et d'une force armée internationale⁸. C'est de cet ouvrage que Léon XIII s'inspire lorsque, vers la fin du siècle, l'ère des Congrès pour la Paix, il publie plusieurs documents importants, dénonçant les nationalismes et les périls de la « paix armée », et ne ménageant pas ses encouragements aux initiatives qui sont entreprises pour organiser la paix. Il inaugure ainsi la tradition dont Pie XII sera l'un des continuateurs

Mais toutes ces prises de position ne semblent pas avoir trouvé beaucoup d'échos parmi les catholiques de l'époque ; il n'était pas question d'un réveil, et moins encore de la formation d'une véritable opinion catholique avertie de ces problèmes⁹. D'ailleurs, il ne faut pas perdre de vue, comme M. Couwenberg l'observe, que tout au long du XIX^e siècle un « conservatisme rigide et statique » régnait dans les milieux catholiques « ...Après 1900, ce vieux conservatisme chrétien se réveille à nouveau et rassemble toutes les forces dont il dispose encore pour combattre la nouvelle orientation inaugurée par Léon XIII et dont les buts furent la réconciliation, le rajeunissement, l'action sociale... Une réaction qui est devenue notoire sous le nom d'intégrisme... ; en 1909, il s'incarnait même dans une organisation internationale d'intégristes : le *Sodalitium Pium*, qui... voulait être une sorte de loge blanche... Le pro-

6 Voir, par exemple, Lewis HANKE, *Colonisation et conscience chrétienne au XVI^e siècle*, éd Plon, Paris 1958, Christian L. LANGE et August SCHOU, *Histoire de l'internationalisme*, t I, p 269 et s, trois tomes, le deuxième achevé par August SCHOU et le dernier entièrement écrit par lui, parus dans la série *Publications de l'Institut Nobel Norvégien* et édités conjointement par H Aschehoug et C^o, Oslo et d'autres maisons, 1919-1954-1963 Xavier-André FLORES, *Un théologien face au pouvoir François Vitoria et la conquête des Indes*, *Esprit*, mars 1958, p. 385 et s

7 Ainsi Ter MEULEN, *op cit*, t II, p. 204

8 Ter MEULEN, *ibid.*, Paul DUCLOS, *Le Vatican et la seconde guerre mondiale*, p 204, éd Pedone, Paris, 1955, Cf Yves de la BRIÈRE, *La Communauté des puissances*, p 36 et s, éd Beauchesne, Paris, 1932.

9 Cependant, dans l'Introduction au tome I de leur ouvrage, *La Paix internationale* (éd Desclee et C^{ie}, Tournai, 1956), les moines de Solesmes donnent le texte d'une pétition que des catholiques anglais adressèrent dès 1869 au pape, lui demandant d'appuyer l'idée d'organisation internationale. Il n'est sans doute pas fortuit que cette pétition émanait d'un pays qui était à l'avant-garde du pacifisme

gramme de cette internationale d'intégristes fut purement négatif. Il se dressait, entre autres, contre toute réconciliation avec le royaume d'Italie et la République française — dans son encyclique *Au milieu des sollicitudes* de 1892 Léon XIII avait déjà exhorté les catholiques conservateurs de France, cette forteresse du vieux conservatisme chrétien, ... à se réconcilier avec la République —, contre toute concession pontificale pour une solution dans la question romaine, ... contre la démocratie, même si elle s'appelait chrétienne, contre le féminisme, ... bref, contre tout ce qui se présentait comme moderne et constructivement progressif dans la politique, les arts et les sciences¹⁰ ».

Ce sont sans doute les survivances de cet état de choses qui, se joignant à une surprenante ignorance, expliquent le fait que certains milieux catholiques, en France et en Italie notamment, ont longtemps critiqué Pie XII pour ce qu'ils appelaient ses « idées de gauche », visant par là en particulier ses conceptions en matière d'organisation internationale¹¹. Sans doute, du moins en ce qui concerne la France, faut-il y voir aussi la conséquence des influences néfastes exercées par Charles Maurras. Joseph Folliet note qu'après la première guerre mondiale le simple mot de « pacifisme » — terme qui évoquait en même temps l'idée d'organisation internationale — « faisait choc dans l'opinion des catholiques français, intoxiqués par le nationalisme maurassien, lorsqu'on voulait affirmer une certaine attitude à la fois religieuse et morale, avec des prolongements sociaux et politiques¹² ».

Dans un autre article traitant plus particulièrement de la notion de démocratie, M. Folliet écrit : « Les hommes de ma génération ont connu trois périodes. Une première où la démocratie sentait le soufre et le fagot, où ceux qu'on appelait démocrates chrétiens faisaient figure de catholiques diminués et vaguement hérétiques, où l'autorité de Léon XIII n'arrivait pas à persuader les catholiques français de la nécessité d'un ralliement, même purement formel, à une république qui n'était pourtant point, tant s'en faut, la démocratie. Dans une seconde période, la démocratie est apparue comme un objet de libre choix temporel. Un catholique avait, à la rigueur, le droit de se dire démocrate, mais il devait bien se garder

10. *De strijd tussen progressiviteit en conservatisme*, p. 223-224, éd. Pax, La Haye, 1959. C'est nous qui traduisons du néerlandais. Cf. aussi Don STURZO, *op. cit.* p. 34-36. Voir aussi chapitre suivant, p. 157 et s.

11. A plusieurs reprises, nous avons déjà signalé ce fait sans nous référer à des sources. La raison en est que nous n'avons jamais trouvé une franche expression écrite de cette opinion. Officiellement, l'intégrisme est banni ! Il s'agissait plutôt de critiques sournoises mais tenaces, circulant plus ou moins sous le manteau. Ce n'est qu'après des expériences personnelles répétées que nous nous sommes rendu à l'évidence. Plus d'une fois, et jusqu'aux toutes dernières années du pontificat de Pie XII, des personnalités influentes, tant à Rome qu'à Paris, ont spontanément exprimé des critiques de ce genre devant l'auteur de ces lignes.

12. *Op. cit.*, p. 165.

de mêler à son option le droit naturel, l'Evangile et l'Eglise. Aujourd'hui, pour le plus grand étonnement de certains, aussi bien à droite qu'à gauche, l'Eglise semble se présenter comme une défenderesse de la démocratie... » Et l'éminent auteur ajoute : « La fréquentation des théologiens du XVI^e siècle, d'un Vittoria en particulier, ... montre que... la position actuelle de l'Eglise est parfaitement traditionnelle. Ce n'est pas la religion qui a changé, mais les circonstances sociologiques et culturelles...¹³ ».

Ainsi, Pie XII apparaît comme le pape sous le pontificat duquel l'opinion catholique a enfin pris conscience des réalités internationales. Sans doute cette prise de conscience est-elle devenue un fait par la force des choses ; mais il est non moins certain que Pie XII y a énormément contribué. Par une action méthodique, il a délibérément voulu ouvrir les yeux de tous à ce fait historique que le monde est en train de se transformer en une unité et qu'il importe d'en tirer toutes les conséquences.

Quelles sont les raisons qui ont pu inciter Pie XII à prendre une attitude si résolument favorable à l'idée d'organisation internationale ? Tout d'abord, il faudra sans doute tenir compte de certains traits subjectifs, propres à sa personnalité. Sans une foi personnelle très forte en cette idée, il en aurait probablement fait moins de cas. Nous reviendrons tout à l'heure sur cet aspect de la question.

Mais le facteur subjectif n'explique pas tout. Car Pie XII n'a nullement été le seul pape qui se soit occupé intensément des problèmes d'organisation mondiale. Il est vrai qu'il apparaît comme celui des papes qui fut de loin le plus grand théoricien en cette matière ; mais un Léon XIII, un Benoît XV et un Jean XXIII ont, eux aussi, laissé une œuvre non négligeable. Or, dans ces conditions, il est permis de se demander s'il n'existe pas un rapport direct entre les prises de position « mondialistes » des papes modernes et certaines exigences de leur charge.

Un tel rapport existe effectivement. C'est moins en dépit qu'à cause de leur charge de suprême pontife que les papes ont proclamé la nécessité d'organiser la société internationale. Voilà un point qui semble avoir été très souvent mal compris. Ne s'agit-il pas en l'espèce d'une idée qui est politique par excellence ? N'est-il dès lors pas étonnant que des chefs spirituels la prônent avec tant de ferveur ?

A vrai dire, s'il y a quelque chose d'étonnant, ce n'est pas tellement que la papauté se soit engagée pour cette idée, mais qu'elle l'ait fait si tardivement. Nous avons vu, en effet, que ce n'est que depuis le pontificat de Léon XIII que les papes ont commencé à adopter cette idée qui, depuis très longtemps déjà, avait été défendue par des penseurs catholiques. De plus d'un point de vue, cette

13. *La société démocratique et la pensée chrétienne*, dans *Le Monde*, 9 juillet 1963.

fin du XIX^e siècle est pour la papauté l'époque des grandes révélations. En prenant acte de la liquidation de sa propre puissance terrestre, elle assiste à la disparition d'une équivoque ; en perdant l'Etat pontifical, elle se découvre elle-même ; en observant le phénomène fascinant du « rétrécissement » du monde grâce au merveilleux développement des moyens de communication modernes, elle prend conscience de la véritable signification de cette « universalité » dont elle s'est toujours réclamée¹⁴.

N'est-il pas évident, en effet, que si cette Eglise se veut universelle, son chef, par définition, est investi d'une mission mondiale ? Ses fidèles appartiennent à toutes les nations, à toutes les races, à toutes les cultures. Il serait dès lors contradictoire que le chef de cette Eglise s'identifie à un particularisme national, ou culturel, ou racial. S'il le faisait, il renierait sa mission.

En ce sens, il est permis de dire que le devoir d'organiser l'unité du monde qui, de nos jours, est venu s'imposer aux Etats par la force des choses, est, pour l'Eglise catholique, un postulat vieux de vingt siècles. La division actuelle du monde en Etats ou groupes d'Etats particuliers n'a, pour elle, qu'une signification secondaire.

Si l'on veut définir l'« internationalisme¹⁵ » par opposition au nationalisme, il est exact de dire que l'Eglise catholique est essentiellement internationaliste, — même si parfois elle a pu l'oublier au cours de l'histoire. « Pour nous autres catholiques, écrit M. Vlekke, l'existence d'une communauté et d'une organisation des Etats est donc chose toute naturelle. C'est dans l'unité des Etats et des peuples que se reflète l'unité de la chrétienté et de l'humanité. Par conséquent, de toutes les formes concevables en matière d'organisation internationale, la plus *rejetable*, pour nous, est celle qui renie l'unité naturelle de l'humanité et qui prône l'indépendance absolue et intégrale de l'Etat¹⁶ ».

Ici, il devient clair que cette idée de l'unité du monde est peut-être davantage qu'une conception purement politique et que les papes modernes, en l'appuyant vigoureusement, ont peut-être des soucis allant au-delà des choses purement terrestres. Bien sûr, le grand objectif de la paix à réaliser appartient déjà à un domaine qui n'est plus uniquement celui des intérêts matériels. Mais il y a plus. Le cardinal Lercaro, dans un article remarquable, insiste beaucoup sur l'aspect proprement théologique de cette attitude des papes. Après avoir constaté « l'approbation, et même l'encouragement de l'Eglise à l'égard de tout progrès vers l'unification des Etats et des peuples », il souligne, en effet, que cet « espoir de l'Eglise en ce qui concerne l'unification en cours n'est pas un pur

14. Le mot *catholique*, d'origine grecque, signifie, on le sait, *universel*.

15. Pour la signification de ce terme équivoque, voir chapitre suivant.

16. De *Katholieke Kerk en de internationale verhoudingen*, dans *Actio Catholica*, Heemstede, mars 1955, p. 122 ; c'est nous qui traduisons.

espoir historique... Ses préoccupations et ses réserves ne dérivent pas seulement, ni surtout, de la constatation historique de la situation, ni de confrontations idéologiques avec une unité ou communauté abstraite... Parmi les observations que l'expérience et la souffrance de l'Eglise ont accumulées pendant les derniers quarante ans, il y a toutes ces appréciations historiques et d'autres encore qui, dans une certaine mesure, pourraient être inspirées tout aussi bien par des positions doctrinales et spirituelles différentes et, par conséquent, être partagées même en dehors du catholicisme et du christianisme. Mais il y a en outre quelque chose qui va bien au-delà... Et c'est la conscience méta-historique que l'Eglise a d'elle-même et de sa fonction propre et irremplaçable vis-à-vis de l'unité vraie et totale du genre humain...¹⁷ ».

On pourrait ouvrir ici une large parenthèse pour exposer que toute l'idée d'organisation politique internationale trouve son origine dans ce postulat théologique fondamental auquel se réfère le cardinal Lercaro ; celui de l'unité du genre humain. Dans le chapitre suivant, nous verrons que des auteurs de toutes tendances et de toutes confessions sont d'accord pour reconnaître cette origine théologique. Pie XII, pour sa part, a toujours choisi ce postulat comme point de départ. « Merveilleuse vision, écrit-il dans sa première encyclique, *Summi Pontificatus* (20 octobre 1939), qui nous fait contempler le genre humain dans l'unité de son origine en Dieu... ; dans l'unité de sa nature... ; dans l'unité de sa fin immédiate et de sa mission dans le monde ; dans l'unité de son habitation, la terre, pleine de ressources dont tous les hommes, selon le droit de nature, peuvent user pour soutenir et développer la vie ; dans l'unité de sa fin surnaturelle : Dieu même...¹⁸ ».

Mais nous avons suggéré tout à l'heure que, pour expliquer l'attitude si nettement « mondialiste » de Pie XII, il fallait également tenir compte de certains éléments subjectifs, caractéristiques de sa personnalité. Saurait-on jamais entièrement expliquer les prises de positions des hommes par les argumentations rationnelles qu'ils invoquent ? En ce qui concerne Pie XII, il semble manifeste que le concept d'organisation internationale représentait pour lui bien plus qu'une notion théologique ou, tout simplement, qu'une idée raisonnable qui méritait d'être appuyée. Plus on lit ses textes, plus la conviction s'impose qu'il s'agit ici en même temps d'un engagement personnel dont les racines plongent dans les profondeurs de son être.

A vrai dire, nous ne savons que bien peu de l'homme que fut Pie XII. La quasi-adoration, un certain « culte de la personnalité »

17. *La communauté mondiale et l'universalisme chrétien*, p. 93-95, dans *Recherches et débats*, mai 1958, éd. Arthème Fayard, Paris. On notera que Pie XII a consacré un grand discours à ce qu'il appelle « la supranationalité de l'Eglise » (20 févr. 1946) dans lequel il traite longuement de ces problèmes (Sav. 4273-4278). Cf. également le message de Noël 1951 sur « la neutralité politique de l'Eglise » (Sav. 4350 et suiv.).

18. Sav. 29 ; nous avons inséré une ligne sautée par les imprimeurs.

dont il fut l'objet pendant son pontificat, ont fait autant de tort à sa personne que les accusations qui parfois l'ont poursuivi jusqu'après sa mort¹⁹. Mais il reste ses textes dont certains passages vibrant d'émotion en disent long sur son caractère véritable. Le passage de *Summi Pontificatus* que nous venons de citer en est un bon exemple.

Il y a aussi les grandes étapes de sa vie qui permettent de retracer les influences qu'il a dû subir. Plus particulièrement en ce qui concerne son attachement à l'idée d'organisation internationale, on est tenté de croire que la circonstance qu'il fut contemporain de Woodrow Wilson et de Benoît XV est d'une grande importance. Faut-il insister sur l'influence que Wilson — ou tout au moins son mythe — a pu exercer, ne fût-ce que pour un bref instant, sur la génération à laquelle Pie XII appartenait ? Pour cette génération qui sortait des tranchées, vers la fin de l'année 1918, Wilson, c'était l'aube d'un lendemain plus raisonnable, c'était la promesse d'un monde plus fraternel et mieux organisé, c'était l'incarnation même, à ce moment précis, des espoirs d'une humanité affamée de paix.

Dans ses souvenirs, Stefan Zweig a témoigné de cette époque : « Nous croyions — et le monde entier le crut avec nous — qu'avec cette guerre « la » guerre avait été liquidée une fois pour toutes... Nous croyions au programme formidable de Wilson qui fut entièrement notre programme à nous... Nous étions des imbéciles, je le sais. Mais nous n'étions pas les seuls. Celui qui a vécu cette époque se souvient que les rues de toutes les villes résonnèrent des cris de jubilation pour accueillir Wilson comme le sauveur de la planète, que les soldats ennemis s'embrassèrent : jamais l'Europe n'a été emportée par un élan de foi et de confiance comparable à celui des premiers jours de la paix²⁰ ».

Écoutons un autre témoin, le Dr Dillon. Dans son livre *The peace conference*, il écrit : « Europe, when the President touched its shores, was as clay ready for the creative potter. Never before were the nations so eager to follow a Moses who would take them to the long-promised land where wars are prohibited... In France men bowed down before him with awe and affection. Labour leaders in Paris told me that they shed tears of joy in his presence and that their comrades would go through fire and water to help him to

19. Voir la pièce de théâtre *Der Stellvertreter* de Rolf HOCHHUTH; éd. Rowohlt, Hamburg, 1963. D'autre part, en ce qui concerne ce « culte de la personnalité » autour de Pie XII, nous avouons avoir été stupéfait de constater que certains organes de presse catholiques qui, pendant la vie de ce pape, se crurent spécialement appelés à contribuer par tous les moyens à stimuler ce culte, furent les tout premiers, presque immédiatement après sa mort et de toute façon encore avant l'enterrement, à critiquer « les abus » du « trop long pontificat » du défunt. Même des prêtres catholiques ne se gênaient pas pour participer à de telles pratiques qui dénotent, à tout le moins, une singulière absence du sens des convenances sinon de caractère. Se sentaient-ils coupables du culte rendu ?

20. *Die Welt von gestern*, p. 312-313, éd. Suhrkamp, Berlin, 1949. C'est nous qui traduisons.

realize his noble schemes. To the working classes in Italy his name was a heavenly clarion at the sound of which the earth would be renewed. The Germans regarded him and his doctrine as their sheet-anchor of safety... In German-Austria, his fame was that of a saviour, and the mere mention of his name brought balm to the suffering...²¹ ».

Tel était le climat dans lequel, pour la première fois, l'idée d'organisation internationale fut présentée au grand public. L'euphorie devait être de courte durée. Basée davantage sur des émotions que sur des faits concrets, elle fit rapidement place à un malaise général. La Société des Nations, privée, notamment, de la participation des Etats-Unis, se révélait une grave déception. Et il a pu arriver que les jugements rétrospectifs que certains ont portés sur Wilson soient des plus durs.

George F. Kennan est de ceux-là. La froide dissection à laquelle il se livre est assez intéressante pour être encore citée ici. Elle ne laisse pas grand-chose intact des nouveaux critères introduits par Wilson : « This peace would not be based on the old balance of power. Who, as Wilson said, could guarantee equilibrium under such a system ? It would be based this time on a « community of power », on « an organized common peace », on a League of Nations which would mobilize the conscience and power of mankind against aggression. Autocratic government would be done away with. Peoples would themselves choose the sovereignty under which they wished to reside... There would be open diplomacy this time ; peoples, not governments, would run things. Armaments would be reduced by mutual agreement. The peace would be just and secure... Under the shadow of this theory Wilson went to Versailles unprepared to face the sordid but all-important details of the day of reckoning. Under this theory things advanced with a deadly logic and precision to a peace which was indeed forced upon the loser, a victor's terms imposed upon the vanquished, accepted in humiliation, under duress' - a peace that did indeed leave a sting, a resentment, a bitter memory, and upon which its own terms came later to rest « as upon quicksand »²² ».

Il y a beaucoup de vérité dans ces graves critiques. Oui, tout cela était trop verbeux et trop peu réaliste, négligeant le facteur de la puissance. Les slogans et les proclamations de Grands-Idéaux et de Buts-Sacrés, c'est beau, c'est utile parfois pour mobiliser une opinion ; mais ce n'est assurément pas assez pour affronter les problèmes politiques concrets. Car, dans la pratique, il ne s'agit que du très prosaïque conflit des intérêts opposés qu'il faut essayer de concilier.

21. Cité par H. G. WELLS, *A short history of the world*, p. 319, éd. Penguin Books Ltd., 1949.

22. *American diplomacy*, p. 68, éd. Mentor Books, The New American Library, New York.

Néanmoins, le bien-fondé de ces critiques ne changera rien au fait qu'elles demeurent partielles. Elles négligent de tenir compte de certains autres aspects des initiatives de Wilson qui, eux, n'en furent pas moins positifs. Il faut reconnaître, en effet, que c'est surtout grâce à lui que cette première grande expérience d'organisation internationale que fut la Société des Nations a pu être tentée. Il faut reconnaître aussi que c'est lui qui, pour la première fois, et ne fût-ce que pour un bref instant, a réussi à confronter l'opinion publique avec ce problème fondamental du ^{xx}e siècle qu'est la création d'institutions internationales permanentes « dont le fonctionnement créera chez les peuples l'état d'esprit nécessaire à la pratique de la vie commune²³ ». C'est là, à notre avis, le grand mérite historique de Wilson.

Pie XII doit avoir été un de ceux qui ont été profondément impressionnés par lui. Il est vrai qu'il apparaît comme plus réaliste que le président américain, et ce non seulement parce qu'il se trouvait dans la position heureuse d'avoir pu faire son profit des critiques formulées à l'égard de Wilson ; par tempérament, il était aussi réaliste que prudent : rappelons-nous par exemple ses jugements nuancés sur la théorie de l'équilibre. Mais, pour ce qui est du fond des idées, il y avait beaucoup de points communs entre l'un et l'autre.

Les documents des premières années de son pontificat, notamment les allocutions de Noël 1939, 1940 et 1941, font penser aux grands discours de Wilson. Ça et là, il y a même des ressemblances frappantes dans les termes. Chez l'un et l'autre on retrouve aussi cette forte tendance à présenter ses idées comme un programme, comportant des points précis. Ainsi, Wilson a défini, après « The fourteen points » (8 janvier 1918), « The four principles » (11 février 1918), « The four ends » (4 juillet 1918) et « The five particulars » (27 septembre 1918). Pie XII, lui, énumère, dans son allocution de Noël 1939, « les cinq points fondamentaux d'une paix juste et honorable ». L'année suivante, il définit les « cinq victoires » qui doivent être emportées afin de pouvoir construire un « ordre nouveau ». En 1941, il proclame les « cinq conditions essentielles d'un ordre international qui assure à tous les peuples une paix juste et honorable ». Après 1941 cependant, les ressemblances disparaissent. C'est à cette même époque qu'on constate que ses idées se détachent de plus en plus du vieux modèle de la Société des Nations : il a compris que cette structure est désormais dépassée.

23. Lettre-préface de Léon Bourgeois au livre de Georges SCHELLE *Le Pacte des nations et sa liaison avec le traité de paix*, éd. Sirey, Paris, 1919. On sait que Léon Bourgeois, avec Wilson et lord Cecil, fut l'un des principaux auteurs du « Covenant » de la Société des Nations. Cf. aussi Ch. de VISSCHER qui constate que « la S.d.N. a marqué une étape décisive dans l'organisation du monde » et « dans l'orientation de la pensée politique comme dans l'évolution du droit international », *op. cit.*, p. 84, p. 74.

Enfin, et surtout, il faut dire encore un mot sur le rapport entre les idées de Pie XII et celles de Benoît XV. Nous touchons là à un 'sujet qui est aussi intéressant qu'énigmatique. Il est certain que cet énergique partisan de l'organisation internationale a exercé une très grande influence sur Pie XII. Celui-ci a littéralement été formé à son école. Dès son entrée dans la diplomatie pontificale, en 1901, et ce pendant six ans de suite, le jeune Pacelli a travaillé directement sous les ordres du futur Benoît XV, à ce moment encore substitué à la Secrétairerie d'Etat. Plus tard, après son élection, Benoît XV l'a associé aux préparatifs de ses différents plans de paix. C'est sans doute la raison pour laquelle il l'envoie à Munich (avril 1917), car c'est comme nonce auprès du Gouvernement bavarois que le futur Pie XII fut chargé d'un certain nombre de démarches auprès de Guillaume II et du chancelier Bethmann-Hollweg pour explorer les possibilités de donner suite à la célèbre note pontificale du 1^{er} août 1917²⁴.

Dans ces conditions, on ne saurait donc s'étonner qu'on retrouve beaucoup de réminiscences de Benoît XV dans les grands documents de Pie XII qui traitent d'organisation internationale. Non seulement les options fondamentales sont identiques, mais aussi les formulations sont souvent analogues. Or, il y a ce fait étrange que Pie XII, qui cite beaucoup et volontiers, ne fait jamais nommément appel à Benoît XV lorsqu'il expose ses idées sur les problèmes internationaux. Du moins ne connaissons-nous aucun texte traitant de cette matière où il se réfère à lui. Les rares citations de Benoît XV que nous avons relevées dans les textes de Pie XII ne concernent que des questions proprement religieuses ; une seule exception : le message de Noël de 1956 où Benoît XV est mentionné à propos de la conscription.

Pourquoi ce silence ? Le problème est intrigant, car de toute évidence il ne saurait être question d'un oubli involontaire. C'est délibérément que Pie XII s'abstient de mentionner son prédécesseur. Mais pour quelles raisons ? On ne peut ici que se livrer à des hypothèses. Est-ce uniquement dans le souci d'éviter un nom qui, il faut le dire, a parfois été l'objet de vives controverses politiques ? Ou faut-il aller plus loin et croire — idée vraiment bizarre de tous les points de vue — qu'il voulait ainsi marquer son désaveu tacite de certaines positions de Benoît XV ? Désapprouvait-il certaines de ses options ? Lesquelles ? Estimait-il que son prédécesseur n'avait pas toujours gardé une attitude de parfaite neutralité politique²⁵ ?

24. Voir Paul DUCLOS, *Le vatican et la seconde guerre mondiale*, p. 118, éd. Pedone, Paris, 1955. Cf. également l'allocation de Noël 1940 où Pie XII insiste sur ses propres activités, « au nom auguste du souverain pontife Benoît XV d'heureuse mémoire », durant la première guerre mondiale (Sav. 3738).

25. A ce propos, nous avons été frappés de constater que Paul VI, dès l'un de ses premiers discours, a rendu hommage à Benoît XV pour avoir été l'un des promoteurs de la Société des Nations. (Allocution du 11 juillet 1963 au secrétaire général de l'O.N.U., M. Thant.)

Voilà autant de questions auxquelles nous ne saurions répondre. L'histoire politique de ce pontificat de Benoît XV (1914-1922) reste à écrire ; elle doit se révéler passionnante. A travers ses documents, ce pape apparaît comme une très forte personnalité qui — chose inconcevable chez Pie XII — ne mâchait pas toujours ses mots. C'était un homme qui voyait clair et loin et qui n'a pas trouvé auprès de ses contemporains l'audience qu'il méritait. Il fut le premier chef d'Etat à proposer aux gouvernements, dans sa note du 1^{er} août 1917, la création d'une nouvelle organisation de la paix. Cette initiative représentait, comme on l'a justement remarqué, « une exacte anticipation des Quatorze Points²⁶ ». Alfred Verdross souligne que l'idée « *d'organisation* de la société des Etats... n'a pénétré dans les chancelleries que lorsque le pape Benoît XV et le président des Etats-Unis Woodrow Wilson furent devenus ses porte-parole²⁷ ». Pourtant, l'accueil réservé à la note pontificale fut fort mauvais. L'Italie, la France et la Grande-Bretagne ne se donnèrent pas la peine de la considérer ; les Etats-Unis, qui s'apprêtaient à entrer en guerre, ainsi que l'Allemagne envoyèrent des réponses courtoisement négatives. Cela signifiait donc l'échec total sur le plan diplomatique. L'opinion publique ne se montrait pas beaucoup plus favorable. Certains journaux se déchaînaient et des campagnes savamment orchestrées de dénigrement et de « rumeurs infâmes » commençaient. On a l'impression qu'il a fini par être suspect à tout le monde. Clemenceau le qualifiait de « pape boche », tandis que le général Ludendorff parlait du « pape français²⁸ ».

Benoît XV a eu le tort, combien compréhensible, de vouloir se défendre contre ces attaques ignobles. Dans plusieurs de ses documents, il exprime son indignation avec une colère à peine contenue, se plaignant notamment de l'« inexplicable... attitude... des journaux français en général²⁹ ». Là encore, beaucoup de faits historiques restent à rechercher. Pourquoi cette opposition systématique de la part des alliés européens ? Pourquoi une attitude si réservée de la part des Etats-Unis ? Il faut se garder d'hypothèses simplistes. Les moines de Solesmes, par exemple, dans l'introduction de leur recueil de textes pontificaux, avancent une explication qui est vraiment trop facile lorsqu'ils affirment qu'il faut ici « voir surtout l'action de la franc-maçonnerie italienne, qui voulut à tout prix, pour son propre prestige, évincer le pape et la diplomatie vaticane des négociations de paix³⁰ ».

26. Mgr L. CRISTIANI, *Le Vatican politique*, p. 28, éd. Bonne Presse, Paris, 1956.

27. *Völkerrecht*, p. 39, éd. Springer, Wien, 1959.

28. Voir Fernand HAYWARD, *Un pape méconnu, Benoît XV*, p. 71, éd. Casterman, Tournai, 1955.

29. *Lettre de la Secrétairerie d'Etat à l'évêque de Valence*, septembre 1917, *P.I.*, p. 108-110.

30. *P.I.*, p. XII.

En effet, si l'Italie, dès 1915, avait fait stipuler dans le traité secret de Londres — fait que les moines de Solesmes mentionnent d'ailleurs — que le Saint-Siège ne serait en aucun cas invité aux négociations de paix, c'est qu'il faut tenir compte du fait que la « question romaine » était toujours ouverte. A ce moment-là, c'est-à-dire avant la conclusion des Accords du Latran (1929), l'Italie craignait tout ce qui pourrait redonner au Saint-Siège une apparence de pouvoir temporel. Et les activités bruyantes de la « loge blanche » auxquelles nous avons fait allusion plus haut en citant le D^r Couwenberg n'étaient certainement pas de nature à apaiser les appréhensions italiennes. On imagine très bien aussi que certaines initiatives de Benoît XV lui-même ont pu être mal interprétées. Cela pourrait être le cas, notamment, des efforts qu'il a déployés, presque immédiatement après son élection, pour parvenir à une paix de réconciliation. Le fait qu'il avait déjà pressenti Wilson à ce sujet a pu être considéré comme une confirmation des plus noirs soupçons. A cela s'ajoute encore qu'on prêtait à Benoît XV le désir de voir le Saint-Siège admis à la Société des Nations³¹.

Enfin, un autre point très important qui, pour autant que nous le sachions, n'a pas encore été éclairci, concerne les rapports entre Benoît XV et Wilson. De par l'identité de leurs vues politiques, ces deux hommes étaient faits pour s'entendre³². Ce que nous savons avec certitude, c'est que dès le début de 1915 des contacts se sont établis, par l'intermédiaire du cardinal Gibbons, entre le Vatican et la Maison Blanche « en vue de démarches plus ou moins concertées tendant au rétablissement de la paix³³ ». Mais pour quelles raisons ces contacts sont-ils demeurés sans résultat ? Et quels étaient les motifs précis qui ont inspiré aux Etats-Unis leur réticence à l'égard de la note du 1^{er} août 1917 ? Fût-ce uniquement une attitude politiquement opportune, puisqu'il s'agissait de ne pas vexer l'Italie, ou y avait-il des objections fondamentales ? Nous savons également que, le 4 janvier 1919, à l'occasion de son séjour à Rome, Wilson a été reçu par Benoît XV. Mais, là encore, nous ignorons tout de la teneur des propos échangés.

31. Léo HAYON, *Laïcité et politique étrangère*, p. 423, *E-sprit*, mars 1958.

32. Les moines de Solesmes paraissent être aussi de cet avis, car ils se demandent « ce qu'aurait été le Traité de Versailles si Wilson avait trouvé en face de lui, lors des pourparlers, l'action à la fois modératrice et plus réaliste d'un Benoît XV » (*op. cit.* p. XII). Nous supposons que cette phrase ne doit pas être comprise comme un plaidoyer pour une participation pontificale à des négociations politiques.

33. HAYWARD, *op. cit.*, p. 92.

CHAPITRE II

APERÇU DE QUELQUES THEORIES

L'idée d'organisation internationale est ancienne. Les deux grands maîtres de son histoire, Jacob Ter Meulen et Christian L. Lange, la font remonter au Moyen Age ; le dernier auteur en trouve même des traces dans la haute antiquité¹. Dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, elle commence à rallier des élites un peu partout. L'idée d'organisation internationale devient alors le cri de combat des pacifismes de diverses tendances ; elle va sortir du domaine des rêves pour pénétrer dans celui de l'action. Mais une bonne partie de notre siècle a dû s'écouler encore avant qu'elle ne devienne un concept dont le bien-fondé n'est plus contesté par personne.

C'est au XX^e siècle également que se situent les premières applications notables de cette idée : Société des Nations, O.N.U., Organisation des Etats américains, institutions européennes, etc. Mais il serait erroné de dire qu'auparavant le monde n'a connu aucune organisation quelconque. En fait, au fur et à mesure qu'il s'est civilisé, le monde ne s'est jamais passé d'un certain minimum d'organisation. Il ne pouvait s'en passer. Le droit international existait longtemps avant l'époque des grandes institutions mondiales et régionales. Comme tout système juridique, il remplissait sa fonction d'organisation sociale. Mais cette fonction n'était jamais particulièrement spectaculaire, et c'est pourquoi beaucoup de juristes ont pu affirmer qu'il n'existe pas de société internationale. Certains se plaisaient même à mettre en doute les postulats théoriques sur lesquels l'idée d'organisation internationale repose. Ces controverses ont contribué à garder le droit international dans un état de sous-développement, car si telle est déjà l'attitude des théoriciens, il n'y a, *a fortiori*, rien

¹ Jacob TER MEULEN, *Der Gedanke der internationalen Organisation in seiner Entwicklung*, 3 tomes, ed Nijhoff, La Haye, 1917-1929-1940, Christian L. LANGE et August SCHOU, *Histoire de l'internationalisme*, 3 tomes, série des Publications de l'Institut Nobel Norvégien, paru chez H. Aschehoug et Co, Oslo et d'autres éditeurs, 1919-1954-1963. Voir aussi J van KAN, *L'idée de l'organisation internationale dans ses grandes phases*, Recueil des cours de l'Académie de droit international, 1938, t. 66, vol IV, p 295-611. Ce dernier auteur fait très bien ressortir que beaucoup de projets d'organisation internationale n'ont souvent été que le camouflage des desseins politiques et des intérêts d'un Etat particulier.

à attendre des Etats qui par nature sont enclins à affirmer leur propre souveraineté aux dépens de l'ordre international.

Il est significatif que cette branche du droit a mis plusieurs siècles avant de devenir véritablement universel : *le droit des peuples — ius gentium*. Dans une première période, écrit M. Röling, le droit international était peut-être universel en théorie, mais dans la pratique il ne s'appliquait qu'aux seules « nations chrétiennes » ; au cours d'une deuxième phase, il s'étendait aux « nations civilisées » ; et enfin, de nos jours seulement, il est devenu, selon la charte de l'O.N.U., le droit de tous les peuples de la terre, pourvu qu'ils soient *peace loving*².

A cette extension « subjective », pour ainsi dire, est venue s'ajouter récemment ce qu'on pourrait appeler une extension « objective » du droit international³. Et ce ne sont pas les théoriciens, mais les détenteurs du pouvoir, c'est-à-dire les Etats, qui commencent à lui confier des matières nouvelles. Cela ne signifie pas nécessairement que les Etats ont tout d'un coup découvert leur vocation de faire prospérer le droit international ; ils sont simplement obligés d'avoir plus fréquemment recours au droit international car le nombre d'intérêts qu'ils ont en commun s'est infiniment accru. Pour organiser la protection de ces intérêts communs, ils doivent forcément passer par le droit international.

Cette extension n'est pourtant pas uniquement d'ordre quantitatif. Elle est aussi qualitative. Depuis quelques décades, en effet, on constate une nette tendance pour soumettre au droit international des matières de plus en plus importantes, allant jusqu'à inclure le problème, capital, de l'organisation politique de la société internationale. Nous considérons la Société des Nations et l'O.N.U. comme les débuts, modestes peut-être mais réels, d'un ordre de droit international⁴. Les institutions de l'Europe des Six sont des exemples d'organisation beaucoup plus poussée bien que, géographiquement, encore très restreinte.

Les matières que les Etats ont ainsi commencé à confier au droit international sont donc vraiment fondamentales. On pourrait même affirmer que l'Etat qui adhère à l'O.N.U. ou au Conseil de l'Europe — et à plus forte raison lorsqu'il s'agit des Communautés européennes — met en jeu une parcelle de son pouvoir. Cette thèse ne serait pas injustifiée. Mais c'est là ce qui doit nous préserver de toutes illusions. Car précisément, parce qu'il y va de pouvoir et de « souveraineté », les Etats ont naturellement tendance à redoubler de vigilance et de réticence. Aucun Etat ne consentirait aujourd'hui à se

2. *International law in an expanded world*, p. xv, 17-55 éd. Djambatan, Amsterdam, 1960.

3. M. Röling emploie les termes d'extension « horizontale » et « verticale » ; *op. cit.*, p. xv ss. Cf. également Charles de VISSCHER, *Théories et réalités en droit international public*, p. 199, éd. Pedone, Paris, 1960.

4. Yves de la BRIÈRE s'exprime dans le même sens, *La Communauté des puissances*, p. 6, 195 ss., éd. Beauchesne, Paris, 1932.

dépouiller volontairement des attributs essentiels de son pouvoir au profit d'une institution mondiale ou même régionale. Pourtant, tout le monde conviendra qu'une nouvelle répartition du pouvoir devra intervenir pour achever cet ordre international qui, pour l'instant, n'en est encore qu'à ses premiers débuts.

Les progrès du droit international pendant ces dernières décades sont néanmoins incontestables. Il y a tout ce processus d'extension « subjective » et « objective », tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, qui s'est mis en marche et dont la portée est considérable. Nous nous acheminons vers une nouvelle époque dans les rapports internationaux⁵. A vrai dire, il n'est pas étonnant que cette évolution ne s'est produite que relativement tard, au xx^e siècle seulement. Dans un sens, elle n'aurait pu se produire plus tôt. En tant que phénomène social, en effet, le droit n'évolue jamais de façon autonome. Son développement est toujours lié aux changements qui interviennent dans la société à laquelle il est destiné. Or, en ce qui concerne le droit international, ces changements étaient fonction, en tout premier lieu, du développement des moyens de communication. Ce n'est qu'au fur et à mesure que les hommes ont appris à vaincre les distances qu'ils se sont aperçus qu'il existe, en dehors de l'Etat national, cette réalité qu'on appelle la société internationale. C'est à partir de ce moment que le besoin d'organisation internationale s'est fait sentir, c'est-à-dire la nécessité de doter cette société de fait d'un régime de droit. Enfin, il n'est nullement étonnant que la prise de conscience généralisée de l'unité de destin de l'humanité tout entière coïncide dans le temps avec le début de l'âge atomique et des voyages interplanétaires.

Dans son discours de réception à l'Académie française, parlant de ce « début de l'âge atomique », M. Jean Guittou a fait allusion à ces problèmes. « Le progrès a détruit l'espace qui limitait l'acquéit, mais aussi le dégât, qui séparait certes, mais qui aussi protégeait l'homme de l'homme. Le progrès a détruit le temps qui mettait entre des peuples voisins la dénivellation de plusieurs siècles, parfois de quelques millénaires. Après les derniers soubresauts l'espèce est à la fois plus unifiée et plus vulnérable, soumise en tant qu'espèce à ce choix inéluctable qui jusque-là était seulement celui d'homme solitaire dans l'abîme de sa liberté. L'espèce peut se détruire absolument ou s'unir à elle-même et cesser d'être une juxtaposition d'hommes ou de nations pour devenir enfin une humanité⁶ ».

On ne saurait suffisamment souligner la signification tout à fait nouvelle que l'idée d'organisation internationale a prise de nos jours. Dans le passé, elle n'était qu'un concept théorique, affirmé et défendu par des hommes qui furent peut-être des visionnaires — un Dante, un Pierre Dubois, un Kant, un Sully, un Bentham, un abbé de Saint-Pierre, un Proudhon, un Saint-Simon — mais dont les idées furent

5. Cf. Alejandro ALVAREZ, *Le Droit international nouveau*, p. 7 et suiv., ed. Pedone, Paris, 1960.

6. Cité d'après le texte paru dans *Le Monde* du 24 mai 1962.

utopiques dans ce sens qu'elles faisaient abstraction des réalités historiques, même si la plupart de ces auteurs limitaient leurs projets à la seule « chrétienté » ou à la seule Europe. Mais aujourd'hui cette idée n'a plus rien d'abstrait. Elle a commencé à se traduire dans les faits. C'est pourquoi Maurice Hauriou, suivi par tant d'autres représentants de l'école sociologique du droit, a pu affirmer que l'organisation progressive de l'humanité en des sociétés politiques de plus en plus vastes, est comme « un mouvement général révélé par l'histoire⁷ ». Nous verrons que telle est aussi la conception de Pie XII qui parle d'une « loi immanente de développement » qui pousse les peuples à s'unir. La valeur de cette conception est incontestable. Elle se base moins, en effet, sur un raisonnement abstrait que sur une série de faits précis. Une société internationale de fait s'est d'ores et déjà constituée. Une interdépendance réelle, pour le meilleur et pour le pire, lie désormais toutes les nations du globe. Il y a aussi ce fait que le besoin d'organisation continuera à s'accroître par la force des choses, plus exactement par le développement des moyens de communication. Il est devenu simplement impossible de renoncer à une certaine mesure d'organisation mondiale, cette « certaine » mesure étant plutôt un maximum qu'un minimum.

Ce que nous venons d'appeler « société internationale de fait » est une notion qui, en raison de sa grande importance, doit être précisée. Il existe d'ailleurs à ce sujet une multitude de théories et une terminologie peu uniforme. Nous avons employé ce terme pour indiquer que l'ordonnancement juridique de la société internationale telle qu'elle existe actuellement n'est pas encore achevé. Cela est tellement typique qu'on a presque instinctivement tendance, nous semble-t-il, à ajouter les mots « de fait », afin de bien faire ressortir toute la différence avec l'idéal d'une société internationale qui serait adéquatement développée d'un point de vue juridique.

Il faut cependant reconnaître que ce terme a ses inconvénients. Car lentement, la société de fait se transforme en une société de droit. Un certain nombre d'éléments de droit se sont déjà superposés à des situations de fait. Aussi Georges Scelle, dans son *Précis de droit des gens* de 1932, refuse d'admettre qu'il y a une véritable antithèse entre société de fait et société de droit. « Cette opposition, écrit-il, n'est qu'approximative et scientifiquement inexacte. Toute société de fait est en même temps une société de droit, car il ne peut pas y avoir de fait social, ou de groupement cohésif, sans que les conditions de cette cohésion soient observées, sans qu'un certain nombre de règles de vie commune se dégagent spontanément et s'imposent au groupe. En revanche, si toute société de fait est une société de droit, il n'y a point de société, si touffue y soit la réglementation légale, où ne subsiste une sorte de résidu ou de potentiel de sociabilité dont l'expression juridique n'est pas encore élaborée⁸ ».

7. Pierre DUCLOS, *L'évolution des rapports politiques depuis 1750*, p. 257, éd. P.U.F., Paris 1950. Cf. également Yves de la BRIÈRE, *op. cit.*, p. 3 et suiv. 362 et suiv.

8. *Précis de droit des gens*, t. I, p. 4, éd. Sirey, Paris. 1932.

Une telle affirmation repose évidemment sur une conception du droit qui est très large et, pour dire le moins, qui n'est pas généralement admise. Pour Georges Scelle, écrivant en 1932, toute norme sociale est une règle de droit. En effet, il définit celle-ci comme « un impératif social traduisant une nécessité née de la solidarité naturelle⁹ ». Cette conception du droit a un avantage notable. Elle a permis à ce théoricien très avancé du droit des gens d'affirmer vigoureusement le caractère juridique des manifestations de la société internationale de fait. Mais on peut se demander si tout cela n'est pas un peu un exercice cérébral. Il n'est pas difficile pour les hommes de science d'introduire des terminologies nouvelles. Le véritable problème ne se situe pas au niveau des termes mais à celui des faits. Il s'agit de savoir si la société internationale de fait est déjà développée à ce point que les « impératifs sociaux » y prédominent ; il s'agit de savoir si les Etats règlent globalement leur conduite selon leur propre gré ou si, en revanche, ils obéissent d'habitude aux exigences d'un fait de société ou d'une « solidarité naturelle ». Qu'on ne s'y trompe pas : c'est un problème fondamental qui se pose ici, celui précisément auquel M. Charles de Visscher a consacré un ouvrage sous le titre significatif *Théories et réalités en droit international public*. Dans un chapitre qui porte le titre non moins éloquent « Y a-t-il une « communauté internationale »? », l'auteur constate que « la croyance en une communauté plus vaste et plus haute ... répond assurément à une exigence de la raison. Mais, demande-t-il, pour être postulée par le droit, cette exigence traduit-elle une réalité politique? Ou ne répond-elle qu'à une aspiration encore trop mal définie, trop peu répandue pour imposer l'idée du droit et s'incarner en institution? ... La pensée, mue à la fois par des aspirations morales et par un besoin d'unité, peut ... évoquer des hiérarchies désirables. Elle ne peut d'une harmonie qu'elle postule conclure à une communauté effective¹⁰ ».

Un peu plus loin, M. de Visscher parle de « l'étrange paradoxe » que présente le droit international du point de vue de son effectivité. « C'est un droit, écrit-il, dont les parties fortes, assurées d'une observation régulière dans la pratique des Etats, ont trait à des questions qui restent sans action réelle sur les problèmes vraiment vitaux ; dont les parties faibles, réduites à des prescriptions formelles, concernent l'usage de la force armée, le choix de la paix ou de la guerre entre les peuples. Une philosophie optimiste a longtemps masqué cette faiblesse profonde du droit international¹¹ ».

Les remarques que l'observation des faits inspire, à ce sujet, à Raymond Aron vont tout à fait dans le même sens. « Les Etats n'ont jamais consenti et ne consentent pas à s'engager inconditionnellement à soumettre à un arbitre ou à un tribunal des questions qu'ils consi-

9. *Op. cit.*, p. 3.

10. *Op. cit.*, p. 116.

11. *Op. cit.*, p. 118-119.

dèrent comme d'intérêt vital, écrit-il. Les différends qui sont susceptibles de provoquer la guerre sont baptisés politiques et, du même coup, non justiciables des procédures légales. Pas davantage les Etats n'acceptent d'être liés inconditionnellement par le droit existant, parce qu'en certaines circonstances les traités et conventions peuvent être ou sembler injustes et qu'ils hésitent à confier à des juges qui, d'ailleurs, hésitent à l'assumer, la charge de juger selon l'équité. Ce double refus est l'expression d'une volonté d'autonomie ; il implique un élément d'anarchie internationale. Qu'on le blâme ou non, il a été et il est constitutif de l'originalité des rapports entre Etats. Il conduit logiquement à ce qui scandalise les esprits géométriques, le statut de la guerre en droit international ¹² ».

Georges Scelle a d'ailleurs été amené à réviser son opinion sur ces points. Dans son *Manuel de droit international public*, paru en 1948, il dissocie de plus en plus le droit des autres contraintes sociales, morales et religieuses, et il met très fortement l'accent sur la sanction effective comme caractéristique du droit. « Les règles de Droit... sont seules sanctionnées par l'organisation de la puissance publique... Le système ou « ordre juridique » est d'autant plus parfait que le jeu des sanctions est plus précis... ¹³ ». De même, il a maintenant recours aux termes « société internationale de fait » et « société internationale de droit ¹⁴ ». D'une façon générale, aussi, l'auteur insiste beaucoup plus, dans ce dernier ouvrage, sur le rôle que l'Etat national joue effectivement dans la société internationale. On sait que la doctrine constante de Georges Scelle se caractérise, entre autres, par son opposition contre « l'erreur anthropomorphique de la personnalité morale ¹⁵ ». Pour lui, toute société, qu'elle soit nationale ou internationale, politique ou apolitique, est « composée... d'individus et de groupes d'individus ¹⁶ ». Or, dans son *Précis de droit des gens*, Georges Scelle avait pratiquement nié l'étape nationale ; tout au moins l'avait-il minimisée à l'extrême. Dans toute la mesure du possible — car l'exercice est assez difficile — il essayait même d'éviter l'adjectif « international » pour employer plutôt celui d'« intersocial » (parfois « intergroupe ») ; le premier tome du *Précis* a pour sous-titre « Le milieu intersocial ». Son *Manuel*, en revanche, revient à une terminologie plus classique. Non seulement il a substitué, dans le titre, le terme « droit international public » à celui de « droit des gens », mais aussi la première partie s'intitule maintenant « Le milieu international ». L'adjectif « intersocial » ne revient que rarement dans le texte.

Ces changements sont l'expression d'une appréciation sensiblement modifiée du rôle de l'Etat national dans la société internationale.

12. *Paix et guerre entre les nations*, p. 711, éd. Calmann-Lévy, Paris, 1962.

13. *Manuel de droit international public*, p. 5, éd. Domat-Montchrestien, Paris, 1948.

14. *Op. cit.*, p. 19.

15. *Op. cit.*, p. 18 ; *Précis*, p. 9 et suiv.

16. *Manuel*, p. 17 ; *Précis*, p. 28 et suiv.

« L'Etat se présente historiquement comme l'élément politique capital de la société internationale, car tous les individus humains et tous les groupements humains sont rattachés à des Etats ou, plutôt, à des ordres juridiques étatiques, par des liens juridiques puissants : ceux de la nationalité surtout. Les Etats ne dépendent pas juridiquement les uns des autres... Mais ils sont dans un état d'interdépendance matérielle, créatrice de solidarité interétatique ¹⁷ ».

Pour définir la société internationale, le *Manuel* a également recours à des explications qui, et du point de vue terminologique, et de par leur contenu, sont bien différentes. Il distingue « les sociétés internationales particulières » de la « société universelle » humaine. Cette dernière, il l'appelle « la Société internationale globale ou « œcuménique ¹⁸ ». « Il ne faut pas..., écrit-il, considérer la Société internationale (globale) comme une société d'Etats-personnes, ainsi que le fait la doctrine classique... La Société internationale résulte non pas de la coexistence et de la juxtaposition des Etats, mais, au contraire, de l'interpénétration des peuples par le commerce international... C'est l'adoption d'un ordre juridique commun, correspondant à une solidarité commune, qui fait des Etats les éléments de la Société internationale ¹⁹ ».

L'auteur traite ensuite de ce qu'il est convenu d'appeler « les relations internationales », c'est-à-dire l'ensemble des rapports et échanges commerciaux et culturels, des migrations, des associations professionnelles, des compétitions sportives, etc., qui lient des individus ou des groupes d'individus appartenant à des Etats différents. Ce phénomène de contact et d'échange est d'une extrême importance. Ses manifestations constituent la matière même de ce que Georges Scelle appelle maintenant la société internationale de fait. « Les relations internationales ²⁰ sont des relations inter-individuelles ou intergroupales qui se nouent par-dessus les frontières. C'est parce qu'il y a des liens familiaux, commerciaux, intellectuels entre les peuples qu'il y a une société internationale de fait et un ordre juridique international qui en naît spontanément pour réaliser une société de droit. Les rapports entre particuliers sont l'essence même de la communauté internationale et le droit international public ou intergouvernemental n'a pour raison d'être que de faciliter ces rapports inter-individuels. Le droit international public est le serviteur du droit international privé. Aujourd'hui, il est aussi facile (et même plus) à

17. *Manuel*, p. 18.

18. *Op. cit.*, p. 17 et suiv.

19. *Op. cit.*, p. 18-19.

20. Alfred VERDROSS, dans l'édition de 1959 de son *Völkerrecht*, ne semble pas avoir remarqué que Georges Scelle a abandonné pratiquement le terme « intersocial »; cf. p. 11 du manuel d'Alfred Verdross. Sur la « science » des « relations internationales », voir Quincy WRIGHT, *The study of international relations*, éd. Appleton-Century-Crofts, Inc., New York, 1955 et *Problems of stability and progress in international relations*, éd. University of California Press, and Berkeley, Los Angeles, 1954.

un individu de n'importe quelle race et de n'importe quel pays d'entretenir des relations juridiques avec tout autre individu quelconque d'une autre race et d'un autre pays, qu'il pouvait l'être au XVI^e siècle à un habitant de Marseille d'entretenir des relations avec un habitant de Quimper... Le potentiel de sociabilité s'est ainsi étendu à toute une planète aujourd'hui entièrement connue et occupée²¹ ».

Nous avons déjà fait allusion à l'idée profonde qui est à la base de cette doctrine, à savoir une conception très « optimiste », pour ainsi dire, du déroulement de l'histoire. Cette idée fondamentale caractérise non seulement l'œuvre de Georges Scelle, mais aussi celle de Maurice Hauriou, de Pie XII et de tant d'autres²². Pour tous ces auteurs, l'histoire est comme la révélation de la marche de l'humanité vers une perfection plus grande; c'est cette idée qui donne à leurs théories à la fois leur vigueur et leur incontestable force d'attraction. Nous partageons cette conception. Lentement, l'espèce humaine, malgré les inévitables échecs, s'achemine vers des stades de civilisation plus élevés. Il y a progrès non seulement d'un point de vue technique mais également d'un point de vue moral et humain : l'effort d'organisation internationale en est un exemple. Il serait vraiment trop facile de rejeter cette conception en prétendant qu'elle n'est que l'un des vestiges de l'optimisme à bon marché et de la foi démesurée au « progrès » qui ont caractérisé la fin du XVIII^e siècle et qui se sont projetés dans le marxisme. Il n'y a pas de « sens de l'histoire » si on entend par là une loi immanente qui s'impose comme une force aveugle et contraignante. L'histoire est le fait des hommes et de leur volonté.

Dans cette perspective, on pourrait soutenir sans difficulté que le Christianisme, qui place le Verbe incarné comme l'Alpha et l'Oméga au début et à la fin des temps, a introduit une conception optimiste de l'histoire humaine. De toute façon, nous semble-t-il, ceux qui se réclament du droit naturel ne peuvent pas avoir une idée pessimiste de l'histoire. L'un et l'autre s'excluent. Car s'il est vrai qu'une image, quelque élémentaire soit-elle, de la Perfection est imprimée dans le cœur de tout homme, alors il est inconcevable que l'humanité dans son ensemble ne s'approche pas, lentement, de cet idéal. « C'est donc (fait paradoxal !). écrit Pierre Teilhard de Chardin, de l'observation, non du Passé, mais du Présent que ressort finalement l'étude du mécanisme des Origines... Ce n'est vraisemblablement pas autrefois, aux débuts de l'Univers, que se sont produits, mais, en avant, du côté de l'avenir en formation, que se préparent, au regard du naturaliste et du physicien, les événements véritablement révélateurs des espèces et des sociétés : les grands commencements²³ ».

21. *Manuel*, p. 19.

22. Cf. *Supra*, p. 77 et suiv. Il est intéressant de noter que M. Charles de Visscher établit un lien entre le pessimisme, l'anxiété et la crainte d'une part et le pouvoir totalitaire d'autre part, *op. cit.*, p. 23-24.

23. *La Vision du passé*, p. 343, éd. du Seuil, Paris, 1957.

Pour ce qui est du développement de la société internationale, Alfred Verdross suit un raisonnement semblable. « Au cours de l'histoire, écrit-il, la communauté des Etats (*Staatengemeinschaft*) s'est constituée comme une unité sociologique et normative... La communauté des Etats, à son tour, s'est progressivement transformée en une communauté internationale pluriforme (*internationale Gemeinschaft*)²⁴ ». Et en se référant au phénomène des relations internationales et à l'évolution de l'idée d'organisation internationale, il conclut que « le nouvel ordre juridique mondial ne trouve pas son origine dans un besoin de paix passager des Etats. Préparé par une longue évolution économique et culturelle, ce nouvel ordre juridique mondial est solidement ancré dans des besoins *permanents* de l'humanité. Le droit international public ne consiste par conséquent pas d'idées juridiques abstraites, mais il constitue l'*ordre concret* d'une communauté déterminée, construite sur une base sociologique qui devient de plus en plus dense²⁵ ».

Beaucoup d'autres auteurs mériteraient d'être cités ici qui tous, malgré des différences terminologiques et même doctrinales, basent leurs théories sur l'existence d'une société internationale de fait. Celle-ci est la preuve de l'unité fondamentale du genre humain, ce postulat théologique dont la vérité a été confirmée par l'évolution de l'histoire²⁶. Alejandro Alvarez constate que « l'ancienne *communauté internationale* » se fondait sur « le régime dit individualiste », tandis que la « *société internationale* » d'aujourd'hui se base sur « le régime dit d'interdépendance sociale²⁷ ». Marcel Sibert écrit que « le fondement du droit international réside, sans doute possible, dans le fait inéluctable qu'une communauté existe entre les Etats qui ont dépassé un certain degré de civilisation²⁸ ».

Chez M. Delos, nous trouvons une analyse de la notion « société internationale de fait ». « La société internationale de fait en voie de se construire, écrit-il, est tout autre chose qu'une pure société d'Etats personnes morales; et ce serait se méprendre sur la tâche qui incombe au droit international que de la faire consister tout entière dans la réglementation juridique des rapports des Etats entre eux... Le Droit international consacre par un ordre de légalité internationale des situations de droit plus profondes et plus primitives. L'ordre formaliste et positif qu'il cherche à instaurer a pour base les réciproques situations juridiques prépositives des éléments de fait de la société internationale²⁹ ». Cette « société internationale de fait » a pour « élément typique... l'institution internationale » dont

24. *Völkerrecht*, p. 3, éd. Springer, Wien, 1959. C'est nous qui traduisons.
25. *Ibid.*, p. 11.

26. Cf. VERZIJL, cité par B.V.A. Röling, *op. cit.* p. 13.

27. *Le droit international nouveau*, p. 103-104, éd. Pedone, Paris, 1960.

28. *Traité de droit international public*, t. I, p. 3, éd. Dalloz, Paris, 1951.

29. *La Société internationale et les principes du droit public*, p. 95-96, éd. Pedone, Paris, 1950.

le développement « constitue l'un des faits nouveaux de l'époque contemporaine ». Mais la « société internationale de fait » comprend aussi, outre les institutions internationales, ce que M. Delos appelle, d'un terme quelque peu compliqué, des « faits de groupement institutionnel » dont la caractéristique est d'être « antérieurs à la naissance de l'institution proprement dite³⁰ ». Ces « faits de groupements » sont autant de « manifestations de solidarité internationale »; ils sont « institutionnels » puisqu'ils s'organisent autour d'« un centre objectif d'intérêts », autour d'une *idée* économique, politique, morale, etc.

Cette virtualité institutionnelle n'est pas nécessairement propre à ce qu'on appelle d'habitude les « relations internationales ». Il y a aussi cette différence que, dans la théorie de M. Delos, les Etats peuvent faire partie de ces « faits de groupement ». Mais si ces manifestations de solidarité, selon M. Delos, « donnent sa structure interne à la société internationale de fait³¹ », on peut en dire autant des relations internationales. Nous avons d'ailleurs vu que Georges Scelle le dit expressément. Les relations internationales sont la preuve tangible de l'unité et de la solidarité fondamentales du genre humain. Il n'est peut-être pas sans intérêt de mentionner ici encore que certains auteurs emploient l'adjectif « transnational » pour caractériser les rapports entre des individus appartenant à des Etats différents. Le terme est particulièrement bien choisi. En effet, ces relations transcendent les frontières nationales; il est donc moins exact de les appeler internationales. Ainsi, Raymond Aron introduit le terme de « société transnationale ». Celle-ci, dit-il, « se manifeste par les échanges commerciaux, les migrations de personnes, les croyances communes, les organisations qui passent par-dessus les frontières, enfin les cérémonies ou compétitions ouvertes aux membres de toutes ces unités. La société transnationale est d'autant plus vivante que la liberté des échanges, migrations ou communications est plus grande, que les croyances communes sont plus fortes, que les organisations non nationales sont plus nombreuses, que les cérémonies collectives sont plus solennelles³² ».

Si nous avons tenu à insister assez longuement sur ces questions élémentaires, c'était pour bien faire ressortir qu'il y a un point d'une extrême importance sur lequel tous ces auteurs différents que nous avons cités sont d'accord : à savoir que le monde contemporain est devenu une seule et vaste société. Et il ne s'agit pas ici d'une affirmation ou d'une simple hypothèse mais de la constatation d'un *fait*. Grâce au développement des moyens de communication, le monde contemporain est devenu une unité de fait. Une même civilisation technique est devenue la possession commune de l'humanité tout

30. *Op. cit.*, p. 96 et suiv.

31. *Op. cit.*, p. 100.

32. *Op. cit.*, p. 113. Cf. Philip C. JESSUP, *Transnational law*, éd. Yale University Press, New Haven, 1956.

entière. Toutes les nations du globe, qu'elles le veuillent ou non, sont devenues interdépendantes. On ne saurait le répéter suffisamment : cette situation est d'une nouveauté révolutionnaire. Sous les yeux des générations qui vivent en ce milieu du *xx^e* siècle, le monde change de dimensions, et c'est pour entrer dans la dernière phase d'une évolution historique. Que nous le voulions ou non, il n'y a plus de retour. Désormais, notre sort est lié à celui de tous les autres peuples de la terre. « L'histoire dans laquelle nous entrons, écrit Raymond Aron, et qui durera aussi longtemps qu'une catastrophe naturelle ou militaire n'aura pas supprimé les acquêts de la science et de la technique et ramené l'humanité au stade agricole et artisanal, sera *universelle*... Elle englobera l'ensemble de l'espèce humaine³³ ». Mais cela signifie que le postulat de l'organisation du monde a cessé d'être uniquement un rêve humanitaire ou un idéal d'origine religieuse qu'on est libre de partager ou de rejeter. Il est devenu, en plus, une nécessité absolue exigée par les faits.

Or, le monde contemporain se caractérise précisément par ce qu'on peut appeler un divorce entre ces faits et le droit. M. Röling ne dit certainement pas trop lorsqu'il observe qu'il y a comme une « unbearable tension between what the facts demand and what the spirit admits³⁴ ». C'est constater tout l'abîme qui existe entre l'*idée* d'organisation internationale et sa *réalisation* effective. Un écart trop sensible s'est produit entre l'histoire de l'idée et celle des institutions internationales existantes. La première, en majeure partie, reste toujours cantonnée dans le domaine de la théorie politique ; la deuxième, c'est l'histoire d'un droit international dont la caractéristique principale demeure le sous-développement. Car s'il est incontestable que le droit international a fait des progrès pendant ces dernières décades, ceux-ci ont peu de signification à côté des progrès foudroyants de la technique.

On reproche parfois aux théories de faire abstraction des réalités. Ces critiques contiennent souvent un fond de vérité et elles méritent toujours d'être méditées avec le plus grand sérieux. Et pourtant, il n'est pas difficile de retourner contre les critiques leurs propres arguments. Peut-on vraiment dire, par exemple, que la théorie, en matière d'organisation internationale, est tellement plus « chimérique » que la pratique ? S'il est dans la nature de la théorie politique d'être audacieuse et de prendre une avance plus ou moins considérable sur le droit positif, la pratique, elle — et surtout la pratique internationale —, a toujours tendance à laisser le droit positif en retard par rapport aux situations qu'il est supposé de régler. Il est normal et même inévitable qu'un certain laps de temps s'écoule avant que les idées nouvelles concernant une société qui elle-même est en permanent mouvement, ne parviennent à leur incarnation

33. *Op cit.*, p. 741.

34. *Op cit.*, p. VII-VIII.

juridique; nous l'avons vu plus haut en traitant du droit naturel. Mais en ce qui concerne la société internationale, ce retard est devenu tellement important que les théoriciens auront raison de faire valoir que les « réalités » qu'on leur oppose, c'est-à-dire les structures politiques et juridiques existantes et même le « rapport des forces », n'ont plus beaucoup en commun avec certains faits essentiels de notre époque : celui, par exemple, de la solidarité, ne fût-ce que celle dans la peur, de toutes les nations du globe.

Il faut bien le reconnaître : la théorie est toujours allée de pair, dans son évolution, avec les changements qui intervenaient dans le monde des faits. Tenant compte des transformations provoquées par l'immense progrès technique, elle n'a jamais manqué de répondre à chaque situation nouvelle qui s'est produite. Dans ce sens, on peut dire que la théorie apparaît comme plus réaliste que la pratique. Car c'est bien là le phénomène que nous avons constaté : toutes les théories qui ont été mentionnées dans les pages précédentes font appel à des données de fait irréfutables. La pratique, par contre, persiste généralement à invoquer des concepts *théoriques* que les faits ne justifient plus : l'idée, par exemple, d'une souveraineté illimitée et absolue de l'Etat national individualiste.

Ici encore, il ne faut pas perdre de vue ni les proportions ni les nuances. M. de Visscher a parfaitement raison de rappeler, à ce sujet, que la souveraineté nationale constitue toujours une réalité du premier ordre. De cette manière nuancée qui est la sienne, il invite les théoriciens à ne pas croire que « l'abandon d'une conception doctrinale » équivaut à « un progrès décisif de l'esprit communautaire »³⁵. Ce sont des considérations de cette sorte qui font que l'auteur n'ose pas répondre affirmativement à la question de savoir s'il existe une « communauté internationale ». Mais il est significatif qu'il termine le chapitre en question en reconnaissant pleinement que l'idée d'organisation internationale représente une « force » qui, elle au moins, est une « réalité » puissante : « L'idée d'une communauté internationale appartient à ces grandes intuitions, à ces « idées civilisatrices », qui, pour être lents dans leur action et sujettes à des éclipses, n'en constituent pas moins des forces positives, génératrices des transformations politiques et sociales. Le réaliste le plus intransigeant ne peut récuser leur réalité ou leur puissance »³⁶.

En parlant des « grandes intuitions » et des « idées civilisatrices », l'auteur se réfère à Maurice Hauriou. C'est le grand mérite de ce savant français d'avoir donné une explication pénétrante de l'ensemble des phénomènes qui nous intéressent ici. Rares sont les auteurs modernes traitant de ces problèmes qui ne lui sont pas redevables. Nous pensons ici en premier lieu à sa « Théorie de l'Institution » dont on peut dire qu'elle a mis la pensée juridique et sociologique sur des voies nouvelles. « L'institution, écrit M. Delos,

35. *Op. cit.*, p. 121, 131.

36. *Op. cit.*, p. 130.

en faisant allusion à Hauriou, tient aujourd'hui une grande place dans les préoccupations des juristes, surtout des juristes sociologues. C'est une notion vieille comme le monde, mais qui semble moderne et neuve parce qu'elle répond aux questions nouvelles que la pensée juridique se pose aujourd'hui avec plus d'acuité, en face des transformations de la société et de l'intensification de la vie sociale³⁷ ».

La « Théorie de l'Institution » ne traite pas spécialement de la société internationale. Elle concerne les problèmes de l'organisation sociale et de la genèse du droit en général. Mais nulle part elle ne s'avère plus fertile et plus riche que lorsqu'on l'applique aux problèmes d'une société internationale qui est en pleine gestation. Comme toute théorie, elle nous offre d'abord un instrument pour connaître et comprendre la réalité qui nous entoure. Mais connaître signifie dominer, et c'est ainsi qu'elle ouvre des perspectives qui pourront nous aider à surmonter les contradictions qui se manifestent dans la société internationale d'aujourd'hui.

La « Théorie de l'Institution » se laisse résumer, à la rigueur, en peu de mots, car elle est d'une grande lucidité. Mais ses éléments constitutifs, à leur tour, contiennent chacun toute une théorie. Aussi la « Théorie de l'Institution » proprement dite n'est qu'une partie relativement petite d'une œuvre extrêmement vaste et variée.

En fin de compte, cependant, toute cette œuvre apparaît comme groupée autour de l'institution, dans ce sens que ses recherches antérieures ont progressivement conduit Hauriou à formuler la « Théorie de l'Institution » et que dans ses travaux ultérieurs il la développe toujours plus³⁸. Mais ce faisant, il rejette méthodiquement tout *a priori*. « J'ai le grand souci, écrit-il, que les théories ne dépassent jamais les faits : elles ne doivent pas être la manifestation d'un système philosophique ou social, mais seulement l'organisation de réalités positives³⁹ ». C'est pourquoi il a pu se qualifier de « positiviste⁴⁰ ».

On peut donc dire que la « Théorie de l'Institution » est comme une synthèse qui contient tout un ensemble de théories juridiques, sociales, philosophiques et même historiques. Qu'un seul homme ait su creuser tant de matières dans son œuvre nous montre, comme on le reconnaît d'ailleurs généralement, qu'il avait quelque chose du

37 *Op cit*, p 79-80.

38 Dans la deuxième édition de son *Precis de droit constitutionnel* (ed Sirey, Paris, 1929), Hauriou dit que ses *Principes de droit public*, édition de 1910 et édition de 1916, « ont été des travaux d'approche pour la théorie institutionnelle de l'Etat ».

39 *Revue trimestrielle de droit civil*, 1903, t II, p 560-561, cite par J A SCHULTEENS, *De leer over de « Institution » bij M Hauriou*, p 245, éd Centrale Drukkerij, Nijmegen, 1945

40 Preface de la deuxième édition des *Principes de droit public*, Paris, 1916

génie⁴¹. Ses idées nous intéressent d'autant plus que Pie XII y a emprunté beaucoup⁴².

La pensée de Maurice Hauriou se caractérise par le rôle essentiel qu'elle attribue à « l'Idée ». « L'Idée » y est toujours au centre ; on peut dire qu'elle est le principe fondamental de toute sa théorie. « L'élément le plus important de toute institution corporative, écrit-il, est celui de l'idée de l'œuvre à réaliser dans un groupement social ou au profit de ce groupement. Tout corps constitué est pour la réalisation d'une œuvre ou d'une entreprise⁴³ ».

Une institution est donc une idée qui s'est réalisée. Elle est une idée qui a pris corps, qui a été « incorporée » comme Hauriou le dit d'habitude. Voici la définition qu'il donne dans son *Précis de droit constitutionnel* de 1923 : « Une institution sociale consiste essentiellement en une idée objective transformée en une œuvre sociale par un fondateur, idée qui, ensuite, recrute des adhérents en nombre indéterminé dans le milieu social et assujettit ainsi à son service des volontés subjectives indéfiniment renouvelées⁴⁴ ».

Incorporée dans une institution — « transformée en œuvre sociale » dit la définition qui date de 1923 — par le ou les fondateurs, c'est-à-dire par les détenteurs du pouvoir, l'idée va acquérir de la durée. Car ce qui caractérise les institutions, c'est précisément qu'elles sont durables et qu'elles sont soustraites aux caprices d'une ou plusieurs volontés subjectives déterminées ; ici il devient clair déjà — nous y reviendrons — que la conception institutionnelle du droit s'oppose aux conceptions subjectivistes ou volontaristes selon lesquelles la seule volonté du législateur ou du pouvoir crée le droit et dont les effets néfastes se sont surtout manifestés dans le domaine du droit international⁴⁵.

Or, cette durée de l'institution, qui n'est autre que celle de « l'idée de l'œuvre à réaliser », sera le fait de l'adhésion massive du milieu social. Selon Hauriou, en effet, les idées, lorsqu'elles sont bonnes et raisonnables, sont dotées d'une force d'attraction. Elles

41 Cf les hommages à Hauriou que cite Schellekens, voir p 1-7, 247

42 C'est ce que semble confirmer M Guido GONELLA dans son livre *Presupposti di un ordine internazionale* Paru en 1942, cet ouvrage est considéré comme un commentaire de valeur peu commune de la pensée politique de Pie XII. Le livre est le recueil d'une série d'articles, publiés dans l'*Osservatore Romano* dont M. Gonella était alors rédacteur, sur les trois premiers messages de Noël du pape. Or, on prétend que ces commentaires ont été inspirés par Pie XII personnellement. Pour ce qui est du rapport entre les idées de Pie XII et celles de Hauriou, voir p 325 et 330 de l'édition néerlandaise, *Grondslagen voor een nieuwe internationale orde*, ed. Gooi & Sticht, Hilversum, 1947. Cf également William H ROBERTS, *Le bien commun politique international*, p 195, dans *Justice dans le monde*, décembre 1960, et Paul Duclos, *Le Vatican et la seconde guerre mondiale*, p 68 ss, ed Pedone, Paris, 1955.

43 *Theorie de l'Institution et de la Fondation*, p 12 ss, *Cahiers de la Nouvelle Journée*, 1925, ed Bloud et Gav, Paris.

44 *Précis de droit constitutionnel*, p 76, ed Sirey, Paris, 1923.

45 Voir ci dessus, Partie II, chapitre 2.

portent en elles « un certain programme d'action ⁴⁶ ». C'est ainsi que, tout d'abord, elles attirent « les élites » : l'élite de ce qu'il appelle les « inventeurs » ou les « trouveurs » d'idées, et celle des « réalisateurs », c'est-à-dire les détenteurs du pouvoir qui sont appelés à fonder les institutions. Mais dans un deuxième stade elles rallieront autour d'elles « la masse », et c'est ce recrutement d' « adhérents en nombre indéterminé » qui assurera la durée des institutions.

Dans l'édition du *Précis de droit constitutionnel* de 1929, Hauriou a particulièrement mis en lumière l'aspect de la durée. Il y donne une définition de « l'organisation sociale instituée, qui est en même temps l'institution incorporée ». Voici ce qu'il écrit : « Une organisation sociale devient durable, c'est-à-dire conserve sa forme spécifique, malgré le renouvellement continu de la matière humaine qu'elle contient, lorsqu'elle est instituée, c'est-à-dire lorsque, d'une part, l'idée directrice, qui est en elle dès le moment de sa fondation, a pu se subordonner le pouvoir du gouvernement, grâce à des équilibres d'organes et de pouvoir, et lorsque, d'autre part, ce système d'idées et d'équilibres de pouvoirs a été consacré, dans sa forme, par le consentement des membres de l'institution aussi bien que du milieu social. En somme, la forme de l'institution, qui est son élément durable, consiste en un système d'équilibres de pouvoirs et de consentements construit autour d'une idée ⁴⁷ ». Autrement dit, ce qui confère à l'institution son caractère durable et objectif, c'est le fait que les dirigeants aussi bien que le grand public se sont subordonnés à l'idée qui est la raison d'être de l'institution. Ainsi, les institutions peuvent ouvrir des périodes d'évolution tranquille et progressive.

On aura remarqué que Maurice Hauriou, pour expliquer les phénomènes de l'institution et de l'organisation sociale, fait appel, à la fois, à des facteurs subjectifs et objectifs. Nous touchons ici à un autre aspect important de sa théorie. Pour lui, en effet, l'institution n'est pas seulement une réalité objective donnée; elle est une idée objective qui a été *réalisée*. Elle a été réalisée, notamment, par les volontés subjectives des dirigeants, et elle a été rendue durable par l'adhésion, encore, de volontés subjectives « en nombre indéterminé ». Les idées objectives, par leur force d'attraction, font donc appel au concours de la volonté libre des hommes. Autrement dit, Hauriou reconnaît pleinement qu'il y a des réalités sociales objectives qui échappent à la volonté subjective et qui exercent une influence sur l'homme; mais il reconnaît aussi la liberté de la volonté humaine. Il rejette donc les conceptions déterministes selon lesquelles l'ordre dans la société ne serait le produit que d'une loi de nécessité immanente. Pour Hauriou, en définitive, c'est l'homme qui crée son histoire.

46. Cf Maurice Hauriou, *Aux sources du droit*, p. 98-99, cité par Schelkens, p. 78, note 64.

47. *Op. cit.* p. 73.

« Il y a, en effet, écrit-il, deux conceptions possibles du monde : ou bien que tout y est enchaîné par des causes déterminantes, qu'il n'y a aucune finalité et par suite que, s'il s'y révèle un ordre, celui-ci est amoral, c'est la conception mécaniste; ou bien que tout n'est pas enchaîné par des causes strictement déterminantes, que les lois de la nature sont affectées d'une certaine contingence, qu'il peut s'y mêler de la finalité et, par suite, que s'il se révèle dans la nature un certain ordre, celui-ci peut avoir été voulu, au moins en partie, et qu'il est le résultat d'un choix entre le bien et le mal ; c'est la conception finaliste qui réserve une part à la liberté et, même, qui voit dans chacun des éléments du monde, non seulement dans l'homme, mais jusque dans l'atome, un certain « degré de liberté ». C'est évidemment la seconde conception qui se rapproche le plus de celle des juristes et elle nous conduit à la notion d'un ordre juridique des choses, qui sans doute peut être déterminé en partie par des antécédents échappant à l'action de la volonté, mais en partie aussi par la volonté et par des préoccupations morales ⁴⁸ ».

Par cette prise de position, Hauriou s'oppose donc, d'une part, au subjectivisme individualiste d'un Jean-Jacques Rousseau et, d'autre part, aux théories objectivistes dont Emile Durkheim fut le représentant le plus éminent. Hauriou a dit lui-même que sa théorie montre « une voie moyenne » entre deux extrêmes. De toute façon, ce pluralisme est le trait le plus caractéristique de sa pensée. C'est aussi ce qui rend cette pensée tellement nuancée — et tellement attirante, car l'esprit se contente difficilement d'explications monistes ; la réalité n'obéit pas aux tentatives d'expliquer tout en fonction d'un même principe.

Laissons encore la parole à Hauriou. « Les institutions, c'est le massif central de l'objectivité ; mais, en l'étudiant de près, nous découvrirons que les croyances et les volontés subjectives des individus ont contribué à sa formation et qu'en somme les institutions elles-mêmes sont faites d'éléments subjectifs cristallisés autour d'idées objectives... L'individualisme subjectif crée de la vie sociale, mais il ne crée pas de l'ordre à lui seul... Même les organisations fondées sur le pouvoir sont instables si elles sont *imperio continentia*, car le pouvoir est capricieux, il défait le lendemain ce qu'il avait fait la veille et puis le pouvoir de l'homme est viager. Pour que l'ordre se constitue, pour que la matière sociale se solidifie et que ses arrangements acquièrent de la durée, il faut l'intervention d'un nouvel élément qui, lui, soit objectif et qui s'insinue dans les relations. Cet élément, nous l'avons annoncé déjà bien des fois, sera l'idée. L'idée est objective, bien qu'elle s'introduise dans la société par l'intermédiaire de consciences humaines, parce qu'elle a pénétré dans ces consciences comme venant du dehors, parce que, d'ailleurs, elle

48. *Principes de droit public*, 1916, p. 7-9.

les dépasse et qu'elle a son existence propre dans le monde de l'intelligible ⁴⁹ ».

C'est ce caractère objectif de l'idée sur lequel Hauriou insiste tant, qui a permis à M. Delos de tirer la conclusion que l'affirmation du doyen de Toulouse équivaut à dire que les institutions ont un fondement de droit naturel. Nous y reviendrons plus tard.

Dans le cadre de cet aperçu très sommaire de la pensée de Maurice Hauriou, il convient de dire encore un mot sur sa conception de l'histoire à laquelle nous avons déjà fait allusion. Les grandes idées, selon lui, ont *besoin* de l'histoire. « Ceci veut dire, écrit M. Schellekens, que certaines idées ne manifestent leur richesse qu'au fur et à mesure que le temps s'écoule. Leur sens ne se manifeste pleinement qu'à travers les événements dans le temps. Autrement dit, elles ont besoin de la durée de l'histoire afin de pouvoir révéler leur richesse. C'est pour cette raison qu'il importe que de telles idées puissent durer, notamment dans le milieu social où l'histoire s'accomplit. Sans cette durée, en effet, l'idée ne pourra déployer ses virtualités ⁵⁰ ». Hauriou mentionne qu'il a emprunté cette conception à Proudhon : « Une grande idée, quelle qu'elle soit, outre un premier sens, contient en réserve des virtualités que l'écoulement du temps et les événements se chargent de révéler. Ce qui était implicite s'est explicité, de même que le bourgeon de l'arbre s'explique en feuilles. C'est l'histoire-révélation que Proudhon opposait à l'évolutionnisme, et c'est aussi la doctrine de Newman sur le développement du dogme ⁵¹ ».

Ailleurs, Hauriou témoigne de façon plus directe encore de ce que nous avons appelé sa conception « optimiste » du déroulement de l'histoire : « Quand on réfléchit à la force de cette tradition millénaire sur laquelle reposent les postulats de l'ordre individualiste ⁵², à la mentalité qu'elle a dû créer, et qui s'accorde d'ailleurs avec la vérité objective..., on sent l'impossibilité qu'il y a à ce que le cours de la civilisation soit jamais modifié d'une façon sensible ; on est moins ému par des systèmes subversifs et par les nuées des périodes troublées, on devient assuré que l'humanité reprendra toujours son chemin ⁵³ ». Et dans la préface du même ouvrage il écrit : « Il est arrivé bien des fois qu'après avoir créé une institution pour se protéger contre les excès d'un pouvoir politique, on a dû se protéger ensuite contre les excès de l'institution. Il a fallu du temps, de la patience, du courage et de grandes illuminations d'idées, mais, peu à peu, l'édifice social et politique s'est élevé et consolidé. Ce qui a assuré le succès final, c'est cette réalité consolante et sans laquelle

49 *Precis de droit constitutionnel*, ed de 1923, p 74

50 *Op cit*, p 47, c'est nous qui traduisons

51 *Precis de droit constitutionnel*, 1929, p 65

52 Il est sans doute superflu de préciser que Hauriou entend par là un ordre qui pose au premier plan l'être humain avec sa liberté

53 *Precis de droit constitutionnel* 1923, p 23, note 2

il n'y aurait rien, à savoir que le bien est plus cohérent que le mal, le mal est nombreux, mais le bien est cohérent⁵⁴ ».

Telles sont, très sommairement, les grandes lignes de la pensée de Maurice Hauriou. Nous ne pouvons toutefois pas terminer cet exposé de ses idées sans revenir sur un point qui apparaît sans doute comme un détail en regard de l'ensemble de sa théorie, mais qui est d'une grande importance pour le problème de l'organisation de la société internationale qui nous intéresse ici en particulier. Il s'agit du rôle que Hauriou attribue à ce qu'il appelle « la masse » — nous dirions plutôt le grand public.

Ce n'est pas le moindre mérite de Maurice Hauriou d'avoir démontré qu'une opinion publique n'est pas seulement une chose souhaitable pour les institutions, mais une condition *sine qua non* pour leur durée, on peut donc dire pour leur existence. Car il ressort de sa théorie que les institutions ne peuvent vivre et s'épanouir sans l'appui d'une opinion publique. Sur un point, cependant, cette théorie a été démentie par des faits qui sont particulièrement évidents dans la société internationale. Pour Maurice Hauriou, en effet, l'adhésion du public à « l'idée de l'œuvre à réaliser » ne se produit que lorsque l'incorporation de cette idée dans une institution est achevée, ou quasiment achevée. Les textes qui ont été cités plus haut sont clairs. « Une institution, écrit-il en 1923, ... consiste ... en une idée objective transformée en une œuvre sociale par un fondateur, idée qui, ENSUITE, recrute des adhérents en nombre indéterminé... » Le *Précis de droit constitutionnel* de 1929 n'apporte aucune modification à ce sujet. Hauriou y décrit les quatre phases principales de la genèse des institutions. La première phase se caractérise par « le rôle du centre directeur ou fondateur » qui consiste à « implanter une idée dans le milieu social »; et ce n'est que dans la quatrième phase que « enfin, à mesure que l'organisation se complète et se perfectionne..., elle devient l'objet d'un assentiment, non seulement des hommes qu'elle englobe, mais de ceux qui se trouvent dans le milieu social⁵⁵ ».

L'apparition d'une opinion publique, si nous comprenons bien la pensée de Hauriou, est donc l'élément typique du dernier stade de ce processus qu'il appelle « l'incorporation » de l'institution, sinon du premier stade de ce qu'il appelle « la personnification » de l'institution, c'est-à-dire son achèvement⁵⁶. Or, en ce qui concerne la société internationale contemporaine, cette description s'avère être fausse. En effet, nous constatons que des courants d'opinion, favorables à l'idée d'organisation internationale se manifestent depuis plus d'un siècle, tandis que la réalisation de cette idée n'en est toujours qu'à ses débuts. Ces courants d'opinion n'ont sans doute pas toujours eu la même force dans tous les pays des cinq continents ; mais en ce

54. P. vi.

55. P. 72-73.

56. Les analyses de M. Schellekens confirment cette interprétation; voir p. 91 et suiv. de son ouvrage et notamment p. 106.

qui concerne l'Europe et les Etats-Unis, chacun peut aujourd'hui constater qu'il s'y est opérée, au moins, une prise de conscience du fait que le monde est devenu si « petit » qu'une certaine mesure d'organisation internationale, non seulement régionale mais aussi mondiale, est désormais nécessaire pour sauvegarder la paix.

On pourrait peut-être objecter que cette « idée d'organisation internationale » à laquelle nous nous référons n'est que bien vague et bien abstraite⁵⁷, tandis que Maurice Hauriou, lui, entend par son « idée d'œuvre » ou « idée d'entreprise » quelque chose de beaucoup plus concret et beaucoup plus précis, comportant, selon ses propres termes, « un élément de plan d'action et d'organisation en vue de l'action⁵⁸ ». Mais à cette objection, qui n'est pourtant pas tout à fait sans justification, nous pouvons répondre par un exemple historique précis : celui du Congrès de La Haye. Lorsqu'en mai 1948 les fédéralistes européens se réunirent pour la première fois en cette ville, ils ont réclamé, dans une de leurs résolutions finales, la création d'un « Conseil de l'Europe ». Or, une adhésion massive et enthousiasmée du public européen s'est produite instantanément. Autrement dit, c'est dès une année avant son « incorporation », que l'institution du Conseil de l'Europe a joui de l'appui fervent de « volontés subjectives en nombre indéterminé » ; car ce n'est que le 5 mai 1949 que les Gouvernements ont signé, à Londres, le statut qui devait donner naissance à cette première institution politique européenne.

Bien sûr, Maurice Hauriou a parfaitement raison lorsqu'il souligne que seules « les élites », et non « la masse », sont capables de présider à la naissance des institutions. Selon sa théorie, c'est l'« élite des inventeurs » qui « trouve » l'idée ; et c'est l'« élite du pouvoir » qui la « fonde » et la « réalise ». Il a encore raison lorsqu'il rejette les thèses de Durkheim selon lesquelles c'est le milieu social qui fait les institutions sociales. « Le milieu social, écrit Hauriou, n'est pas le facteur déterminant de l'institution, il n'est qu'un facteur auxiliaire, les facteurs déterminants sont l'idée objective et le pouvoir du fondateur ; le milieu social a pu éprouver le besoin de l'institution, il peut, une fois qu'elle est fondée, lui fournir des adhérents, il était incapable de la fonder, ni, d'ailleurs, de fournir l'idée ; le milieu social n'est pas une conscience collective, il est simplement un public dans

57. Les sondages d'opinion prouvent que le public est vite prêt à dire oui à des idées qui concernent un principe général raisonnable ; mais il devient immédiatement très circonspect lorsqu'il s'agit d'applications concrètes. Voir à ce sujet mon article *L'Europe sans opinion ?* dans *Internationale Spectator*, n° 13, 1959, La Haye, également publié par l'Institute of Political Science de Princeton (New Jersey) sous le titre *Is there no European opinion ?*, in *PROD-Translations*, déc. 1959. Autrement dit, il convient de ne pas se faire trop d'illusions même si dans un sondage mondial hypothétique, les citoyens de tous les pays devaient se prononcer en forte majorité pour la création par exemple, d'une « union fraternelle de tous les pays ». Plus les formules sont vagues et font appel aux sentiments, plus il devient probable qu'elles seront approuvées.

58. *Aux sources du droit*, p. 98-99, cité par Schellekens, p. 78, note 64.

lequel l'idée de l'institution peut recruter des adhérents en nombre indéterminé ⁵⁹ ».

L'exemple mentionné tout à l'heure n'y fait pas exception dans ce sens que c'est bien une élite — les fédéralistes européens réunis à La Haye — qui a « inventé » l'« idée d'œuvre » ou l'« idée d'entreprise » du Conseil de l'Europe, impliquant un « plan d'action » et un « plan d'organisation » ; il est vrai aussi que l'intervention de l'« élite du pouvoir » — les Gouvernements européens — a été nécessaire pour « fonder » et « réaliser » l'Institution qu'est le Conseil de l'Europe. Mais il reste ce fait que l'adhésion du public a été antérieure à la création effective de l'institution. Bien avant d'être devenue une réalité existante, cette institution a déjà vécu dans les esprits et les cœurs d'« adhérents en nombre indéterminé ». C'est là un phénomène d'une très grande importance et qui est en contradiction avec la théorie de Maurice Hauriou.

Et il ne s'agit pas ici d'un cas absolument exceptionnel. On peut facilement imaginer que d'autres institutions internationales, tant régionales que mondiales, verront encore le jour dans des circonstances semblables, c'est-à-dire sous la pression d'une opinion publique. Cela nous semble même assez probable. Mais laissons les hypothèses concernant une problématique société internationale pour nous retourner vers les faits, et notamment ceux qui se manifestent dans ces institutions hautement développées que sont les Etats nationaux. Ici les exemples abondent. Que dire, en effet, de tous ces « jeunes » Etats qui ne se sont constitués qu'à la suite d'une lutte ou guerre dite « de libération » à laquelle, dès le début, toute la nation a participé ? Ce qui a caractérisé la naissance de ces institutions, c'est précisément le fait qu'une opinion publique enthousiasmée s'est manifestée dès la conception de l'idée, et bien avant sa réalisation définitive. Et en ce qui concerne les Etats traditionnels, il y a ce fait que des décisions très importantes sont parfois prises en fonction de l'opinion publique. Tout le monde sait que de nos jours les Gouvernements ont de plus en plus recours à des sondages d'opinion avant des décisions majeures.

Il faut cependant reconnaître que l'apparition massive sur la scène politique d'une opinion publique active et aux forces parfois redoutables, est un phénomène assez récent. Elle aussi est un produit de cette évolution progressive de notre civilisation et de l'histoire en laquelle Maurice Hauriou croyait avec tant d'ardeur et qu'il a décrite si magistralement. Il est sans doute vrai aussi que Hauriou — esprit pourtant extrêmement ouvert, très attentif notamment aux développements dans la société internationale — était peut-être malgré lui un peu prisonnier de l'image traditionnelle de l'Etat national selon le modèle européen. Comme exemple le plus parfait d'une institution, il a dû penser surtout à tous ces Etats de notre

59. *Précis de droit constitutionnel*, 1923, p. 78.

continent qui se sont constitués au cours d'un processus qui s'échelonne sur plusieurs siècles. Il est exact que ces institutions-là sont l'œuvre exclusive des élites et qu'une opinion publique n'est venue que longtemps après leur réalisation. Or, depuis la mort du doyen de Toulouse nous avons vu la naissance de toutes ces nouvelles institutions politiques, tant sur le plan national qu'international, qui se distinguent des institutions traditionnelles par l'extrême rapidité avec laquelle elles se sont constituées. Car il y a ce phénomène que la technique des communications moderne n'a non seulement affecté l'espace historique ; elle a également affecté le temps. L'histoire, surtout depuis quelques décades, s'est infiniment accélérée.

Maurice Hauriou n'a donc pas prévu ces développements importants auxquels nous assistons aujourd'hui. Mais le véritable problème n'est pas là ; on ne demande pas aux théoriciens du droit et de la sociologie qu'ils nous prédisent l'avenir. Il ne suffit pas non plus de conclure que Hauriou aurait commis ici une simple erreur d'appréciation dans l'ordre du temps — de *timing* comme le disent les Anglais —, dans ce sens qu'il aurait dû situer l'intervention, au moins virtuelle, de l'opinion publique à un moment antérieur dans le processus de la genèse des institutions. Le vrai problème résulte de ce que Hauriou, peut-être dans un réflexe d'agressivité ou de défense contre les théories de Léon Duguit et d'Emile Durkheim, attribue à « la masse » un rôle beaucoup trop secondaire et passif. Selon Duguit, en effet, c'est « la masse des consciences » qui trouve le droit et qui en est la source. De là, il conclut à la soumission du pouvoir à l'empire du droit⁶⁰. Or, pour Maurice Hauriou, le droit est une création du pouvoir. « Nulle part, écrit-il, le droit ne règne sans le secours du pouvoir, pas plus en droit public qu'en droit privé, pas plus en matière nationale qu'internationale. Toujours et partout, quand une règle de droit s'impose à un pouvoir, c'est qu'elle lui est imposée par un autre pouvoir. La grande utilité de la séparation des pouvoirs, c'est que, grâce à elle, il y a toujours quelque pouvoir embusqué derrière une règle de droit pour arrêter un autre pouvoir en le forçant d'observer la règle⁶¹ »

Considérée en elle-même, cette théorie du pouvoir nous semble exacte. De toute façon, elle a le mérite d'être réaliste, tous les observateurs des affaires internationales devront le reconnaître. En ce qui nous concerne, nous sommes parfaitement d'accord avec Maurice Hauriou lorsqu'il écrit : « Il faut se défier des affirmations qui se cachent derrière des expressions comme l'« empire du droit », le « règne de la loi », la « soumission de l'Etat au droit », le « gouvernement des lois » ou le « gouvernement du droit », etc. Ce sont des hyperboles⁶² ». Plus loin, nous aurons l'occasion de revenir sur ce point.

60. Cf. *Précis de droit constitutionnel* 1923, p. 252 et suiv.

61. *Précis de droit constitutionnel*, 1923, p. 253.

62. *Ibid.*

Mais il reste que Hauriou, pour fonder cette théorie, justifiée en elle-même, a beaucoup trop accentué le rôle du pouvoir public ou gouvernemental, au détriment du rôle du pouvoir de la masse des citoyens. Le texte suivant est clair :

« A diverses reprises, nous avons affirmé que les règles du droit positif n'émanent pas du milieu social, mais qu'elles sont une création du pouvoir ; le moment est venu de fournir quelques développements sur ce point. Notre pensée, que nous croyons conforme à la théorie classique, est que toute règle de droit, ainsi d'ailleurs que toute institution sociale, est le résultat d'une opération de fondation qui se décompose en deux moments : Premier moment, un pouvoir doué d'autonomie fonde la règle de droit ou l'institution, c'est-à-dire qu'il formule la règle comme une déclaration de volonté ou qu'il déclare l'institution créée ; deuxième moment, le milieu social, au sein duquel cette déclaration de volonté a été faite, s'y soumet ou ne s'y soumet pas. Si le milieu social ne se soumet pas à la décision du pouvoir, la règle de droit ne s'établit pas définitivement ; ce n'est pas que, provisoirement, elle ne soit pas obligatoire, en vertu de la seule décision du pouvoir, surtout si elle bénéficie de la présomption de justice qui accompagne toutes les décisions du pouvoir de droit ; mais il se peut que, dans la lutte qui s'engage entre elle et le milieu social, elle soit vaincue, et que, pour assurer la paix, le pouvoir soit obligé de la retirer.

» Si, au contraire, le milieu social finit par se soumettre à la décision du pouvoir, alors l'opération de fondation est complète et la règle de droit s'établit définitivement. Elle vaut désormais, tant par le second moment de l'opération que par le premier, c'est-à-dire tant par l'acceptation du milieu social (qui est souvent une soumission, un « coactus volui ») que par la déclaration de volonté du pouvoir. Mais il ne faut pas se tromper sur la valeur respective des deux moments de l'opération et c'est ce que l'on a fait trop souvent. La vertu juridique de la règle de droit, sa force obligatoire, remontent à la déclaration de volonté du pouvoir fondateur ; ce qui est dû à l'acceptation du milieu social, c'est seulement un renforcement de la valeur juridique de la règle dû à ce qu'elle prend valeur objective d'institution sociale.

» L'acceptation du milieu social rend la règle de droit *objective*, jusque-là elle était une manifestation de volonté subjective du pouvoir.... M. Duguit est le seul à prétendre qu'il n'y ait que du droit objectif... Beaucoup de querelles se résoudraient facilement si l'on voulait se rendre compte de la complexité des choses et si l'on n'avait pas la manie de vouloir toujours tout ramener à un seul principe ⁶³ ».

Bien entendu, dans le cadre de sa « doctrine du pouvoir » Hauriou est bien obligé de reconnaître certains pouvoirs à la masse. Tout d'abord, il lui assigne le « pouvoir d'aspiration », c'est-à-dire la

63 *Précis de droit constitutionnel*, 1923, p. 253-254, note 2

capacité de désirer la réalisation d'une idée. En deuxième lieu, la masse dispose de ce que Hauriou appelle le « pouvoir de sujétion » et qui se manifeste soit comme « pouvoir d'adhésion » soit comme « pouvoir de résistance ». Mais là s'arrête le pouvoir de la masse. En somme, Hauriou ne lui attribue que la capacité de « réagir ⁶⁴ ». Et c'est dans ce même ordre d'idées qu'il fait valoir que les électeurs, en définitive, n'ont qu'un pouvoir très limité ⁶⁵. Autrement dit, le pouvoir des citoyens, selon Hauriou, est principalement passif et même négatif en ce sens que leur arme suprême est la résistance ; il n'est pas question que leur rôle soit à proprement parler constructif. Ce n'est que dans le tout dernier stade de la genèse des institutions que le grand public, toujours selon Hauriou, prend conscience de ce qui est en jeu ; à ce moment-là seulement, placée devant le fait accompli, la masse commence à souhaiter activement la réalisation de l'idée ⁶⁶.

Qu'il nous soit permis de le répéter : on a fortement l'impression que c'est dans un réflexe de réaction contre Léon Duguit que Hauriou se laisse aller à ces exagérations. Sur le fond, il n'a sans doute pas tort. Son erreur est dans l'exagération. On peut se demander encore si sa théorie sur la distinction — ou plutôt l'opposition — des élites et des masses a été son point de départ ou si, au contraire, elle lui sert uniquement d'arme auxiliaire contre Duguit. Dans la préface du *Précis de droit constitutionnel* de 1923, il parle de « la distance qui sépare les croyances individuelles de l'élite et les pratiques collectives de la masse » ; c'est la méconnaissance de cette distance, écrit-il, qui mène à « un collectivisme intellectuel » qui explique « la justice par les règles du droit » et qui d'ores et déjà « a commencé de ruiner la doctrine du pouvoir, celle de la liberté politique et celle de l'ordre individualiste ».

Ailleurs dans le même ouvrage, il élabore ce point de façon très nette : « Les lentes réalisations positives de l'idéal ont été l'œuvre de l'élite des grandes consciences. Il convient, en effet, de distinguer dans les groupes humains, une élite de grandes consciences et une masse de consciences moyennes se rapprochant davantage de l'inconscient. L'élite des grandes consciences trouve le droit, comme elle trouve les inventions littéraires et les inventions pratiques ou scientifiques ; cette élite trouve le droit souvent avec des tâtonnements, quelquefois par des intuitions géniales et dans des moments d'inspiration ; quant à la masse des consciences moyennes, elle donne son assentiment à ces trouvailles, elle les adopte et les consacre. Elle les adopte lorsqu'elle les sent en harmonie avec les prédispositions de son instinct. Dans cette explication, qui est la « théorie des grands hommes », le conscient et l'inconscient jouent chacun leur

64. Voir *Précis*, 1923, p. 201.

65. Cf. *Précis*, 1923, p. 211.

66. Tout ceci est très bien mis en lumière par M. Schellekens. Voir p. ex. p. 64-65, 80-81, 86-87, 91-94, 106-108 de son ouvrage.

rôle, le conscient trouve et l'inconscient approuve. Ces règles passent par deux états très différents : dans leur premier état, avant d'avoir obtenu l'assentiment de la masse, elles sont de simples volontés subjectives gouvernementales; ce n'est qu'après avoir obtenu l'assentiment de la masse qu'elles se détachent de la volonté gouvernementale pour devenir des règles objectives... La doctrine sociologique de Durkheim est toute opposée, la révélation se produirait par la masse des consciences moyennes... Cette doctrine majoritaire est aussi celle de M. Duguit ⁶⁷ ».

A dire vrai, Maurice Hauriou a dû se rendre compte de la contradiction dans sa théorie que nous venons de signaler. Dans le *Précis de droit constitutionnel* de 1923, nous trouvons cette phrase : « Beaucoup d'autres (idées) ont circulé pendant longtemps dans le public avant qu'il se trouvât des volontés suffisamment fortes pour les réaliser ⁶⁸ » Malheureusement, il n'élabore pas. C'est pourtant cette constatation qui aurait dû le conduire, à notre avis, à assigner à l'opinion publique un rôle virtuellement beaucoup plus important. Il aurait dû reconnaître que, dans certaines circonstances, cette force sociale est capable d'un immense dynamisme susceptible de pousser les gouvernants dans un sens déterminé.

Si telles sont les critiques qu'on peut faire valoir, il n'en reste pas moins vrai, comme il a été dit plus haut, que Maurice Hauriou a eu le grand mérite de démontrer que les institutions ne peuvent vivre sans une opinion publique. C'est lui qui a clairement posé le principe; nous aurons l'occasion de revenir sur cette question dans le chapitre qui traite exclusivement de l'opinion publique dans la société internationale.

M. Delos est un de ces auteurs qui ont poussé plus loin la doctrine du doyen de Toulouse en l'appliquant, notamment, à la société internationale. La théorie de M. Delos présente un grand intérêt. Il se trouve également qu'elle a été une source directe pour Pie XII ⁶⁹.

Le trait le plus original de cette théorie est qu'elle rattache la notion d'institution à celle de civilisation. Elle montre que le phénomène d'organisation internationale est le fait d'un processus de civilisation qui est en constant progrès. Pour M. Delos, une œuvre de civilisation *est* une institution. Il définit les deux de la même façon. « La civilisation, écrit-il, est la transformation d'idées en faits : les idées se matérialisent et s'incorporent, jusqu'à devenir des éléments du monde extérieur ⁷⁰ ». L'institution, pour ce disciple de Maurice Hauriou, n'est pas autre chose. Elle « est une idée qui a pris existence objective, en s'incorporant à sa matière propre. Cette

67. *Précis*, 1923, p. 55-56, note 2.

68. P. 76-77.

69 Cf. R.P. Coste, *Le Problème du droit de guerre dans la pensée de Pie XII*, p. 81, note 2, éd. Aubier-Montaigne, 1962.

70 *La Société internationale et les principes du droit public*, p. 81.

incorporation n'est elle-même qu'un phénomène d'organisation⁷¹ ». Ailleurs, il écrit : « Organisation, invention, utilisation, ce sont les manifestations de l'esprit. Du fait qu'il a des « idées », et que maître de son action il peut entreprendre de les réaliser, l'homme a le privilège de « pénétrer, maîtriser, et pétrir le monde inférieur... » Le monde est un chantier où travaille l'intelligence humaine, et l'œuvre qui en sort est la civilisation. On l'a justement dépeinte :... le résultat de la « mise en œuvre d'un idéal dans l'histoire »⁷² ».

Ici il devient clair déjà quelle est la grande valeur de cette notion-clé sur laquelle M. Delos base sa théorie. La notion de civilisation est susceptible, en effet, d'exprimer à la fois un « idéal » et une réalité de fait. Ce dualisme correspond d'ailleurs parfaitement au but que M. Delos s'est assigné. Il entend démontrer que, pour fonder les principes du droit international public, il est nécessaire d'avoir recours à la fois aux méthodes de la philosophie politique spéculative et à celles de l'analyse sociologique⁷³. Ainsi, nous allons retrouver le droit naturel, car c'est là précisément que se rejoignent ces deux méthodes⁷⁴. Le droit naturel, en effet, définit un idéal transcendant; mais c'est un idéal qui répond aux besoins les plus profonds des hommes et des sociétés car il est ancré dans la nature même des hommes et des choses. Et ainsi, au fur et à mesure qu'il se réalise, telle une création continue, il deviendra immanent. La synthèse de M. Delos nous paraît remarquable⁷⁵.

Plus haut, nous avons insisté sur la notion de « société internationale de fait ». Or, selon M. Delos, cette société se constitue sous l'impulsion de la civilisation. C'est elle qui pousse les nations à s'unir par-dessus les frontières, par-dessus tous les particularismes. En effet, ce qui caractérise la civilisation, c'est son universalité. Elle appartient à la société humaine universelle parce qu'elle n'est pas le fait d'un individu ou d'une nation déterminée. « C'est à sa nature d'idée incarnée ou incorporée, écrit M. Delos, que toute œuvre de civilisation doit son caractère universaliste... Elle est... indifférente aux distinctions nationales... Le règne sans restriction du but et de l'idée, marque la perfection des institutions de la civilisation. Elles

⁷¹ *Op cit*, p 80

⁷² *Op cit*, p 79.

⁷³ *Op cit*, p 64-73 Cf aussi Yves de la BRIÈRE, *op cit*, p 3 ss, 362 ss, qui se réclame de la même méthode. De la Brière est un disciple de Taparelli d'Azeglio dont l'ouvrage réputé s'intitule précisément *Essai théorique de droit naturel basé sur les faits*

⁷⁴ Voir plus haut, Partie II, cf. Delos, p 67

⁷⁵ On ne peut que regretter que la deuxième édition de cet ouvrage, parue en 1950, semble être une réédition pure et simple de la première qui date de 1929. Elle ne tient pas compte de tous les développements nouveaux qui depuis lors sont intervenus, tant dans le domaine des faits (p. ex les institutions européennes) que dans celui de la théorie (p. ex les doctrines fédéralistes de nos jours). Il est un peu étrange qu'un livre paru en 1950 parle toujours de « l'actuelle Société des Nations » comme exemple typique d'une institution internationale (voir p. ex p 95-96).

sont une victoire de l'idée sur la matière, le temps et l'espace, et leur idéal est de les vaincre jusqu'à pouvoir ignorer les limites qu'ils posent et négliger les particularismes qu'ils engendrent. Ainsi se justifie la première qualité reconnue aux œuvres de civilisation : elles sont universalistes, indifférentes aux particularités ethniques, parce qu'elles sont l'incarnation d'une idée. Il faut ajouter qu'elles sont essentiellement de valeur sociale, et ce second caractère — très proche du reste du premier — fait des œuvres de civilisation les éléments constitutifs d'un état de société universelle⁷⁶ ».

Si la civilisation fait donc abstraction de la nation en la dépassant, la culture, en revanche, suppose la nation. C'est en faisant appel à la notion de culture que M. Delos démontrera le rôle du cadre national dans cette société humaine universelle. Car comme les notions de civilisation et de culture ne sont antithétiques que pour se compléter réciproquement, ainsi le fait universel et le fait national s'appellent et se complètent. Le fait « international » — car l'auteur donne à ce mot son sens le plus authentique « inter-national », « ce qui est commun aux nations » — sera le point de rencontre entre le fait universel et le fait national. Nous touchons ici à la thèse fondamentale de M. Delos. Dans sa théorie de la société internationale, la nation joue un rôle essentiel. Elle est l'intermédiaire nécessaire entre l'homme et l'humanité.

Voici tout d'abord comment l'auteur décrit les différences entre « la société de civilisation et les milieux culturels nationaux » : « La première a pour principe la personne humaine, intelligente et dominatrice, les seconds ont pour origine les agents, dont quelques-uns matériels et physiques, qui interviennent dans la formation humaine. Dans la première, l'homme s'affirme principe original d'énergie organisatrice. Les seconds nous montrent l'individu recevant du dehors son existence et sa vie. La première prend l'homme comme « créateur » — dans les seconds, il apparaît comme « engendré » et « produit ». La première comporte des institutions qui réalisent au-dehors, objectivement, les idées de l'homme, et créent un état de choses, les seconds manifestent l'emprise de l'état de choses sur l'individu. Dans la première, l'homme façonne le monde, dans les seconds, le monde pétrit l'individu, lui impose ses formes ou conditionne son génie. L'une atteste l'indépendance de l'homme, les autres ses dépendances. La société civilisée est une et unifiante, les milieux culturels sont multiples, divers, irréductibles. Il n'y a qu'une civilisation humaine; mais il y a un grand nombre de milieux culturels⁷⁷ ».

Cette seule énumération des différences montre déjà à quel point les notions de civilisation et de culture sont liées. M. Delos parle de « la connexion naturelle de la culture et de la civilisation », établissant « un lien organique » entre les milieux culturels et la société

76. *Op. cit.*, p. 81-83.

77. *Op. cit.*, p. 86.

de civilisation⁷⁸. S'il qualifie cette connexion de « naturelle » et « organique », c'est que la civilisation et la culture se rencontrent dans l'être humain : « La civilisation est le fruit de l'activité de l'intelligence, faculté caractéristique de la personne humaine. Les milieux culturels répondent aux besoins de l'individu. Or, individu et personne ne sont pas deux êtres séparés mais un seul : l'homme. L'homme est autant personne qu'il est individu ; société civilisée universaliste et milieux culturels répondent à des exigences immédiates de sa nature⁷⁹ ».

Elaborant ce point, M. Delos constate que « la société de civilisation, qui cherche... à englober tous les hommes..., ne pourra jamais pourtant réaliser l'unité mondiale — l'unité de simplicité — à laquelle elle aspire naturellement⁸⁰ ». Car la civilisation, selon l'auteur, ne crée pas à partir du néant; sa fonction est d'organiser et de façonner des réalités données. Autrement dit, pour échapper aux déterminismes des réalités qui l'entourent, l'homme ne peut pas les fuir; il est forcé de passer par ces réalités; elles sont, dirions-nous, la matière de sa liberté. Or, parmi ces réalités pré-existantes, il y a tous les « particularismes locaux » qui ont pour effet que « la civilisation entre nécessairement dans le monde que lui préparent les cadres nationaux. La race, le sol, l'histoire, les passions dissolvent la société de civilisation : la Civilisation se réalise en Civilisations⁸¹ ».

Mais la nation est plus qu'une simple réalité donnée. Elle a une finalité propre et celle-ci justifie son existence. « Cultiver l'homme, c'est le rendre apte à faire tous les actes de la vie civilisée... Or les nations ont une finalité propre : la culture. Elles ont pour fonction de la transmettre et de l'inscrire en traits indélébiles dans l'âme de chacun de leurs membres... Ainsi leur mission a-t-elle pour objet l'individu. Elles arrêtent à lui leur action, comme à son terme ultime et définitif. Elles sont auprès de lui l'un des intermédiaires naturels et obligés, qui l'arment pour la vie civilisée. Telle est la raison d'être de la nation, la justification de ses prérogatives et la source de ses devoirs. En ce sens déjà — au titre de milieu culturel — la nation devient un organe de la civilisation, car encore que son action s'arrête à la « culture » de ses membres, cette culture même a pour but l'essor de la vie civilisée... Qu'est-ce qu'un milieu cultivé, sinon une nation qui a reçu l'empreinte de la civilisation et se l'est incorporée ? Développer ses virtualités originales, ses énergies potentielles, dans le sens de la civilisation, n'est-ce pas précisément se créer une civilisation nationale?... Ainsi donc la fonction culturelle que les nations doivent remplir auprès de leurs membres les force toutes de regarder vers l'idéal unique et commun de civilisation humaine,

78. *Op. cit.*, p. 87.

79. *Ibid.*

80. *Ibid.*

81. P. 88.

pour y trouver la source et l'inspiration des œuvres qu'elles auront à réaliser ⁸² ».

C'est ainsi que M. Delos parvient à la conclusion qu'il existe une « société organique des nations ». Elle est organique, et non pas mécanique ou artificielle, puisqu'elle ne trouve pas son origine dans un acte de vouloir conscient de la part des nations ou des Etats ; elle est le fruit, dans le plein sens du mot, d'un processus de croissance naturelle ; et par conséquent, si la notion de civilisation ne s'opposait pas à celle de nature, on pourrait aussi bien, à notre avis, la qualifier de « Société naturelle des nations ». Elle est société, enfin, puisque ses éléments constitutifs — c'est-à-dire les nations qui sont ses organes — sont rassemblés par un lien commun : celui de la civilisation ; mais cette civilisation commune se manifeste à la fois comme un fait et comme un idéal.

Laissons encore la parole à M. Delos : « Ainsi se dessinent les premiers linéaments de la Société organique des Nations. Le lien de civilisation qui les unit n'a pas seulement la valeur morale d'un idéal transcendant et rationnel. Il ne fait pas seulement l'unité fragile des esprits autour d'une même conception intellectuelle, ni celle des consciences dans le sentiment moral d'un même devoir : le besoin de civilisation travaille les nations comme une force d'agrégation sociale, comme une énergie immanente, parce que l'appétit de civilisation est le plus profondément ressenti, le plus insatiable de ceux qui tourmentent les hommes et les sociétés. Ici encore, nous trouvons d'une part une force d'impulsion, un besoin et un appétit, et d'autre part une idée directrice, un idéal... Or, énergie ou force d'initiative spontanée dans les membres du corps social, but objectif et naturel qui attire et conduit cette énergie, ce sont là aux yeux du sociologue, les deux facteurs d'où procèdent la naissance et le développement de tout organisme social, de toute société organique... La connexion naturelle de la culture et de la civilisation explique le caractère propre de la société des nations, sa structure organique. Le besoin humain de culture légitime l'existence des milieux culturels, mais l'appétit de civilisation, et le besoin du transcendant et de l'universel qu'il implique, force les nationaux à dépasser leur milieu sans cependant rompre avec lui ⁸³ ».

Et nous voilà de retour au point de départ : la société internationale de fait. Car cette « société organique des nations » dont M. Delos décrit la genèse, n'est rien d'autre, selon ses propres termes d'ailleurs ⁸⁴, que ce que nous avons appelé la société internationale de fait. Si nous avons tenu à citer assez longuement les analyses de M. Delos, c'est qu'elles nous ont paru grandement faciliter la compréhension de la nature de cette société internationale de fait.

82. *Op. cit.*, p. 90-92.

83. *Op. cit.*, p. 92-94. .

84. Voir p. ex., p. 96.

Il s'agit ici, nous l'avons dit à plusieurs reprises, d'une notion d'importance capitale pour notre sujet.

C'est dans la société internationale de fait, en effet, que se manifeste le phénomène d'organisation internationale qui tend à transformer la société naturelle des Etats et des peuples en une société de droit positif. Elle est également le terrain où naissent les institutions internationales. Dans la théorie de M. Delos, l'institution internationale est même « l'élément typique de la société internationale de fait ⁸⁵ ». Sous l'attraction du but, elle jaillit plus ou moins spontanément des solidarités de fait qui existent déjà dans cette société et qui lui donnent son caractère, précisément, de société « de fait ». On est tenté de dire que, dans cette théorie, les institutions internationales naissent de façon naturelle au fur et à mesure que progresse le processus d'unification de fait. « Que le groupe des intéressés prenne conscience explicite de ses solidarités, écrit M. Delos, qu'il s'organise en vue de son but, et du même coup... l'institution sous sa forme achevée et différenciée est née ⁸⁶ ».

Déjà, on voit ici quelle distance sépare M. Delos de Maurice Hauriou. Tout d'abord, qu'on le remarque bien, c'est le phénomène de la *prise de conscience par le milieu social* qui, dans le système de M. Delos, est décisif pour la genèse des institutions. C'est cette prise de conscience par le groupe des intéressés qui, si nous comprenons bien sa pensée, provoque naturellement le phénomène organisateur. Partout dans son ouvrage, il met l'accent sur la prise de conscience par le groupe. On pourrait dire, écrit-il, que l'institution internationale est « une masse... parvenue à la vie consciente ⁸⁷ ». Il n'est pas question, dans cette théorie, d'une élite qui serait à l'origine de l'« invention » et de la « réalisation » de l'idée de l'institution. Aussi M. Delos ne partage pas la doctrine du pouvoir de Maurice Hauriou. C'est encore par l'organe, et non, comme Maurice Hauriou, par représentation, qu'il explique la formation du pouvoir.

A ce sujet, il convient de remarquer, en deuxième lieu, que M. Delos, lorsqu'il parle de l'institution internationale, ne pense pas du tout exclusivement à une institution officielle ou politique, créée par des Etats. L'institution internationale officielle n'est pour lui qu'une institution parmi beaucoup d'autres, institutions internationales privées notamment, commerciales, syndicales, etc., dans la mesure où elles servent le bien commun. Et cela est en parfait accord avec sa théorie qui affirme — nous l'avons vu plus haut en parlant des « faits de groupements institutionnels » et des « relations internationales » — que le droit international « consacre par un ordre de légalité internationale des situations de droit plus profondes et plus primitives » et qu'il a « pour base les réciproques situations juridiques prépositives des éléments de fait de la société internationale ».

85. Voir p. 95 et suiv.

86. P. 101.

87. *Op. cit.*, p. 101.

Il est vrai, bien entendu, que la théorie de Hauriou ne fait pas non plus de distinction de principe entre l'institution officielle et l'institution de caractère privé ; et c'est pourquoi on pourrait dire que la différence entre sa pensée et celle de M. Delos sur ce point n'est en somme qu'une nuance. Mais cette nuance repose sur des causes profondes. Ce n'est pas un hasard que Hauriou est toujours resté un peu prisonnier, nous l'avons signalé plus haut, de l'image de l'Etat national considéré comme l'exemple le plus parfait de l'institution. Ici encore se manifestent les conséquences malheureuses du rôle trop accentué attribué par lui au pouvoir public dans la genèse du droit. On a l'impression que, de ce fait, il n'a jamais trop bien su quelle place donner, dans son système, au grand public, à « la masse ». C'est à contrecœur, dirait-on, qu'il se décide à reconnaître un rôle à cette importante force sociale.

Quelle que soit la valeur des implications doctrinales qu'on attribue aux théories organiques, nous constatons ici qu'elles sont d'une très grande utilité pour expliquer le phénomène de l'organisation sociale, notamment dans le domaine international. On se passe difficilement de toute cette imagerie empruntée à la biologie lorsque l'esprit veut se représenter le lent processus de la naissance des institutions et de leur croissance. Maurice Hauriou ne fait certes pas exception à cette règle générale, loin de là ! Mais si M. Delos réussit mieux que lui à expliquer la genèse des institutions internationales, c'est qu'il va beaucoup plus loin dans ses conceptions organiques. Ajoutons que Pie XII, lui aussi, montre une très nette préférence pour la conception organique de la société internationale.

L'institution internationale donc, dans la théorie de M. Delos, est l'« élément typique de la société internationale de fait ». Elle est l'œuvre d'un groupe qui s'est constitué autour d'un « centre objectif d'intérêts⁸⁸ » et qui a pris conscience de sa solidarité par-dessus les frontières. Ainsi, l'institution internationale suppose l'existence préalable d'institutions nationales, de sorte que M. Delos la définit même comme l'« institution naturelle des institutions nationales⁸⁹ ». « L'institution internationale, écrit-il, est un groupement corporatif des institutions nationales, auquel l'idée de civilisation qu'incarne chacune d'elles fournit son idée directrice et son but. Un intérêt commun est le pôle auquel viennent adhérer les entreprises nationales. Il est l'idée directrice qui explique la genèse et la durée du groupement corporatif international, il contient en germe le plan de son organisation et le programme de son action future, il lui indique ses buts⁹⁰ ».

Et plus loin, il écrit : « Aussi les institutions internationales sont-elles essentiellement organiques. Les institutions nationales sont, au plein sens du mot, leurs organes : organes constitutifs, et organe instrumental. Les premières ne sont possibles que du jour où les

88. *Op. cit.*, p. 100 et suiv.

89. *Op. cit.*, p. 120.

90. *Op. cit.*, p. 106-107; cf. p. 116 et suiv.

institutions d'ordre national ont pris cohésion et vie autonome. Elles n'agissent que par l'intermédiaire des institutions locales du milieu national. L'institution internationale n'est qu'un fait d'organisation. Mais une fois née, elle a sa réalité objective, sa consistance propre, ses moyens d'action et ses buts. Elle forme un corps social nouveau⁹¹ ».

Or, comme les institutions nationales sont les « organes constitutifs » de l'institution internationale, ainsi les institutions internationales, à leur tour, s'avèrent être les organes constitutifs d'une institution supérieure, l'Institution Internationale par excellence, c'est-à-dire la Société internationale à laquelle, désormais, la qualification « de fait » ne s'applique plus. « L'effort aujourd'hui tenté de toutes parts, dans le sens de l'organisation internationale, est une manifestation de l'appétit de civilisation qui travaille inlassablement les individus et les sociétés ; son extension présente est le fruit de la longue culture que se sont données les nations. Mais à leur tour, les institutions internationales demandent à s'organiser entre elles, et à mesure que leur nombre s'accroît, ce besoin devient plus pressant : il se change en impérieuse et vitale nécessité. La multiplication des relations et des échanges, l'intégration croissante des faits de solidarité internationale et la naissance d'institutions internationales nouvelles, constituent peu à peu sous nos yeux un corps social organique. Il... se constitue une nouvelle institution, qui groupe les institutions internationales, protège leurs droits, harmonise leurs fonctions, stimule leur activité en vue du bien de l'ensemble. Ainsi se dessine peu à peu une *Institution des Institutions internationales* — et il n'est pas à notre avis de plus exacte définition de la société internationale... La Société internationale... est, en effet, elle aussi, de nature institutionnelle. Les éléments du corps social international s'assemblent autour d'une idée-directrice, d'un idéal de société humaine universelle fondée... sur l'égalité et la fraternité des hommes, sous-jacentes aux différenciations nationales⁹² ».

Voilà l'essentiel de ce qui nous intéresse spécialement dans la théorie de M. Delos — théorie qui aboutit là où elle avait pris son point de départ, c'est-à-dire à la personne humaine, cause et but de l'organisation sociale. Il est cependant un point particulier sur lequel il nous faut encore revenir : la signification particulière mais authentique que l'adjectif « international » prend dans cette théorie. Plus haut nous l'avons signalé : pour M. Delos, international signifie « international » : « ce qui est commun aux nations ». Mais ainsi, ce mot indique essentiellement une fonction intermédiaire. Le fait international, dans cette théorie, ne se définit pas par opposition au fait national ; au contraire, il établit la jonction entre la nation et la société des nations, entre l'homme et l'humanité.

C'est dans cet ordre d'idées que M. Delos introduit la notion d'« internationalisme » qui est comme le complément naturel d'un

91. *Op. cit.*, p. 116-117.

92. *Op. cit.*, p. 118-120.

« nationalisme » auquel tout sens péjoratif est étranger ; un « nationalisme » donc qui n'est autre chose que ce qu'on appelle d'habitude le patriotisme. « L'internationalisme, dit M. Delos en guise de première définition, fait appel aux données nationales pour les organiser⁹³ ». Plus loin, il élabore :

« En lui se réalise, non point une juxtaposition, ni une addition, ni une mutuelle compensation, du nationalisme et de l'universalisme, mais une synthèse véritable, grâce à la fonction qu'exercent entre eux société de civilisation et milieux nationaux. Leurs réactions mutuelles, la synthèse naturelle de la culture et de la civilisation, donnent à la société des nations sa contexture originale, irréductible. En elle le nationalisme et l'universalisme apparaissent comme deux notions entre lesquelles il y a non pas opposition ou équilibre, mais ordre et harmonie. Plus la nation aura su en se cultivant elle-même, développer son génie national, plus ses membres en porteront la marque, plus ils auront conscience nette de leur individualité nationale. Plus en même temps le sentiment national aura chance d'être aigu, et plus les devoirs envers la nation seront nombreux et sacrés. Mais rendu en même temps plus apte à la vie civilisée, le citoyen en éprouvera davantage le besoin. Par une conséquence naturelle, les relations internationales par lesquelles il déborde ses frontières nationales deviendront pour lui un besoin ressenti, un droit dont la perte lui semblerait une insupportable mutilation. L'attachement à la patrie et le goût des relations internationales sont deux sentiments qui, loin de s'exclure, s'appellent, car s'ils procèdent de besoins différents, ils trouvent l'un et l'autre dans la nature le principe d'une connexion grâce à laquelle ils se renforcent mutuellement.

» De même enfin que ce serait un non-sens de craindre que la civilisation ne tue la culture, ou que la culture ne nuise à la civilisation, c'en serait un de craindre que la société de civilisation n'absorbe les milieux culturels, que la société internationale ne fasse disparaître les nations, ou que l'homogénéité croissante des noyaux nationaux ne contrarie le développement de l'internationalisme. C'est le contraire qui est vrai... La formation de nations homogènes et conscientes est une étape nécessaire dans la constitution de la société internationale... Il faut des nations fortement constituées pour que s'épanouisse une vie internationale abondante, et que prenne corps enfin la société organique des nations. C'est dans l'institution internationale que se manifeste pratiquement la synthèse du nationalisme et de l'universalisme... Elle est l'élément caractéristique, original de la société organique des nations, le fruit propre de l'effort tenté pour unir le particularisme des milieux nationaux et l'universalisme que requiert la civilisation⁹⁴ ».

93. *Op. cit.*, p. 81.

94. *Op. cit.*, p. 94-95 ; cf. aussi de LA BRIÈRE, *op. cit.*, p. 358 et suiv.

Ailleurs encore l'auteur précise — ce qui est évident — que sa conception du fait international exclut l'idée d'un « groupement unitaire mondial⁹⁵ ».

Nous touchons ici à la première des conclusions à laquelle nous avons voulu arriver à travers toutes les pages de ce chapitre qui précèdent. Cet « internationalisme » idéal dont parle M. Delos, est-il autre chose, en effet, que ce qu'on appelle communément le *fédéralisme* ? Et toute sa doctrine dont nous avons esquissé les grandes lignes, est-elle autre chose que le dessein d'un ordre fédéraliste ?

En effet, Henri Brugmans constate que la caractéristique principale des « sociétés fédéralistes » est qu'elles « se reconnaissent comme communautaires et pluriformes... Elles reconnaissent la légitimité des groupes intermédiaires⁹⁶ ». En citant Georges Vedel, il définit la société fédéraliste comme une « société des sociétés⁹⁷ ». Plus loin, il affirme que le « principe de subsidiarité », devenu classique depuis qu'il a été défini dans les grandes encycliques pontificales, exprime une exigence fondamentale du fédéralisme⁹⁸. Et il conclut en opposant le fédéralisme à l'unitarisme : « Le genre humain aspire vers son unité. Pour la première fois, il vit déjà son unité de destin. Mais cette union ne devra pas être unificatrice, centralisante, totalitaire. Seul le Fédéralisme présente les éléments d'une solution, qui ne sera jamais entièrement satisfaisante ni définitive, mais pourra au moins lier les besoins d'union avec ceux de la liberté... Seul le Fédéralisme correspond à une société hétérogène d'hommes qui sont libres parce que librement dissemblables⁹⁹ ».

Le coauteur de cet ouvrage, M. Pierre Duclos, arrive à une conclusion analogue. Pour lui, le fédéralisme n'est rien d'autre, en somme, que le principe de subsidiarité tel qu'il a trouvé son application dans une « véritable floraison¹⁰⁰ » de doctrines politiques et de formes de gouvernement. « L'esprit qui doit être commun à toutes les formes de fédéralisme, écrit-il, au terme d'une analyse remarquable, ... consiste finalement dans l'attribution à chacun, à chaque groupe, la part d'influence et de responsabilité qui correspond exactement à ses aptitudes, à ses moyens, et qu'il peut donc assumer utilement eu égard au bien de l'ensemble. Qu'il soit mis en œuvre par des procédures diplomatiques ou politiques, le principe de subsidiarité ainsi défini, est, sans doute, le régulateur suprême du fédéralisme. Il mériterait, dans une théorie générale de ce dernier, d'être soigneusement approfondi¹⁰¹ ».

95. *Op. cit.*, p. 108.

96. Henri BRUGMANS et Pierre DUCLOS, *Le Fédéralisme contemporain*, p. 23, éd. Sythoff, Leiden, 1962.

97. *Ibid.*

98. Voir p. 43-44.

99. *Op. cit.*, p. 67-69.

100. *Op. cit.*, p. 170 et suiv.

101. *Op. cit.*, p. 190.

Mais ici une nouvelle constatation s'impose. Au fil de nos explorations, nous avons été amené, presque insensiblement, à quitter le domaine de la théorie pure pour entrer dans celui de la doctrine proprement dite. Car ce « principe de subsidiarité », cette conception d'une société « organique », composée de corps intermédiaires nécessaires », ce ne sont plus exclusivement les descriptions rationnelles d'une réalité que l'esprit cherche à saisir afin de se la représenter intellectuellement ; ce sont des affirmations qui ne disent plus uniquement ce qui *est*, mais qui impliquent un jugement sur ce qui *doit être*. Ainsi, nous rejoignons le droit naturel.

C'est encore M. Delos, nous l'avons dit plus haut, qui a démontré que la « Théorie de l'Institution » telle que Maurice Hauriou l'a développée n'est en fin de compte rien d'autre qu'une théorie de droit naturel. Voici ce qu'il écrit : « Dans sa « Théorie de l'Institution et de la Fondation »..., M. Hauriou, après avoir mis en valeur le rôle joué par ce qu'il appelle « l'idée » de l'entreprise, estime qu'on ne pourrait concevoir que cette idée soit une création subjective de l'esprit. Elle a, dit-il, une nature objective ; elle existe d'avance dans le vaste monde, elle n'est que « trouvée » par les chercheurs individuels. Cette remarque, que M. Hauriou enveloppe encore de quelques réticences, est de grande portée. Elle indique en effet que les institutions ont un fondement « naturel » ; elle fait comprendre le caractère « naturel » du développement des sociétés humaines ; elle assigne enfin un fondement de « droit naturel » au droit qui se créera au sein des institutions et des sociétés ».

M. Delos souligne que Hauriou « se réfère au caractère « objectif » de l'idée-mère de l'institution » ; et c'est alors qu'il explicite ce qui est implicite à la « Théorie de l'Institution » : « La solidarité internationale des entreprises nationales d'une même branche, ou, en termes plus généraux, entre les institutions nationales de tout ordre — économique, intellectuel, scientifique, moral ou humanitaire — cette solidarité est un fait. Mais le fait a lui-même un fondement dans la nature même des choses et dans celle de l'homme. Il y trouve sa justification rationnelle. Cette solidarité est conforme à l'ordre naturel. Par là il devient non seulement possible, mais nécessaire de s'élever du fait au droit, — à un droit à fondement objectif, parce qu'il se base sur les exigences de la nature de l'homme et des choses ¹⁰² ».

Et nous voilà confrontés avec la deuxième conclusion à laquelle nous voulions aboutir dans ce chapitre, à savoir que le postulat d'organisation internationale est à la fois une exigence de la matière et de l'esprit ; il est à la fois fondé sur des considérations d'ordre utilitaire et d'ordre moral. Mais de là découle aussi que les institutions internationales sont beaucoup plus que de simples créatures de la volonté des hommes ; la volonté des hommes et des Etats n'inter-

102. *Op. cit.*, p. 113-114.

vient que pour réaliser et exécuter ce qui pré-existait déjà comme idée objective ; c'est « la nature des choses » qui fait appel à la volonté organisatrice des hommes.

« L'institution internationale, écrit encore M. Delos, est ... une création de civilisation à « fondement naturel », en ce sens qu'elle a pour principe une « idée objective »... Elle n'est donc point une création arbitraire, ni purement contractuelle : elle prend son fondement dans la nature des institutions de civilisation nationales, et celles-ci répondent à une impulsion de leur nature lorsqu'elles se groupent en vue de leur bien commun¹⁰³ ». Bien entendu, ceci vaut également pour la société internationale. Elle aussi « est une formation sociologique de type institutionnel et non contractuel, en ce sens qu'elle a un fondement naturel et objectif. Si les individus et les groupes s'associent « librement », l'acte associatif est l'adhésion à un but objectif, à une idée de civilisation inscrite dans la nature des choses et dans celle des hommes, et non point une création subjective¹⁰⁴ ».

Or, ce n'est sans doute pas un pur hasard que beaucoup d'auteurs, dans un effort de combler les immenses lacunes du droit international positif, font appel au droit naturel. On a d'ailleurs l'impression qu'à côté de ceux qui se réclament expressément du droit naturel, il y a beaucoup d'adeptes de cette doctrine qui s'ignorent. M. Röling, si nous comprenons bien sa pensée, semble enclin à reconnaître la priorité du droit naturel, s'il le faut même contre le droit positif en vigueur¹⁰⁵. Alfred Verdross, de son côté, résume en quelques phrases toute la substance de la doctrine du droit naturel — dont il se réclame d'ailleurs souvent expressément — lorsqu'il écrit : « Un monde qui, selon la doctrine chrétienne, a été créé par Dieu, doit être considéré comme une unité qui a un sens profond... Mais dans la vie sociale, cet ordre ne se réalise pas selon une loi de nécessité contraignante ; il faut la collaboration des hommes. C'est pourquoi il est notre devoir, tout d'abord, de découvrir l'ordre voulu par Dieu, et ensuite, de nous mettre à l'œuvre afin de le réaliser progressivement¹⁰⁶ ». Cette phrase du savant autrichien, ne rappelle-t-elle pas celle par laquelle Emmanuel Kant termine son essai sur la paix : « Par conséquent, la paix perpétuelle qui viendra après ce qu'on a appelé jusqu'ici, à tort, des traités de paix (à vrai dire des trêves), n'est pas une idée vide mais un devoir qui, dans une réalisation progressive, s'approche continuellement de son but...¹⁰⁷ » ? Qu'on se rappelle aussi des définitions de

103. *Op. cit.*, p. 117.

104. *Op. cit.*, p. 120 ; cf. ci-dessus p. 115.

105. Voir p. ex., p. 93 et suiv. de son ouvrage cité plus haut.

106. Préface à l'ouvrage d'Ignaz Seipel *Der Friede*, éd. Tyrolia, Innsbruck, 1937 ; c'est nous qui traduisons.

107. Voir plus haut, Partie I, chap. 2. Il n'est pas sans intérêt de mentionner ici ce que M. Hans-Heinrich Solf écrit sur la position de Kant par rapport au droit naturel : « ...Kant devait porter de graves attaques contre la substance même du droit naturel... Mais sa doctrine du droit n'est rien

Pie XII : « La paix est une action morale et juridique », ou encore : « La paix est un devoir pour chacun ¹⁰⁸ ».

Maurice Hauriou, pour sa part, souligne un autre aspect de la même question lorsqu'il écrit : « Les formes des institutions constitutionnelles sont d'une importance moindre que les croyances politiques, l'expérience prouve qu'aucune forme d'institution n'a par elle-même la vertu de réaliser le juste équilibre du pouvoir, de l'ordre et de la liberté. Les institutions sont pour seconder l'action des croyances et des volontés individuelles ¹⁰⁹ ».

M. Gonella dans ses commentaires de textes de Pie XII, fait expressément appel au droit naturel. « Les relations entre les peuples, écrit-il, entreront dans une époque nouvelle lorsque l'ordre international du droit ne sera plus fondé sur des actes de volonté passagers, mais sur un fait irréfutable, c'est-à-dire sur une institution naturelle et organique, sur les intérêts d'une communauté des Etats dans le sens d'une institution naturelle. Il s'agit ici de transformer une virtualité donnée par la nature en une réalité historique. Le sentiment de la solidarité devra renforcer les liens entre les peuples, et le droit devra s'adapter à cette situation nouvelle. Car l'adaptation du droit aux faits donnés est précisément une forme de la justice ¹¹⁰ ».

Ici se pose une nouvelle question. Le postulat d'organisation internationale tel que nous l'avons examiné n'est en somme rien d'autre qu'un principe ; un principe raisonnable sans doute, mais plus ou moins vague et abstrait. Or quelles sont les exigences concrètes de ce postulat qui prétend se baser sur les faits et sur « la nature » ? Quelle est la portée exacte de cet « ordre international du droit » qu'il faut construire ?

Il est évident, nous semble-t-il, que le terme logique de ce postulat ne sera atteint que lorsqu'un organisme mondial disposant de pouvoirs politiques réels, aura été institué. C'est dire toute l'ampleur de la tâche, car cet ordre du droit idéal, s'étendant à la planète tout entière, devra toucher à des matières qui sont traditionnellement considérées comme les attributs les plus authentiques de la « souveraineté » des Etats nationaux : les relations inter-étatique, la défense. Il s'agit, en somme, de créer un véritable *droit constitutionnel mondial*.

Ce terme de « droit constitutionnel mondial » vient spontanément à l'esprit lorsqu'on réfléchit aux problèmes que pose la réalisation d'un ordre international. Le droit constitutionnel, en effet, a trait à l'organisation du pouvoir dans une société politique. Il institue des

d'autre qu'un système juridique qui, de par son contenu, est essentiellement d'ordre rationnel. C'est ainsi que cette doctrine finira quand même par se jeter dans les bras du droit naturel ». (Gottfried Achenwall, p. 60, éd. Otto Mauser, Forchheim, 1938 ; c'est nous qui traduisons).

108. Voir plus haut, Partie 1

109. *Précis de droit constitutionnel*, 1923, p. vi.

110. *Op. cit.*, p. 331 ; c'est nous qui traduisons.

organes et il règle leurs pouvoirs respectifs ; il délimite les rapports réciproques de ces organes et leurs compétences vis-à-vis des individus, membres de la société politique. Pour Maurice Hauriou, droit constitutionnel est même synonyme de droit institutionnel tout court ¹¹¹. « La constitution, écrit-il, est un statut, c'est-à-dire le règlement d'une corporation. Il règle des organisations plutôt que des relations ¹¹² ». Or, dans ces conditions, rien ne justifie que l'appellation de droit constitutionnel soit uniquement réservée à cet ensemble de règles qui, traditionnellement, sont l'expression la plus typique du fait national. Aussi constatons-nous sans surprise que certains auteurs ont depuis longtemps employé ce terme par rapport à la société internationale.

Kant, par exemple, traitant de la fédération des Etats, observe qu'il faut créer une « constitution juridique élargie » (« eine erweiterte gesetzliche Verfassung » ¹¹³). Louis Le Fur se réfère au « nouveau droit international public appelé à devenir le droit constitutionnel de la société internationale qui se construit sous nos yeux ¹¹⁴ ». Georges Scelle va même jusqu'à affirmer qu'un droit constitutionnel international existe déjà ; la deuxième partie de son *Précis de droit des gens* s'intitule *Droit constitutionnel international*. Dans un chapitre préliminaire il donne la motivation suivante : « Toute collectivité intersociale, y compris la communauté universelle du droit des gens repose, comme les collectivités mieux intégrées et notamment les collectivités étatiques, sur un ensemble de règles constitutives essentielles à leur existence, à leur durée, à leur progrès. Là même où ces collectivités paraissent avoir l'organisation la plus rudimentaire, où les normes fondamentales semblent les plus indécises et où les institutions paraissent inexistantes, une *constitution* au sens large, mais au sens juridique, ne s'en révèle pas moins. Elle est apparente dans les systèmes super-étatiques ou fédératifs et dans les systèmes extra-étatiques. Elle l'est moins dans les systèmes inter-étatiques où le droit classique voyait les phénomènes internationaux typiques ; — elle ne peut pas cependant ne pas s'y rencontrer ¹¹⁵ ». Alfred Verdross distingue le « droit constitutionnel d'une communauté d'Etats organisés » (« das Verfassungsrecht... einer organisierten Staatengemeinschaft ») du « droit constitutionnel d'un Etat mondial » (« Weltstaatsrecht ») ¹¹⁶. Il souligne l'incompatibilité entre le droit international public et le « droit constitutionnel d'un Etat mondial ».

111. Voir SCHELLEKENS, *op. cit.*, p. 233.

112. *Précis de droit constitutionnel*, éd. de 1929, p. 247.

113. *Zum ewigen Frieden*, p. 21, éd. Reclam, Leipzig, 1947 ; voir aussi p. 23-24, 34 et 58-62.

114. Préface à l'ouvrage cité de M. Delos, p. xi. Cf. aussi Quincy WRIGHT, *Problems of stability and progress*, p. 277 et suiv. ; Emery REVES, *Anatomie de la paix*, p. 308, éd. Tallandier Paris, 1946 et B.V.A. RÖLING, *Over oorlog en Vrede*, p. 156, éd. de Bezige Bij, Amsterdam, 1963.

115. *Op. cit.*, p. 7.

116. *Op. cit.*, p. 45.

Le premier, dit-il, constitue le lien entre une pluralité d'Etats indépendants tandis que le second suppose un seul Etat mondial ¹¹⁷.

Il est sans doute superflu de préciser qu'un droit constitutionnel universel, dans le sens où nous avons employé ce terme, n'a pas pour condition l'avènement de l'Etat planétaire. Il suppose, certes, l'existence d'une société politique mondiale parvenue à un degré minimum d'organisation et de maturité ; mais cela n'implique pas nécessairement la disparition des Etats nationaux. L'ordre constitutionnel de cette société aurait précisément pour but d'aider les Etats nationaux à poursuivre leurs tâches propres. Le principe de la cohésion et de la liaison organique viendrait alors prendre la relève de celui de la juxtaposition inorganique d'une multitude d'Etats — ou de blocs d'Etats — qui se tiennent en « équilibre » et dont les volontés « souveraines » décident de la guerre ou de la paix. C'est en ce sens que la création d'un droit constitutionnel mondial apparaît comme le terme logique et idéal du postulat d'organisation internationale.

Mais les réalités n'obéissent pas toujours aux lois de la logique ni aux exigences de l'idéal ; et ce n'est pas rendre service à la cause de l'organisation internationale que de refuser de voir ces réalités. Or, le réalisme oblige de reconnaître qu'un ordre constitutionnel mondial ne s'établira que lorsque nous aurons appris à vaincre des difficultés qui, aujourd'hui, paraissent quasiment insurmontables. Il s'agira presque d'apprendre à conjurer le secret du cercle vicieux. En effet, la création d'un droit constitutionnel universel suppose en quelque sorte que l'harmonie à produire est déjà donnée ; elle suppose que l'accord est déjà acquis sur tous les points litigieux essentiels que le fonctionnement de ce droit tendrait à éliminer. Les théoriciens et les idéalistes ont beau dire, aussi, que la volonté objective de l'institution mondiale devra désormais remplacer le caprice des volontés subjectives des Etats nationaux ; on a beau proclamer qu'en droit international l'« institutionalisme » devra prendre la place du « volontarisme » et du « contractualisme », mais il ne faut pourtant pas oublier que la volonté des Etats nationaux sera absolument indispensable pour ouvrir cette ère où les lendemains chanteront sans fin. C'est dire que le problème qui se pose ici est plus politique que juridique.

Robert Redslob le rappelle : « ... Institutions... sont forcément contractuelles ¹¹⁸ ». « Toute société, même naturelle, écrit M. Delos de son côté, postule... un vouloir ¹¹⁹ ». Et M. de Visscher observe : « On s'accorde très généralement à reconnaître que les progrès du droit international sont liés désormais à ceux de l'organisation internationale. Mais l'expérience montre combien on se méprend encore sur les possibilités actuelles de l'organisation comme sur l'utilisation des

117. *Ibid.*

118. *Le Problème de la paix*, p. 29.

119. *Op. cit.*, p. 35. Voir aussi Angelinus, *Wijzgerige Gemeenschapsleer*, p. 42, éd. Dekker & Van de Vegt, Nijmegen, 1946.

procédures destinées à la réaliser. Organiser les rapports internationaux, c'est essentiellement tenter d'aménager ceux-ci dans un autre plan et selon d'autres principes que ceux des souverainetés juxtaposées ; c'est en fonction d'une distribution différente du pouvoir, créer des structures politiques et économiques nouvelles. C'est encore, du point de vue juridique, passer de la conception individualiste et volontariste du droit conventionnel à la conception organiciste de l'institution. Ce passage, c'est par le traité, instrument traditionnel d'expression de volontés souveraines, qu'il doit s'effectuer ». Et l'auteur ajoute : « La fréquente inadaptation de l'instrument conventionnel aux réalités dans les traités d'organisation internationale s'explique par la méconnaissance du véritable degré d'intégration ¹²⁰ ».

Cette dernière remarque est importante. Elle montre combien tout effort d'organisation internationale doit nécessairement s'accompagner d'une action constante d'information et d'éducation du public ; nous y reviendrons dans le dernier chapitre.

En attendant, le sens des réalités oblige à faire encore une deuxième constatation et à reconnaître que même dans l'hypothèse — combien illusoire pour l'instant — de l'entrée en vigueur d'un droit constitutionnel universel, tous les problèmes n'en seraient pas pour autant résolus. Car il ne suffit pas d'adopter et de promulguer des textes juridiques, si perfectionnés soient-ils ; il faut encore qu'ils soient respectés. Or, si le problème de l'exécution des engagements en général constitue le dilemme permanent du droit international traditionnel, combien plus serait-il celui d'un ordre constitutionnel mondial ! M. Raymond Aron remarque que « le droit qui devrait établir la paix entre les nations ressemblerait au droit constitutionnel plus qu'à tout autre puisqu'il devrait répartir le pouvoir, sinon la richesse, entre les diverses instances de l'organisation internationale ». Et il constate : « Des diverses sortes de droit interne, c'est le droit constitutionnel qui demeure toujours le plus proche de ses origines violentes. Aussi est-ce celui qu'il est le plus difficile de réviser pacifiquement, celui qui est le plus souvent interrompu par le recours aux armes d'un parti ou d'un autre ¹²¹ ». C'est dire, encore une fois, que le problème est essentiellement politique et non pas juridique.

Ainsi, la valeur de la formule « la paix par le droit » qui assigne son terme logique au postulat d'organisation internationale, n'est pas sans une certaine relativité. Maurice Hauriou n'a pas tort lorsqu'il fait preuve de scepticisme à l'égard de ce qu'il appelle les « hyperboles » qui parlent de « l'empire du droit » et du « règne de la loi ». Irréfutable en théorie, incarnation d'un idéal qui exprime les aspirations les plus élevées de l'humanité et qui atteste par là la grandeur et la noblesse de l'esprit humain qui fut capable de découvrir cet

120. *Théories et réalités en droit international public*, p. 150, éd. Pédone, Paris, 1960.

121. *Op. cit.*, p. 721.

idéal, le postulat d'organisation internationale ne se réalisera qu'au prix de longues recherches, tant théoriques¹²² que pratiques, et de beaucoup de bonne volonté. Mais cette idée n'est ni illusion, ni rêve vain, en dépit des affirmations des auteurs qui prétendent le contraire. D'ores et déjà, en effet, ce postulat a commencé de se traduire dans les faits. L'O.N.U. avec ses agences spécialisées ; les organisations politiques et économiques d'ensembles plus ou moins vastes d'Etats qui se dessinent actuellement dans toutes les régions du monde — en Afrique, en Amérique, en Europe — constituent notre espoir pour demain. Elles sont la justification de notre foi aux chances d'avenir du postulat d'organisation internationale.

M. Raymond Aron est un de ceux qui ne partagent pas cet optimisme. « Personnellement, écrit-il, j'avoue ne pas apercevoir de progrès, qu'il s'agisse de la société transnationale, du système international ou de la conscience de la communauté humaine¹²³ ». Les adeptes de l'idée d'organisation internationale méditeront avec beaucoup de profit les deux derniers chapitres de son ouvrage. Au risque de donner l'impression de désavouer nos propres thèses, nous tenons à ajouter qu'il nous semble que les polémiques sur ce point ne seront pas tranchées, en fin de compte, par des arguments d'ordre rationnel, ni par « les faits » auxquels les adversaires et les partisans font appel ; et nous ne nous reconnaissons que trop bien parmi ces derniers... Le véritable problème est beaucoup plus fondamental. Ce sont deux conceptions différentes de l'histoire qui s'affrontent ici. C'est dire que beaucoup d'éléments d'ordre affectif et émotionnel s'y mêlent, souvent, hélas, sans que les sujets ne s'en aperçoivent. C'est dire aussi que ces polémiques sont en quelque sorte condamnées à rester stériles, car elles ont l'avenir pour enjeu. Au-delà des passions et des interprétations fausses de faits, l'histoire désignera ceux qui auront le mieux compris son sens.

*
**

Avant de terminer ce chapitre, il convient de faire encore quelques remarques sur un problème qui à première vue peut paraître secondaire mais qui est d'une grande importance. Il s'agit de la terminologie dont beaucoup d'auteurs se servent lorsqu'ils traitent des problèmes d'organisation internationale. Un peu partout dans les ouvrages, on rencontre des mots tels qu'« internationalisme », « universalisme », « mondialisme », « cosmopolitisme », « institutionnalisme », etc. Mais la plus superficielle des recherches montre que leur

122. Il est évident que l'étude scientifique des problèmes de la paix (une « irénologie ») et de la guerre (une « polemologie ») est absolument nécessaire. On ne peut que s'étonner du fait que ceci n'est pas encore compris partout.

123. *Op. cit.*, p. 717.

signification est loin d'être établie ¹²⁴. Ceci vaut en particulier pour le terme d'internationalisme. De tous les « ismes » qui viennent d'être mentionnés, celui-ci est à la fois le plus répandu et le plus traître. A lui seul, il représente tout un capital de malentendus. La confusion dans les termes est souvent le signe d'un désaccord plus fondamental ; et ceci se confirme dans le cas présent.

Trois causes distinctes mais souvent associées sont à la source de ces malentendus : primo, le même terme sert souvent à indiquer les notions les plus diverses, voire diamétralement opposées ; secundo, la même notion est souvent invoquée sous des appellations différentes ; enfin, comme pour compliquer un problème déjà quasiment inextricable, la majorité des auteurs semblent s'être concertés pour ne pas dire ce qu'ils entendent par ces termes, notamment celui d'internationalisme.

La confusion qui en résulte est à peine concevable. Un esprit malin, jouant délibérément le jeu de la confusion, trouverait ici un domaine de prédilection. En effet, le terme d'internationalisme ne dit rien en soi — et il suggère beaucoup trop. On ne peut connaître sa signification sans être fixé sur la *Weltanschauung* de ceux qui s'en servent. C'est dire à quel point ce terme est chargé de notions idéologiques. Aux yeux de beaucoup, il est devenu suspect, donnant lieu à des controverses d'autant plus stériles que la plupart des auteurs ne se donnent pas la peine de définir la notion dont ils parlent. Nous avons ici donc un phénomène comparable à celui que nous avons signalé plus haut par rapport au pacifisme ¹²⁵ ; et ce n'est pas un hasard si certains auteurs considèrent l'internationalisme et le pacifisme comme des synonymes.

M. Emery Reves est un des auteurs qui semble avoir compris que la confusion qui règne ici est grande. Il dit expressément qu'il critique l'internationalisme à la fois comme terme et comme notion ¹²⁶. Mais il omet de préciser contre laquelle ou lesquelles des nombreuses notions possibles il s'élève, ce qui fait que son attaque reste plutôt verbale. Le passage suivant est caractéristique : « L'internationalisme est un mot tellement inutile ! Il est abhorré par la grande majorité des gens et discrédité par ses attaches avec l'Eglise catholique, le socialisme, les grandes affaires, le communisme, le monde juif, les cartels, la franc-maçonnerie, le fascisme, le pacifisme, l'industrie des armements et autres mouvements et organisations à chacun desquels est opposée la majorité de la race humaine ¹²⁷ ». En guise de conclusion du chapitre en question, M. Reves propose, pour tout remède, l'adoption d'un nouveau terme : celui d'universalisme. « Ce qu'il nous

124. Cf. Pierre DUCLOS, *L'évolution des rapports politiques depuis 1750*, p. 259, éd. P.U.F., Paris 1950 et Quincy WRIGHT, *The Study of international relations*, p. 4 et suiv., et *Problems of stability and progress in international relations*, p. 218 et suiv.

125. Voir Partie I, chap. 5.

126. *Anatomie de la paix*, p. 191-204.

127. *Op. cit.*, p. 191.

faut, c'est l'universalisme. C'est une foi et un mouvement proclamant nettement que leur objet est d'instaurer la paix entre les hommes par un ordre légal, au-delà et au-dessus des Etats-nations existants ¹²⁸ ».

Ce nouveau terme d'universalisme, serait-il vraiment plus clair ? On peut en discuter. Mais M. Reves ne définit pas la notion qu'il veut indiquer par là. Il laisse à ses lecteurs le soin de deviner qu'il se réfère ici à l'idée d'un « gouvernement mondial » qui serait « en relation directe non pas avec des Etats, mais avec des individus ¹²⁹ ».

Le *Code de morale internationale*, ouvrage d'auteurs catholiques, se défend bien de ces « attaches » que M. Reves attribue à l'Eglise de Rome. Il s'en prend, lui aussi, à l'internationalisme. Son jugement est quelque peu plus nuancé en ce sens qu'il reconnaît, au moins, que « l'internationalisme peut... s'entendre... dans une bonne ou une mauvaise acception ¹³⁰ ». C'est pour cette dernière que le *Code* retient le terme d'internationalisme; pour la « bonne acception », il réserve tout comme Emery Reves, le terme d'universalisme. Mais l'universalisme du *Code* ne couvre pas la même notion que celui de M. Reves ; au contraire, l'universalisme du *Code* n'est rien d'autre que le (bon) internationalisme du prêtre catholique qu'est M. Delos, tandis que l'universalisme d'Emery Reves ne s'avère être qu'un (mauvais) internationalisme...

Voici ce qu'écrivit le *Code* sur ce « mauvais » internationalisme : « La fervente adhésion que les socialistes et les communistes ont donnée à l'internationalisme a puissamment contribué à discréditer dans l'opinion catholique et le nom et la chose. Non sans raison d'ailleurs, puisque l'internationalisme qui se présente sous ce patronage suspect implique la suppression des frontières, l'abolition des patries, la conversion du monde en un champ clos où une implacable lutte de classes remplacera les antagonismes nationaux ¹³¹ ».

L'universalisme, en revanche, dans la description que le *Code* en donne, s'inspire très visiblement de la doctrine de M. Delos sur l'internationalisme que nous avons citée ailleurs dans ce chapitre : « Il est un autre internationalisme auquel on donnerait plus volontiers — si l'usage le permettait — le nom d'*universalisme*, pour mieux souligner le caractère complémentaire qu'il présente au regard du particularisme nationaliste. Cet internationalisme ne méconnaît pas les valeurs culturelles... qui constituent... le patrimoine des divers groupements nationaux... Egalement fondées sur les exigences de la nature humaine, les sociétés particulières et la société universelle, loin de s'exclure, s'appellent et se complètent. Les sociétés nationales doivent s'intégrer dans la société universelle, sans s'y laisser absorber ¹³² ».

128. *Op. cit.*, p. 204.

129. *Op. cit.*, p. 297 et suiv.; p. 305.

130. *Code de morale internationale*, p. 149, éd. Spes, Paris, 1951.

131. *Ibid.*

132. *Ibid.*

Les auteurs du *Code* ont le mérite de ne pas laisser subsister d'équivoque au sujet des notions dont ils se réclament. Mais ils ne laissent pas planer de doutes non plus sur les notions qu'ils attribuent aux autres ; assurément, ils ne prennent pas de gants ! Mis à part le fait que cet ouvrage, contrairement à l'esprit qui l'anime ailleurs, affirme ici que la suppression des frontières serait un mal, il est inadmissible qu'il mette sur un même pied les idées socialistes et communistes. La ligne de démarcation ne se trace pas, dans cette matière, entre les théories catholiques d'une part et celles des communistes et des socialistes d'autre part ; au contraire, on constate que beaucoup de théoriciens socialistes sont parfaitement d'accord avec les catholiques pour s'opposer à l'internationalisme d'un Lénine. Ce qui est plus fort encore, c'est que les théories élaborées par des catholiques sont *substantiellement* les mêmes que celles de beaucoup d'auteurs socialistes. Il n'est pas du tout vrai, par exemple, que « les » théories socialistes « impliquent », comme le prétend le *Code*, « l'abolition des patries ». Cela fut peut-être plus ou moins vrai pour le marxisme et le socialisme du XIX^e siècle ; cela ne fut plus du tout vrai dès le début de ce siècle ; et cela était devenu une très grave erreur en 1951, année où cette édition du *Code* fut publiée.

Que la théorie communiste traditionnelle considère l'internationalisme comme la forme suprême de la lutte des classes n'est que trop exacte ; nous disons la théorie *traditionnelle* puisqu'il reste à voir si le communisme soviétique post-stalinien sera capable de maintenir la doctrine léniniste sur ce point. Voici comment le grand maître de la théorie communiste définit l'internationalisme : « L'internationalisme prolétaire exige : premièrement, que les intérêts de la lutte prolétaire dans les pays individuels soient subordonnés aux intérêts de la lutte prolétaire internationale ; deuxièmement, que la nation qui triomphe de la bourgeoisie soit capable et prête à consentir aux plus grands sacrifices nationaux afin d'amener la chute du capital international ¹³³ ».

Il est également vrai que le communisme, d'une façon générale, considère que l'internationalisme prolétaire est aux antipodes du patriotisme. Même les manuels communistes les plus récents opposent le « nationalisme bourgeois », c'est-à-dire le patriotisme, à l'internationalisme prolétaire. Il y a toutefois des exceptions. Au moment de la bataille de la C.E.D. en France, le leader communiste Jacques Duclos ne partageait point les positions européennes, donc « internationalistes », des socialistes. Dans un rapport présenté, le 5 mars 1954, au Comité central du P.C.F., il s'élevait violemment contre « l'aliénation de notre indépendance nationale » et contre « les fossoyeurs de l'indépendance nationale de la France », ajoutant que « le Vatican participe ouvertement à la grande entreprise américaine visant à la destruction du sentiment national dans notre pays et à la substitution de la notion

133. Lénine, *Ausgewählte Werke*, t. II, p. 774, éd. Berlin, 1952 ; c'est nous qui traduisons.

de cosmopolitisme à la notion de patriotisme ¹³⁴ ». L'autorité doctrinale de M. Jacques Duclos n'est peut-être pas tout à fait comparable à celle de Lénine. Il est évident aussi que cette prise de position doctrinalement révolutionnaire — donc contre-révolutionnaire, réactionnaire... — était peut-être avant tout tactique et politique ; mais cela prouve, une fois de plus, combien il convient de se méfier des termes et des notions dont il est question ici.

Dans l'hypothèse, donc, que la doctrine communiste officielle sur l'internationalisme est pour l'instant toujours celle de Lénine qui vient d'être mentionnée, il est clair que les socialistes ont des conceptions radicalement différentes. Jean Jaurès, par exemple, considère que le patriotisme et l'internationalisme se complètent réciproquement : « Un peu d'internationalisme éloigne de l'idée de patrie, beaucoup en rapproche ; un peu de patriotisme éloigne de l'internationalisme, beaucoup en rapproche ¹³⁵ ». La formule de M. Delos que nous avons citée plus haut n'est pas différente : « L'attachement à la patrie et le goût des relations internationales, écrit-il en définissant l'internationalisme, sont deux sentiments qui, loin de s'exclure, s'appellent, car... ils trouvent l'un et l'autre dans la nature le principe d'une connexion grâce à laquelle ils se renforcent mutuellement ».

Accord donc entre Jean Jaurès et le prêtre Delos sur la notion et sur le terme d'internationalisme ; désaccord seulement sur le terme — mais non point sur la notion — de patriotisme à laquelle, nous l'avons vu, M. Delos donne le nom de nationalisme. Mais un auteur, comme Christian L. Lange qui, doctrinalement, mérite d'être classé parmi les théoriciens socialistes ¹³⁶, est d'accord avec M. Delos jusqu'à l'emploi du terme de nationalisme. « L'internationalisme, écrit-il, veut se fonder sur les nations, et, en attendant la constitution de celles-ci en groupements sociaux autonomes, il reconnaît les Etats... L'internationalisme n'est donc nullement opposé à un « nationalisme » bien compris ; au contraire, il est convaincu que le développement des nationalités ne peut que servir l'ensemble des intérêts internationaux par la variété et la richesse qui seront ainsi garanties à la vie commune des nations... Un vrai « internationalisme » ne peut exister sans les nations ¹³⁷ ».

Nous reviendrons sur le problème de la définition des notions de patriotisme et de nationalisme par rapport à l'internationalisme. En attendant, deux constatations s'imposent. La première est que « l'opinion catholique » se trompe si elle croit effectivement — comme le prétend le *Code de morale internationale* — qu'il y a une opposition entre « les » socialistes et les idées catholiques en cette matière. Les

¹³⁴ *Cahiers du communisme*, n° 3, mars 1954, p. 189-190

¹³⁵ Cité par Leo HAMON, *Laïcité et politique étrangère*, dans *Esprit*, mars 1958, p. 427.

¹³⁶ Il convient toutefois de préciser que Christian Lange n'était pas membre du parti socialiste, mais du parti de gauche « Venstre »

¹³⁷ *Histoire de l'internationalisme*, p. 13-14

textes prouvent qu'il y a une identité de vues substantielle, au moins, entre *des* théoriciens socialistes éminents et *des* doctrinaires catholiques de grande autorité.

La deuxième constatation est qu'il est faux de dire — comme le fait le *Code de morale internationale* — que l'internationalisme — « et le nom et la chose » — a été discrédité dans « l'opinion catholique » tout court. Dans un pays comme la Grande-Bretagne, par exemple, terre d'élection des mouvements pacifistes, les catholiques étaient à l'avant-garde de l'idée d'organisation internationale. Dès 1869, ils adressèrent une pétition au pape Pie IX, exposant en détail les raisons militant pour la construction d'un ordre international. Après cent ans, ce document n'a rien perdu de son actualité¹³⁸. Il convient de noter également, car ce fait a son importance, que les catholiques anglais sont traditionnellement membres du parti socialiste¹³⁹. Et que dire, par exemple, du Centre allemand qui se trouvait d'accord avec les socialistes pour résister au nationalisme et pour recommander les solutions internationales et, notamment, la réconciliation avec la France¹⁴⁰ ?

La vérité est plutôt que l'opinion catholique dans *un* pays particulier mais très influent était, dans son ensemble, violemment opposée à tout ce qui évoquait de près ou de loin l'idée d'organisation internationale. En effet, cette opinion considérait l'idée d'organisation internationale comme la négation même de l'attachement à la patrie. « Whereas in Germany nationalism was anti-catholic, écrit Don Sturzo, in France it was born pro-Catholic ; the French clergy were against the Republic, either because they were for the most part favorable to the monarchy, or because they feared the anticlericalism of the bourgeoisie and of the working masses¹⁴¹ ». Charles Maurras fut le théoricien d'un « nationalisme » dans le sens péjoratif qu'on donne de nos jours d'habitude à ce mot ; un nationalisme donc qui fonde l'amour de la patrie sur la haine des autres et qui est l'antithèse même de tout internationalisme. Avant Maurras, écrit Don Sturzo, « the word nationalism itself, used here and there in an equivocal sense, had not yet become the index either of a theory or of a party with well-defined contours¹⁴² ».

Ici à nouveau, soit dit en passant, on constate que les extrêmes se rejoignent. En effet, et pour Lénine, et pour Charles Maurras, le nationalisme est incompatible avec l'internationalisme. La différence est que l'un proclame le nationalisme en idéal suprême, l'autre l'inter-

138. Voir *P. I.*, p. VIII-X, qui cite de longs passages de ce document remarquable.

139. Voir Don Luigi STURZO, *Nationalism and internationalism*, p. 6-7 ; éd. Roy Publishers, New York, 1946 ; cf. également Dr S.W. COUWENBERG, *De strijd tussen progressiviteit en conservatisme*, p. 235-236, éd. Pax, La Haye, 1959.

140. Voir STURZO, *op. cit.*, p. 25-27, 121-123 ; voir également l'article cité de M. Léo HAMON, et Dr S.W. COUWENBERG, *op. cit.*, p. 256 et suiv.

141. *Op. cit.*, p. 27.

142. *Op. cit.*, p. 33

nationalisme. Mais cette différence encore est peut-être plus verbale que réelle, et il serait intéressant de rechercher en quelle mesure l'internationalisme de Lénine pourrait être l'expression déguisée d'un nationalisme russe, et en quelle mesure le nationalisme maurassien s'est nourri de l'idée d'une supériorité universelle de la culture française¹⁴³.

« During the struggle with the anti-clerical French government..., écrit encore Don Sturzo, the « Action Française » was the most powerful organization to come to the help of the Catholics... Furthermore, some bishops and priests, seeing this audacious party assert itself in the street, began to entertain the belief that the monarchy might really be restored. Hence their republicanism of convenience (even if we admit such after the Encyclical of Léo XIII) speedily waned... Thus a good many Catholics joined the faction of Maurras, regarded for the moment as the defender of French Catholicism — a worthy successor to Joan of Arc who just at that time was being reinstated as the protectress of the new Catholic France. Maurras favored the Thomistic revival in France against philosophers like Laberthonnière and Le Roy, who were later to be placed on the Index ; against Blondel, who for a long time was held suspect. He advocated a corporative structure of class organisation against the socialism of Jaurès and the syndicalism of Sorel. All these efforts were looked upon favorably by the French clergy, with the result that nationalism, which the Church until then had either opposed or slighted..., succeeded.. in winning the sympathies of a part of the French clergy¹⁴⁴ ».

Plus loin, l'auteur conclut : « Of all nationalisms since 1918, French nationalism must bear the chief responsibility for the present European cataclysm. It was French nationalism that obstinately opposed any reconciliation with Germany — any « rapprochement » between the two peoples ; it fought every attempt to make the League of Nations superior to the individual States and powerful in molding European public opinion... When the policy of Briand approving the admission of Germany into the League of Nations... prevailed in the Locarno Treaty, French nationalism denounced this policy as treason. But above all it was French nationalism that poisoned the Catholic world after the war, in France as well as in other countries, even in England, decrying every generous idea, every christian sentiment, every peaceful initiative, inciting to hatred and resentment, spreading inhumane and anti-catholic doctrines¹⁴⁵ ».

Les remarques de Don Sturzo ne sont pas fausses. C'est tout un chapitre à part qui s'ouvre ici : celui de l'échec de la Société des Nations. Néanmoins, en ce qui concerne la France, soit dit entre parenthèses, il convient de ne pas perdre de vue certaines nuances

143. Cf. Quincy WRIGHT, *The study of international relations*, p. 45, 177.

144. *Op. cit.*, p. 34.

145. *Op. cit.*, p. 36.

importantes. En effet, le nationalisme français n'est souvent qu'une forme extrême et extrémiste d'un patriotisme authentique qui, en tant que tel, est partagé par la nation tout entière. Dans une autre publication, nous avons touché à ce problème, en prouvant par de nombreux textes que les leaders de gauche et même d'extrême gauche, qu'il s'agisse de l'affaire Dreyfus ou d'Algérie, font aussi passionnément appel au patriotisme que ceux de droite¹⁴⁶. C'est parce que la nation française tout entière est animée d'un très vif attachement à la patrie que Jacques Duclos, au moment de la bataille de la C.E.D., a pu faire appel à ce sentiment ; peut-être même était-il sincère, car il y a beaucoup d'exemples pittoresques qui prouvent que des communistes français se sentent Français avant d'être communistes¹⁴⁷.

Ces considérations peuvent également expliquer, nous semble-t-il, pourquoi le Français qu'est M. Delos base sa théorie de l'internationalisme sur une notion de patrie qu'il indique par le terme de « nationalisme ». En employant un terme qui, entre les deux guerres, fut tellement populaire en France, il a sans doute voulu faire accepter une notion différente, plus respectable. Ce n'est pas un pur hasard non plus, nous semble-t-il, que Christian Lange, comme il a été signalé plus haut, emploie exactement la même terminologie que M. Delos pour désigner les mêmes notions. En effet, à l'époque où il écrivait, peu de temps après la fin de l'union personnelle avec la Suède, la Norvège, elle aussi, fut particulièrement sensible à l'idée nationale¹⁴⁸.

Or, ne serait-il pas vrai, dans ces circonstances, que le problème de la définition de l'internationalisme se ramène, en fin de compte, à celui de la définition du nationalisme ? Mais le terme de nationalisme, à son tour, s'avère fuyant et incertain, couvrant tantôt telle notion, tantôt telle autre. Lui non plus, il n'offre pas de critère absolu. En effet, la signification du terme de nationalisme s'avère essentiellement relative, parce que le contenu du nationalisme se définit par rapport à d'autres notions, et, surtout, parce que le contenu qu'on lui attribue dépend du temps et du lieu, sinon de la philosophie de celui qui s'en sert.

Don Sturzo a très bien mis en lumière cet aspect de la question. « Words have their own life and evolution, écrit-il. When the word nationalism was coined, it meant the economic theory of « nationalization of certain industries of collective interest ». Later the word was used to express the love of nation and the defense of its rights against the « Workers International » and « class internationalism ». Still later it was applied to the defense of « nationality » and of

146 *Een stukje Frankrijk in Frans perspectief*, dans *Internationale Spectator*, La Haye, 8 novembre 1962, p. 482-508.

147 *Ibid.*

148 Il ne faut d'ailleurs pas oublier que des protagonistes du « principe des nationalités » ont prétendu que les nationalismes seraient un facteur de paix internationale cf. Verdross, *op cit*, p. 36 et Ch. de VISSCHER, *op cit*, p. 50

oppressed « minorities »... Finally it came to mean a given sociological-political theory and the nation was thought of in terms of a supreme entity, ... without limits of human or divine bounds, while the national State was declared the totalitarian State. For us, today, in the light of recent experiences, « nationalism » should not hold any other meaning. It is not possible that there should be a common denominator of what is good (love of nation) and what is intrinsically bad (the deification of nation). Before the war, in order to distinguish between nationalism and nationalism, the bad one was classified as « radical »... in contrast to « moderate » nationalism (Pius XI). But as Pius XI himself emphasized in the last year of his life, by nationalism « as it is commonly understood » today is meant the exaggerated kind, the kind in fact that separates peoples from peoples ¹⁴⁹ ».

Nous entendrons dans ce qui suit le terme de nationalisme dans ce sens péjoratif que Don Sturzo vient de définir ici. Nous serons aussi d'accord avec lui pour opposer ce nationalisme isolationniste à un idéal baptisé du nom d'internationalisme ; en effet, le titre de son livre indique que Don Sturzo semble considérer ces deux notions comme antithétiques. Il ne le dit cependant pas expressément : s'il définit le nationalisme, il ne définit pas l'internationalisme, se bornant assez vainement à dire ce que l'internationalisme n'est pas. « The most difficult problem, écrit-il en effet, is that of defining internationalism. We, of course, exclude internationalism of world-wide empire as that of Rome was believed to be ; neither can we count religious internationalism as realized in the Middle Ages... Nor can we count juridical internationalism based on the acceptance of the old « ius gentium » developed in modern international law... We have seen the failure of proletarian internationalism ¹⁵⁰... » etc.

Le lecteur attend en vain la solution à ce « most difficult problem ». Si l'on se réfère à certains contextes, on dirait que Don Sturzo entend par le terme d'internationalisme une notion plutôt générale, quelque peu vague : un mouvement vers « a more comprehensive world order ¹⁵¹ » ou vers « the coordination of the world ¹⁵² », et tout ceci dans l'hypothèse que les gouvernements existants collaboreront à la construction de cet ordre mondial ¹⁵³.

Il nous semble exact qu'il est un internationalisme qui se définit, effectivement, dans des termes aussi généraux. Cette notion d'internationalisme se rapproche de ce que nous avons appelé l'« idée d'organisation internationale ». Dans cette acception, le terme d'internationalisme apparaît comme une dénomination collective, désignant l'ensemble des théories et des mouvements d'opinion qui, quelles que soient leurs différences individuelles, affirment tous le principe de la

149. *Op. cit.*, p. 54.

150. *Op. cit.*, p. 255-256.

151. *Op. cit.*, p. 255.

152. *Op. cit.*, p. 267.

153. *Ibid.*

nécessité d'organisation internationale comme méthode pour assurer la paix et la prospérité des peuples. On constate d'ailleurs que Don Sturzo n'est pas seul à comprendre l'internationalisme dans un sens aussi général. Nous estimons que, dans cette interprétation, le terme est parfaitement acceptable, mais pour des raisons évidentes nous ne le reprendrons pas. Pour éviter tout malentendu, nous avons systématiquement employé, jusqu'ici, selon l'exemple d'ailleurs de Jacob Ter Meulen¹⁵¹, les expressions d' « idée d'organisation internationale » ou de « postulat d'organisation internationale » et nous continuerons à le faire. Elles ont, en effet, l'avantage d'être claires et objectives — ou neutres, si l'on veut. Elles sont explicites et dénuées de toute signification particulière idéologique, doctrinale ou religieuse.

Dans le sens général et neutre que nous venons de décrire, l'internationalisme se définit donc par opposition au nationalisme péjoratif, — nationalisme qui prône une « souveraineté » illimitée de l'Etat national. Théodore Ruysen semble comprendre l'internationalisme ainsi. Nous lui devons trois tomes fort intéressants traitant des « Sources doctrinales de l'internationalisme »; on ne peut que regretter qu'il n'ait pas défini, lui non plus, l'objet de son volumineux ouvrage. Le lecteur à la recherche d'un critère précis, doit se contenter de quelques formules rencontrées au hasard. Dans un note préliminaire, par exemple, l'auteur se réfère à un « puissant mouvement d'organisation internationale » dont il voudrait « repérer les véritables sources doctrinales¹⁵⁵ ». Un peu plus loin, il semble considérer que l'internationalisme est « l'idée de l'unification de l'humanité¹⁵⁶ ».

Harold Laski est également un de ceux qui se servent de ce mot controversé sans le définir. L'index du *Grammar of politics* se réfère sept fois à l'internationalisme, mais aux pages indiquées, on est surpris de constater que le terme d'internationalisme n'y figure pas une seule fois¹⁵⁷. Le contexte est toutefois suffisamment clair pour exclure toute équivoque. Dans ces pages, Laski développe une théorie générale dont on peut se demander si elle n'a pas été une importante source d'inspiration pour M. Delos. Laski y témoigne de sa foi dans l'idée d' « international government », basé sur des « institutions »; c'est là, sans doute possible l' « internationalisme » auquel se réfère l'index de son ouvrage. Comme M. Delos, Harold Laski attribue une place importante à l'idée de civilisation pour fonder le postulat d'organisation internationale. « We are compelled by the facts of civilisation to find common rules of conduct... We are driven, in a word, at least to a common minimum of civilised life for all nation-States

154. *Der Gedanke der internationalen Organisation in seiner Entwicklung*, 3 t., éd. Nijhoff, La Haye, 1917-1929-1940.

155. *Les sources doctrinales de l'internationalisme*, t. I, p. 7, éd. P.U.F., Paris, 1954-1961.

156. *Op. cit.*, t. I, p. 18.

157. *A grammar of politics*, p. 228-239, éd. Allen & Unwin Ltd., London, 1951.

whose behaviour at all seriously affects the world-order. What we must realise is the need for driving this process of unification much further than it has so far gone. When we realise the implications of this unifying process, we begin to get a vision of the world at every point different from that which sees it as a system of isolated and independent communities¹⁵⁸ »

L'identité de vues entre M. Delos et l'éminent théoricien socialiste va jusqu'à l'adoption d'une même notion du nationalisme par rapport à l'internationalisme. Les hommes, écrit Laski, « can learn to think internationally. They do not cease to be English or French or German; but they learn to adjust their nationalism to a richer perspective¹⁵⁹ ». Ailleurs il affirme : « . The neglect of justified nationalism would bring with it its own penalty¹⁶⁰ ». Cette doctrine suppose, bien entendu, que la « souveraineté » de l'Etat national est limitée : « No man can give an unexcepted allegiance to the nation-State. The true loyalty he owes is to the ideals he can build from his experience. The true battle in which he is a soldier is the battle to make those ideals ample and generous and compelling¹⁶¹ »

Ces dernières phrases rappellent le langage pacifiste, et ce n'est pas pur hasard. Il y a une connexion étroite, nous l'avons signalé à plusieurs reprises, entre l'idée d'organisation internationale et celle de paix. Les divers mouvements « pacifistes » qui, dès la deuxième moitié du XIX^e siècle, se sont dessinés un peu partout en Europe et aux Etats-Unis, ont contribué puissamment à répandre l'idée d'organisation internationale¹⁶². Or, il se trouve que certains auteurs vont jusqu'à considérer les termes d'internationalisme et de pacifisme comme globalement équivalents. Alfred Verdross, en traitant de l'idée d'organisation internationale, introduit le terme de « pacifisme organisateur¹⁶³ ». Une telle identification est parfaitement acceptable, à condition, bien entendu, d'entendre le pacifisme dans un sens très large et général : celui d'un courant d'opinion ou d'un mouvement en faveur de la paix¹⁶⁴. Une nuance pourrait être que l'internationalisme, dans cette interprétation, évoque une idée positive : la construction d'un ordre international tandis que le pacifisme suggère avant tout une attitude négative : l'opposition à la guerre. Mais ces nuances sont sans doute déjà discutables aux yeux de certains.

158 P 229

159 *Ibid*

160 P 237

161 P 240

162 Voir à ce sujet, outre les ouvrages cités de Christian LANGE, Jacob TER MEULEN et Theodore RUYSSSEN, P. RAIN, *Organisation de la paix en Europe depuis les origines jusqu'à l'ONU*, éd. La Table Ronde, Paris 1946, J. Van KAN, *L'idée de l'organisation internationale dans ses grandes phases*, Recueil des cours de l'Académie de droit international 1938 t. 66 vol. IV.

163 *Op cit*, p. 27

164 Bien entendu, le véritable problème est comment définir la notion de paix, cf. ci-dessus, Partie I, chap. 5.

Christian Lange est un des trop rares auteurs qui ont apporté un peu plus de clarté dans la confusion terminologique. Dans l'importante introduction de son ouvrage, il définit avec soin les concepts auxquels il recourt. Il oppose « la théorie militariste » à « d'autres théories, que l'on peut qualifier de « pacifistes » et « internationalistes », faute de termes universellement admis et reconnus ¹⁶⁵ ». Dans l'ensemble des théories pacifistes, Christian Lange distingue ce qu'il appelle trois « éléments » différents. Si nous comprenons bien sa pensée, ces « éléments » se présentent tantôt séparément, tantôt conjointement. En premier lieu, l'auteur mentionne « la conviction de l'unité fondamentale du genre humain, unité morale, mais en même temps unité biologique... La vie humaine est en principe inviolable... C'est sur cette conviction qu'est basé le pacifisme intégral, qui fait une opposition irréductible à toute guerre ; même à la guerre dite défensive ¹⁶⁶ ». L'auteur n'est pas partisan de ce pacifisme intégral ; il dit que sa « conséquence logique.. est l'adoption d'un anarchisme individualiste, qui est hostile à tout groupement social ayant un caractère obligatoire ¹⁶⁷ ». Mais il prend soin de souligner que « cette conviction de l'unité du genre humain a un caractère religieux prononcé ¹⁶⁸ ».

En deuxième lieu, Lange distingue des éléments « d'ordre utilitaire : la guerre est un mal qu'il faut tâcher d'éviter » ; il faut « en limiter les ravages ¹⁶⁹ ». Enfin, troisièmement, il y a des courants pacifistes qui condamnent la guerre « comme foncièrement injuste, contraire à l'éthique humaine ¹⁷⁰ » et comme la négation même de l'idée de civilisation.

De ces trois catégories, selon l'auteur, seule « la première est positive, elle prêche la paix ; les deux autres sont critiques, elles combattent la guerre ¹⁷¹ ». Or, c'est l'internationalisme qui, à ses yeux, constitue le « complément d'ordre constructif et organisateur » des maximes pacifistes « à base sentimentale, utilitaire et éthique ». Voici comment il décrit cet internationalisme : « Les maximes pacifistes se complètent de la théorie qu'on pourrait qualifier d'*internationaliste*. Elle s'étaie des connaissances biologiques, économiques, historiques et sociologiques dont se nourrit la vie intellectuelle de notre époque. Elle constate que la guerre est une fonction inévitable des rapports mutuels des sociétés humaines, tant que ces rapports demeurent à l'état inorganisé... L'internationalisme est par définition opposé au cosmopolitisme, lequel est unitaire, envisageant l'humanité tout entière comme un seul groupement social... L'internatio-

165. *Op. cit.*, p. 9.

166. *Op. cit.*, p. 9-10.

167. *Op. cit.*, p. 10.

168. *Ibid.*

169. *Op. cit.*, p. 10-11.

170. *Op. cit.*, p. 11-12.

171. *Op., cit.*, p. 12.

nalisme veut se fonder sur les nations... C'est en application logique de cette thèse que la plupart des internationalistes — et en cela ils se distinguent des pacifistes proprement dits — admettent, dans des limites strictement définies, la légitimité de la guerre défensive... Le pacifisme intégral envisage la « paix » comme un état où le recours à la force physique est exclu; l'internationalisme veut faire de la force la servante de l'idée de droit au sein de la société des nations... Puisque l'internationalisme se base sur l'existence des Etats, ou plutôt des nations, il est fédéraliste et non pas unitaire..¹⁷².

Nous revenons ainsi au fédéralisme. En effet, comme nous l'avons signalé à propos de la théorie de M. Delos, l'internationalisme, compris dans un sens « neutre » et général, n'est rien d'autre que ce qu'on appelle de nos jours le fédéralisme, ou, plus exactement, l'ensemble des théories et courants d'opinion qui se réclament du principe fédéraliste. C'est bien dans ce sens que Christian Lange, Don Sturzo, Harold Laski et M. Delos prônent tous l'internationalisme comme idéal humain. Et c'est bien dans cet esprit aussi, que leur internationalisme commun s'oppose à celui d'un Lénine ainsi qu'au « cosmopolitisme » de ceux qui réclament l'abolition des Etats nationaux afin de pouvoir constituer un seul Etat mondial.

M. Gonella est un des auteurs qui emploient le terme de cosmopolitisme dans ce sens. Il l'oppose à ce qu'il appelle « le nouvel institutionnalisme international » qui considère que « toutes les nations sont liées ensemble comme membres d'un seul ordre du droit » et qui par conséquent est de nature « internationaliste¹⁷³ ». Le cosmopolitisme, en revanche, c'est, selon lui, l'expression de l'idée d'un « empire universel », basé sur « les principes de la servitude et de la domination¹⁷⁴ ». Plus loin, esquisant un idéal « fédéraliste », le commentateur de Pie XII prend bien soin, à nouveau, de distinguer ce fédéralisme de l'idée d'une « union utopique par la création d'un seul Etat cosmopolite¹⁷⁵ ».

Pour sa part, M. Gonella, tout comme le *Code de morale internationale* et certains autres auteurs catholiques¹⁷⁶, montre une nette préférence pour le terme d'« universalisme ». Il le définit comme une doctrine intermédiaire entre le « nationalisme isolationniste » et « les utopies du cosmopolitisme¹⁷⁷ ». Ce dernier, écrit-il, est basé sur « une fausse conception de fraternité; une fraternité, en effet, qui exige ... une situation contre nature, c'est-à-dire la suppression de

172. *Op. cit.*, p. 12 et s.

173. *Op. cit.*, p. 332-333; c'est nous qui traduisons. Cf. aussi Alfred VERDROSS qui oppose l'idée d'« unité organique » à celle d'« unité cosmopolite » (*op. cit.*, p. 15).

174. GONELLA, *ibid.*

175. *Op. cit.*, p. 360-362.

176. Voir p. ex. LERCARO, *op. cit.*, p. 91-97-98; A. DONDEYNE, *Rencontre des cultures : vrai ou faux universalisme*, dans *Justice dans le monde*, septembre 1961

177. GONELLA, *ibid.*

tous les groupements intermédiaires entre l'individu et l'humanité. Par contre, la doctrine chrétienne du droit international suppose l'existence de plusieurs formes naturelles de société (la famille, l'Etat, le monde) entre l'individu et l'humanité ». Bien entendu, cet « universalisme » que recommande M. Gonella n'est rien d'autre que ce que M. Delos et tant d'autres auteurs appellent l' « internationalisme ».

Terminons ici ce tour d'horizon terminologique qui constituera en même temps la fin de ce chapitre. Une double conclusion s'impose. La première est qu'il convient d'être extrêmement prudent en manipulant les termes qui ont cours dans le domaine des théories d'organisation internationale. La deuxième, c'est que l'accord sur les notions fondamentales est, en cette matière, bien plus vaste que les conflits terminologiques ne le feraient supposer. En effet, nous constatons une large sinon complète identité de vues entre des théoriciens dont, par ailleurs, les conceptions religieuses, idéologiques et politiques paraissent opposées. Cet accord va bien plus loin que l'acceptation commune d'un certain nombre de principes élémentaires ; il est susceptible de s'étendre à toute une doctrine d'action.

Pie XII a eu l'ambition de définir une telle doctrine. Il l'a appelée, correctement, une doctrine de droit naturel, puisqu'elle fait appel aux hommes en tant que membre de la famille humaine, en transcendant toutes les différences idéologiques ou nationales.

CHAPITRE III

LA CONCEPTION DE PIE XII

— — — — —

« La loi divine... impose strictement à tous les gouvernants des peuples l'obligation d'empêcher la guerre par des institutions internationales...¹ ». C'est en des termes aussi catégoriques que Pie XII conclut son message de Noël de 1957. Une « obligation » stricte, de « loi divine » : ce sont des mots à ne pas employer à la légère. Effectivement, parmi les très nombreux textes dans lesquels ce pape a défendu l'idée d'organisation internationale, il n'en est aucun autre, à notre connaissance du moins, qui va aussi loin.

Le fait que cette prise de position figure dans le dernier message de Noël de Pie XII est assez significatif. En parcourant ses textes, on a l'impression que ses convictions en cette matière se sont renforcées d'année en année. Il est vrai que sa première encyclique, *Summi Pontificatus* (20 octobre 1939), définit déjà les principes de base pour une organisation fédéraliste de la société internationale. Dès ce moment, l'orientation générale de ce pontificat se dessine. Mais en 1939, Pie XII s'exprime encore en des termes fort généraux. Il prend grand soin de rattacher toutes ses remarques sur la société internationale à un exposé abstrait sur l'unité de l'humanité dans lequel les argumentations théologiques prédominent. Or, les documents ultérieurs, surtout ceux qui voient le jour après la fin de la guerre, se caractérisent par des prises de position de plus en plus explicites. Pie XII a moins de scrupules, dirait-on, à se référer à des situations concrètes, et de ce fait ses interventions prennent, indiscutablement, un caractère plus politique. Nous verrons, par exemple, qu'il appuiera vigoureusement l'Organisation des Nations-Unies et, surtout, les institutions européennes.

Le message de Noël de 1957 marque donc le terme de toute une évolution. Sans doute celle-ci porte-t-elle plutôt sur les formes que sur le fond, mais elle n'en est pas moins sensible. Il suffit de comparer à cet égard le texte cité avec quelques passages essentiels de l'encyclique *Summi Pontificatus* ; pour mieux faire ressortir la progression de la pensée de Pie XII, nous suivrons, dans ce chapitre, l'ordre chro-

1. Message de Noël de 1957 ; traduction de l'Office de presse du Vatican, reproduit dans *La Croix* du 27 décembre 1957.

nologique. L'encyclique qui vient d'être mentionnée est un document typiquement doctrinal. Pie XII y dénonce un certain nombre de « pernicieuses erreurs »² qui « rendent presque impossible, ou au moins précaire et incertaine, la pacifique vie en commun des peuples »³. La première de ces erreurs est « l'oubli de cette loi de solidarité humaine et de charité, dictée et imposée aussi bien par la communauté d'origine et par l'égalité de la nature raisonnable chez tous les hommes, à quelque peuple qu'ils appartiennent, que par le sacrifice de rédemption offert par Jésus-Christ... en faveur de l'humanité pécheresse »⁴. Développant ces dernières remarques, Pie XII rappelle l'Écriture : Dieu a créé l'homme « à son image et à sa ressemblance », et l'humanité tout entière descend du premier couple. C'est « cette vérité, dit-il, qui unit fraternellement tous les hommes en une grande famille »⁵. Il cite saint Paul, prêchant à l'aréopage d'Athènes : Dieu « a fait sortir d'une souche unique toute la descendance des hommes, pour qu'elle peuplât la surface de la terre, et a fixé la durée de son existence et les limites de son habitat... »⁶. Un peu plus loin, il insiste à nouveau sur le caractère théologique de l'idée de l'unité du genre humain : « Ce sont là des vérités surnaturelles, qui établissent des bases profondes et de puissants liens d'union... »⁷.

C'est alors que Pie XII touche au problème de l'organisation internationale. Le passage en question n'est pas très explicite — nous l'avons indiqué déjà — mais il est intéressant parce qu'il contient les principaux thèmes sur lesquels, par la suite, sa pensée se concentrera de plus en plus. Tout d'abord, on y trouve l'affirmation de l'idée selon laquelle l'unité de l'espèce est à la fois un postulat juridique et un fait et basée sur des exigences éthiques et utilitaires ; dans ce contexte, cette affirmation a quelque chose d'étonnant. En deuxième lieu, Pie XII y fait sien le principe fédéraliste. Il parle, en effet, des « relations organiques » qui doivent exister entre les individus comme entre les nations, mais il s'abstient de recourir au terme fédéralisme.

Il dit : « A la lumière de cette unité en droit et en fait de l'humanité entière, les individus ne nous apparaissent pas sans liaison entre eux, comme des grains de sable, mais bien au contraire unis par des relations organiques, harmonieuses et mutuelles variées selon la variété des temps —, et résultant de leur destination et de leur impulsion naturelle et surnaturelle. Et les nations, en se développant et en se différenciant selon les diverses conditions de vie et de culture, ne sont pas destinées à mettre en pièces l'unité du genre humain, mais à l'enrichir et à l'embellir par la communication de leurs qualités particulières et par l'échange réciproque des biens, qui ne peut être

2. Sav. 26.

3. Sav. 25.

4. Sav. 26.

5. Sav. 28.

6. *Ibid.*

7. Sav. 32.

possible et en même temps efficace que quand un amour mutuel et une charité vivement sentie unissent tous les enfants d'un même Père... L'Eglise du Christ... ne peut penser ni ne pense à attaquer ou à mésestimer les caractéristiques particulières que chaque peuple, avec une piété jalouse et une compréhensible fierté, conserve et considère comme un précieux patrimoine. Son but est l'unité surnaturelle dans l'amour universel senti et pratiqué, et non l'uniformité exclusivement extérieure, superficielle et par là débilitante. Toutes les orientations... dirigées vers un développement sage et ordonné des forces et tendances particulières, qui ont leur racine dans les fibres les plus profondes de chaque rameau ethnique, pourvu qu'elles ne s'opposent pas aux devoirs dérivant pour l'humanité de son unité d'origine et de sa commune destinée, l'Eglise les salue avec joie...⁸ ».

Après une digression sur le respect des cultures et des traditions en pays de mission, Pie XII reprend son exposé sur la société internationale en citant saint Paul : « « Revêtez-vous de l'homme nouveau... ; en lui il n'y a plus ni Grec ou Juif, ni circoncis ou incirconcis, ni barbare ou Scythe, ni esclave ou homme libre... »... Il n'est pas à craindre que la conscience de la fraternité universelle, inculquée par la doctrine chrétienne, et le sentiment qu'elle inspire, soient en opposition avec l'amour que chacun porte aux traditions et aux gloires de sa propre patrie, et empêchent d'en promouvoir la prospérité et les intérêts légitimes ; car cette même doctrine enseigne que dans l'exercice de la charité il existe un ordre établi par Dieu, selon lequel il faut porter un amour plus intense... à ceux à qui l'on est uni par des liens spéciaux... Mais le légitime et juste amour de chacun envers sa propre patrie ne doit pas faire fermer les yeux sur l'universalité de la charité chrétienne, qui enseigne à considérer aussi les autres et leur prospérité dans la lumière pacifiante de l'amour⁹ ».

Pie XII définit ensuite la « deuxième erreur » fondamentale : « ... Il est une autre erreur non moins dangereuse pour le bien-être des nations et la prospérité de la grande société humaine qui rassemble et embrasse dans ses limites toutes les nations : c'est l'erreur contenue dans les conceptions qui n'hésitent pas à délier l'autorité civile de toute espèce de dépendance à l'égard de l'Etre suprême... De telles conceptions accordent à l'autorité civile une faculté illimitée d'action, abandonnée aux ondes changeantes du libre arbitre ou aux seuls postulats d'exigences historiques contingentes et d'intérêts s'y rapportant. L'autorité de Dieu et l'empire de sa loi étant ainsi reniée, le pouvoir civil... tend à s'attribuer cette autorité absolue qui n'appartient qu'au Créateur... et à se substituer au Tout-Puissant, en élevant l'Etat ou la collectivité à la dignité de fin ultime de la vie, d'arbitre souverain de l'ordre moral et juridique, et en interdisant de ce fait tout appel aux principes de la raison naturelle...¹⁰ ».

8. Sav. 33-35.

9. Sav. 35-36.

10. Sav. 38-39.

C'est, en un langage courtois, une condamnation sans appel de l'Etat totalitaire qui est prononcée ici ; les dictateurs fascistes et communistes de l'époque n'en pouvaient pas douter. Dans les paragraphes suivants, Pie XII élabore en opposant l'idée du droit naturel à la conception totalitaire de la société. Après un long exposé sur le rôle du droit naturel dans le régime interne de l'Etat, il traite des problèmes de la société internationale : « La conception qui assigne à l'Etat une autorité illimitée est une erreur... qui n'est pas seulement nuisible à la vie interne des nations, à leur prospérité et à l'augmentation croissante et ordonnée de leur bien-être ; elle cause également du tort aux relations entre les peuples, car elle brise l'unité de la société supranationale, ôte son fondement et sa valeur au droit des gens, ouvre la voie à la violation des droits d'autrui et rend difficiles l'entente et la vie commune en paix ¹¹ ».

Que faut-il entendre par cette « société supranationale » à laquelle se réfère ce texte ? Dans le paragraphe suivant, Pie XII donne une définition détaillée. Mais avant de citer celle-ci, il convient de signaler que la traduction reproduite plus haut est assez libre. Le texte original est beaucoup plus précis et n'emploie pas le terme « supranational ¹² ». Il dit littéralement que cette « conception... brise l'unité dans laquelle toutes les nations doivent se tenir ensemble... » (« opinatio illa... unitatem illam infringit, qua civitates universae inter se continentur oportet... »). Autrement dit, le texte latin montre clairement que Pie XII se réfère ici moins à une « société supranationale » qui existe *de fait*, qu'à une « société supranationale » qui doit ou qui devrait exister et qui par conséquent mérite la qualification *de droit*. Cette précision est indispensable pour bien comprendre la définition qui suit :

« Le genre humain, en effet, bien qu'il se divise, en vertu de l'ordre établi par Dieu, en groupes sociaux, nations ou Etats, indépendants les uns des autres pour ce qui regarde la façon d'organiser et de régir leur vie interne, est uni cependant par des liens mutuels, moraux et juridiques, en une grande communauté, ordonnée au bien de toutes les nations et réglée par des lois spéciales qui protègent son unité et développent sa prospérité ¹³ ».

Il y aurait beaucoup à dire sur ce passage. A première vue, on dirait qu'il s'agit purement et simplement d'une adaptation de la formule célèbre qui figure dans le traité *De legibus* de Suarez. Mais en y regardant de plus près, on s'aperçoit que la forte ressemblance entre ces deux textes est essentiellement verbale. C'est un véritable cheval de Troie qui nous est présenté ici : le langage suarezien qui, très visiblement, a inspiré Pie XII, ne sert qu'à camoufler une doc-

11. Sav. 52.

12. Nous avouons notre surprise d'avoir constaté que plusieurs traductions, en différentes langues d'ailleurs, emploient ici le terme de « société supranationale ». Quelle étrange coïncidence dans des traductions « indépendantes » !

13. Sav. 53.

trine fédéraliste qui est plutôt celle de Vitoria¹⁴. Voici ce que dit Suarez : « Le genre humain, bien qu'il se divise en différents peuples et royaumes, a néanmoins une certaine unité (« habet aliquam unitatem »), non seulement spécifique, mais encore quasi-politique et morale, et qui est le fait du précepte naturel d'amour et de miséricorde qui s'étend à tous les hommes, même aux étrangers à quelque peuple qu'ils appartiennent. C'est pourquoi chaque Etat, qu'il soit république ou royaume, constitue sans doute en soi une communauté parfaite et constante..., mais il est néanmoins, dans un certain sens, membre de cet univers qui embrasse le genre humain (« est etiam membrum aliquo modo huius universi... »)¹⁵ ».

Alfred Verdross souligne que ce texte contient l'essence même de la doctrine de Suarez¹⁶. Or, on aura remarqué que ce Jésuite espagnol (1548-1617) qui, avec le grand Dominicain Vitoria (1480-1546), est considéré comme l'un des fondateurs du droit international moderne, assortit son affirmation sur l'existence de la société internationale de quelques atténuations notables. Il écrit, en effet, que la société internationale n'a qu'« une certaine unité », qui n'est que « quasi politique », et qui ne repose pas sur une exigence de la justice au sens strict mais sur le « précepte naturel d'amour et de miséricorde » ; et ce n'est que « dans un certain sens » que l'Etat national fait partie de « cet univers qui embrasse le genre humain ».

Vitoria est bien plus catégorique : « Le droit des gens, écrit-il dans son traité *De potestate civili*, Q. 21, ne tire pas seulement sa force obligatoire d'un pacte conclu entre les hommes, mais il a force de loi... ; il est, en effet, établi par l'autorité de tout le genre humain¹⁷ ». En affirmant que le droit des gens a « vraiment force de loi », Vitoria se distingue nettement de Suarez pour qui le droit international est en tout premier lieu le fait de « pactes » conclus entre les Etats¹⁸. C'est dire que, pour le penseur dominicain, la société internationale est en premier lieu de nature institutionnelle et non contractuelle. Sa réalisation effective dépend, certes, d'un acte de volonté de la part des hommes, plus précisément des Etats ; mais cet acte de volonté, à son tour, repose sur une exigence de droit naturel, c'est-à-dire il est fondé sur la nature des choses¹⁹.

14. *Idem* Paul DUCLOS, *Le Vatican et la seconde guerre mondiale*, p. 72, 205, n. 3, édit. Pédone, Paris, 1955. Cf. aussi Alfred VERDROSS, *Völkerrecht*, p. 48, éd. Springer, Vienne, 1959.

15. *De legibus*, II, chap. XIX, n. 9 ; c'est nous qui traduisons d'après le texte latin reproduit dans VERDROSS, *loc. cit.*

16. *Loc. cit.*

17. Cité par P. DUCLOS, *op. cit.*, p. 205.

18. Cf. Yves de la BRIÈRE, *La Communauté des puissances* (édit. Beauchesne, Paris, 1932), p. 362 ss., qui nie qu'il y ait un désaccord entre Vitoria et Suarez ; cf. DUCLOS, *ibid.* ; cf. VERDROSS, *op. cit.*, p. 47-49 ; cf. aussi Ch. de VISSCHER qui souligne que Suarez introduit un principe moderne en affirmant que la société internationale ne répond non seulement à une exigence éthique mais aussi à une utilité ou nécessité pour les Etats (*Théories et réalités en droit international public*, p. 25-27 et 44-46, édit. Pédone, Paris, 1960).

19. Cf. VERDROSS, *ibid.* ; cf. DUCLOS, *ibid.*

Le grand intérêt de la définition de Pie XII réside dans le fait qu'elle opte sans équivoque pour la conception de Vitoria. Le pape ajoute d'ailleurs un paragraphe très explicite : « Or, qui ne voit que l'affirmation de l'autonomie absolue de l'Etat s'oppose ouvertement à cette loi immanente et naturelle ou, pour mieux dire, la nie radicalement, laissant au gré de la volonté des gouvernants la stabilité des relations internationales et enlevant toute possibilité de véritable union et de collaboration féconde en vue de l'intérêt général²⁰ ? »

Pie XII oppose donc l'objectivité de la « loi naturelle » aux caprices d'une volonté purement subjective. Et il poursuit : « Pour que puissent exister... des relations fructueuses, il est indispensable que les peuples reconnaissent et observent les principes de droit naturel international... Ces principes exigent le respect du droit de chaque peuple à l'indépendance, à la vie et à la possibilité d'une évolution progressive dans les voies de la civilisation, ils exigent, en outre, la fidélité aux traités stipulés et sanctionnés conformément aux règles du droit des gens... Détacher le droit des gens de l'ancre du droit divin pour le fonder sur la volonté autonome des Etats, ce n'est pas autre chose que le détrôner...²¹ ».

Telles sont les grandes lignes de la doctrine générale définie dans cette première encyclique. Quelques mois plus tard, dans l'allocution de Noël de 1939, Pie XII emploie déjà un langage beaucoup plus direct. Il ne se borne plus à affirmer l'idée abstraite de l'unité du genre humain, mais il insiste sur la nécessité de créer des *institutions* internationales. C'est sa première prise de position expresse à ce sujet. Beaucoup de ce qu'il dit ici ne sera pas maintenu dans son enseignement ultérieur ; mais le principe institutionnaliste lui-même restera toujours l'un des fondements de sa pensée. Voici comment il s'exprime dans le troisième des cinq « points fondamentaux d'une paix juste et honorable » : « Dans la création ou la reconstruction des institutions internationales (lesquelles ont une mission si haute, mais en même temps si difficile et si pleine de très graves responsabilités), on devrait faire état des expériences qui découlèrent de l'inefficacité ou du défectueux fonctionnement de semblables initiatives antérieures. Et comme il est si difficile à la nature humaine... de tout prévoir... au moment des négociations de paix, ... l'établissement d'institutions juridiques, qui servent à garantir la loyale et fidèle application des conventions et, en cas de besoin reconnu, à les revoir et corriger, est d'une importance décisive pour une honorable acceptation d'un traité de paix et pour éviter d'arbitraires et unilatérales atteintes et interprétations...²² ».

La question de la révision des traités sur laquelle Pie XII insiste tant ici, paraît singulièrement dépassée de nos jours. C'est un de ces vestiges de l'idéologie dont s'inspirait la Société des Nations qu'on

20. Sav. 54.

21. Sav. 55-57.

22. Sav. 3821.

rencontre fréquemment dans les documents des premières années de son pontificat. L'encyclique *Summi Pontificatus* faisait déjà brièvement allusion à ce problème²³ et pendant quelque temps encore, jusqu'en 1946, le pape y revient occasionnellement²⁴; puis, c'est le silence. L'idée du « changement pacifique », très importante en soi, avait eu son heure. « Voici un thème, écrit M. de Visscher, que la littérature du droit des gens a traité avec conviction et abondance dans l'entre-deux guerres, au point d'en faire parfois le problème central du droit international. Elle l'a laissé tomber aujourd'hui dans un complet oubli²⁵ ». Nous dirions que le monde n'y a perdu qu'une illusion. L'idée de la révision des traités telle que les « internationalistes » la prônaient à l'époque, frisait le mythe. Sa popularité ne s'explique que par une confiance presque aveugle dans l'efficacité des procédures juridiques pour prévenir la guerre ou, plus précisément, pour la mettre « hors la loi ». Une telle confiance nous paraît aujourd'hui bien démesurée. Nous avons appris à tenir davantage compte des aspects typiquement politiques du problème de la paix, et c'est probablement un progrès; la nouvelle conception a tout au moins l'avantage d'être plus proche des réalités. L'enseignement ultérieur de Pie XII s'orientera dans un même sens. Le point de vue politique s'y affirme de plus en plus nettement et ce n'est sans doute pas un hasard que ses interventions prennent en même temps un tour moins moralisateur.

Le message de Noël de 1941 apporte un autre élément nouveau. Pie XII souligne que la future organisation mondiale devra être *universelle*. « Ce ne serait pas la première fois, dit-il, en faisant manifestement allusion au Reich victorieux, que des hommes, s'appêtant à se couronner de lauriers des victoires militaires, aient songé à donner au monde une nouvelle organisation... Mais chaque fois qu'ils cédèrent à la tentation d'imposer leur construction contre ce que prescrivaient la raison, la modération, la justice et un noble sens d'humanité, ils tombèrent et purent contempler, étonnés, les ruines... de projets avortés... Il faut qu'avec une parfaite sincérité de volonté et d'énergie... viennent y coopérer (c'est-à-dire à la nouvelle organisation du monde), non seulement tel ou tel parti, non seulement tel ou tel pays, mais tous les peuples, l'humanité entière. C'est une entreprise universelle de bien commun...²⁶ ».

Deux ans plus tard, dans le message de Noël de 1943, il se réfère à « la grande entreprise mondiale... d'assainissement et de reconstruction » et il appelle de ses vœux l'avènement « d'un esprit nouveau de communauté universelle²⁷ ».

Particulièrement important est le message de Noël de 1944. C'est, à notre avis, le premier grand texte dans lequel Pie XII trouve ce

23. Voir Sav. 58.

24. Voir p. ex. Sav. 3950, 3902.

25. *Op. cit.*, p. 408.

26. Sav. 3940-3941.

27. Sav. 3998-3999; cf. également le message de Noël de 1945, Sav. 4262.

style clair et précis qui caractérise ses meilleurs documents. Il y dit beaucoup de choses remarquables sur le problème de la démocratie qui constitue l'objet de ce message ; mais il consacre aussi de longs passages au postulat d'organisation internationale, considéré comme le prolongement naturel de l'ordre démocratique interne. La conférence de Dumbarton Oaks s'est terminée depuis peu de temps, et il ne manquera pas d'encourager les promoteurs de l'O.N.U. Quelques mois plus tôt, dans un radio-message du 1^{er} septembre, il avait déjà exprimé sa « satisfaction » de voir les efforts des hommes d'Etat pour créer « une institution universelle de paix²⁸ ». Mais dans le message de Noël il s'exprime de façon bien plus détaillée. « Nous comprenons profondément, dit-il, l'importance suprême de ce problème (c'est-à-dire de la démocratie) pour le progrès pacifique de la famille humaine ; mais Nous connaissons en même temps les hautes exigences que cette forme de gouvernement impose à la maturité morale de chacun des citoyens... Jusqu'à quel point pourtant les représentants... de la démocratie seront-ils convaincus, dans leurs délibérations, que l'ordre absolu des êtres et des fins... implique aussi, comme exigence morale et comme couronnement du développement social, l'unité du genre humain et de la famille des peuples ? De la reconnaissance de ce principe dépend l'avenir de la paix. Aucune réforme mondiale... ne peut en faire abstraction sans s'affaiblir et se renier elle-même. Si au contraire cette même exigence morale trouvait sa réalisation dans une société des peuples qui saurait éviter les défauts de structure et les faiblesses de solutions précédentes, alors... cet ordre réglerait et dominerait également les délibérations de cette société et l'application de ses moyens de sanction²⁹ ».

La mention des « moyens de sanction » montre bien quel genre d'O.N.U. le pape souhaite ; dans le paragraphe suivant il le dit d'ailleurs expressément : c'est une autorité fédérale qu'il désire. On aura également remarqué combien il insiste, d'une façon générale, sur l'universalité de la nouvelle organisation. Voici la suite du texte : « Pour la même raison, on comprend que l'autorité d'une telle société des peuples devra être réelle et effective sur les Etats qui en sont les membres, de manière pourtant que chacun d'entre eux conserve un droit égal à sa souveraineté relative. C'est seulement de cette manière que l'esprit d'une saine démocratie pourra pénétrer également dans le domaine... de la politique extérieure³⁰ ».

Un peu plus loin, il se réfère à la conférence de Dumbarton Oaks et au projet du Conseil de sécurité : « Les discussions communes jusqu'ici des Commissions internationales permettent de conclure qu'un point essentiel de tout aménagement futur du monde serait la formation d'un organisme pour le maintien de la paix ; d'un orga-

28. Sav. 814.

29. Sav. 3633-3634.

30. Sav. 3635.

nisme investi de commun accord d'une autorité suprême et qui aurait aussi dans ses attributions d'étouffer dans son germe toute menace d'agression isolée ou collective. Personne ne pourrait saluer cette évolution avec plus de joie que celui qui a défendu depuis longtemps le principe que la théorie de la guerre, comme moyen apte de résoudre les conflits internationaux, est désormais dépassée.... On ne saurait contester que le progrès des inventions humaines qui devrait marquer l'avènement d'un plus grand bien-être pour toute l'humanité, a été détourné de son but pour détruire ce que les siècles avaient édifié. Mais par là même s'est manifestée toujours plus... l'immoralité, de (la) guerre d'agression. Et si maintenant, à l'aveu de cette immoralité, s'ajoute la menace d'une intervention juridique des nations et d'un châtement infligé à l'agresseur par la Société des Etats..., alors l'humanité... pourra saluer l'aurore d'une nouvelle et meilleure époque de son histoire³¹ ».

Pie XII était toujours porté à l'optimisme. Mais à la fin de la guerre beaucoup doivent avoir pensé comme lui. Les espoirs mis à l'époque dans l'O.N.U. n'ont pas été comblés ; mais sur un autre point — la réconciliation avec l'Allemagne et le Japon — l'histoire a suivi la pensée de Pie XII. Le pape en traite longuement dans ce message de 1944, montrant par là qu'il voyait loin. Il admet que ces pays devront être mis en quarantaine et même — il le dira non pas dans ce message mais dans d'autres textes d'après-guerre — que tous leurs criminels de guerre devront être châtiés ; mais ensuite, ces pays devront être re-admis dans la communauté des nations. « Que certains peuples dont les gouvernants — ou peut-être aussi eux-mêmes en partie — portent l'imputation d'être responsables de la guerre, aient à supporter durant quelque temps les rigueurs de mesures de sécurité, jusqu'au moment où les liens de confiance mutuelle, violemment brisés, se soient peu à peu renoués, c'est là chose humainement explicable et... pratiquement inévitable. Néanmoins, ces peuples devront avoir, eux aussi, l'espoir bien fondé — dans la mesure de leur loyauté et de leur coopération effective aux efforts pour la restauration future — de pouvoir devenir, tout comme les autres Etats, avec la même considération et les mêmes droits, associés à la grande communauté des nations. Leur refuser cet espoir, ce serait le contraire d'une sagesse prévoyante... La haine, l'incapacité de se comprendre réciproquement ont fait se lever entre les peuples qui ont combattu les uns contre les autres un nuage trop dense.... Mais il y a une chose que Nous savons, c'est que le moment viendra, et peut-être plus tôt qu'on ne le pense, où les uns et les autres reconnaîtront que, tout considéré, il n'y a qu'un moyen de sortir du réseau embrouillé dans lequel la lutte et la haine ont enlacé le monde, c'est le retour à une solidarité trop longtemps oubliée, à une solidarité ne se limitant pas à tels ou tels peuples, mais universelle, fondée

31. Sav. 3638-3639.

sur la connexion intime de leurs destinées et sur les droits qui appartiennent également à chacun d'eux³² ».

Ces dernières lignes sont à nouveau bien révélatrices de l'optimisme propre à Pie XII. Elles montrent également qu'il voyait loin. Dès 1950, la République fédérale fut admise au Conseil de l'Europe, puis devint membre de la C.E.C.A. Un « retour à la solidarité » s'accomplissait, effectivement, « plus tôt qu'on ne le pense », mais il n'était que partiel, concernant uniquement les puissances occidentales et leurs ennemis d'hier, en particulier l'Allemagne. La solidarité « universelle » que Pie XII prévoit ici n'est toujours pas réalisée. Il est cependant remarquable, soit dit en passant, qu'à la fin de ce message de Noël de 1944 il parle du « pont spirituel pour unir les peuples » que « les hommes de bonne volonté s'efforcent de jeter³³ ». On retrouve une formule semblable, aux accents non moins optimistes, dans le message de Noël de 1954 sur la coexistence entre les deux blocs : « On ne peut toutefois construire... un pont entre ces deux mondes séparés si ce n'est en s'appuyant sur les hommes qui vivent de part et d'autre et non pas sur les régimes ou systèmes sociaux... Dans les deux camps ils sont millions ceux qui ont conservé, d'une façon plus ou moins vive, l'empreinte du Christ ; ils devraient... être appelés à travailler ensemble pour rénover la base d'unité de la famille humaine³⁴ ». On se souviendra, nous l'avons précisé ailleurs, qu'en parlant ici de « l'empreinte du Christ » Pie XII vise le droit naturel³⁵.

Le thème de l'organisation de l'Europe apparaît de plus en plus fréquemment dans les discours d'après-guerre. Le radio-message du 9 mai 1945, diffusé à l'occasion de la cessation des hostilités en Europe traite de la construction « d'une Europe nouvelle et meilleure, d'un univers nouveau et meilleur, fondé... sur le respect de la dignité humaine, sur le principe sacré de l'égalité des droits pour tous les peuples, pour tous les Etats, grands et petits, faibles et forts³⁶ ». Un an plus tard, dans une allocution à un groupe de journalistes suisses, le 14 avril 1946, il s'exprime de façon plus nette encore : « Malgré les différences de race, de langues et de coutumes, le peuple suisse a le bonheur de se reconnaître réellement comme un seul peuple... La Suisse est en petit ce que beaucoup souhaitent voir se réaliser en grand pour l'Europe afin qu'elle puisse être sauvée. Certes, une telle unité ne peut guère se créer d'une manière artificielle ; comme toute vie naissante, elle doit croître organiquement et plonger ses racines dans l'histoire et dans la civilisation... Mais l'essence... de cette unité... c'est une disposition d'ordre spirituel³⁷ ».

32. Sav. 3641-3642.

33. Sav. 3652.

34. Sav. 4032-4033.

35. Voir plus haut, Partie II, chap. 4.

36. Sav. 4040.

37. Sav. 3607.

La conception organique, à laquelle Pie XII se réfère ici, occupe une place importante dans sa pensée. Il ne l'a jamais très strictement définie, mais il la lie presque invariablement à ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui le principe fédéraliste. Le 20 février 1946, dans une allocution au Sacré Collège, il traite de ce fédéralisme avant la lettre qui a été défini dans la doctrine de la subsidiarité et il l'oppose à l'impérialisme. « Notre prédécesseur..., Pie XI, dans son encyclique *Quadragesimo anno*... énonçait le principe de valeur générale suivant : ce que les particuliers peuvent faire par eux-mêmes et par leurs propres moyens ne doit pas être enlevé et transféré à la communauté ; principe qui vaut également pour les groupements plus petits et d'ordre inférieur par rapport aux plus grands et d'un rang plus élevé. Car — poursuivait le sage pontife — toute activité sociale est de sa nature subsidiaire ; elle doit servir de soutien aux membres du corps social et ne jamais les détruire ni les absorber... Avec cette doctrine et avec cette pratique..., comparez dans leur réalité les tendances impérialistes. Vous n'y trouvez aucun principe d'équilibre interne, et ainsi la solidité de la communauté humaine subit un... immense dommage. Si, en effet, ces gigantesques organismes n'ont aucun fondement... d'ordre moral, ils évoluent nécessairement vers une concentration toujours plus grande et une uniformité toujours plus stricte. Par suite, leur équilibre, leur cohésion même se maintiennent uniquement par la force et la contrainte extérieure des conditions matérielles et des expédients juridiques, des événements et des institutions, et non pas en vertu d'une adhésion intérieure des hommes, de leur aptitude et de leur promptitude à prendre des initiatives et à assumer des responsabilités³⁸ ». Tout au cours de cette allocution, Pie XII continue à insister sur l'incompatibilité entre ce fédéralisme et l'« impérialisme », c'est-à-dire le rêve, en somme, d'un Etat unitaire mondial, imposé d'en haut³⁹.

Dans le message de Noël de cette même année, l'inquiétude domine. La scission entre les deux « blocs » est apparue au grand jour et Pie XII se réfère à l'incapacité des Quatre Grands à se mettre d'accord sur un agenda : « L'humanité... constate à présent avec quelle lenteur s'élaborent... les préparatifs de la paix au milieu de contradictions non encore surpassées pour la fixation des buts et des méthodes. Quand la Charte de l'Atlantique fut promulguée, les peuples se tinrent tous aux écoutes ; finalement on respirait. Qu'est-il resté maintenant de ce message et de ses dispositions ?... Les oppositions d'opinion, les défiances et les suspicions réciproques, la valeur discutable, en fait et en droit, d'un certain nombre de décisions déjà prises..., ont rendu incertaines... la consistance et la vitalité des compromis et des solutions basées sur la force... Au lieu de s'acheminer vers une réelle pacification, en de vastes territoires du globe

38. Sav. 4281-4282.

39. Cf. p. ex. Sav. 4278.

terrestre, en de larges régions spécialement d'Europe, les peuples se trouvent dans un état de constante agitation dont pourraient sortir, tôt ou tard, les étincelles de nouveaux conflits⁴⁰ ». Vers la fin de ce message, il souligne que « les facteurs psychologiques ont une place de première importance » dans les problèmes de la paix et de la guerre. Il faut, dit-il, une « rééducation de l'humanité à l'esprit de solidarité fraternelle⁴¹ ».

Quelques mois plus tard, dans une lettre adressée à l'archevêque de Montréal et datée du 24 mai 1947, Pie XII se réfère au phénomène du « retrécissement » du monde grâce aux techniques modernes. C'est la première fois, pour autant que nous sachions, qu'il touche expressément à ce thème dont il fera bientôt l'un des grands arguments pour justifier le postulat d'organisation internationale. « Nous savons..., écrit-il, que les problèmes se posent désormais non seulement localement mais souvent, comme on l'a dit, à l'échelle mondiale. Les barrières tendent, grâce à Dieu, à s'abaisser entre pays et même entre continents, par où s'affirme davantage l'unité du genre humain. Et le progrès des techniques vient à son tour favoriser de plus en plus l'interprétation des peuples⁴² ».

Dans le message de Noël de 1947, il appelle de ses vœux une humanité plus unie. Puis il fait plus spécialement allusion à l'idée européenne qui commence à trouver des échos favorables dans l'opinion publique, mais qui est rejetée par les communistes. « L'humanité ne pourra donc sortir des crises... si elle ne réprime et ne domine les forces de division et de discorde grâce à un esprit sincère de fraternité qui unisse en un même amour toutes les classes, toutes les races et toutes les nations... Ah ! si tous les honnêtes gens s'unissaient ensemble, combien la victoire de la fraternité humaine serait proche, et par là même la guérison du monde ! Ils forment déjà une partie considérable de l'opinion publique et donnent déjà la preuve d'un sens vraiment humain et d'une sagesse même politique. D'autres, par contre, non moins nombreux, dont le oui ou le non a une influence considérable sur l'accélération ou le retard de la pacification de l'Europe, première condition pour les autres pas en avant vers la pacification universelle, suivent la voie opposée. Ils craignent donc qu'une Europe parvenue à la santé et à la vigueur, prenant de nouveau conscience de sa mission... veuille expulser de son organisme les germes empoisonnés de l'athéisme et de la révolte, vivre une vie personnelle et libre d'influences étrangères malsaines⁴³ ».

Une Europe unie, premier pas vers la paix dans un monde mieux organisé : Pie XII s'est très souvent exprimé dans ce sens. Parmi les différents motifs — nous aurons l'occasion d'y revenir — qui l'ont

40 Sav 3892-3893

41 Sav 3903

42 Sav 3082

- 3 Sav 3859 3862

poussé à insister tant sur la nécessité d'unir l'Europe, celui qui vient d'être mentionné a sans doute pesé le plus.

En mai 1948 se tient à La Haye le congrès des fédéralistes européens d'où sortira, comme premier résultat, un an plus tard (5 mai 1949), le Conseil de l'Europe. Un représentant spécial de Pie XII assiste à ce congrès. Quelques semaines plus tard, dans une allocution au Sacré Collège, le 2 juin 1948, il s'explique : « Puisque le monde languit de la sorte depuis désormais trois ans dans un étrange malaise..., titubant entre la paix et la guerre, les esprits clairvoyants et courageux cherchent incessamment de nouvelles voies vers un terrain de salut. Au moyen de tentatives répétées de réconciliation, de rapprochement entre nations naguère encore en lutte les unes contre les autres, ils s'appliquent à remettre sur pied une Europe ébranlée jusque dans ses fondements, et à faire de ce foyer d'agitation chronique un foyer de paix et la promotrice providentielle d'une détente générale sur toute la face de la terre. A cause de cela, sans vouloir faire entrer l'Eglise dans l'enchevêtrement d'intérêts purement terrestres, Nous avons estimé opportun de nommer un représentant personnel spécial au « Congrès de l'Europe » qui s'est tenu récemment à La Haye, afin de montrer la sollicitude et de porter l'encouragement du Saint-Siège pour l'union des peuples. Et Nous ne doutons pas que tous Nos fidèles auront conscience que leur place est toujours aux côtés de ces esprits généreux qui préparent les voies à l'entente mutuelle et au rétablissement d'un sincère esprit de paix entre les nations⁴⁴ ».

Comme d'habitude, Pie XII mentionne ici la paix comme le motif de son encouragement à l'Europe. Il s'est cependant bien rendu compte que son geste, quels qu'en fussent les motifs, aurait tout de même des conséquences politiques, et c'est sans doute la raison pour laquelle il précise qu'il n'entend pas « faire entrer l'Eglise dans l'enchevêtrement d'intérêts purement terrestres ». C'est une de ces formules bien romaines, qui grâce surtout à l'adverbe « purement », laisse toutes les possibilités. Le passage en question a été commenté dans plusieurs sens. M. Paul Duclos y voit une allusion aux dispositions du Traité du Latran relatives à la neutralité politique du Saint-Siège⁴⁵. L'hypothèse est intéressante mais peu plausible puisque le Congrès de La Haye fut un congrès privé et non pas officiel. Aussi nous semble-t-il que l'explication est plus simple : Pie XII avait tout simplement le souci, combien compréhensible, de vouloir éviter qu'on le soupçonne de desseins politiques. Peu à peu, les scrupules de ce genre semblent le quitter, tout particulièrement en ce qui concerne ses prises de position sur l'Europe. Le 11 novembre 1948, dans un discours au Congrès de l'Union européenne des Fédéralistes, rappe-

44. Sav. 124-125.

45. *Le Vatican et la seconde guerre mondiale*, p. 22-25, édit. Pédone, Paris, 1955.

lant précisément son discours du mois de juin de la même année, il fera une dernière fois cette réserve ; puis il parlera de plus en plus franchement. Et il aura raison de ne pas insister, car la distinction entre un domaine qui n'est pas « purement terrestre » et un domaine qui n'est pas « purement spirituel » est vraiment trop subtile pour pouvoir être prise au sérieux.

Voici ce qu'il dit dans ce discours de novembre 1948 : « Vous avez compris... les efforts que, depuis près de dix ans, Nous multiplions... en vue de promouvoir un rapprochement, une union sincèrement cordiale entre toutes les nations... C'est précisément ce souci qui Nous inspirait le 2 juin dernier, quand Nous parlions en faveur d'une union européenne. Nous l'avons fait en Nous gardant bien d'impliquer l'Eglise dans des intérêts purement temporels. La même réserve est également de mise sur la question de savoir quel degré de vraisemblance ou de probabilité assigner à la réalisation de cet idéal, de combien on en est loin encore ou de combien l'on s'en est rapproché⁴⁶ ». Cette « réserve » ne l'empêche cependant pas de déclarer que l'unification de l'Europe est une chose extrêmement urgente : « Que l'établissement d'une union européenne offre de sérieuses difficultés, personne n'en disconvient. De prime abord, on pourrait faire valoir le besoin, pour la rendre psychologiquement supportable à tous les peuples de l'Europe, d'un certain recul qui éloigne d'eux le souvenir des événements de la dernière guerre. Cependant, il n'y a pas de temps à perdre. Et si l'on tient à ce que cette union atteigne son but, si l'on veut qu'elle serve utilement la cause de la liberté et de la concorde européenne, la cause de la paix économique et politique intercontinentale, il est grand temps qu'elle se fasse. Certains se demandent même s'il n'est pas déjà trop tard⁴⁷ ».

Ce passage appelle quelques commentaires. Remarquons, tout d'abord, l'accent mis sur les facteurs psychologiques, trait caractéristique de l'enseignement de ce pape en ce qui concerne l'organisation internationale. Soulignons aussi que Pie XII donne ici quelques motifs supplémentaires pour unifier l'Europe. En effet, à côté de l'idéal d'« un rapprochement, une union sincèrement cordiale entre toutes les nations », il mentionne des motifs d'ordre utilitaire, économique et politique : la défense du monde dit « libre » contre le communisme, l'affirmation de la position de l'Europe vis-à-vis des autres continents. Il est plus que probable, si l'on se réfère à certains autres textes plus explicites que nous citerons plus tard, que Pie XII pense ici non seulement à la place de l'Europe par rapport aux Etats-Unis, mais déjà vis-à-vis des pays sous-développés.

Plus loin, dans cette même allocution, Pie XII se réfère, sans les nommer, à la République Fédérale et à la France. Il ne faut pas abuser, dit-il, « d'une supériorité politique d'après-guerre en vue

46. Sav. 4046-4047.

47. Sav. 4048.

d'éliminer une concurrence économique ⁴⁸ ». Et en ce qui concerne « les grandes nations du continent, à la longue histoire toute chargée de souvenirs de gloire et de puissance », il remarque qu'elles « peuvent aussi faire échec à la constitution d'une union européenne, exposées qu'elles sont, sans y prendre garde, à se mesurer elles-mêmes à l'échelle de leur propre passé plutôt qu'à celle des réalités du présent et des prévisions d'avenir. C'est justement pourquoi l'on attend d'elles qu'elles sachent faire abstraction de leur grandeur d'autrefois pour s'aligner sur une unité politique et économique supérieure. Elles le feront d'autant meilleur gré qu'on ne les astreindra pas, par souci exagéré d'uniformité, à un nivellement forcé, alors que le respect des caractères culturels de chacun des peuples provoquerait, par leur harmonieuse variété, une union plus facile et plus stable ⁴⁹ ». Avant de conclure, Pie XII revient encore longuement sur ce qu'il appelle « la question fondamentale » par excellence, c'est-à-dire celle des bases morales et psychologiques sur lesquelles cette Europe devra reposer ⁵⁰.

Dans le message de Noël de 1948, il traite de la solidarité internationale en général et de l'O.N.U. en particulier. « Un chrétien convaincu ne peut se confiner dans un commode et égoïste « isolationnisme » quand il est témoin des besoins et des misères de ses frères..., quand il n'ignore pas les déviations d'un nationalisme intransigeant qui nie ou foule aux pieds la solidarité entre les différents peuples, solidarité qui impose à chacun des devoirs multiples envers la grande famille des nations. La doctrine catholique sur l'Etat et la société civile s'est toujours fondée sur le principe que selon la volonté divine les peuples forment ensemble une communauté ayant un but et des devoirs communs... L'Eglise a refusé son consentement à la conception erronée d'une souveraineté absolument autonome et exempte d'obligations sociales. Le chrétien catholique, convaincu que tout homme est son prochain et que tout peuple est membre, avec des droits égaux, de la famille des nations, s'associe de grand cœur à ces généreux efforts dont les premiers résultats peuvent être bien modestes, ... mais qui tendent à faire sortir chacun des Etats des étroitesse d'une mentalité égocentrique, mentalité qui a eu une part prépondérante de responsabilité dans les conflits du passé et qui, si elle n'était finalement vaincue ou au moins freinée, pourrait conduire à de nouvelles conflagrations, peut-être mortelles pour la civilisation humaine... Puisse l'Organisation des Nations-Unies devenir la pleine et pure expression de cette solidarité internationale de paix, éliminant de ses institutions et de ses statuts tout vestige de son origine qui était nécessairement une solidarité de guerre ⁵¹ ».

48. Sav. 4050.

49. Sav. 4051.

50. Sav. 4052-4058.

51. Sav. 4332-4334, 4337.

Le 24 mai 1949, dans une allocution à l'ambassadeur de Bolivie qui venait remettre ses lettres de créances, Pie XII touche à nouveau au développement technique qui entraîne chaque peuple, « qu'il le veuille ou non », à participer à une histoire désormais universelle. « Les derniers événements mondiaux ont mis fin à l'isolement local et spirituel qui séparait auparavant les continents, et dans une mesure telle que, jusqu'à il y a peu de temps, cela aurait été inconcevable. De nos jours, les grands mouvements spirituels et sociaux — c'est leur caractère — font entendre avec une puissance dynamique la rumeur agitée de leur mouvement vital, même au-delà des mers... Il en résulte que, dans le moment actuel, tout peuple — même faible numériquement et très éloigné des centres qui régissent les grands événements mondiaux — se trouve, qu'il le veuille ou non, au milieu des difficultés et des risques d'une époque dangereuse comme la nôtre, pleine de responsabilités et de problèmes de la solution desquels dépend le bonheur ou le malheur commun. Par conséquent, tous les peuples ont le devoir de ranimer la flamme de leurs énergies naturelles, dont on ne sait pas toujours tirer parti, et de les rendre tellement efficaces sur le terrain économique, social, culturel et religieux qu'elles ne servent pas seulement pour leur propre bien-être, mais qu'elles leur permettent aussi de prendre part, le plus intensément possible, à l'entreprise mondiale pour obtenir le progrès et le bien-être de toute la famille humaine ⁵² ».

Dans le message de Noël de 1949, le pape dit qu'il attend « le retour de la société internationale aux desseins de Dieu, selon lesquels tous les peuples, dans la paix et non dans la guerre, dans la collaboration et non dans l'isolement, dans la justice et non dans l'égoïsme national, sont destinés à former la grande famille humaine, orientés vers la perfection commune dans l'aide réciproque et dans l'équitable répartition des biens ⁵³ ».

Le 15 juillet 1950, dans une allocution aux membres du Congrès international du droit privé, Pie XII revient à nouveau sur un thème qui, nous l'avons signalé, prendra une place de plus en plus importante dans sa pensée : le progrès technique, conçu comme un mouvement historique dans lequel se manifeste et se « révèle » (Hauriou) l'idée de l'unité du genre humain. « Les générations précédentes auraient-elles jamais cru réalisable, auraient-elles même pu simplement songer au progrès technique des communications qui a, en si peu de temps, rapproché tous les hommes au point de rendre exacte à la lettre cette expression familière que « le monde est devenu bien petit » ? Il le devient et le deviendra toujours davantage. En outre, l'idée paneuropéenne, le Conseil de l'Europe et d'autres mouvements encore sont une manifestation de la nécessité où l'on se trouve de briser ou du moins d'assouplir, en politique et en écono-

52. Sav. 4144-4146.

53. Sav. 189.

mie, la rigidité des vieux cadres de frontières géographiques, de former entre pays de grands groupes de vie et d'action commune. Bon gré, mal gré, on aura beau faire abstraction de toutes ces considérations pratiques ; du fait des conséquences inéluctables de la guerre et sous la pression des événements, la surpopulation de certaines régions et le chômage qui en résulte, entraînent... tout un brassage démographique qui, au cours du prochain demi-siècle, dépassera probablement de beaucoup en importance les expatriations vers les deux Amériques au cours des derniers cent cinquante ans⁵⁴ ».

On remarquera que cette conception de l'histoire semble admettre une certaine fatalité. Qu'on juge d'après les propres paroles de Pie XII : il suppose un « sens de l'histoire » conduisant vers un lendemain meilleur. Il serait hautement intéressant de comparer ses idées en cette matière avec celles de Pierre Teilhard de Chardin... et de Benoît XV⁵⁵ ! Dans ce qui suit, nous citerons des exemples bien plus caractéristiques et plus catégoriques encore. Cette conception, ou plutôt cette foi de Pie XII et de tant d'autres internationalistes modernes, est séduisante, nous l'avons souvent souligné, et beaucoup de faits semblent la confirmer. Néanmoins, il ne faut pas fermer les yeux au fait non moins manifeste que beaucoup de régions du monde contemporain sont en proie à un nationalisme violent et intransigeant.

La guerre froide, en 1950, bat son plein. Dans son message de Noël, Pie XII fait allusion à « l'agresseur qui vient du dehors..., méprisant tout droit et toute charité » et qui « trouve... ses troupes auxiliaires à l'intérieur même du pays⁵⁶ ». « En face d'un péril aussi grave », ajoute-t-il, « ... Nous estimons que l'étroite union de tous les peuples, maîtres de leur destinée, unis par des sentiments de confiance réciproque et d'aide mutuelle, est le seul moyen pour la défense de la paix, ou le meilleur garant de son rétablissement⁵⁷ ». L'encouragement à l'O.T.A.N. est clair. C'est, incontestablement, une prise de position politique ; mais il est incontestable aussi que Pie XII déplore de tout son cœur cette scission de l'humanité en blocs opposés, tout le reste de ce message le prouve. Voici quelques passages qui se passent de commentaire : « Malheureusement..., en ces dernières semaines, la ligne de rupture qui... divise en blocs opposés la communauté internationale tout entière, s'est faite toujours plus profonde, mettant en danger la paix du monde... Un conflit

54. Sav. 438-439.

55. Cf. l'encyclique *Pacem Dei Munus* du 23 mai 1920, où Benoît XV écrit qu'« on peut entrevoir un lien universel des peuples, naturellement poussés à s'unir entre eux non seulement par des sentiments de bienveillance mutuels, mais aussi à cause de leurs besoins mutuels, surtout maintenant avec les progrès de la civilisation et le développement étonnant des moyens de communication » (cité par card. LFRCARO, *La communauté mondiale et l'universalisme chrétien*, p. 91-92, dans *Recherches et débats*, mai 1958).

56. Sav. 3838.

57. Sav. 3839.

serait aujourd'hui lamentable. Les armes provoqueraient une telle extermination que la terre en deviendrait comme « informe et vide » (*Gen.* 1, 2), solitude et chaos évoquant non le désert des origines, mais celui de la fin⁵⁸... L'horrible danger... exige impérieusement... que l'on utilise au mieux toute circonstance favorable pour permettre à la sagesse et à la justice de triompher... Qu'on en profite pour revenir à des sentiments de bonté et de pitié envers tous les peuples... Que règne de nouveau, dans les organismes internationaux, la confiance mutuelle... Qu'on ouvre les barrières, que l'on brise les réseaux de barbelés, que l'on donne à chaque peuple un libre regard sur la vie de tous les autres, que l'on supprime la séparation qui existe entre certains pays et le reste du monde, au détriment de la paix. Combien l'Eglise désirerait concourir à aplanir la voie en vue du contact entre les peuples ! Pour elle, Orient et Occident ne représentent pas des principes opposés, mais participent à un commun héritage auquel ils ont tous deux puissamment contribué et sont encore appelés à contribuer à l'avenir⁵⁹ ». Le texte exprime bien les sentiments de Pie XII à l'égard des peuples, par-dessus tous les régimes politiques !

Le 6 avril, le pape prononce un discours très important devant les participants au Congrès du Mouvement universel pour une confédération mondiale. Il y dira, entre autres, que le désir d'un ordre mondial fédéraliste est « soutenu par l'Eglise ». Voici les principaux passages : « Votre Mouvement ... s'attache à réaliser une organisation politique efficace du monde. Rien n'est plus conforme à la doctrine traditionnelle de l'Eglise, ni plus adapté à son enseignement sur la guerre légitime ou illégitime... Il faut donc en venir à une organisation de cette nature... Vous êtes d'avis que, pour être efficace, l'organisation politique mondiale doit être de forme fédéraliste. Si vous entendez par là qu'elle doit être affranchie de l'engrenage d'un unitarisme mécanique, ici encore vous êtes d'accord avec les principes... fermement posés et soutenus par l'Eglise. De fait, aucune organisation du monde ne saurait être viable si elle ne s'harmonise avec l'ensemble des relations naturelles, avec l'ordre normal et organique qui régit les rapports particuliers des hommes et des divers peuples... Tant qu'on n'aura pas affermi sur cette base indispensable l'organisation politique universelle, on risque de lui inoculer... les germes mortels de l'unitarisme mécanique. Nous voudrions inviter à y réfléchir, précisément du point de vue fédéraliste, ceux qui songent à l'appliquer, par exemple, à un Parlement mondial... Si donc, dans l'esprit du fédéralisme, la future organisation politique mondiale ne peut, sous aucun prétexte, se laisser engager dans le jeu d'un mécanisme unitaire, elle

58. De ce passage, il ne faut pas tirer la conclusion que Pie XII condamne inconditionnellement les armes atomiques. C'est sa doctrine constante que, sous certaines conditions et dans des circonstances très graves, l'emploi de ces armes ne pourra pas être tenu pour illicite.

59. Sav. 3840-3842.

ne jouira d'une autorité effective que dans la mesure où elle sauvegardera et favorisera partout la vie propre... d'une société dont tous les membres concourent ensemble au bien de l'humanité tout entière ⁶⁰ »

Le message de Noël de 1951 donne à ce sujet quelques précisions doctrinales fondamentales. Le pape y parle des « sociétés particulières » qui, par rapport au « genre humain dans son unité », sont « nécessaires pour assurer l'ordre extérieur et la bonne organisation ⁶¹ ». Voici comment il développe sa pensée : « A ces sociétés appartiennent en premier lieu la famille, l'Etat et aussi la Société des Etats, car le bien commun, fin essentielle de chacune d'elles, ne peut ni exister ni être conçu sans leur relation intrinsèque avec l'unité du genre humain. Sous cet aspect, l'union indissoluble des Etats est un postulat naturel ; c'est un fait qui s'impose à eux et auquel, quoique parfois avec hésitation, ils se soumettent comme à la voix de la nature, en s'efforçant, par ailleurs, de donner à leur union un règlement extérieur stable, une organisation ⁶² ».

Pie XII affirme donc que « l'union indissoluble des Etats » est une exigence du droit naturel. Mais on remarquera qu'il ne considère ce droit naturel pas comme une théorie abstraite, purement rationnelle ; c'est l'évolution historique, selon lui, qui confirme ou qui « révèle » cette exigence « de la nature ». En effet, il constate que cette union « est un fait » qui « s'impose » aux Etats ; ceux-ci sont forcés, qu'ils le veuillent ou non, de réaliser l'idée d'organisation internationale. Dans le paragraphe suivant il lie cette idée à la paix : « L'Etat et la Société des Etats avec son organisation — par leur nature, selon le caractère social de l'homme et malgré toutes les ombres, comme l'atteste l'histoire — sont donc des formes de l'unité et de l'ordre entre les hommes, nécessaires à la vie humaine et coopérant à son perfectionnement. Leur idée même signifie la tranquillité de l'ordre, cette « tranquillitas ordinis » qui est la définition que saint Augustin donne de la paix. L'Etat et la Société des Etats sont essentiellement une organisation pour la paix ⁶³ ».

Le 16 juillet 1952, dans une allocution aux participants du Congrès pour l'entente internationale, Pie XII constate que l'évolution matérielle va dans le sens de l'unification du monde, mais qu'une mentalité insuffisamment adaptée lui fait obstacle. C'est un problème sur lequel il revient très souvent. « L'unification internationale, dit-il, fait des progrès considérables malgré de graves obstacles psychologiques qu'on ne pourra surmonter que peu à peu. La technique, l'économie, la politique, la nécessité d'une défense commune pressent l'unification et semblent être des mobiles assez forts pour poursuivre ce but... Les catholiques sont avant tout aptes, et cela d'une manière extraor-

60. Sav. 4182-4183, 4187-4188.

61. Sav. 4369.

62. Sav. 4370.

63. Sav. 4371.

dinaire, à collaborer afin de créer une atmosphère sans laquelle une action commune internationale ne peut avoir ni consistance ni avenir plein de promesse. C'est l'atmosphère de la compréhension mutuelle...⁶⁴ ».

Deux mois plus tard, le 13 septembre, dans un discours à des membres de « Pax Christi », Pie XII développe ce thème de façon très détaillée, notamment en ce qui concerne l'unification européenne. Il fait allusion à l'Europe des Six, débordante, à ce moment, d'activités et de projets. La C.E.C.A. vient d'être créée, et on parle d'une Communauté Politique et d'une C.E.D. « Pax Christi, dit-il, veut... procurer l'atmosphère nécessaire aux tendances qui visent à l'unification économique et politique de l'Europe d'abord, et, plus tard, peut-être des territoires qui la débordent... Si aujourd'hui des personnalités politiques conscientes de leurs responsabilités, si des hommes d'Etat travaillent pour l'unification de l'Europe, pour sa paix et la paix du monde, l'Eglise ne reste vraiment pas indifférente à leurs efforts. Elle les soutient plutôt de toute la force de ses sacrifices et de ses prières... Quand Nous suivons les efforts de ces hommes d'Etat, Nous ne pouvons Nous défendre d'un sentiment d'angoisse : sous la pression de la nécessité qui exige l'unification de l'Europe, ils poursuivent et commencent à réaliser des buts politiques qui présupposent une nouvelle manière d'envisager les relations de peuple à peuple. Cette présupposition, hélas ! ne se vérifie pas ou, en tous cas, pas assez. L'atmosphère n'existe pas encore, sans laquelle ces nouvelles institutions politiques ne peuvent, à la longue, se maintenir. Et s'il paraît audacieux de vouloir sauvegarder la réorganisation de l'Europe au milieu des difficultés du stade de transition entre la conception ancienne, trop unilatéralement nationale, et la nouvelle conception, au moins doit se dresser devant les yeux de tous, comme un impératif de l'heure, l'obligation de susciter le plus vite possible cette atmosphère⁶⁵ ».

Pie XII n'avait pas tort : si les projets « audacieux » de Communauté Politique et de Communauté de Défense n'ont pu aboutir, c'est bien parce qu'une conscience vraiment européenne faisait défaut.

Dix jours plus tard, le 23 septembre 1952, il s'adresse aux membres de la première « Conférence internationale de l'aviation civile ». Il y parle du « développement extraordinaire de l'aviation », regrettant que « les nécessités d'un conflit inhumain » ont provoqué cette « évolution si rapide », mais se réjouissant des « découvertes et... perfectionnements magnifiques » de la navigation aérienne qui « compte, à présent parmi les moyens de contact privilégiés parmi les divers pays⁶⁶ ». Après un exposé sur les problèmes juridiques que pose l'aviation, il traite du postulat d'organisation interna-

64. Sav. 4346-4347.

65. Sav. 4060-4062.

66. Sav. 2680.

tionale, et c'est pour souligner que celui-ci est une exigence du personnalisme. « Depuis que les hommes essayent d'organiser une communauté, ils ont éprouvé le besoin d'institutions juridiques, non pas d'abord pour sauvegarder les intérêts économiques ou financiers, mais pour permettre l'éclosion des vraies valeurs humaines qui ne sauraient croître et s'épanouir sans la nécessaire garantie des personnes et des biens... Sans doute vous attachez-vous dans l'immédiat à la protection d'intérêts temporels, mais il importe de se souvenir qu'ils conditionnent l'existence de biens supérieurs et tirent de là leur sens véritable. Les exigences les plus hautes de la personnalité humaine, son développement moral et religieux appellent aujourd'hui l'existence et le fonctionnement d'institutions destinées à prévenir les conflits que suscite souvent entre les nations le souci de défendre leurs intérêts matériels. C'est pourquoi l'Eglise s'intéresse à vos travaux, les encourage et souhaite qu'ils contribuent à fortifier dans les relations internationales le climat de compréhension mutuelle ⁶⁷ ».

Le personnalisme, la place de l'humain dans cette société technique et industrialisée qui est la nôtre, constitue le thème principal du message de Noël de 1952. Voici d'abord quelques-unes des considérations sur le principe général de l'organisation sociale qui figurent dans ce document. « On dirait malheureusement que l'humanité moderne n'est plus capable... de réaliser cette dualité dans l'unité, cette adaptation nécessaire de l'ordre général aux conditions concrètes et toujours diverses, non seulement des individus mais aussi des peuples... Parfois on attend le salut de quelque ordonnance rigoureusement uniforme et inflexible, embrassant le monde entier, d'un système qui devrait agir avec la sûreté d'un remède éprouvé, d'une nouvelle formule sociale rédigée en articles froidement théoriques; ou bien repoussant de telles recettes générales, on se fie aux forces spontanées de l'instinct vital et, dans l'hypothèse la meilleure, aux impulsions affectives des individus et des peuples, sans se demander s'il n'en dérivera pas un bouleversement de l'ordre existant et alors qu'il est clair que le salut ne peut sortir du chaos. Ces deux méthodes sont fausses... Sur l'une et l'autre déformation, Nous désirons attirer l'attention...; mais particulièrement sur la superstition qui consiste à tenir pour certain que le salut doit sortir de l'organisation des hommes et des choses dans une étroite unité capable du plus haut pouvoir productif ⁶⁸ ».

On notera dans ce message quelques remarques concernant « les entreprises gigantesques de l'industrie moderne »; ces remarques sont bien caractéristiques de l'attitude d'esprit de ce pape : « Elles sont des réalisations merveilleuses de la puissance inventive et constructive de l'esprit humain; à bon droit on propose à l'admi-

67. Sav. 2683-2684.

68. Sav. 3424-3425.

ration du monde ces entreprises qui, selon des normes mûrement réfléchies, réussissent, dans la fabrication et l'administration, à coordonner... l'action des hommes et des choses. Aucun doute également que leur solide ordonnance et souvent la beauté toute neuve et si particulière de leurs formes extérieures ne soient pour notre époque un motif de légitime orgueil. Ce que par contre Nous devons nier, c'est qu'elles puissent et doivent servir de modèle universel pour... la vie sociale moderne⁶⁹ ».

Une partie importante de ce message est consacrée à l'idée de la solidarité des hommes et des peuples : « Tout plan ou programme doit s'inspirer du principe que l'homme... est au-dessus des choses et au-dessus des applications du progrès technique et qu'il faut avant tout préserver d'une « dépersonnalisation » malsaine les formes fondamentales de l'ordre social..., et les utiliser pour créer et développer les relations humaines... La mission leur appartient de promouvoir la pleine solidarité réciproque des hommes et des peuples. C'est sur la base de cette solidarité que Nous invitons à édifier la société... Elle réclame la disparition des disproportions criantes et irritantes dans le standard de la vie des divers groupes d'un peuple⁷⁰ ».

Un peu plus loin, Pie XII traitera de la solidarité internationale, notamment par rapport aux pays sous-développés. C'est là un sujet qu'il a abordé très souvent, et ceci depuis la première année de son pontificat. Le plan de cette étude ne permet malheureusement pas d'élaborer.

Dans le paragraphe suivant, le pape donne une précision qui nous semble importante. La solidarité, dit-il, n'est non seulement une exigence sentimentale ou morale, mais elle est basée sur l'intérêt bien compris. C'est une formule qui rappelle celles de M. Delos qui ont été mentionnées dans le chapitre précédent. Voici ce que dit Pie XII : « La solidarité des hommes entre eux exige, non seulement au nom du sentiment fraternel mais aussi de l'avantage réciproque lui-même, que l'on utilise toutes les possibilités pour conserver les emplois existants et pour en créer de nouveaux⁷¹ ».

C'est alors qu'il insiste sur « l'obligation » de la solidarité internationale : « Notre invitation à rendre efficaces le sentiment et l'obligation de la solidarité s'étend aussi aux peuples comme tels : que chaque peuple, en ce qui concerne le standard de vie et l'emploi de la main-d'œuvre, développe ses possibilités et contribue au progrès parallèle des autres peuples... Bien que la réalisation même la plus parfaite de la solidarité internationale puisse difficilement obtenir l'égalité absolue des peuples, il est cependant urgent qu'on la pratique au moins suffisamment pour modifier sensiblement les conditions actuelles qui sont bien loin de représenter une harmonieuse propor-

69. Sav. 3427.

70. Sav. 3435-3436.

71. Sav. 3437.

tion. En d'autres termes, la solidarité des peuples exige la cessation des disproportions énormes dans le standard de vie... On n'obtiendra pas ce résultat moyennant un ordre mécanique. La société humaine n'est pas une machine et l'on ne doit pas la rendre telle, même dans le domaine économique. Au contraire, il faut utiliser incessamment l'apport de la personne humaine et de l'individualité des peuples comme un point d'appui naturel et primordial ⁷² ».

Le 15 mars 1953, le pape accorde une audience aux professeurs et étudiants du Collège d'Europe. Son discours traite, bien entendu, de l'unification européenne, mais comme d'habitude il place l'Europe dans un contexte plus vaste : celui de l'organisation du monde. Dans la toute première phrase de son discours, en effet, il salue ses visiteurs non pas comme des Européens mais comme les serviteurs « des intérêts supérieurs de l'humanité », consacrant « leurs efforts à la construction d'un monde meilleur et d'une paix durable ⁷³ ».

Dans un langage qui rappelle Hauriou, il insiste à nouveau beaucoup sur la nécessité absolument primordiale d'un esprit européen : « Lorsqu'après la dernière guerre, les dirigeants de certains pays se décidèrent à mettre sur pied des institutions internationales chargées d'organiser la paix, l'expérience... ne cessait de leur rappeler qu'il ne suffit pas d'une idée généreuse pour s'assurer des chances valables de réussite. La réalisation pratique de l'unité européenne... vers laquelle instinctivement on s'orientait, se heurtait à deux obstacles majeurs, l'un inhérent à la structure de l'Etat, l'autre psychologique et moral. Le premier comporte une série de problèmes économiques, sociaux, militaires et politiques... Mais bien plus pressante encore s'affirme l'exigence de ce qu'on appelle l'esprit européen, la conscience de l'unité interne, fondée non point sur la satisfaction de nécessités économiques, mais sur la perception de valeurs spirituelles communes, perception assez nette pour justifier et maintenir vivace la volonté ferme de vivre unis ⁷⁴ ».

Elaborant ces remarques, le pape traite longuement d'un certain nombre de problèmes d'opinion publique ; nous y reviendrons dans le chapitre suivant. A la fin du discours, il soulève la question des buts qui justifient la construction européenne. On remarquera qu'il reconnaît une large place aux considérations utilitaires et politiques, et parmi ces dernières, il relève sans enthousiasme la préoccupation de la défense commune. Nous sommes en 1953, époque de la guerre froide ! « La volonté de vivre ensemble qui cimentera l'Europe de demain se gardera de la défaillance à la vue des dangers externes qui la menacent ; mais au lieu de se laisser pousser vers le but, un peu contre son gré, ne vaut-il pas mieux que chacun y soit attiré par un élément positif ? Des éléments de ce genre, on les retrouve déjà dans le domaine économique et politique.

72. Sav. 3438-3439.

73. Sav. 4074.

74. Sav. 4075.

L'Europe unie se propose de garantir l'existence de chacun de ses membres et celle du tout qu'ils constituent, de favoriser la prospérité économique, de sorte que sa puissance politique puisse être en mesure de se faire respecter, comme il convient, dans le concert des puissances mondiales. Voilà certes un but positif appréciable des efforts présents vers une Europe unie. Ce que Nous avons déjà souligné en d'autres circonstances, Nous croyons pouvoir le répéter encore..., parce que c'est une conviction que l'expérience affermit en Nous, non seulement d'année en année, mais, pour ainsi dire, de mois en mois : au delà de ce but économique et politique, l'Europe unie doit se donner pour mission l'affirmation et la défense des valeurs spirituelles qui, autrefois, constituaient le fondement... de son existence... et qu'elle doit rechercher aujourd'hui, par un effort pénible, pour se sauver elle-même : Nous voulons dire la foi chrétienne authentique comme base de la civilisation et de la culture qui est la sienne, mais aussi celle de toutes les autres. Nous le disons bien clairement, parce que Nous craignons que l'Europe, sans cela, ne possède pas la force interne pour conserver, devant des adversaires plus puissants, non seulement l'intégrité de ses idéals, mais aussi son indépendance terrestre et matérielle⁷⁵ ».

Le 1^{er} mai 1953, dans une allocution à un groupe d'ouvriers italiens le pape parle de problèmes sociaux. En une seule phrase, mais combien révélatrice, il touche au problème de l'unification européenne. « Les efforts actuels pour donner à l'Europe son unité — quel qu'en soit le moyen, pourvu qu'il se révèle efficace — entraînent également l'instauration de nouvelles conditions pour son développement économique⁷⁶ ».

L'Europe par n'importe quel moyen ? L'affirmation est bien catégorique.

Vers la fin de la même année, le 6 décembre, Pie XII accorde une audience à l'Union des juristes catholiques italiens. A cette occasion, il prononce un discours qui a pour titre « La tolérance religieuse dans une communauté des Etats ». C'est un texte important ; il contient toute une doctrine de la tolérance et de l'organisation internationale. Nous ne citerons naturellement ici que les principaux passages relatifs à ce dernier sujet.

C'est dans ce discours, nous l'avons signalé plus haut, que Pie XII déclare qu'il existe une « loi immanente de développement », poussant les peuples à s'unir. « Ce n'est pas par hasard, dit-il dès le début de son allocution, que se multiplient les congrès pour l'étude des questions internationales... Le fait manifeste que les rapports entre les individus appartenant à différents peuples et entre les peuples eux-mêmes, croissent en extension et en profondeur,

75. Sav. 4083-4085.

76. Sav. 792.

rend chaque jour plus urgent le règlement des relations internationales, privées et publiques, d'autant plus que ce rapprochement mutuel est déterminé non seulement par les possibilités techniques incomparablement augmentées et par le libre choix, mais encore par l'action plus pénétrante d'une loi immanente de développement. On doit donc, non le réprimer, mais plutôt le favoriser et l'encourager. Dans cette œuvre d'extension, les communautés des Etats et des peuples, soit qu'elles existent déjà, soit qu'elles ne représentent encore qu'un but à atteindre et à réaliser, ont, naturellement, une importance particulière. Ce sont des communautés dans lesquelles des Etats, souverains, c'est-à-dire non subordonnés à aucun autre Etat, s'unissent dans une communauté juridique pour la réalisation de fins juridiques déterminées. Ce serait donner une fausse idée de ces communautés juridiques de vouloir les comparer à des empires mondiaux du passé ou de notre temps, où des races, des peuples et des Etats fusionnent, de gré ou de force, en un complexe étatique unique. Dans le cas présent, au contraire, les Etats, tout en restant souverains, s'unissent librement en une communauté juridique⁷⁷ ».

Une fois de plus, dans les lignes qui viennent d'être citées, le pape s'oppose à l'idée d'un super-Etat unitaire. En parlant de « communauté juridique », il se réfère, manifestement, à n'importe quelle organisation internationale, qu'elle soit universelle ou régionale, intergouvernementale ou « supranationale », pourvu que l'union soit « libre », c'est-à-dire non pas imposée mais choisie librement, démocratiquement. Car il n'y a pas de doute, à notre avis, que c'est de démocratie et, dans une perspective plus vaste, de fédéralisme qu'il s'agit ici. Voici la suite du texte : « Sous cet aspect, l'histoire universelle qui présente une suite ininterrompue de luttes pour le pouvoir pourrait sans aucun doute faire apparaître comme une utopie l'instauration d'une communauté juridique d'Etats libres. Ces conflits ont été trop souvent provoqués par la volonté de subjuguer d'autres nations et d'étendre le champ de sa propre puissance, ou par la nécessité de défendre sa propre liberté et l'indépendance de sa propre existence. Cette fois, au contraire, c'est précisément la volonté de prévenir des conflits menaçants qui pousse vers une communauté juridique supranationale ; les considérations utilitaires qui, certainement, ont elles aussi une influence notable, sont tournées vers des œuvres de paix ; enfin, le progrès technique lui-même a peut-être réveillé la foi, latente dans l'esprit et dans le cœur des individus, en une communauté supérieure des hommes, voulue par le Créateur et ayant sa racine dans l'unité de leur origine, de leur nature et de leur fin⁷⁸ ».

Ces dernières phrases nous paraissent d'une grande beauté. Tout le crédo de ce pape y est. C'est peut-être la formule la plus

77. Sav. 4150-4151.

78. Sav. 4152.

saisissante dans laquelle il ait jamais exprimé sa foi au progrès de l'humanité : un progrès qui est à la fois d'ordre matériel et spirituel.

On peut par ailleurs se demander si Pie XII, en parlant ici d'une communauté « supranationale », pense uniquement à la C.E.C.A. Il nous semble que non. Le contexte suggère qu'il vise le mouvement d'organisation internationale en général. La signification de l'adjectif « supranational » n'est d'ailleurs pas très fixée, bien qu'on s'en serve souvent depuis la mise en place des institutions de l'Europe des Six.

« Ces considérations et d'autres semblables, poursuit-il, démontrent que le chemin qui mène à la communauté des peuples et à sa constitution n'a pas comme norme unique et ultime la volonté des Etats, mais plutôt la nature, ou bien le Créateur. Le droit à l'existence, le droit au respect et au bon renom, le droit à un caractère et à une culture propres, le droit à se développer, le droit à l'observance des traités internationaux et d'autres droits équivalents sont des exigences du droit des gens dicté par la nature... Dans cette communauté des peuples, chaque Etat est donc inséré dans l'organisation du droit international et, par là, dans l'ordre du droit naturel qui soutient et couronne le tout. De cette façon, il n'est plus — ni n'a jamais été d'ailleurs — « souverain » dans le sens d'une absence totale de limites. « Souveraineté », dans le vrai sens du mot, signifie autarcie et compétence exclusive par rapport aux choses et à l'espace, suivant la substance et la forme de l'activité, bien que toujours dans les limites du droit international... Tout Etat est directement soumis au droit international. Les Etats auxquels manquerait cette plénitude de compétence... ne seraient pas eux-mêmes souverains. Cependant, aucun Etat ne pourrait se plaindre de voir limiter sa souveraineté, si on lui refusait la faculté d'agir à son gré et sans tenir compte des autres Etats. La souveraineté n'est pas la divinisation ou la toute-puissance de l'Etat, comme dans le sens de Hegel ou à la manière d'un positivisme juridique absolu ⁷⁹ ».

Pie XII souligne ensuite les difficultés auxquelles se heurte « la constitution... et l'action d'une véritable communauté d'Etats, spécialement d'une communauté comprenant tous les peuples ⁸⁰ », et il conclut en définissant ce qu'il appelle « le principe théorique fondamental » pour faire face à ces difficultés : « Dans les limites de ce qui est possible et permis, promouvoir ce qui facilite et rend plus efficace l'union ; endiguer ce qui la trouble ; supporter parfois ce qu'on ne peut aplanir et ce pourquoi, d'autre part, on ne pourrait laisser sombrer la communauté des peuples à cause du bien supérieur que l'on attend d'elle ⁸¹ ». Tout le reste du discours est consacré à l'élaboration de ce principe.

79. Sav. 4153-4154, nous avons apporté une correction.

80. Sav. 4155-4156.

81. Sav. 4157.

Le message de Noël de 1953 contient de nouveau un encouragement à la cause de l'unification européenne. Vu les circonstances — la bataille autour de la C.E.D. battait son plein — cette prise de position est nettement politique⁸². Le pape insiste tout d'abord sur la nécessité pour que « tous les peuples... reconnaissent les fins communes, spirituelles et morales de l'humanité, qu'ils... s'aident à les réaliser et par conséquent... s'entendent mutuellement⁸³ ». C'est alors qu'il enchaîne : « Tout cela peut se faire, et il est même urgent que cela se fasse en Europe, en réalisant l'union continentale entre ses peuples, différents, certes, mais liés l'un à l'autre géographiquement et historiquement. Cette union trouve un encouragement sérieux dans l'échec manifeste de la politique contraire et dans le fait que les peuples eux-mêmes, dans les milieux les plus humbles, en attendent la réalisation et l'estiment nécessaire et pratiquement possible. Le temps semble donc mûr pour passer de l'idée à la réalité. En conséquence, Nous exhortons à l'action, avant tout, les hommes politiques chrétiens, auxquels il suffira de rappeler que le christianisme a toujours... pris à tâche d'unir pacifiquement les peuples. Pourquoi hésiter encore ? La fin est claire, les besoins des peuples sont sous les yeux de tous⁸⁴ ».

L'appel aux « peuples » et aux « milieux les plus humbles » n'est pas particulièrement convaincant. Ne serait-il pas vrai que parmi les cinq pays qui s'étaient décidés, en fin de compte, à ratifier le traité, plusieurs l'aient fait dans l'espoir non-avoué que le sixième le rejèterait ?... La seule explication raisonnable de cet encouragement pontifical est que Pie XII croyait à ce moment — et il n'était pas seul à penser ainsi — qu'avec la C.E.D. l'avenir de l'Europe tout entière se jouait. Dans la suite du même paragraphe, il fait très clairement allusion aux réserves françaises : « A qui demanderait d'avance la garantie absolue du succès, il faudrait répondre qu'il s'agit, certes, d'un risque, mais nécessaire, d'un risque, mais adapté aux possibilités présentes, d'un risque raisonnable. Il faut sans acuité procéder avec prudence, avancer à pas calculés, mais pourquoi se défier justement du niveau élevé atteint par la science et la pratique politiques qui semblent suffisamment prévoir les obstacles et préparer les remèdes ? Que l'heure grave où l'Europe se débat soit le principal motif d'agir : pour l'Europe, il n'y a pas de sécurité sans risques. Celui qui exige une certitude absolue ne montre pas sa bonne volonté envers l'Europe⁸⁵ ».

Un an plus tard, dans le message de Noël de 1954, consacré à la « coexistence », il témoigne de son inquiétude pour l'avenir de l'unification européenne. L'Assemblée Nationale française a rejeté la C.E.D. (30 août); Pie XII semble convaincu que les nationalismes

82. A ce sujet, cf. card. LERCARO, *op. cit.*, p. 92-93.

83. Sav. 744.

84. Sav. 745.

85. Sav. *ibid.*

vont à nouveau dominer en Europe. Il fait allusion à l'U.E.O. qui vient d'être remaniée (« les récents accords... ») et cette institution ne paraît pas avoir sa sympathie. Voici le passage en question : « Pendant la dernière décade... un grand souffle de rénovation spirituelle soulevait les âmes : unifier fortement l'Europe... dans le but de mettre un terme aux rivalités traditionnelles... et d'assurer la commune protection de leur indépendance... Cette noble idée n'offrait pas de motif de plainte ou de méfiance au monde extra-européen dans la mesure où celui-ci regardait l'Europe d'un bon œil... Mais les événements qui ont suivi et les récents accords qui ont, croit-on, ouvert la voie à la paix froide, n'ont plus comme base l'idéal d'une plus large unification européenne. Beaucoup estiment, en effet, que la haute politique s'oriente à nouveau vers un type d'Etat nationaliste, fermé sur lui-même, concentrant ses forces et instable dans le choix de ses alliances, qui, de ce fait, n'est pas moins pernicieux que celui qui fut en honneur au siècle dernier ⁸⁶ ».

Les paragraphes suivants sont consacrés au nationalisme au sens péjoratif du mot ; nous y retrouvons la doctrine — mais non pas la terminologie — de M. Delos : « Le fond de l'erreur consiste à confondre la vie nationale au sens propre avec la politique nationaliste : la première, droit et gloire d'un peuple, peut et doit être développée ; la seconde, source de maux infinis, ne sera jamais assez rejetée. La vie nationale est, de sa nature, l'ensemble actif de toutes les valeurs de civilisation qui sont propres à un groupe déterminé, le caractérisent et constituent comme le lien de son unité spirituelle. Elle enrichit en même temps, par sa contribution propre, la culture de toute l'humanité. Dans son essence, par conséquent, la vie nationale est quelque chose de non politique ; c'est si vrai que, comme le démontrent l'histoire et l'expérience, elle peut se développer côte à côte avec d'autres, au sein d'un même Etat, comme elle peut aussi s'étendre au-delà des frontières politiques de celui-ci. La vie nationale ne devint un principe dissolvant pour la communauté des peuples que lorsqu'elle commença à être exploitée comme moyen pour des fins politiques, à savoir quand l'Etat dominateur et centralisateur fit de la nationalité la base de sa force d'expansion. On eut alors l'Etat nationaliste, germe de rivalités et source de discordes.

« Il est clair que si la communauté européenne poursuivait dans cette voie, sa cohésion deviendrait bien fragile en comparaison de celle du groupe qu'elle a en face d'elle... Qu'on ne vienne pas dire que dans les circonstances nouvelles le dynamisme de l'Etat nationaliste ne représente plus un péril pour les autres peuples, du fait qu'il est privé, dans la majorité des cas, d'une véritable force économique et militaire ; en effet, le dynamisme d'une imaginaire puissance nationaliste, même exprimé par des sentiments plus

que manifesté par des actes, choque également les esprits, alimente la méfiance et le soupçon dans les alliances, et il empêche la compréhension réciproque et par suite la collaboration loyale et l'aide mutuelle, ni plus ni moins que s'il était appuyé sur une effective puissance⁸⁷ ».

Ces dernières remarques, combien amères, sur une « imaginaire puissance nationaliste », s'exprimant « par des sentiments plus que par des actes », semblent s'adresser directement au pays qui a refusé de ratifier le traité de la C.E.D. Un peu plus loin figure un passage dans lequel Pie XII s'exprime en des termes assez vigoureux sur le problème de la décolonisation ; beaucoup ont voulu y voir une allusion à la guerre d'Algérie qui venait de commencer et cette interprétation paraît plausible. En effet, les partisans les plus acharnés de la formule de l'Algérie française furent souvent ceux-là mêmes qui, avec les communistes, avaient combattu le plus la C.E.D. « L'Europe, dit-il, ...attend encore que se réveille sa propre conscience. Entre temps, pour ce qu'elle représente comme sagesse... et comme influence de culture, elle semble perdre du terrain en bien des régions de la terre. En vérité, un tel repli regarde les fauteurs de la politique nationaliste qui sont contraints de reculer devant des adversaires ayant adopté leurs propres méthodes. En particulier chez quelques peuples considérés jusqu'à présent comme coloniaux, le processus d'évolution vers l'autonomie politique que l'Europe aurait dû guider avec prévoyance et attention, s'est rapidement transformé en explosions de nationalisme avide de puissance. Il faut avouer que ces incendies imprévus, au détriment du prestige et des intérêts de l'Europe, sont, au moins partiellement, le fruit de son mauvais exemple⁸⁸ ».

Le 7 septembre 1955, dans une allocution aux participants du X^e Congrès international des Sciences historiques, Pie XII traite à nouveau du progrès technique. En qualifiant la technique de « bien commun de l'humanité », il se montre plus optimiste que Karl Jaspers ; mais il constate néanmoins que l'unification morale de l'humanité reste très en retard : « Le monde entier subit encore aujourd'hui l'action d'un autre élément dont on prédit qu'il provoquera dans l'histoire de l'humanité (sous l'aspect profane) des bouleversements très considérables : la science et la technique modernes, que l'Europe ou plutôt les pays occidentaux ont créées pendant ces derniers siècles ; celui qui ne les assimile pas, dit-on, rétrograde et sera éliminé ; celui qui les assimile, au contraire, doit aussi consentir aux dangers qu'elles comportent « pour l'être humain », « für das Menschsein » (Jaspers). En fait, la science et la technique sont en passe de devenir le bien commun de l'humanité. Ce qui motive des inquiétudes, ce ne sont pas seulement les dangers

87. Sav. 4025-4026.

88. Sav. 4028.

dont elles menacent « l'être humain », mais la constatation qu'elles se révèlent incapables d'endiguer l'aliénation spirituelle qui sépare les races et les continents ; cette dernière semble au contraire s'accroître. Si l'on veut éviter la catastrophe, il sera donc nécessaire de mettre en œuvre, en même temps, sur un plan supérieur, de puissantes forces religieuses et morales d'unification et d'en faire le bien commun de l'humanité⁸⁹ ».

Quelques semaines plus tard, le 30 septembre 1955, dans une allocution aux participants du XIIe Congrès international des pouvoirs locaux, il touche brièvement au « mouvement irrésistible » qui va dans le sens de l'unification de la planète : « Un mouvement irrésistible pousse aujourd'hui les nations à s'unir afin de mieux assurer leur sécurité ou leur développement économique ; aucune ne peut prétendre rester dans l'isolement sans encourir pour elle-même des risques sérieux ou sans nuire à la communauté qui attend son appui⁹⁰ ».

Le 13 octobre 1955, dans un discours au Centre d'études pour la réconciliation internationale, il revient encore à ce thème, rappelant son discours du 6 décembre 1953 sur la tolérance, dans lequel il avait employé l'expression « loi immanente de développement ». Cette fois, il parle d'une « impulsion intime », et l'on peut se demander si ses précisions à ce sujet ne visent pas à atténuer un peu la portée de sa déclaration antérieure qui, nous l'avons vu, semblait admettre une certaine fatalité. « Nous notâmes alors (c'est-à-dire dans le discours du 6 décembre 1953), dit-il, le fait de la tendance à former des Communautés de peuples et Nous relevâmes qu'il ne faut pas la faire remonter en définitive au développement énorme des moyens de communication et d'échange mais à une impulsion intime, dérivant de leur unité d'origine, de nature et de fin, et qui doit manifestement servir au plein développement, voulu par le Créateur, de chacun des individus et des peuples, de la famille humaine entière, moyennant une collaboration toujours croissante, respectueuse cependant des patrimoines culturels et moraux de chaque groupe⁹¹ ».

A une autre occasion, le 11 septembre 1956, dans un radio-message au VIIe Congrès international des médecins catholiques à Scheveningen, le pape dit que le phénomène contemporain du rapprochement des nations est le fait d'une « loi naturelle » : « L'effort de rapprochement et de collaboration... procède... de la transformation profonde de presque toutes les relations, et sa cause dernière est à rechercher dans la nature même de l'homme. C'est la conséquence d'une loi naturelle qui procède de l'unité d'origine des hommes et pousse à la réalisation d'une tâche commune à laquelle

89. A.A.S. 1955, n. 14, p. 672-682, original français.

90. A.A.S. 1955, n. 15, p. 716-720, or. fr.

91. A.A.S. 1955, n. 16, p. 764-775, traduction française de l'Office de presse du Vatican.

sont conviés tous ceux qui vivent sur la terre. A mesure que les années passent, il devient de moins en moins possible aux nations de se renfermer sur elles-mêmes, bien que se manifeste parfois une tendance systématique et passionnée à revenir à l'isolement d'autrefois. Tout ce qui arrive actuellement dans un pays, provoque un contrecoup chez les autres et l'on est obligé en quelque sorte de se rendre compte que la communauté des peuples et de l'humanité ressemble à un organisme dont la circulation sanguine et lymphatique met en communication constante les diverses parties. Ainsi en va-t-il des courants internationaux dont on ne peut s'empêcher de prendre conscience ni de tenir compte⁹² ».

Les événements de Hongrie et de Suez, en ce même automne de 1956, viennent cruellement mettre fin, du moins provisoirement, aux espoirs qui se reflètent si nettement dans ces derniers textes de Pie XII. Dans un radio-message du 11 novembre 1956, il condamne non seulement « les injustices perpétrées contre le peuple aimé de Hongrie » mais aussi l'expédition franco-britannique contre Suez : « C'est à juste titre que le monde entier a sursauté en voyant ce rapide recours à la force, mille fois rejeté par tous en tant que moyen pour régler les conflits et pour assurer la victoire du droit... Le monde... a été témoin du retour à une politique qui... place l'arbitraire et l'intérêt économique au-dessus des valeurs morales et de la vie humaine⁹³ ».

Mais les Français et les Britanniques finiront par arrêter leur intervention en Egypte tandis qu'en Hongrie l'Union Soviétique se livre à une répression telle que beaucoup de communistes, dans le monde entier, rompent avec le parti en signe de protestation. Sur le plan mondial, la guerre froide se rallume avec une intensité redoublée, et elle ne s'apaisera plus avant la mort de ce pape (9 octobre 1958). Est-il étonnant, dans ces circonstances, que les documents qui verront encore le jour pendant son pontificat portent la marque des événements de Hongrie ? C'est à nouveau l'idée de la défense contre le communisme qui revient fréquemment. Le message de Noël de 1956 est particulièrement caractéristique à cet égard ; trop caractéristique peut-être, car il comporte plusieurs passages dont on peut se demander si Pie XII aurait été prêt à les répéter à une autre occasion. Il semble bouleversé par l'attitude de l'Union Soviétique. « Il n'y a plus lieu désormais, dit-il, de douter des buts et des méthodes qui existent derrière les tanks quand ceux-ci font irruption avec fracas pour semer la mort au-delà des frontières pour contraindre les peuples civilisés à une forme de vie qu'ils abhorrent nettement ; quand, brûlant pour ainsi dire les étapes de tractations et de médiations possibles, on menace

92. *Doc. Cath.* 1956, p. 1239, or. franç.

93. C'est nous qui traduisons d'après la traduction anglaise de l'Office de presse du Vatican.

d'utiliser les armes atomiques pour l'obtention d'exigences concrètes... Il est manifeste que, dans les circonstances présentes, peut se vérifier dans une nation le cas où, une fois devenu vain tout effort pour la conjurer, la guerre, pour se défendre efficacement et avec espoir de succès contre d'injustes attaques, ne pourrait être considérée comme illicite⁹⁴ ».

Les parties les plus importantes de ce message sont pourtant celles où Pie XII insiste sur la nécessité de créer des institutions internationales efficaces. Tout d'abord, il traite brièvement de l'Europe dont l'unification, estime-t-il, est un moyen pour assurer la paix à l'univers tout entier : « Voilà pourquoi c'est une exigence concrète de l'heure présente, un des moyens d'assurer au monde entier la paix..., une force qui embrasse également les peuples de l'Asie et de l'Afrique, le Moyen-Orient et la Palestine avec les Lieux Saints, que de raffermir la solidarité de l'Europe⁹⁵ ».

Mais c'est de l'O.N.U. qu'il est surtout question dans ce document. Le pape déplore que l'Organisation soit impuissante à un point tel que même l'envoi d'observateurs en Hongrie s'avère impossible pour elle : « Bien que le programme qui est à la base des Nations-Unies se propose d'assurer les valeurs absolues dans la vie en commun des peuples, le passé récent a toutefois montré que le faux réalisme réussit à prévaloir chez un bon nombre de ses membres, même quand il s'agit de rétablir le respect de ces mêmes valeurs de la société humaine qui se trouvent ouvertement foulées aux pieds. Les vues unilatérales qui tendent à faire agir selon les circonstances, uniquement en fonction de l'intérêt et de la puissance, ont pour effet que les cas d'accusation pour perturbation de la paix se trouvent traités de façon très diverses... Personne n'attend ni ne réclame l'impossible, pas même des Nations unies ; mais on aurait pu s'attendre à ce que leur autorité ait eu quelque poids, au moins par l'intermédiaire d'observateurs, dans les lieux où les valeurs essentielles pour l'homme sont dans un péril extrême. Si juste qu'il soit de reconnaître que l'O.N.U. condamne des violations graves des droits des hommes et de peuples entiers, on pourrait cependant désirer que, dans des cas semblables, des Etats qui vont jusqu'à refuser d'admettre des observateurs — montrent ainsi qu'ils ont de la souveraineté de l'Etat une notion qui mine les fondements même de l'O.N.U. — ne soient pas autorisés à exercer leurs droits de membres de l'Organisation elle-même. Celle-ci devrait avoir aussi le droit et le pouvoir de prévenir toute intervention militaire d'un Etat dans un autre, sous quelque prétexte qu'on entende le faire, non moins que d'assurer par des forces de police suffisantes la protection de l'ordre dans l'Etat menacé. Si Nous faisons allusion à ces aspects defectueux, c'est parce que Nous désirons voir renfor-

94. Traduction française de l'Office de presse du Vatican, parue dans *La Croix* des 26 et 27 décembre 1956.

95. *Ibid.*

cer l'autorité de l'O.N.U., surtout pour l'obtention du désarmement général qui Nous tient tant à cœur et dont Nous avons déjà parlé d'autres fois⁹⁶ ». Tout le reste du message est consacré à la question du contrôle des armements, notamment nucléaires, et le pape traite en détail du problème de l'observation aérienne.

Assez curieusement, on l'aura noté, le pape suggère d'exclure certains pays — l'Union Soviétique et la Hongrie sans doute — de l'O.N.U. Il faut avouer que son argument n'est pas tout à fait convaincant. Il dit en effet que la notion que ces pays ont de leur souveraineté serait, selon lui, incompatible avec « les fondements mêmes de l'O.N.U. ». On pourrait également contester la valeur de cette prise de position en tant que conseil politique, en faisant valoir que, sur le plan du nombre des membres, l'universalité de l'O.N.U. est, elle aussi, un des « fondements mêmes » de l'institution. C'est un des rares passages — dans ce message de Noël de 1956 ils sont plus fréquents qu'ailleurs — où Pie XII passe outre aux vertus de prudence et de pondération.

Le 28 avril 1957, le pape s'adresse aux participants à la XI^e Assemblée plénière de Pax Romana. Il constate à nouveau que le monde « marche à grands pas » vers l'unification : « Depuis quelques années surtout, les hommes et les peuples assistent, non sans étonnement ni angoisse, à l'évolution accélérée des structures internationales ; si les merveilleux progrès des relations humaines en de nombreux domaines, matériel, intellectuel et social, les réjouissent, ils ne peuvent s'empêcher parfois de craindre que l'unification, vers laquelle le monde marche à grands pas, ne s'effectue dans la violence et que les groupes les plus puissants ne prétendent imposer à l'humanité entière leur hégémonie et leur conception de l'univers. L'inquiétude est d'autant plus grande que, d'un conflit mondial, les armes modernes feraient un désastre épouvantable. Certains se demandent donc si l'évolution précipitée du monde ne conduit pas toute la famille humaine vers la catastrophe ou la tyrannie⁹⁷ ».

Nouvelle condamnation, donc, de l'idée d'un Etat unitaire mondial ; mais cette fois le pape semble penser tout particulièrement à un empire communiste. Un peu plus loin, il souligne que l'unification du monde, telle qu'elle s'accomplit « sous la pression des événements », est « voulue par le Créateur » : « Un chrétien ne peut donc rester indifférent devant l'évolution du monde ; s'il voit s'ébaucher, sous la pression des événements, une communauté internationale de plus en plus étroite, il sait que cette unification, voulue par le Créateur, doit aboutir à l'union des esprits et des cœurs... Non seulement il peut, mais il doit travailler à l'avènement de cette communauté encore en formation, car... tous les hommes sont ses frères...⁹⁸ ».

96. *Ibid.*

97. A.A.S. 1957, 296-300, orig. franç.

98. *Ibid.*

L'unification de l'Europe, et notamment de l'Europe des Six, devient de plus en plus l'objet favori des derniers discours de ce pontificat qui touche maintenant à sa fin. L'appui que Pie XII donne désormais aux Communautés est presque inconditionnel, et il le dit de la façon la plus explicite. Voici quelques passages caractéristiques du discours du 13 juin 1957, prononcé devant les participants au Congrès d'Europe, organisé sous les auspices du Mouvement européen : « Vous savez avec quelle sollicitude Nous suivons les progrès de l'idée européenne et des efforts concrets qui tendent à la faire pénétrer davantage dans les esprits et à lui donner ... un commencement de réalisation... Elle a, pendant ces dernières années, gagné beaucoup de terrain. Aussi longtemps, en effet, qu'elle ne s'incarnait pas dans des institutions communes douées d'une autorité propre et indépendante, dans une certaine mesure, des gouvernements nationaux, on pouvait la considérer comme un idéal, très beau sans doute, mais plus ou moins inaccessible.

« Or, en 1952, les Parlements de six pays d'Europe occidentale ont approuvé la formation de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (C.E.C.A.) dont les résultats s'avèrent actuellement encourageants sur le plan économique et social. La Communauté européenne de défense (C.E.D.)... se heurta par contre à de vives résistances qui la firent échouer. A ce moment, beaucoup pensèrent que les premiers espoirs d'aboutir à l'unité mettraient longtemps à renaître. En tous cas, le moment d'aborder de face le problème d'une communauté supranationale n'était pas encore venu, et l'on dut se replier sur la formule de l'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.)... Mais comme le principe de la décision majoritaire au Conseil des ministres y est soumis à d'étroites limitations et comme l'Assemblée n'est pas capable d'imposer sa volonté et d'exercer le contrôle parlementaire, on ne peut la considérer comme un fondement suffisant pour y édifier une vraie communauté d'Etats⁹⁹ ».

Est-ce un pape ou un homme politique qui parle ici ? L'enthousiasme de Pie XII pour l'Europe des Six, ou plutôt pour l'idée fédéraliste incarnée dans les Communautés, est sans doute dans la ligne de ses idées. Mais pourquoi à nouveau — car ce n'est pas la première fois : qu'on se souvienne du message de Noël de 1954 — ces inutiles critiques de l'U.E.O. qui semblent s'adresser aussi au Conseil de l'Europe ? Les événements ultérieurs, et notamment l'échec des négociations entre la C.E.E. et la Grande-Bretagne, ont nettement montré qu'il n'est pas encore prouvé que l'Europe des Six mène à coup sûr vers une unité plus large ; ni l'Europe, ni le monde n'y auraient gagné s'il s'avérait que les nationalismes individuels étaient remplacés par un supernationalisme collectif, qu'il soit à Six, à Sept ou à Dix-sept.

Pie XII traite ensuite d'Euratom et du Marché commun : « Bien que cette communauté nouvelle (c'est-à-dire la C.E.E.) soit restreinte

99. *Doc. Cath.* 1957, 847-850, or. franç.

au domaine économique, elle peut conduire, par l'étendue même de ce champ d'action, à affermir entre les Etats membres la conscience de leurs intérêts communs d'abord sur le seul plan matériel, sans doute, mais, si le succès répond à l'attente, elle pourra ensuite s'étendre aussi aux secteurs qui engagent davantage les valeurs spirituelles et morales. Votre Congrès a... examiné en premier lieu le point décisif, dont dépend la constitution d'une communauté au sens propre : l'établissement d'une autorité politique européenne possédant un pouvoir véritable qui mette en jeu sa responsabilité. De ce point de vue, l'exécutif de la Communauté économique européenne (C.E.E.) marque un recul par rapport à celui de la Communauté du charbon et de l'acier... Parmi les tâches qui vous attendent maintenant, se place d'abord la ratification, par les divers Parlements, des Traités susdits signés à Rome le 25 mars ; puis vous aurez à chercher les moyens de pourvoir au renforcement de l'exécutif dans les communautés existantes, pour arriver enfin à envisager la constitution d'un organisme politique unique¹⁰⁰ ».

Plus loin, Pie XII traite de la question d'une « politique extérieure européenne commune », disant qu'« elle devient indispensable dans un monde qui tend à se grouper en blocs plus ou moins compacts ». Il touche également au problème des relations avec l'Afrique : « Il Nous paraît nécessaire que l'Europe garde en Afrique la possibilité d'exercer son influence éducative et formative et qu'à la base de cette action, elle déploie une aide matérielle large et compréhensive, qui contribue à relever le niveau de vie des peuples africains et à mettre en valeur les richesses naturelles de ce continent. Ainsi prouvera-t-elle que sa volonté de former une communauté d'Etats ne constitue pas un repliement égoïste, qu'elle n'est pas commandée par un réflexe de défense contre les puissances extérieures, qui menacent ses intérêts, mais procède surtout de mobiles constructifs et désintéressés¹⁰¹ ».

A la fin de son discours, le pape se réfère au « message chrétien » qui sauvegarde « l'idée et l'exercice des libertés fondamentales de la personne humaine » et qui garantit « le respect des différences culturelles » dans « une communauté supranationale ». Il conclut en des termes qui attestent à nouveau sa conception optimiste de l'histoire humaine : « Les sociétés humaines restent toujours en devenir, toujours en quête d'une meilleure organisation et souvent ne se survivent qu'en disparaissant et en donnant naissance par là-même à des formes de civilisation plus brillantes et plus fécondes. A chacune, le christianisme apporte un élément de croissance... ; il... leur donne l'immuable assurance d'une patrie qui n'est pas de ce monde et qui seule connaîtra l'union parfaite...¹⁰² ».

100. *Ibid.*

101. *Ibid.*

102. *Ibid.*

Le 4 novembre 1957, dans une allocution aux membres de l'Assemblée commune de la C.E.C.A., Pie XII témoigne encore, et de façon non moins explicite et détaillée, de ses faveurs à l'égard de l'Europe des Six. Il touche à peu près aux mêmes questions que dans le texte qui vient d'être cité. Au sujet du principe supranational il dit : « Les pays d'Europe, qui ont admis le principe de déléguer une partie de leur souveraineté à un organisme supranational, entrent, croyons-Nous, dans une voie salubre d'où peut sortir pour eux-mêmes et pour l'Europe une vie nouvelle dans tous les domaines, un enrichissement non seulement économique et culturel, mais aussi spirituel et religieux ¹⁰¹ ».

Dans le message de Noël de 1957, Pie XII revient au thème de l'évolution de l'histoire, et on peut se demander si ce n'est pas dans le but d'éclaircir encore une fois le sens de son discours du 6 décembre 1953 où il avait parlé d'une « loi immanente de développement ». Voici ce qu'il dit : « La naissance, fût-elle douloureuse et lente, d'une vie nouvelle, d'une humanité en constant progrès dans l'ordre et l'harmonie, est le but assigné par Dieu à l'histoire « post Christum natum », et tous les fils de Dieu rendus à la liberté devront y contribuer personnellement et activement. Il est donc vain d'attendre la perfection et l'ordre du monde d'un certain processus immanent, dont l'homme resterait le spectateur étranger, comme l'affirment certains. Cet obscur immanentisme est un retour à l'antique superstition qui défiait la nature ; et elle ne peut s'appuyer, comme on le prétend, sur l'histoire, sinon en falsifiant artificiellement l'explication des faits. L'histoire de l'humanité dans le monde est bien autre chose qu'un processus de forces aveugles ¹⁰⁴ ».

Un des derniers grands discours de ce pontificat, le message pascal de 1958, se termine, significativement, par un appel aux chrétiens afin de construire la paix et l'unité du monde : « ... La conscience de l'unité de la famille humaine... progresse de façon consolante dans les esprits et dans les réalisations concrètes... Quelle « bonne œuvre » plus utile au monde peut accomplir à l'heure actuelle la chrétienté entière, si ce n'est de promouvoir de toutes ses forces le ferme rétablissement de la juste paix ? Individus et peuples, nations et Etats, institutions et groupes sont invités par le Roi de la paix à insister avec confiance dans cette œuvre difficile et urgente pour la gloire de Dieu. Il faudra lui consacrer toutes les importantes ressources d'intelligence, de prudence et, quand cela sera nécessaire, d'inébranlable fermeté, dont dispose le monde chrétien, appuyé par tous ceux, en dehors de lui, qui aiment loyalement la paix ¹⁰⁵ ».

103. *Doc. Cath.* 1957, 1500.

104 Traduction française de l'Office de presse du Vatican, reproduite dans *La Croix* du 24 décembre 1957.

105. Traduction de l'Office de presse du Vatican, reproduite dans *La Croix* du 8 avril 1958.

Nous pouvons utilement terminer ici cette sélection de textes. Il n'est peut-être pas superflu de souligner encore une fois que les documents qui ont été cités dans ce chapitre ne représentent qu'une fraction d'un ensemble extrêmement vaste. La même remarque s'applique d'ailleurs au chapitre suivant où nous donnerons encore un certain nombre de textes dans lesquels Pie XII traite du problème, fondamental à ses yeux, de l'opinion publique dans la société internationale.

CHAPITRE IV

L'OPINION PUBLIQUE ET LES MOYENS D'INFORMATION

Les protagonistes de l'organisation internationale, qu'ils s'appellent Emmanuel Kant ou Woodrow Wilson, Quincy Wright ou Pie XII, réservent d'habitude une place de choix à cette grande inconnue que l'on appelle l'opinion publique. C'est une tendance que l'on constate fréquemment chez les novateurs. Réformateurs ou révolutionnaires, ceux dont les aspirations sont résolument tournées vers l'avenir semblent convaincus que l'opinion publique est leur alliée la plus sûre. Ils l'invoquent volontiers contre le passé, et surtout contre le présent, considéré comme un statu quo imparfait sinon intolérable. Les détenteurs du pouvoir, par contre, — ceux, en somme, qui défendent l'ordre établi — craignent la puissance de l'opinion. Tous les gouvernements du monde entier, quel que soit leur régime politique, sont obligés, s'ils veulent durer, de tenir compte de cette force anonyme mais redoutable. « Public sentiment, a dit le Président Lincoln, is everything. With public sentiment nothing can fail; without it nothing can succeed¹ ».

L'histoire des mouvements dits pacifistes est révélatrice à cet égard². Dès leur naissance, au début du siècle dernier, ce sont des mouvements d'opinion typiques. A partir de 1843 (Londres), des Congrès internationaux de la paix sont régulièrement organisés : Bruxelles (1848), Paris (1849), Francfort (1850), Londres (1851), etc. Congrès d'origine privée, leur but est précisément de réveiller et de mobiliser l'opinion. Au départ, les préoccupations humanitaires prédominent peut-être; on s'élève contre la cruauté et l'horreur des guerres. Mais les éléments d'une doctrine apparaissent presque aussitôt, et c'est la conception que la guerre en tant que telle est rejetable.

1 Cite par Quincy WRIGHT, *Problems of stability and progress in international relations*, p 287, edit. University of California Press, Berkeley and Los Angeles, 1954

2 Voir Christian LANGE et August SCHOU, *Histoire de l'internationalisme*, t III, p. 36 suiv., edit H Aschehoug & C°, Oslo (et d'autres éditeurs), 1963; Jacob TER MEULEN, *Der Gedanke der internationalen Organisation in seiner Entwicklung*, t II, partie I, p 1 suiv., édit M Nijhoff, La Haye, 1929, Theodore RUYSEN *Les Sources doctrinales de l'internationalisme*, t III, p 541 suiv., édit. P U F, Paris, 1961

L'idée que le recours à la force n'est pas un moyen normal et licite pour régler les différends entre Etats fut, à cette époque, d'une grande nouveauté. Jamais, jusque-là, un courant d'opinion ne s'était déclaré contre le principe même de la guerre. Or, très bientôt, cette idée, négative en somme, se transforme ; elle se complète par une doctrine positive : celle de l'organisation de la paix.

C'est en tant qu'idée *européenne*, dans le sens que l'on donne de nos jours à ce terme, que le postulat d'organisation internationale a commencé à cheminer dans les esprits d'une élite. Il est vrai qu'à cette époque « le monde » n'allait guère plus loin que l'Europe ; en aucun cas il n'allait plus loin que l'Occident : Europe et Etats-Unis. On connaît le célèbre discours que Victor Hugo a prononcé au Congrès de la paix de Paris et dans lequel il se fit le porte-parole de l'idée d'une Europe unie : « Un jour viendra où, vous France, vous Russie, vous Italie, vous Angleterre, vous Allemagne, vous toutes nations du continent, sans perdre vos qualités distinctes et votre glorieuse individualité, vous vous joindrez étroitement dans une unité supérieure, et vous constituerez la fraternité européenne... Un jour viendra où les boulets et les bombes seront remplacés par les votes, par le suffrage universel des peuples... Un jour viendra où l'on verra ces deux groupes immenses, les Etats-Unis d'Amérique, les Etats-Unis d'Europe (*applaudissements*), placés en face l'un de l'autre, se tendant la main par-dessus les mers... Et ce jour-là, il ne faudra pas quatre cents ans pour l'amener, car nous vivons dans un temps rapide, nous vivons dans le courant d'événements et d'idées le plus impétueux qui ait encore entraîné l'humanité, et, à l'époque où nous sommes, une année fait parfois l'ouvrage d'un siècle (*très bien*)...³ ». On remarquera l'espoir que le poète place dans « le suffrage universel des peuples » ; on remarquera, surtout, qu'il parle au futur : l'avenir est, pour lui, la dimension historique essentielle⁴.

Pendant un siècle l'idée européenne continue à vivre dans les mouvements de paix. La revue de la Ligue de la paix qui paraît à Paris autour de 1900, porte le titre significatif *Les Etats-Unis d'Europe*⁵. En 1948, cent ans après le discours de Victor Hugo, un autre congrès d'origine privée se réunit à La Haye, dans le but, également, de mobiliser l'opinion. Ce fut le premier Congrès des Fédéralistes européens. Si les mouvements pacifistes du XIX^e siècle avaient abouti, sur le plan gouvernemental, aux deux Conférences de la paix de La Haye (1899 et 1907) et, dans un stade ultérieur, à la création de la Société des Nations, le Congrès des Fédéralistes avait un résultat immédiat. Dans l'espace de moins d'un an (5 mai 1949),

3. TER MEULEN, *op. cit.*, p. 318-319.

4. Cf. la conférence de Jacques-René RABIER, *La construction de l'Europe et la recherche d'opinion*, Congrès de la « World Association for Public Opinion Research », Baden-Baden, 11 septembre 1961.

5. Cf. RUYSSSEN, *op. cit.*, p. 540, n. 1.

les Gouvernements signèrent le Statut de la première institution politique européenne, le Conseil de l'Europe.

Historiquement, les mouvements pacifistes ou internationalistes se présentent donc essentiellement comme des mouvements d'opinion. Mais ils se veulent aussi comme tels. « La véritable originalité du pacifisme, écrit Théodore Ruyssen, ... consiste... dans son propos qui est avant tout *pratique*. Constatant le rôle grandissant de l'opinion publique..., le pacifiste estime qu'une opinion dûment éclairée sur la contradiction qui oppose la guerre à toutes les valeurs de la civilisation arriverait à dissiper les préjugés des fanatiques, qui croient encore à la nécessité de remettre à la violence la solution des conflits entre nations⁶ ». Un autre spécialiste du sujet, Christian Lange, se réfère à la nécessité d'une éducation, cette idée si chère à Emmanuel Kant et, d'une façon générale, à tous les pacifistes⁷. « Le pacifisme et l'internationalisme, écrit-il, agissent par l'éducation et par la propagande. Le mouvement se traduit d'abord sous des formes littéraires...; à mesure qu'il devient conscient de son originalité, il provoque la création d'organismes (sociétés de la paix; institutions scientifiques; associations à visées internationales). De plus en plus il tend à une action politique ... par... un parti qui puisse... provoquer une organisation progressive d'une société des nations⁸ ».

Un ouvrage comme celui du zéléteur pacifiste qu'est Emery Reves illustre bien ces propos. Voici sa conclusion qui est comme un appel au combat : « Nous devons persuader le plus de journaux possible d'adopter les conceptions fédérales dans leurs éditoriaux. Ce principe doit aussi être constamment propagé par la radio et le cinéma... Une requête populaire irrésistible devrait être formulée dans chaque pays le plus tôt possible ... Pascal a dit que l'opinion était la vraie maîtresse du monde... Or, le problème se pose ainsi : voulons-nous combattre pour la diffusion dans les écoles, les églises, les meetings, la presse, le cinéma et la radio, d'une foi nouvelle, d'une nouvelle conception politique ?...⁹ ».

Les hommes de science s'expriment peut-être dans un langage plus nuancé et plus mesuré; mais quant au fond, leurs thèses ne diffèrent pas de celles des militants. Tous les auteurs qui défendent la nécessité d'organisation internationale, et ils sont nombreux, arrivent à la conclusion que le problème fondamental est d'ordre psychologique et qu'il convient, par conséquent, d'attribuer un rôle primordial à l'éducation, voire à une propagande appropriée. M. Röling termine deux de ses ouvrages dans ce sens¹⁰. Quincy Wright considère

6. *Op. cit.*, p. 540.

7. Cf. Quincy WRIGHT, *The study of international relations*, p. 307, édit. Appleton-Century-Crofts, inc., New York, 1955.

8. *Op. cit.*, t. I, p. 15.

9. *Anatomie de la paix*, p. 310-313, édit. Tallandier, Paris, 1946.

10. *International law in an expanded world*, p. 123, édit. Djambatan, Amsterdam, 1960; *Over oorlog en vrede*, p. 215 suiv., édit. De Bezige Bij, Amsterdam, 1963.

que tout progrès dans ce domaine dépendra essentiellement de l'éducation et de l'information. « International peace and security require a centralization of institutions of information (and) education¹¹ » : tel est le thème qui revient à presque chaque page de chacune de ses nombreuses études. « Our problem is to mobilize the forces of education and propaganda in order to create common opinions throughout the world », écrit-il ailleurs, dans un long exposé qui a précisément pour but de démontrer la quasi impossibilité d'accomplir cette tâche¹². Un peu plus loin, il ajoute : « Clearly, when world politics is being discussed, it is world education that is important. Education in one country cannot remake the world. Efforts must go on simultaneously and harmoniously in all countries if a world opinion, capable of giving order to the world is to result¹³ ». On pourrait multiplier les citations de cet éminent auteur; il suffit d'ouvrir n'importe lequel de ses ouvrages pour s'en convaincre.

Harold Laski, de son côté, écrit : « ... No man can give an unaccepted allegiance to the nation-State... It is the conquest of knowledge that is the real source of our hopes, its conquest and its extension to the common man. For the real root of conflict is ignorance. It is the ill-informed mind and the narrow mind which are the servants of national hate... What is wanted, if we are to break down the barriers between knowledge and ignorance, is education... When the masses can understand they will have the courage to act upon their understanding. For intellect, as Carlyle said, is like light; from a chaos it makes a world¹⁴ ».

Sommes-nous ici encore dans le domaine de l'analyse froide, de la théorie pure ? Il semble bien évident que non. C'est une idéologie, une foi qui est proclamée ici. Les arguments essentiels des adeptes de l'organisation internationale sont, pour la plupart, d'ordre irrationnel, il ne faut pas se le dissimuler¹⁵. Irrationnelle, tout d'abord, est l'hypothèse de base que les guerres ne sont pas une loi de nature et qu'elle peuvent être évitées; irrationnelle, aussi, est la confiance dans l'opinion publique, dans l'avenir, dans la raison, dans l'éducation, dans ce qu'il y a de bon dans la nature humaine. Est-ce dire que ceux qui considèrent que les guerres sont une loi de nature et qui ne croient pas à une opinion publique qui serait l'expression du bon sens et de la raison, se basent uniquement sur les faits de l'expérience ? Loin de là ! Les « faits historiques », dans les discussions de cette sorte, valent ce que valent les statistiques : ils prouvent tout et rien. A force de chercher, adversaires et partisans finiront toujours par

11. *Problems of stability and progress...*, p. 15.

12. *Problems...*, p. 191 suiv.

13. *Problems...*, p. 200.

14. *A grammar of politics*, p. 240, édit. Allen & Unwin Ltd., London, 1951.

15. Quincy WRIGHT est un des assez rares auteurs qui le dit très clairement. Il fait précéder chacun de ses exposés d'une énumération des hypothèses sur lesquelles il se base.

trouver des faits sur lesquels ils pourront appuyer leurs thèses. Mais le nœud du problème est ailleurs. Il réside dans le fait que deux doctrines fondamentales, ou mieux deux credos, correspondant à deux tempéraments, s'opposent ici; c'est, nous l'avons constaté plus d'une fois, la conception optimiste de l'histoire contre la conception pessimiste.

Il serait cependant faux de croire que la tendance qui fait confiance à l'opinion publique, serait un phénomène moderne. « *Vox populi, vox Dei* », disait-on au Moyen-Age. Et Mme de Sévigné, contemporaine de Louis XIV et de Blaise Pascal, a écrit ce mot remarquable : « Voilà mon ancienne thèse qui me fera lapider un jour, c'est que le public n'est ni fou ni injuste ¹⁶ ». On était encore à plus d'un siècle de la Révolution ! L'avis que donne de nos jours un spécialiste aussi rigoureusement scientifique qu'Alfred Sauvy n'est guère différent : « ... Dans de multiples cas, ses mouvements (c'est-à-dire de l'opinion publique) s'exercent dans le sens d'une justice, d'une humanité que les groupes dominants, les gouvernants, semblent oublier ¹⁷ ». Mais le véritable problème, bien entendu, est de définir ces notions de « justice » et d' « humanité ».

Remarquons, cependant, que les théoriciens ne sont pas seuls à attribuer des vertus à l'opinion publique. Plusieurs traités internationaux se réfèrent à l'opinion publique comme à un critère de valeur, et ce n'est peut-être pas pur hasard si ce sont tous des instruments ayant trait aux problèmes de la paix et de la guerre ou à ceux de l'organisation internationale. Le préambule de la quatrième Convention de La Haye (1907) fait une place aux « principes du droit des gens, tels qu'ils résultent des usages établis entre nations civilisées, des lois de l'humanité et des exigences de la conscience publique ¹⁸ ». L'article 12 du Pacte de la Société des Nations, en instituant le « moratoire de guerre », suppose implicitement l'influence d'une opinion publique internationale ¹⁹. La Déclaration universelle des Droits de l'homme contient non seulement de nombreuses références à la « conscience » de l'humanité (préambule et article 1) et à l' « éducation » (préambule et article 26), mais elle pose même le principe de la liberté d'information à travers le monde (article 19). L'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'homme se réfère à la liberté d'information « sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontière ». Citons également le préambule de l'Acte constitutif de l'Unesco, considérant

16. *Lettre au comte de Grignan*, 6 août 1670, dans *Lettres*, tome I, p. 172, édit. Gallimard, Paris, 1953.

17. *L'Opinion publique*, p. 24, édit. P.U.F., Paris, 1961.

18. *Recueil général des lois et coutumes de la guerre*, p. 250, édit. Wellens-Pay, Bruxelles, 1943.

19. Cf. Paul de la PRADELLE, *L'opinion publique internationale*, p. 435 suiv. dans l'ouvrage collectif (Gaston Berger et collaborateurs) *L'Opinion publique*, édit. P.U.F., Paris, 1957.

« que, les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix ».

L'un des auteurs de la Déclaration universelle des Droits de l'homme, René Cassin, le dit très clairement : « Les auteurs de la Déclaration avaient mis l'accent en premier lieu sur l'éducation, sur l'orientation de la mentalité des hommes, et cela avant même de parler des mesures nationales et internationales à prendre... Sans l'éducation préalable des masses et des chefs responsables, rien n'est possible... Au contraire, en utilisant les moyens nouveaux que leur donnent la science et la technique pour la compréhension mutuelle et pour les œuvres de vie, les dirigeants des sociétés humaines feront faire à celles-ci dans la Paix de gigantesques progrès²⁰ ».

Peut-être n'est-il pas déraisonnable d'accorder quelque confiance au bon sens de la masse. Quoi qu'en disent les pessimistes, elle paraît parfaitement capable de juger de la valeur de certains principes généraux. Les sondages d'opinion prouvent par exemple que le grand public des divers pays de notre continent se prononce avec une remarquable constance et une non moins remarquable majorité en faveur de l'idée européenne, spontanément conçue comme une idée de paix²¹. Mais les mêmes sondages prouvent que cette capacité de se prononcer est, pratiquement, des plus limitées. Dès qu'il s'agit d'applications concrètes de l'idée européenne, le public s'avoue incapable de formuler une opinion. Les connaissances nécessaires lui manquent, non pas faute d'information nécessaire, mais tout simplement parce qu'il ne s'intéresse pas — ou pas suffisamment — aux problèmes « techniques » de la construction européenne. Il fait confiance aux spécialistes, aux technocrates, aux fonctionnaires.

Cette indifférence ne se manifeste pas exclusivement à l'égard des problèmes pratiques de l'unification européenne. Il est bien connu et prouvé par d'innombrables sondages, que le grand public, que ce soit en Europe ou aux Etats-Unis, ne s'intéresse guère à la politique internationale en général; et c'est là un argument de poids contre la méthode de la diplomatie sur la place publique. Les fondateurs de la Société des Nations, un Wilson, un Benoît XV aussi, étaient d'avis qu'une certaine diplomatie secrète était à la source de beaucoup d'abus. Cette idée n'était sans doute pas entièrement fausse. Mais de là à conclure que le salut se trouverait désormais dans la diplomatie « ouverte », c'était aller un peu vite ; c'était supposer l'existence d'une

20. *Idéalisme pratique*, dans *Monde combattant*, décembre 1963.

21. Voir Alain GIRARD, *L'opinion publique et l'union de l'Europe*, dans *Recherches et débats*, février 1958, p. 160 suiv.; mon article *L'Europe sans opinion ?* dans *Internationale Spectator*, n° 13, 1959, La Haye, repris par l'Institute of Political Science de Princeton (New Jersey) sous le titre *Is there no European opinion ?* dans *PROD-Translations*, décembre 1959; *L'Opinion publique et l'Europe des Six*, enquête organisée par Gallup International, édit. Institut français d'opinion publique, Paris, 1962.

opinion publique capable de juger et de prendre position. Or, cette hypothèse ne se vérifie pas. « It is not possible, admet Quincy Wright, ... to succeed in a negotiation conducted by diplomats whose instructions are made public and unchangeable by parliamentary vote. War and diplomacy, the instruments of foreign policy in a power political world, are inherently autocratic institutions. The authority that conducts foreign policy must be able to control these instruments in action with wide discretion... When the representative authority of a state is constitutionally responsible to domestic public opinion and legislative enactment, it cannot formulate policies... The representative authority ... will court disaster, if it follows the opinion of legislative bodies and popular leaders. They are usually uninformed on foreign affairs... Decisions which ignore the actual situation of the world cannot be wise. The representative authority can, therefore, only succeed under democratic conditions if the public is educated, tolerant, and appreciative of the inevitable dilemma in the situation... »²².

S'il est aujourd'hui un seul problème au sujet duquel une opinion publique vraiment universelle commence à se former et existe même peut-être déjà, c'est bien celui des armes nucléaires. Dès le début, la stratégie nucléaire des grandes puissances a constamment été l'objet de discussions publiques mondiales. Les deux super-Etats le savaient bien et ils ont essayé soit d'exploiter la peur qu'inspire la force présumée supérieure de l'adversaire, soit d'apaiser les craintes provoquées dans le monde par leur propre force. Ils ont ainsi été amenés à multiplier les manœuvres de propagande en fonction, précisément, des discussions publiques. L'obsession de l'équilibre des forces destructrices se doublait de l'obsession de l'équilibre psychologique. Mais les deux Gouvernements adversaires ne furent pas les seuls à faire appel à l'opinion; des groupements ou des personnalités privées, des savants, des autorités religieuses même, ont souvent essayé de mobiliser l'opinion. Nous ne mettons pas en cause ni la noblesse des sentiments, ni la pureté des intentions qui, souvent, furent à l'origine de semblables initiatives. Mais enfin, on peut se demander tout de même quelle peut être la valeur d'une opinion publique sur une question aussi complexe ? Tout le monde est bien d'accord, nous le savons, sur le principe général; les armes nucléaires sont inhumaines et déplorables. Mais lorsqu'il s'agit de jugements concrets, concernant l'utilité et les effets de telles expériences ou même concernant les conséquences de l'emploi de telle arme dans telle circonstance, quel non-spécialiste oserait prétendre qu'il est en mesure de juger ? Car les décisions politiques ont toujours trait à des situations concrètes; seulement ceux qui n'ont pas la charge du pouvoir peuvent se permettre le luxe des abstractions et des raisonnements théoriques.

22. *The study of international relations*, p. 177-178. Cf. également *Problems of stability and progress*, p. 275 suiv.

Or, dans quelle foule, dans quelle salle de rédaction, dans quel laboratoire, dans quel cabinet de philosophe même se trouvera cet Aristote moderne qui s'affirmera capable de juger, en pleine connaissance de cause, de toutes les implications de la disponibilité et de l'emploi ou du non-emploi des armes nucléaires : implications biologiques, militaires, chimiques, politiques, morales ? Les informations les plus élémentaires sont tenues secrètes; comment, dès lors, un jugement est-il possible ?

Nous n'affirmons pas ici que l'opinion publique devrait être tenue à l'écart de ces débats fondamentaux qui concernent, peut-être, l'avenir de l'humanité; loin de là ! Nous l'avons dit plus haut : le grand public, l'homme de la rue paraît parfaitement capable de juger de la valeur de principes généraux. Mais nous soutenons ici qu'une bonne dose de scepticisme est de mise concernant la valeur des jugements et des attitudes du public lorsqu'il s'agit de situations politiques concrètes. Celles-ci ne sont jamais nettes et simples; elles sont toujours ambiguës et complexes. Les torts sont rarement d'un seul côté. Dans ces circonstances, il est presque inévitable que les initiatives de tel ou tel groupe de savants atomiques, de Bertrand Russell ou d'Albert Schweitzer, tournent à la démagogie et aboutissent en fin de compte — qu'ils le veuillent ou non — à favoriser l'un ou l'autre parti. Peu nous importe que ce parti soit celui des Américains ou des Soviétiques. Ce serait un immense progrès si les Puissances intéressées, lors de leurs conférences sur le désarmement, pouvaient se mettre d'accord sur un programme commun d'information et de propagande contre le principe même de la guerre nucléaire comme celui de la guerre en général.

M. Charles de Visscher n'a certainement pas tort de rappeler aux optimistes que l'opinion publique n'est qu'une force virtuelle au service de la paix. « ... Illusoire... s'avéra l'espoir, écrit-il que les auteurs du Pacte (de la S.d.N.) avaient placé dans le jugement et dans l'action pacificatrice de l'opinion. La philosophie libérale du XVIII^e siècle avait fait crédit à l'opinion « éclairée », celle des philosophes et des savants; la puissance qu'elle lui attribuait était celle de la raison. La démocratie du XIX^e siècle a substitué à l'opinion éclairée cette forme inférieure de la pensée humaine que l'on dénomme l'opinion publique; elle ne s'est guère souciée d'élever celle-ci à la conscience de ses responsabilités nouvelles. Sauf en quelques rares pays, l'opinion publique s'est montrée incapable de remplir une fonction utile dans les relations extérieures. Inapte à saisir la complexité des problèmes internationaux, ou façonnés par ceux qui détiennent le pouvoir, elle vit dans cet ordre d'idées sur des formules toutes faites, prisonnière de fictions ou de demi-vérités. « Dès l'origine, a écrit » E.H. Carr, toute la conception de la Société des Nations s'est » trouvée étroitement liée à la double croyance que l'opinion publique » finit toujours par prévaloir et qu'elle est la voix de la raison » (The twenty years crisis). Le mythe d'une opinion publique au

service de la paix est resté au centre de l'idéologie genevoise à l'heure même où les régimes totalitaires s'emparaient des impulsions des masses pour les appeler au combat²³ ».

M. de Visscher semble même mettre en doute la capacité de l'opinion publique à distinguer le bien du mal : « Sécurité collective, écrit-il plus loin, intérêt commun de toutes les nations au maintien d'une paix indivisible, mise de la guerre hors la loi : aucun de ces objectifs élevés ne fut capable de déclencher dans l'opinion publique cette soudaine illumination rationnelle ou, pour mieux dire, cette brusque irruption de sentiments qui, pénétrant dans les couches profondes, aurait élargi les horizons et convaincu les hommes des exigences nouvelles de la vie internationale. Il fallut constater que le maintien de la paix, en tant que problème général et humain, éveille chez très peu d'hommes la conscience des sacrifices nécessaires à sa défense et à son organisation. Il semble que pour les masses la paix n'ait de prix que le jour où l'invasion menace le territoire²⁴ ».

C'est l'un des grands mérites de Maurice Hauriou d'avoir donné, avec sa Théorie de l'Institution, une explication rationnelle du rôle essentiel de l'opinion publique dans toute œuvre d'organisation sociale. Selon cette théorie, en effet, toute institution est essentiellement une idée²⁵. Or, cela signifie qu'aucune institution, nationale ou internationale, ne pourra vivre si elle ne s'enracine pas dans les esprits et les cœurs du public ou, selon les termes du doyen de Toulouse, si elle n'arrive pas à recruter « des adhérents en nombre indéterminé dans le milieu social ». Mais cela équivaut à dire qu'une opinion publique est nécessaire pour que les institutions fonctionnent de façon satisfaisante. On se rappellera — nous l'avons souligné plus haut — que Maurice Hauriou n'est pas particulièrement enclin à faire confiance à l'opinion du grand nombre; esprit typiquement aristocratique, il croit plutôt aux vertus d'une élite qu'à celles de la foule. Il est d'autant plus significatif que cet auteur aboutisse précisément à la conclusion purement rationnelle que ce que nous appelons le phénomène de l'opinion publique joue un rôle capital dans la vie des institutions.

Si l'on admet que les institutions reposent, en dernière analyse, sur une infrastructure d'ordre psychologique et moral, le problème d'organisation internationale se pose inévitablement en termes d'éducation, d'information et de propagande. Il est évident que la distinction entre ces trois notions est des plus relatives voire purement verbale. Le mot propagande, en particulier, qui a été discrédité au point d'être généralement considéré comme synonyme de mensonge et qui, de ce fait, a été banni du vocabulaire de toutes les administrations nationales ou internationales, couvre une action neutre en soi. On peut propager des idées bonnes ou mauvaises. « La propa-

²³ *Theories et réalités en droit international public*, p. 77, edit. Pédone, Paris 1960.

²⁴ *Op. cit.*, p. 83.

²⁵ Voir plus haut, chapitre 2 de cette partie.

gande, écrit Jean-Marie Domenach, influence... l'attitude fondamentale de l'être humain. En cela elle peut être rapprochée de l'éducation; mais les techniques qu'elle emploie habituellement et surtout son dessein de convaincre et de subjuguier sans former, en font l'antithèse²⁶ ». Et Quincy Wright observe : « A distinction is usually made between information, education, propaganda, and instruction, but no sharp line can be drawn between them... Information is a preferred term for government agencies engaged in communication because it is assumed that an information agency will not arouse the anxiety among others which a propaganda agency might. Nevertheless, information programs are selective. The materials are chosen because they are thought to be useful for preparing the ground for education, propaganda, or negociation, or for initiating currents of thought... Education adds to information standards of appraisal and evaluation to guide action... Propaganda differs from education in that its aim is to influence opinion and incite action... Propaganda is not equivalent to untruthfulness or unfair argument or unworthy appeal. It is not immoral but amoral²⁷ ».

Alfred Sauvy, en revanche, affirme qu'il existe « entre information et propagande... (une) différence essentielle... La première respecte le lecteur ou l'auditeur et le sert, la seconde le méprise et l'asservit²⁸ ». Le tout est de s'entendre sur le sens des mots, car l'ouvrage tout entier de cet éminent auteur est un plaidoyer pour l'instauration du « culte de l'objectivité²⁹ » et de « la vérité³⁰ ». C'est dans l'extension de ce « culte » qu'il voit le salut de la démocratie : « Une... révolution est à faire dans le domaine des institutions. Cette révolution consiste, pour la démocratie occidentale, à se prolonger en respectant désormais ses principes et en les étendant au lieu de les violer... La liberté de pensée est un bien bourgeois qu'il s'agit de diffuser comme les autres biens. L'homme a la liberté de se rendre dans un magasin bien garni où il peut choisir ses chaînes. La servitude de la vérité n'est pas la plus dure. « Aller à l'idéal et comprendre le réel », disait Jaurès. Comprendre le réel permet de s'élever vers l'idéal... La démocratie tout court exige une large, très large diffusion des connaissances ; le souverain doit être éclairé. Il ne s'agit pas uniquement d'instruction, de formation intellectuelle, mais aussi de connaissance des affaires publiques... Pour chercher la démocratie encore lointaine sans trouver une route trop dure, il nous faut acquérir ce courage particulier qui consiste à ne pas fuir devant la vérité, laquelle, après tout, n'est pas notre ennemie³¹ ».

26. *La propagande politique*, p. 8-9, édit. Presses universitaires de France, Paris, 1950.

27. *The study of international relations*, p. 285-287.

28. *Le Pouvoir et l'opinion*, p. 183, édit. Payot, Paris, 1949.

29. *Op. cit.*, p. 180.

30. *Op. cit.*, p. 169 suiv.

31. *Op. cit.*, p. 184-188.

Il n'est que trop évident que l'idéal démocratique esquissé par Alfred Sauvy se prête parfaitement à une saine campagne de propagande. D'autres auteurs le disent expressément. « Ceux qui prétendent servir la démocratie et refusent systématiquement de recourir à la propagande sont en pleine contradiction », écrit Jean-Marie Domenach, en s'appuyant, précisément, sur ce même ouvrage d'Alfred Sauvy³². Plus loin M. Domenach affirme : « C'est de la participation du peuple, et non seulement de son information que vit une vraie démocratie... Jean Lacroix l'a clairement exposé : « ... Nous n'avons pas encore » compris... ce que sera, ce que ne peut pas ne pas être la propagande » démocratique. Par propagande nous entendons toujours une sorte » de bourrage de crâne intellectuel, contre quoi nous nous révoltons » justement. Mais la véritable propagande démocratique n'ira pas » nécessairement de haut en bas, du gouvernement aux gouvernés, » de l'Etat à la Nation : elle sera bien plutôt, par les gestes et les » attitudes, la participation vécue des masses à la vie démocratique » de la nation » (*Esprit*, mars 1946)... La propagande est une manifestation naturelle des sociétés qui croient en elles, en leur vocation, en leur avenir... La vérité a besoin d'un climat pour exister et conquérir. Il serait vain de croire qu'on puisse lui créer un tel climat, un tel champ de force, dans un siècle où tous les problèmes se posent en termes de masse, sans recourir à la puissance de la propagande³³ ».

Traitant de la genèse du régime constitutionnel, Maurice Hauriou observe que les Etats modernes ont « peut-être... eu tort de dédaigner le secours de cet ordre moral traditionnel qui, jusqu'ici, avait épaulé et soutenu l'ordre matériel. Peut-être, tout en admettant la liberté de tout discuter, fallait-il contre-balancer les dangers de cette liberté par une énergique propagande en faveur de l'ordre moral. On avait pour cela entre les mains une formidable machine, celle de l'instruction publique...³⁴ ». Plus loin, il écrit : « Il faut compter... sur l'éducation du public qui s'habitue à lire plusieurs journaux, à contrôler les uns par les autres et à se défier du mensonge journalistique; enfin, par-dessus tout, dans l'atmosphère lumineuse de la publicité créée par le régime de l'opinion, il faut compter sur l'épanouissement des bonnes volontés et escompter que, sur les questions vitales, les hommes de bonne volonté constitueront toujours la majorité³⁵ ».

Ce qui est vrai pour l'Etat national aux prises avec le problème de la démocratie, s'applique également aux Institutions internationales. Sans opinion publique consciente de leurs buts et de leur « idée d'œuvre » (Hauriou), elles sont condamnées à rester une structure sans âme, ensemble de mécanismes administratifs et techniques. Le problème dont il s'agit ici est infiniment plus fondamental que celui du contrôle démocratique de ces Institutions; il s'agit de leur viabilité

32. *Op. cit.*, p. 121.

33. *Op. cit.*, p. 123-127.

34. *Précis de droit constitutionnel*, p. 38, édit. Sirey, Paris, 1923.

35. *Op. cit.*, p. 218.

même. Or, cette indispensable opinion publique leur manque. Parce qu'elles dépassent les cadres nationaux, les Institutions internationales constituent des entités que le grand public a peine à se représenter. Elles paraissent trop éloignées pour qu'il y pense spontanément. Les individus ont naturellement tendance à ne concevoir le monde qu'en fonction de leur entourage immédiat, quartier, ville, province parfois, et de plus, ils ont été habitués à penser presque exclusivement en termes nationaux.

Un spécialiste de l'information internationale, M. Paul M.G. Levy³⁶, traitant de l'opinion publique face aux Institutions européennes, constate que « sur le plan de l'opinion, il y a un divorce entre la pensée et l'action... Oserions-nous dire que le mouvement européen, pris dans son sens le plus large,... est fondamentalement aristocratique ?... C'est là un fait d'autant plus tragique que... l'idée européenne est fondamentalement démocratique... Les frontières que l'histoire a dessinées ont beau être irrationnelles..., ce sont ces frontières qui ont façonné l'économie des divers pays et, chose plus grave, qui ont façonné les esprits : toute l'éducation s'inscrit dans des cadres nationaux... Le citoyen ne connaît pas les institutions de son propre pays, comment voudrait-on qu'il connaisse mieux les institutions toutes nouvelles qui ne sont qu'en devenir ?... Si la rubrique des institutions européennes venait à disparaître, les rédacteurs en chef ne recevraient guère de lettres de protestations³⁷ ».

Un autre spécialiste, M. Jacques-René Rabier³⁸, souligne la « pauvreté des représentations collectives concernant la Communauté européenne ». Voici les « explications possibles », selon ses propres termes, qu'il esquisse : « Pendant très longtemps, en particulier pendant tout le dix-neuvième siècle et la première moitié du vingtième, la création d'une Europe unie... a été considérée comme une utopie. Cette utopie... laissait la grande masse indifférente. Aujourd'hui, alors même que l'intégration européenne est devenue une réalité..., la perception de cette réalité reste confuse et cet objectif n'entre que rarement... dans les zones conscientes du psychisme populaire... Une autre ligne d'explication m'amène à rappeler que l'initiative de créer la Communauté européenne, c'est-à-dire de négocier, conclure et faire ratifier les traités correspondants, est d'origine gouvernementale et non d'origine populaire... Les appareils gouvernementaux et les politiques nationales font presque toujours écran entre les populations et les institutions européennes... Les modalités et résultats les plus visibles de l'intégration européenne ressortissent au domaine économique, revêtent de ce fait un caractère assez technique, mettent en jeu des institutions nombreuses et complexes, d'où l'absence

36. M. Paul M.G. Levy est directeur de l'Information au Conseil de l'Europe.

37. *L'opinion publique et l'Europe*. Notes pour un cours professé à l'Université de Strasbourg, p. 111 suiv., printemps 1956.

38. M. Rabier est directeur des Services d'information des Communautés européennes.

d'images nettes et de visages personnalisés auxquels le psychisme populaire pourrait s'attacher ; l'appareil de conditionnement social ressortit à peu près exclusivement au cadre national, qu'il s'agisse d'enseignement..., d'éducation générale et notamment civique, ou d'information : ce sont les gouvernements... qui orientent... la presse, la radio, la télévision... ; enfin, si l'on peut, dans certains de nos pays, déplorer le manque de participation des citoyens à la vie politique nationale, il faut bien reconnaître que cette participation n'a pas même ses instruments en ce qui concerne le fonctionnement des institutions européennes³⁹ ».

Si l'on constate déjà une telle carence de l'opinion publique à l'égard des Communautés européennes qui pourtant ne groupent que six Etats et qui, de plus, administrent des matières très importantes intéressant immédiatement la vie quotidienne des individus, que dire d'Organisations beaucoup plus vastes et beaucoup plus faibles, dénuées d'attributions réelles, telles l'O.N.U., l'Organisation des Etats américains ou le Conseil de l'Europe ? Ni l'O.N.U., ni ces grandes Organisations régionales n'affectent directement les conditions de vie des citoyens. Institutions politiques et non fonctionnelles, elles sont, de plus, intergouvernementales, c'est-à-dire que les mécanismes gouvernementaux nationaux s'interposent entre elles et les individus. Ce sont autant d'obstacles à la participation d'une véritable opinion publique. Et pourtant, ce sont précisément ces Institutions politiques larges, groupant de nombreux Etats très différents les uns des autres, qui auraient besoin et mériteraient le plus l'appui ferme de l'opinion publique. Elles sont, théoriquement au moins, les plus prometteuses pour l'avenir.

En tant qu'Organisation universelle pour la paix, l'O.N.U. constitue aujourd'hui l'incarnation, certes encore bien imparfaite, du plus grand idéal politique que l'humanité puisse s'assigner. Cet idéal n'est pas celui de la puissance économique ou militaire, mais, pour reprendre les termes du préambule de la Charte, celui de l'élimination « du fléau de la guerre », celui de la « foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine » et celui de « la tolérance » ; c'est, enfin, l'idéal d'organisation internationale (« résolu... à recourir aux Institutions internationales pour favoriser le progrès économique et social des peuples »). Toujours sur le plan de l'idéal, son caractère d'Organisation politique confère à l'O.N.U. une valeur virtuellement très supérieure au moins à celle de n'importe quelle institution fonctionnelle. « Sous peine de commet-

39. *Op. cit.*, p. 7-9. Cf. Quincy WRIGHT : « The world community today lacks solidarity... because its key value symbols are not in any large degree internalized in the personalities of the world's population. It is only an *international* community whose value symbols, though formally accepted by governments, are not sentimentally accepted by the peoples who eventually control the governments. It rests therefore on government opinion, not on personal attitudes » (*The study of international relations*, p. 274-275).

tre une lourde erreur philosophique, écrit William H. Roberts, nous devons comprendre que des organisations fonctionnelles opèrent sur un plan qui est fondamentalement différent de celui sur lequel opèrent des organisations politiques : les premières administrent des choses, les secondes administrent des aspects temporels de l'homme *en tant qu'homme*... Nous devons nous garder de l'erreur qui consiste à croire que des organisations chargées de l'administration de choses peuvent engendrer de véritables organisations politiques, servant les besoins de l'homme *en tant qu'homme*... Ce n'est pas là nier la nécessité ou l'importance d'organisations fonctionnelles. Il faut nous rappeler que des organisations fonctionnelles doivent être soumises au contrôle de système de valeurs et d'action politique acceptables, faute de quoi elles risquent de nous surprendre et de nous subjuguier par leur propre système directorial ⁴⁰ ».

Si une véritable opinion publique ne parvient pas à se former par rapport à ces grandes institutions politiques, les obstacles signalés plus haut en sont la cause. Assez paradoxalement leur force virtuelle — ou tout au moins l'idéal qu'elles représentent — a les mêmes sources que leur faiblesse actuelle : la multitude de leurs membres et leur mission politique générale, à la fois beaucoup trop vaste et beaucoup trop vague. Leur Charte ou leur Statut ne sont évidemment pas la cause de leurs infirmités. Reflets des réalités politiques actuelles, ces instruments ne font qu'enregistrer un degré de cohésion très faible pour l'instant. Il est illusoire de croire que, pour renforcer les institutions politiques internationales, il importerait avant tout de modifier leur Statut en leur confiant des pouvoirs dits « réels ». Il est inutile de procéder par un mouvement qui va du haut vers le bas, en gonflant les Institutions ; il faut, au contraire, commençant par la base, affermir les liens et les sentiments de solidarité entre les hommes et les peuples. « La fréquente inadaptation de l'instrument conventionnel aux réalités dans les traités d'organisation internationale, écrit M. Charles de Visscher, s'explique par la méconnaissance du véritable degré d'intégration... Une conception toute formelle du traité-contrat incline les hommes de gouvernement à envisager le développement des rapports internationaux du point de vue trop exclusif de l'échange des consentements, à oublier qu'un traité n'est générateur d'institutions qu'à la condition que celles-ci trouvent leur « point d'équilibre avec le monde extérieur » (Hauriou, *Principes de Droit public*), ce qui implique que, sous la pression des faits, elles soient soutenues par une opinion assez éclairée de leur nécessité pour affronter les conséquences de la rupture avec la distribution nationale du pouvoir ⁴¹ ».

C'est dire, une fois de plus, que l'O.N.U. et les Organisations politiques régionales ont, plus que toutes autres Institutions, un besoin

40. *Le bien commun politique international*, p. 185-186, dans *Justice dans le monde*, Louvain, décembre 1960.

41. *Op. cit.*, p. 150.

vital d'opinion publique. Elles doivent être soutenues par un constant effort d'information et d'explication. Celle-ci devra porter en tout premier lieu sur le but et le sens profond de ces Institutions, sur le mouvement historique du rétrécissement de la planète et du rapprochement des peuples dans le cadre duquel elles s'inscrivent. Plus haut, nous avons cité Laski : « When the masses can understand they will have the courage to act upon their understanding ». Peut-être ne s'agit-il pas uniquement ici d'une foi irrationnelle. Car les sondages d'opinion prouvent que la diminution de l'ignorance du public a pour résultat un renforcement considérable des rangs des partisans de l'organisation internationale⁴².

Or, il s'agit en l'occurrence d'un cercle vicieux. En effet les grandes Institutions politiques qui ont un besoin vital d'opinion publique semblent mettre tout en œuvre pour éviter que celle-ci se développe. Il est vrai que l'Unesco et, sur le plan européen, les services culturels du Conseil de l'Europe accomplissent un travail en profondeur qui est de la plus haute importance pour une meilleure compréhension internationale. Mais ni les services d'information de l'O.N.U., ni ceux du Conseil de l'Europe — chacun peut le constater — ne mènent une action systématique pour expliquer et pour répandre directement l'idée d'unité qui est leur raison d'être. Dans la pratique, on voit qu'elles se bornent à rendre compte des faits et gestes de leurs organes. Cela est sans doute fait au nom de la nécessité d'une « information objective, portant uniquement sur les faits ». Personne ne niera qu'une telle information soit indispensable. Mais il est contradictoire, voire absurde, que l'information s'arrête là et ne porte pas aussi sur les idées fondamentales qui sont la raison d'être des Institutions, en tout premier lieu l'idée d'unité. Car l'idée, comme Hauriou l'a dit, c'est l'Institution. Vouloir empêcher l'idée de vivre, c'est empêcher l'Institution de vivre et de s'enraciner dans les esprits et les cœurs des hommes.

L'explication de ce paradoxe n'est que trop évidente. Les Etats membres, par nature jaloux de leur souveraineté, toujours enclins à s'affirmer contre ce qui représente — ou simplement symbolise — un ordre supra — ou transnational, ne sont pas portés à stimuler le renforcement des Institutions politiques internationales. Et puis, le refus est facile ; il est si commode d'invoquer le mot de « propagande », terme qui par on ne sait quelle force magique semble capable de justifier tout refus de diffuser des idées, fussent-elles bonnes et raisonnables. Cette question pourrait se prêter à de longs développements. Nous ne nierons qu'il soit dangereux de confier à des services d'information officiels le pouvoir de manipuler et d'interpréter librement des idées. Nous ne cacherons pas non plus que l'action d'information envisagée ici se rapproche, en dernière analyse, d'une action politique. Mais il ne faut pas oublier que ce caractère politique est

42. Voir mon article cité *L'Europe sans opinion ?*, p. 367-368.

inhérent à ces institutions; elles se définissent comme institutions politiques, ce qui veut dire que leur « idée d'œuvre » est de nature politique.

« L'élément le plus important de toute institution corporative, écrit Maurice Hauriou, est celui de l'idée de l'œuvre à réaliser dans un groupement social ou au profit de ce groupement... Il ne faut pas confondre l'idée de l'œuvre à réaliser qui mérite le nom d' « idée directrice de l'entreprise » avec la notion du but... Il ne faut pas non plus confondre l'idée de l'œuvre à réaliser par une institution avec la fonction de cette institution. L'idée de l'Etat dépasse singulièrement la notion des fonctions de l'Etat. La fonction n'est que la part déjà réalisée ou, du moins, déjà déterminée de l'entreprise; il subsiste dans l'idée directrice de celle-ci une part d'indéterminé et de virtuel qui porte au-delà de la fonction... Le domaine de la fonction est celui de l'administration et du train déterminé des services,... le domaine de l'idée directrice... est celui du gouvernement politique, lequel travaille dans l'indéterminé. Et c'est un fait que le gouvernement politique passionne les citoyens bien plus que la marche de l'administration, de telle sorte que ce qu'il y a d'indéterminé dans l'idée directrice a plus d'action sur les esprits que ce qui est déterminé sous forme de fonction⁴³ ». Tous les praticiens de l'information internationale souscriront à cette dernière remarque. C'est parce que les programmes d'information des Institutions internationales se limitent, pratiquement, à ce qui est purement fonctionnel, qu'ils ne parviennent pas à éveiller un profond intérêt chez les destinataires. Pour intéresser ceux-ci, il faudrait exploiter l' « idée d'œuvre »; elle seule est capable d'engager les esprits et les cœurs car elle exprime le bien commun.

L' « idée d'œuvre » d'une institution trouve son expression écrite dans l'acte constitutif, le Statut ou la Charte. « Les buts des Nations unies, dit l'article 1 de la Charte, sont les suivants : 1. Maintenir la paix et la sécurité internationales...; 2. Développer entre les nations des relations amicales... et de prendre toutes autres mesures propres à consolider la paix du monde; 3. Réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire, en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales... ». Le préambule du Statut du Conseil de l'Europe est beaucoup plus explicite encore; il se réfère même aux « aspirations manifestes » des peuples : « Les Gouvernements..., persuadés que la consolidation de la paix fondée sur la justice et la coopération internationale est d'un intérêt vital pour la préservation de la société humaine et de la civilisation; inébranlablement attachés aux valeurs spirituelles et morales qui sont le patrimoine commun de leurs peuples et qui sont

43. *Théorie de l'Institution et de la Fondation*, p 12 suiv., dans *Cahiers de la Nouvelle Journée*, 1925, n° 4, édit. Bloud, Paris.

à l'origine des principes de liberté individuelle, de liberté politique et de prééminence du Droit, sur lesquels se fonde toute démocratie véritable; convaincus qu'afin de sauvegarder et de faire triompher progressivement cet idéal et de favoriser le progrès social et économique, une union plus étroite s'impose entre les pays européens qu'animent les mêmes sentiments; considérant qu'il importe dès maintenant, en vue de répondre à cette nécessité et aux aspirations manifestes de leurs peuples, de créer une organisation groupant les Etats européens dans une association plus étroite... » L'article 1 définit alors le but : « Le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres... ».

Logiquement, l'idée d'unité contenue dans ces textes devrait être l'objet principal de tout effort d'information. Aucune occasion ne devrait être manquée pour la rappeler, l'expliquer, voire la propager; que l'on n'oublie pas, en effet, qu'il s'agit d'instruments que les Etats membres ont signés et ratifiés et qu'ils se sont solennellement engagés à respecter. Aussi ces textes ne devraient-ils pas permettre trop de fantaisie aux hommes d'information. Il ne serait d'ailleurs pas difficile d'élaborer, sur cette base, des instructions strictes et précises pour les services d'information des Organisations internationales. Si dans la pratique on ne voit rien de tout cela, c'est que la conclusion n'est que trop évidente : les Gouvernements *ne veulent pas* que les Institutions politiques internationales se renforcent elles-mêmes. Nouveau paradoxe : en effet, il faut bien l'avouer, le jour où les Gouvernements donneront leur accord pour que soient menées de saines campagnes de propagande en faveur de l'idée d'organisation internationale, cette propagande sera devenue inutile en quelque sorte; car ainsi la preuve serait faite qu'une volonté politique existe et que les Gouvernements désirent favoriser le processus historique d'unification au lieu de le freiner.

Quincy Wright a admirablement décrit les difficultés auxquelles se heurtent les services d'information des Organisations internationales officielles : leur action « is likely to be interpreted by the government of the receiving audience as an effort to influence the people over the head of their own government, to subvert their national loyalty... International Organisations have also maintained official communication agencies of their own with the object of informing the people of member states of the activities of the organization and of educating them to accept the standards and objectives established by their charters. The member governments, even though formally committed to these standards and objectives, have often been reluctant to permit such communications to their people. The progress of integration of national policies and international responsibilities of states can be measured by the freedom of official international agencies to communicate directly to the national publics " ».

Ce sont là des arguments de poids en faveur de la théorie réclamant la création d'Institutions d'information autonomes qui, tout en ayant un statut officiel, soient indépendants des gouvernements nationaux⁴⁵. Mais cette solution idéale n'est pas pour demain; dans l'état actuel des choses, elle est tout simplement inconcevable.

*
**

L'idée d'une opinion publique au service de la paix joue un grand rôle dans la pensée de Pie XII. Son enseignement sur le problème de la paix, et surtout ses messages de Noël adressés par la radio « à tous les hommes de bonne volonté », ont pour but de contribuer à la formation d'une telle opinion. Très souvent, il a d'ailleurs dit que la papauté est en premier lieu chargée d'une mission éducatrice en faveur de la paix. La troisième partie de l'encyclique *Summi Pontificatus* (20 octobre 1939) traite entièrement de la nécessité d'une « rééducation de l'humanité » qui, « si elle veut avoir quelque effet, doit être avant tout spirituelle... Accomplir cette œuvre... en adaptant ses moyens au changement des conditions de temps et aux nouveaux besoins du genre humain, c'est l'office essentiel... de l'Eglise. Prêcher l'Evangile... en inculquant aux hommes la vérité, la justice et la charité, faire effort pour en enraciner solidement les préceptes dans... les consciences, voilà le plus noble et le plus fructueux travail en faveur de la paix⁴⁶ ». « Notre Siècle, dit-il, le 4 septembre 1949, dans une allocution aux membres du 2^e Congrès de l'Union catholique italienne des professeurs, n'est-il pas principalement une chaire ? Notre première fonction n'est-elle pas le magistère ?... Nous Nous sentons des éducateurs d'âmes et Nous le sommes⁴⁷ ». Le 7 septembre 1955, dans une allocution aux participants au X^e Congrès international des sciences historiques, il dit que la mission de l'Eglise catholique, « bien qu'appartenant par sa nature et ses buts propres au domaine religieux et moral, situé dans l'au-delà et l'éternité, pénètre toutefois en plein cœur de l'histoire humaine. Toujours et partout, en s'adaptant sans cesse aux circonstances de lieu et de temps, elle veut modeler... les personnes, l'individu et, autant que possible, tous les individus, atteignant aussi par là les fondements moraux de la vie en société⁴⁸ ». Beaucoup d'autres textes seraient à citer qui vont dans le même sens⁴⁹.

Pie XII était de ceux qui ont tendance à faire confiance à l'opinion publique. Là encore, il y a une analogie remarquable entre

45 Cf Quincy WRIGHT, *ibid* et p 295-296, cf l'intervention de Paul M G Levy aux Journées d'information européennes, Bruxelles, 26-28 novembre 1962

46 Sav. 63-64

47 Sav 1714-1715.

48 A.A.S. 1955, n 14, p 672-682, orig franç

49. Voir p ex l'allocution de Noël 1940, Sav 3744, alloc au Sacre Collège, 20 février 1946, Sav 4278-4292, Message de Noël 1946 Sav 3904, alloc du 1^{er} juin 1946, Sav 4303 alloc du 13 octobre 1955 A.A.S., 1955 n 16 p 764-775

sa pensée et celle de Benoît XV. Voici en effet la conclusion d'une lettre de la Secrétairerie d'Etat, adressée, en octobre 1917, à l'archevêque de Sens pour expliquer certains points de la note pontificale du 1^{er} août : « Ainsi on arriverait à avoir, pour le maintien des accords intervenus, ce que l'on souhaite tant : la garantie des peuples. Si, d'autre part, on réservait au peuple par voie de *referendum*, ou du moins au Parlement, le droit de paix et de guerre, la paix entre nations se verrait assurée, autant du moins qu'il est possible en ce monde ⁵⁰ ».

Instruit par l'expérience de la Société des Nations, Pie XII n'a pas souvent exprimé un optimisme aussi illimité; mais il était néanmoins parfaitement d'accord avec son illustre prédécesseur pour croire que l'opinion publique représente souvent la voix de la raison et du bon sens et qu'elle constitue une force de paix non négligeable. Son « appel à la paix » du 24 août 1939 n'est pas seulement adressé aux Gouvernements mais aussi aux peuples : « Nous adressons... un nouvel et plus chaleureux appel aux gouvernants et aux peuples : à ceux-là, pour qu'après avoir renoncé aux accusations, aux menaces et aux causes de la méfiance réciproque, ils tentent de résoudre les divergences actuelles... par des ententes loyales; à ceux-ci, pour qu'ils encouragent les tentatives pacifiques de ceux qui les gouvernent. C'est par la force de la raison et non pas par la force des armes, que la justice se fait voie... Nous savons et Nous sentons que Nous avons avec Nous tous les hommes au cœur droit; tous ceux qui ont faim et soif de justice ... Nous avons avec Nous le cœur des mères...; les pères qui devraient abandonner leur famille; tous ceux qui travaillent et ne savent pas; les innocents sur lesquels pèse la terrible menace... Avec Nous est... l'humanité tout entière qui attend la justice, le pain, la liberté... ⁵¹ ».

Dans son radio-message de Noël 1942, Pie XII lance un vibrant « appel à la conscience universelle » pour protester contre les crimes du Reich, notamment les déportations, les tortures et l'extermination de « centaines de milliers de personnes qui, sans aucune faute de leur part, pour le seul fait de leur nationalité ou de leur race, ont été voués à la mort ou à une progressive extinction ⁵² ».

Le message de Noël de 1944, consacré au problème de la démocratie, comporte un passage qui peut être rapproché du texte de 1917 cité plus haut. Pie XII dit très clairement que le contrôle populaire est une garantie contre la guerre : « En outre — et ceci est peut-être le point le plus important — ... les peuples se sont comme réveillés d'une longue torpeur. Ils ont pris en face de l'Etat, en face des gouvernants, une attitude nouvelle, interrogative, critique, défiante. Instruits par une amère expérience, ils s'opposent avec plus de véhémence

50. P.I. 118.

51. Sav. 3710-3712.

52. Sav. 277-282; voir l'Annexe où nous citons les passages essentiels.

aux monopoles d'un pouvoir dictatorial, incontrôlable et intangible, et ils réclament un système de gouvernement qui soit plus compatible avec la dignité et la liberté des citoyens. Ces multitudes, inquiètes, bouleversées par la guerre jusqu'en leurs assises les plus profondes, ont acquis aujourd'hui l'intime persuasion — auparavant peut-être vague et confuse, mais désormais incoercible — que, si la possibilité de contrôler et de corriger l'activité des pouvoirs publics n'avait pas fait défaut, le monde n'aurait pas été entraîné dans le tourbillon désastreux de la guerre, et qu'afin d'éviter à l'avenir qu'une pareille catastrophe se répète, il faut créer dans le peuple lui-même des garanties efficaces... La forme démocratique de gouvernement apparaît à beaucoup comme un postulat naturel imposé par la raison elle-même. Cependant, quand on réclame « plus de démocratie et une meilleure démocratie », cette exigence ne peut avoir d'autre sens que de mettre le citoyen toujours plus en mesure d'avoir une opinion personnelle propre, et de l'exprimer, et de la faire valoir d'une manière correspondant au bien commun⁵³ ». Et un peu plus loin, traitant du « devoir... de... proscrire et bannir une fois pour toutes la guerre d'agression », il observe : « On a vu dans le passé... beaucoup de tentatives dans ce but. Toutes ont échoué. Et elles échoueront toujours toutes, aussi longtemps que la partie la plus saine du genre humain ne sera pas fermement résolue,... comme par un devoir de conscience, à remplir la mission que les temps passés avaient commencée sans assez de sérieux et de résolution... Les peuples se trouvent en face de devoirs comme ils n'en ont peut-être jamais rencontré aux tournants de leur histoire, ils sentent... le désir impatient et comme inné de prendre les rênes de leur propre destin avec plus d'autonomie que par le passé; ils espèrent réussir ainsi plus facilement à se défendre contre les irruptions périodiques de l'esprit de violence...⁵⁴ ».

A Noël 1945, s'adressant au Sacré Collège, il affirme que « l'immense majorité » des hommes sont « probes et honnêtes », et il oppose leurs aspirations profondes aux artifices d'une « opinion publique » manipulée par des puissances obscures : « Il est nécessaire que partout on renonce à créer artificiellement, par la puissance de l'argent, d'une censure arbitraire, de jugements unilatéraux, d'affirmations fausses, une « opinion publique » — comme on l'appelle — qui fait se mouvoir la pensée et la volonté des électeurs à la façon de roseaux agités par le vent. Que l'on attribue sa valeur réelle à la vraie et notable majorité, formée par tous ceux qui vivent honnêtement et tranquillement de leur travail au sein de leurs familles... A leurs yeux, les contestations pour des frontières plus favorables, la lutte pour les trésors de la terre... constituent... un jeu périlleux qu'on ne saurait affronter sans risquer d'occasionner un monceau

53. Sav. 3612, 3617.

54. Sav. 3636, 3644.

de morts et de ruines. Ils sont l'immense majorité, les pères et les mères de famille, probes et honnêtes, qui voudraient protéger et défendre l'avenir de leurs enfants contre la prétention d'une politique de pure force, contre l'arbitraire d'un totalitarisme d'Etat fort ⁵⁵ ».

Le 1^{er} juin 1946, dans une allocution au Collège des cardinaux, il dit que « la paix véritable » doit correspondre « aux exigences et aux aspirations de la conscience humaine et chrétienne ⁵⁶ ».

Dans le message de Noël de 1946, traitant de l'O.N.U., Pie XII rend hommage aux « hommes d'Etat illustres, qui, depuis près d'une année, dans une suite presque ininterrompue de conférences laborieuses, se sont employés à réaliser ce que les honnêtes gens du monde entier désiraient, ou ce qui était l'objet de leurs ardentes aspirations ⁵⁷ ». L'objet de ces « ardentes aspirations » est, bien entendu, la paix. Plus loin, dans ce même message, le pape invite « les gouvernants des peuples » à se montrer « fidèles aux paroles prononcées... par des interprètes autorisés de l'opinion publique;... il n'est pas d'autre chemin assuré vers la paix souhaitée que celui qui procède de la rééducation de l'humanité à l'esprit de solidarité fraternelle ⁵⁸ ».

Deux ans plus tard, dans le message de Noël de 1948, il se réfère à la « responsabilité des peuples dans les problèmes capitaux de l'éducation de la jeunesse, de la formation de l'opinion publique, que les moyens modernes rendent aujourd'hui si impressionnante... Cette action doit s'exercer assidûment afin de renforcer la solidarité de tous les Etats pour la défense de la paix. Tout violateur du droit doit être mis, comme perturbateur de la paix, dans une solitude infamante au ban de la société civile ⁵⁹ ». Et à la fin de ce message, il implore « l'assistance divine sur... ceux qui peuvent exercer une influence efficace sur l'opinion publique, comme en général sur ceux dont les peuples sont plus facilement disposés à accueillir les sincères invitations à la paix ⁶⁰ ».

Le 17 février 1950, à la fin d'un discours aux membres du Congrès international de la presse catholique, le pape affirme : « En vérité, là où l'opinion publique cesse de fonctionner librement, c'est là que la paix est en péril ⁶¹ ». Nous reviendrons plus loin sur ce discours qui, d'une façon générale, est très important pour notre sujet.

L'encyclique *Summi Maeroris* du 19 juillet 1950 exprime l'espoir que les menaces de guerre puissent être écartées « par les efforts de tous les hommes honnêtes et courageux, et surtout de ceux qui ont entre leurs mains le sort des peuples ⁶² ».

55. Sav. 4263.

56. Sav. 4300.

57. Sav. 3893.

58. Sav. 3903.

59. Sav. 4337.

60. Sav. 4344.

61. Sav. 2216.

62. Sav. 3720.

Dans le message de Noël de 1951, Pie XII dit à nouveau très clairement qu'il est d'avis que l'opinion publique constitue une garantie de paix : « La monstrueuse cruauté des armes modernes... la terreur qu'elles inspirent... ne suffirait pas, l'occasion venue, à arrêter le déchaînement d'une guerre, spécialement là où les sentiments des citoyens n'ont pas un poids suffisant sur les déterminations de leurs gouvernements ⁶³ ».

Il convient de mentionner ici encore un passage du message de Noël de 1956, visant manifestement les protestations qui se sont élevées dans plusieurs pays occidentaux à la suite de la malencontreuse expédition franco-britannique contre Suez : « Il est consolant, dans les débats d'aujourd'hui, de voir en plusieurs pays les hommes parler de la conscience et de ses exigences... Ils condamnent implicitement ceux qui croient pouvoir résoudre les questions de la vie humaine... selon les suggestions de l'intérêt et de la puissance ⁶⁴ ».

L'idée commune à tous les textes cités jusqu'ici est donc celle de la confiance optimiste en une certaine opinion publique raisonnable et pacifique; c'est la croyance, irrationnelle en somme, qui veut que « la voix du peuple » soit « la voix de Dieu ». Mais beaucoup d'autres textes sont à citer dans lesquels Pie XII a précisé sa pensée sur ce point. Voyons tout d'abord comment il définit l'opinion publique. « L'opinion publique, dit-il dans le discours du 17 février 1950 aux membres du Congrès de la presse catholique, est... l'apanage de toute société normale composée d'hommes qui, conscients de leur conduite personnelle et sociale, sont intimement engagés dans la communauté dont ils sont les membres. Elle est partout, en fin de compte, l'écho naturel, la résonnance commune, plus ou moins spontanée, des événements et de la situation actuelle dans leurs esprits et dans leurs jugements. Là où n'apparaîtrait aucune manifestation de l'opinion publique, là surtout où il en faudrait constater la réelle inexistence,... on devrait y voir un vice, une infirmité, une maladie de la vie sociale. Laissons à part... les cas où l'opinion publique se tait dans un monde d'où même la juste liberté est bannie et où, seule, l'opinion des partis au pouvoir, l'opinion des chefs ou des dictateurs est admise à faire entendre sa voix. Etouffer celle des citoyens, la réduire au silence forcé est, aux yeux de tout chrétien, un attentat au droit naturel de l'homme, une violation de l'ordre du monde tel que Dieu l'a établi ⁶⁵ ».

Selon Pie XII, la liberté d'opinion est donc une exigence du droit naturel. En affirmant ce principe, il ne s'oppose pas seulement au régime de Staline mais aussi à celui d'un Franco, d'un Salazar et de tous les autres petits ou grands dictateurs qui sont encore au pouvoir dans le monde. Un peu plus loin, il touche au problème de la responsabilité : « Nous reconnaissons, dans l'opinion publique, un

63. Sav. 4378-4379.

64. Traduction de l'Office de presse du Vatican, reproduite dans *La Croix* du 27 décembre 1956.

65. Sav. 2199-2201.

écho naturel, une résonnance commune, plus ou moins spontanée, des faits et des circonstances dans l'esprit et les jugements des personnes qui se sentent responsables et étroitement liées au sort de leur communauté. Nos paroles indiquent presque autant de raisons pour lesquelles l'opinion publique se forme... si difficilement. Ce que l'on appelle aujourd'hui opinion publique n'en a souvent que le nom..., quelque chose comme une rumeur, une impression factice et superficielle; rien d'un écho spontanément éveillé dans la conscience de la société et émanant d'elle... Ajoutez l'abus de la force des organisations gigantesques de masses qui, saisissant l'homme moderne dans leur engrenage compliqué, étouffent sans peine toute spontanéité de l'opinion publique et la réduisent à un conformisme aveugle et docile des pensées et des jugements⁶⁶ ».

Il aborde alors la question de savoir en quelle mesure la voix de l'opinion serait celle de la raison : « Oserait-on dire... que la majorité des hommes est apte à juger, ... en sorte que l'opinion soit guidée par la raison ? C'est... là une condition « sine qua non » de sa valeur et de sa santé... Ce qui subsiste de la raison humaine et de sa force de pénétration dans le profond dédale de la réalité est peu de chose. Les hommes de sens ne comptent plus ; restent ceux dont la vision ne s'étend pas au-delà de leur étroite spécialité, ni au-dessus de la puissance purement technique. Ce n'est guère de ces hommes-là qu'on peut... attendre l'éducation de l'opinion publique, ni la fermeté vis-à-vis de la propagande astucieuse qui s'arroge le privilège de la façonner à son gré. Sur ce terrain, les hommes d'esprit chrétien simple, droit, mais clair, quoique la plupart du temps sans beaucoup d'études, leur sont supérieurs⁶⁷ ». Plus loin, il ajoute : « ...L'opinion publique n'est pourtant pas infaillible, ni toujours absolument spontanée. La complexité ou la nouveauté des événements et des situations peuvent exercer une influence marquée sur sa formation, sans compter qu'elle ne se libère pas facilement soit des jugements préconçus, soit du courant dominant des idées, alors même que la réaction serait objectivement justifiée, alors même qu'elle s'imposerait. Et c'est ici que la presse a un rôle éminent à jouer dans l'éducation de l'opinion, non pour la dicter,... mais pour la servir utilement⁶⁸ ». Avant de conclure son discours, il revient encore une fois sur le thème de l'Etat totalitaire : « Par son attitude vis-à-vis de l'opinion publique, l'Eglise se pose comme un barrage vis-à-vis du totalitarisme lequel, par sa nature même, est nécessairement ennemi de la vraie et libre opinion des citoyens... C'est par sa nature même qu'il renie cet ordre divin et la relative autonomie que celui-ci reconnaît à tous les domaines de la vie, en tant qu'ils tiennent tous de Dieu leur origine⁶⁹ ».

66. Sav. 2204-2205.

67. Sav. 2208.

68. Sav. 2212.

69. Sav. 2214.

Pie XII a souvent traité du phénomène de la propagande. La conception exposée plus haut selon laquelle la propagande est une notion neutre en soi, non pas immorale mais amoral, est également la sienne. Dans la première des « cinq conditions fondamentales » pour le rétablissement de la paix énoncées dans le message de Noël 1940, il se réfère manifestement à la propagande mensongère du Reich : « A l'heure actuelle, dans certains pays, une propagande effrénée, et qui ne recule point devant des altérations manifestes de la vérité, montre jour par jour, et quasi heure par heure, à l'opinion publique les nations adverses sous un jour faux et outrageant⁷⁰ ». A Noël 1947, époque de cette bataille de propagande que l'on a dénommée guerre froide, il stigmatise le culte de l'insincérité : « Cette « insincérité » apparaît à présent comme érigée en système, élevée à la dignité d'une stratégie dans laquelle le mensonge, les travestissements des paroles et des faits, les tromperies, sont devenus des armes offensives classiques que certains manœuvrent avec maîtrise...; tant d'oubli de tout sens moral fait à leurs yeux partie intégrante de la technique moderne dans l'art de former l'opinion publique, de la diriger... au service de leur politique... Il est douloureux... de voir une propagande hostile... irriter les esprits, s'opposer aux échanges pacifiques d'idées, creuser plus profondément le fossé... Au fond de tout cela se reconnaît toujours la même duplicité, voulue et froidement employée comme l'arme la plus pénétrante contre la justice et la vérité, pour empêcher le rapprochement, la réconciliation et la paix⁷¹ ».

Le 14 avril 1946, dans une allocution à un groupe de journalistes suisses, il dit expressément que la propagande peut jouer un rôle positif : « La propagande constitue une puissance spirituelle qui doit être prise au sérieux, dans le bien comme dans le mal. Le grain qu'elle sème peut lever en bénédiction ou en malédiction⁷² ».

A d'autres occasions, il fait allusion à l'idée d'une propagande au service de la paix : « Souvent, dit-il dans une allocution au Corps Diplomatique, le 25 février 1946, le monde diplomatique se trouve en contact avec le monde de la propagande. Mais cette propagande doit se faire une loi sainte et sacrée de la vérité et de l'objectivité. Quelle contribution on apporte à l'œuvre de la pacification universelle, en coopérant, comme savent et peuvent faire d'habiles et généreux diplomates, à un si digne objet⁷³ » ! Et le 9 septembre 1948, dans une allocution aux délégués de la 37^e Conférence de l'Union Interparlementaire, il dit : « Puisse d'une manière spéciale votre Institution... exercer sa bienfaisante influence sur la puissance, si souvent fâcheuse, de la propagande, pour lui faire dire, en chaque occurrence, la vérité, et la vérité intacte, inviolée.

70. Sav. 3747.

71. Sav. 3849, 3851.

72. Sav. 3605.

73. Sav. 4405.

Ce serait là un grand progrès sur la route de la paix. Nous les connaissons bien, hélas ! les obstacles qui s'opposent à cette idéale vérité... En tous cas, il faudrait bien que cesse l'intolérable situation d'une propagande de clocher qui, sans le moindre souci de la vérité, s'abaisse au rôle de servante aveuglément docile des égoïsmes de partis ou de nations⁷⁴ ». Ailleurs dans ce même discours, soit dit entre parenthèses, il se réfère apparemment à l'absence des délégués des pays communistes. Nous aurions eu plaisir, dit-il, « à savoir, dans vos rangs, des représentants de toutes les nations. Du contact de vos idées auraient jailli plus spontanément et plus largement les étincelles... qui font briller partout la clarté, dans le respect du droit des autres⁷⁵ ».

Dans certains autres discours, Pie XII traite de la fonction de l'opinion publique dans le processus d'organisation internationale. « Cette nouvelle organisation, dit-il dans le message de Noël de 1941, que tous les peuples aspirent à voir réalisée,... devra être dressée sur... la loi morale, manifestée par le Créateur lui-même au moyen de l'ordre naturel, et inscrite par lui dans le cœur des hommes...; loi morale dont l'observance doit être inculquée et favorisée par l'opinion publique de toutes les nations et de tous les Etats avec une telle unanimité de voix et de force que personne ne puisse oser la mettre en doute⁷⁶ ».

Le 16 juillet 1952, dans une allocution aux participants d'un Congrès pour l'entente internationale, il constate que « l'unification institutions politiques ne peuvent, à la longue, se maintenir. Et les obstacles psychologiques qu'on ne pourra surmonter que peu à peu... Les catholiques sont avant tout aptes... à collaborer afin de créer une atmosphère sans laquelle une action commune internationale ne peut avoir ni consistance ni avenir⁷⁷ ». Quelques mois plus tard, le 13 septembre, dans un discours à des membres de *Pax Christi*, il touche aux problèmes de l'unification européenne. « L'atmosphère n'existe pas encore, dit-il, sans laquelle ces nouvelles institutions politiques ne peuvent, à la longue, se maintenir. Et s'il paraît audacieux de vouloir sauvegarder la réorganisation de l'Europe..., au moins doit se dresser devant les yeux de tous, comme un impératif de l'heure, l'obligation de susciter le plus vite possible cette atmosphère⁷⁸ ».

Au cours d'une audience accordée à des professeurs et des étudiants du Collège d'Europe, le 15 mars 1953, Pie XII parle longuement de ce qu'il appelle « l'esprit européen ». « Nul doute, dit-il, qu'il doive constituer un objectif capital, sans lequel rien de solide ne pourra se construire... Il faudra... faire admettre des renonce-

74. Sav. 4177.

75. Sav. 4176.

76. Sav. 3943.

77. Sav. 4346-4347.

78. Sav. 4062.

ments, peut-être permanents, par l'opinion publique de chaque nation, lui en expliquer la nécessité, lui inspirer le désir de rester malgré cela unie aux autres, de continuer à les aider⁷⁹ ». N'est-ce pas dire, implicitement, que l'œuvre de la construction de l'Europe est en grande partie une œuvre d'information, voire d'une saine propagande ? « Entre les nations comme entre les personnes, ajoute-t-il, rien ne dure sans une véritable amitié. Un sentiment d'une telle qualité... ne se crée pas en quelques années ni par des moyens artificiels. Mais grâce à Dieu, ce sentiment existe déjà, un peu alangui ici ou là, trop inconscient de lui-même, trop peu au fait de ses propres ressources et de sa puissance incomparable... Il vous revient, comme spécialistes des questions européennes, de scruter les causes et les ressorts psychologiques de ces attitudes... Si l'Empire romain a posé les premiers fondements juridiques et culturels de l'Europe..., le christianisme a modelé l'âme profonde des peuples; il a dégagé en eux... les traits distinctifs de la personne libre... Dans cette conviction s'enracinent le respect d'autrui, le sens de sa dignité inaliénable et de l'aide réciproque... Ces sentiments, encore trop confus à présent, il importe de les aviver, de les éclairer sous toutes les incidences, de les diffuser dans la masse⁸⁰ ».

Quelques jours plus tard, le 19 mars, il s'adresse à un groupe de représentants des écoles d'éducation populaire italiennes. A nouveau, il insiste sur l'importance de l'éducation des hommes si l'on veut créer une société internationale : « Une communauté internationale s'établit, dans laquelle il importe que chacun connaisse la place qu'il occupe et la fonction qu'il doit remplir... L'ignorance des masses, leur incapacité, les livrent sans défense à la merci d'agitateurs habiles ou de politiciens sans scrupules. Une intense propagande même si elle est entièrement mensongère, parvient toujours à persuader un bon nombre de personnes, privées de tout sens critique, même le plus élémentaire, incapables, donc, d'une réaction personnelle pour apprécier les conditions réelles et discerner les affirmations justes des promesses irréalisables. Le droit de vote, en particulier, qui confère à tous une égale possibilité d'influence sur la vie publique, requiert en celui qui l'exerce une notion au moins élémentaire des principes politiques et de leurs applications dans le domaine national et international... Il s'agit donc d'initier les hommes, non seulement au fonctionnement théorique de ces institutions, mais encore à la défense de leurs véritables intérêts, et surtout de leur conscience⁸¹ ».

« Quand il s'agit des relations entre les nations et les Etats, dit-il le 12 mai 1953, dans une allocution à l'Association de la presse étrangère à Rome, l'éducation de l'opinion publique à regarder les

79. Sav. 4076-4077.

80. Sav. 4080-4082.

81. Sav. 1827-1828.

choses comme elles sont, à considérer la vérité sans passion, dans le calme et la dignité, est une des conditions essentielles à l'aplanissement des oppositions, au rapprochement et à la paix⁸² ».

Le 18 septembre 1955, recevant les participants à la réunion du « Congress of European American Associations », il traite du rôle de l'information : « Le premier objectif que vous poursuivez est de favoriser, entre les Etats-Unis et les pays européens, une meilleure connaissance mutuelle et, pour cela, de redresser les informations inexactes, de combattre les préjugés, d'assainir au maximum le climat des échanges internationaux ; c'est là en effet une condition indispensable à la collaboration efficace des gouvernements... Mais il ne suffit pas d'une information abondante et exacte, ni même d'une compréhension purement intellectuelle, pour assurer une vraie collaboration. Celle-ci exige une base plus solide que le simple désir de connaître... Il importe de remonter jusqu'aux présupposés d'ordre moral et spirituel, jusqu'aux principes qui commandent les attitudes profondes des individus et des peuples... L'Eglise... se réjouit de voir consacrer tant de bonne volonté et de zèle à la poursuite d'un objectif qu'elle fait sien sur un plan absolument universel ; c'est entre tous les peuples qu'elle voudrait voir s'établir des échanges similaires et elle aperçoit, dans l'œuvre que vous accomplissez, une étape significative vers ce terme lointain⁸³ ».

Au cours d'une allocution aux participants au XII^e Congrès de l'Union internationale des Villes et Pouvoirs locaux, le 30 septembre 1955, il constate qu'un « mouvement irrésistible pousse aujourd'hui les nations à s'unir ». Et il observe : « Outre le point de vue institutionnel qui constitue, pour ainsi dire, le squelette de l'être social, il faut aussi considérer son esprit, c'est-à-dire l'ensemble des dispositions d'âme absolument requises pour rendre possibles une collaboration efficace et une bonne entente durable ; l'estime d'autrui, le désir de mieux le connaître, de l'aider, de consentir pour lui certains sacrifices, parce qu'on a compris qu'il n'existe jamais d'opposition réelle entre les intérêts véritables, surtout moraux et spirituels, des personnes et des sociétés humaines... Les sentiments d'affection sincère ne connaissent pas de frontière politique ni de distinction de race ou de culture⁸⁴ ». Beaucoup d'autres textes seraient à citer qui vont dans le même sens⁸⁵.

On pourrait encore signaler qu'un très grand nombre de discours de Pie XII sont exclusivement consacrés au rôle de tel ou tel moyen de communication particulier : la presse, la radio, la télévision, le cinéma. Le thème de la vérité au service de la paix y revient fréquemment, mais par rapport à ce qui a été dit plus haut, ces textes

82. Sav. 2194.

83. A.A.S. 1955, n. 14, p. 691-694, orig. franç.

84. A.A.S. 1955, n. 15, p. 716-720, orig. franç.

85. Voir v. ex. l'allocution de Noël 1939, Sav. 3823 ; alloc. du 11 novembre 1948, Sav. 4057-4058.

n'apportent rien de nouveau, et c'est pourquoi il semble superflu de les citer⁸⁶.

Dans cette étude, il a été souvent question des notions d'optimisme et de pessimisme. Faut-il souligner, au terme de nos analyses, que ce n'est pas un hasard si la plupart de ceux qui croient en l'idée d'organisation internationale, croient en même temps en l'opinion publique ? L'idée d'une opinion publique au service de la paix est basée sur l'hypothèse que l'homme est suffisamment bon et raisonnable pour vouloir conquérir la paix ; celle d'organisation internationale suppose qu'il jouit d'une liberté suffisante pour pouvoir réaliser, du moins en partie, cet idéal. Ces deux idées sont donc étroitement liées ; elles reposent sur une très haute conception de l'homme et de sa liberté. C'est ici que l'optimisme se dépasse et se transforme en idéal.

Dans son message de Noël de 1954, Pie XII demande quelle pourrait être « l'idée grande et efficace » qui devrait « rassembler les divers Etats dans l'unité ». Elle peut être, dit-il, « l'amour de la liberté voulue par Dieu... ou bien l'idéal du droit naturel comme base d'organisation de l'Etat et des Etats. Seules ces idées spirituelles... peuvent soutenir la comparaison⁸⁷ ». Et deux ans plus tard, dans le message de Noël de 1956, il reprend le même thème : « L'homme... est, avant tout, une substance spirituelle, une personne libre d'agir ou de ne pas agir, et pas seulement la résultante d'un déroulement des processus naturels⁸⁸ ».

La civilisation, a dit M. Delos, est le résultat de la mise en œuvre d'un idéal dans l'histoire. Ou, comme l'a écrit un juriste dont le nom est étroitement associé à la Convention européenne des Droits de l'Homme, « c'est par le savoir et l'espérance que le Droit se construit⁸⁹ ».

86. Voir p. ex. alloc. du 27 octobre 1942, Sav. 2179 suiv.; alloc. du 3 décembre 1944, Sav. 2228 suiv.; alloc. du 21 juillet 1945, Sav. 2170 suiv.; alloc. du 30 août 1945, Sav. 2220 suiv.; alloc. du 5 septembre 1945, Sav. 2224 suiv.; alloc. du 17 avril 1946, Sav. 4214 suiv.; alloc. du 27 avril 1946, Sav. 2162 suiv.; alloc. du 11 juillet 1946, Sav. 2167 suiv.; message du 22 avril 1948, Sav. 2243 suiv.; message du 17 avril 1949, Sav. 2258 suiv.; alloc. du 23 janvier 1950, Sav. 2174 suiv.; alloc. du 5 mai 1950, Sav. 2248 suiv.; alloc. du 24 mars 1952, Sav. 2160 suiv.; lettre du 1^{er} janvier 1954, Sav. 2043 suiv.; alloc. du 6 juin 1954, Sav. 2058 suiv.; alloc. du 11 octobre 1955, A.A.S. 1955, n. 15, p. 733-736; alloc. du 21 octobre 1955, A.A.S. 1955, n. 16, p. 775-780.

87. Sav. 4027.

88. Traduction de l'Office de presse du Vatican, reproduite dans *La Croix* des 25 et 26 décembre 1956.

89. P. MODINOS, *Introduction à l'étude des Droits de l'homme*, p. 17, édit. Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1963.

EPILOGUE

Curieux fut le destin du pontificat de Pie XII. De son vivant, ce pape a été l'objet, dans le monde catholique, d'une vénération frisant parfois le « culte de la personnalité ». Aucun de ses prédécesseurs n'avait joui, jusque-là, d'un tel attachement de la part des fidèles. Mais peu de papes aussi ont été aussi vite oubliés après leur mort. Et voilà que, quelques années plus tard, son nom apparaît à nouveau en grosses lettres dans tous les journaux, mais c'est, cette fois-ci, parce que certaines de ses positions politiques sont passionnément contestées.

Cette étude a traité d'un tout autre aspect de ce pontificat. Il n'a été question ici ni des décisions politiques concrètes de ce pape, ni des mérites ou des démérites de sa personne, mais uniquement de ses idées politiques, notamment de sa théorie de la paix. Néanmoins, si au terme de cette étude se pose, tant pour le bienveillant lecteur que pour l'auteur, la question de la valeur générale de cette théorie, il s'avérera peut-être difficile de faire totalement abstraction des polémiques actuelles. On a beau vouloir être aussi objectif que possible, on ne peut nier que le personnage historique de Pie XII est très controversé. Les choses les plus flatteuses et les plus défavorables ont été dites et écrites à son propos, et rares sont sans doute aujourd'hui ceux qui ne se sont pas forgé une opinion catégorique à son sujet. Qu'on le veuille ou non, de telles représentations influencent beaucoup les jugements.

Une deuxième raison, assez analogue et non moins importante, paraît s'opposer à la formation d'un jugement vraiment objectif. L'esprit humain est toujours tenté de comparer tel homme à tel autre. C'est là une tendance parfaitement naturelle, bien que toute comparaison trouve sa limite dans la spécificité de chaque individu. Or il était tout naturel que l'on comparât Pie XII à son successeur. Le contraste entre ces deux hommes était trop frappant, à première vue tout au moins, pour que le public ne s'en aperçut pas immédiatement. Le mythe du « bon pape Jean » n'a pas tardé à se développer et c'est alors que presque fatalement un deuxième mythe s'est formé : celui du « vilain Pie XII » ou, dans le cas le plus favorable, celui du pauvre vieillard, retranché dans sa bibliothèque privée et laissant le gouvernement de l'Eglise aux mains de telle sœur religieuse ou de tel charlatan.

Mais le contraste entre ces deux papes, est-il vraiment aussi grand qu'on veut le faire croire ? Extérieurement, oui. Le regretté

Jean XXIII avait le don rare d'inspirer la sympathie ; ceux qui se sont approchés de Pie XII relatent que ce dernier suscitait le plus grand respect. Comparé à son successeur, Pie XII apparaît comme un homme plus rigide, moins accessible, moins « humain » pour ainsi dire. C'est là, sans aucun doute, une des raisons principales qui expliquent pourquoi l'ensemble de l'enseignement de Pie XII sur la paix a attiré si peu l'attention tandis que la seule encyclique *Pacem in Terris* a suscité le plus vif intérêt dans le monde entier. De Moscou à Washington, en passant par les capitales asiatiques et africaines, ce grand document a été salué comme une importante contribution à la cause de la paix. Or, si l'on va au fond des choses, curieusement on découvre que la doctrine de la paix de Pie XII — celle qui a été exposée dans cet ouvrage — ne diffère guère de celle de l'encyclique de Jean XXIII. Les références le prouvent d'ailleurs à elles seules : 33 citations sur un total de 73 sont tirées de l'œuvre de Pie XII. On se rappellera à ce propos le précepte selon lequel, pour faire accepter les idées, le contenu importe moins que le choix des mots, et surtout, la façon dont on les prononce. La différence la plus notable entre ces deux papes est une différence de manière ; ils ont pratiquement dit les mêmes choses, mais sur un ton très différent.

On s'accorde généralement à considérer Pie XII comme le pape de l'hostilité irréductible à l'égard du bloc soviétique et l'on oppose cette image à celle d'un Jean XXIII, partisan et même artisan du rapprochement entre l'Est et l'Ouest. Cette façon de voir ne nous semble pas entièrement fausse à condition, cependant, de ne pas oublier que le trop bref pontificat de ce dernier se situe dans une période qui, politiquement, était favorable à des efforts dans ce sens. Les circonstances plutôt que sa propre volonté ont condamné Pie XII à entrer dans l'histoire, aux yeux de beaucoup, comme le « pape de la guerre froide ». Pratiquement tout son pontificat a été dominé par l'opposition violente et apparemment irréductible entre les deux « blocs ». Dans les années 1945-1946, la guerre froide a éclaté et elle a duré pendant tout le reste de sa vie. Il est trop facile de lui reprocher aujourd'hui son attitude rigide à l'égard du communisme. En effet, il ne faut pas perdre de vue qu'il n'était pas le seul et, surtout, qu'il avait de bonnes raisons pour se montrer extrêmement méfiant. La tragédie de la Hongrie qui, aujourd'hui, semble déjà appartenir à un passé lointain, se situe en 1956, c'est-à-dire deux ans seulement avant la mort de Pie XII.

Le passage le plus remarqué de l'encyclique *Pacem in Terris* a sans doute été celui qui a trait au système communiste : « ... On ne peut identifier de fausses théories philosophiques sur la nature, l'origine et la finalité du monde et de l'homme, avec des mouvements historiques fondés dans un but économique, social, culturel ou politique, même si ces derniers ont dû leur origine et puisent encore leur inspiration dans ces théories. Une doctrine, une fois fixée et

EPILOGUE

LA PRATIQUE DE LA PAIX

... Il n'y a qu'un seul remède : retourner à l'ordre fixé par Dieu, même dans les relations entre les Etats et les peuples... Qu'on ne dise point que ce n'est pas là une politique réaliste. L'expérience aurait dû apprendre à tous que la politique orientée vers les réalités éternelles et les lois de Dieu est la plus réaliste et la plus concrète des politiques. Les politiciens réalistes qui pensent autrement, ne créent que des ruines.

Pie XII, Noël 1945.

formulée, ne change plus, tandis que des mouvements ayant pour objet les conditions concrètes et changeantes de la vie ne peuvent pas ne pas être largement influencées par cette évolution. Du reste, dans la mesure où ces mouvements sont d'accord avec les sains principes de la raison et répondent aux justes aspirations de la personne humaine, qui refuserait d'y reconnaître des éléments positifs et dignes d'approbation ? Il peut arriver, par conséquent, que certaines rencontres au plan des réalisations pratiques, qui, jusqu'ici, avaient paru inopportunes ou stériles, puissent maintenant présenter des avantages réels ou en promettre pour l'avenir. Quant à juger si ce moment est arrivé ou non, et à déterminer les modalités et l'ampleur d'une coordination des efforts en matière économique, sociale, culturelle ou politique à des fins utiles au vrai bien de la communauté, ce sont là des problèmes dont la solution et l'ampleur relèvent de la prudence, régulatrice de toutes les vertus qui ordonnent la vie individuelle et sociale¹ ».

On a interprété ce passage, correctement à notre avis, comme un encouragement à la politique de rapprochement entre les deux blocs. Pie XII, lui, n'a jamais prodigué des encouragements de cette sorte. Au moment même de la lune de miel entre les puissances alliées et l'Union soviétique, à Noël 1944, il adressait « à tous Nos fils... dans le vaste monde, à ceux aussi qui, sans appartenir à l'Eglise, se sentent unis à Nous en cette heure de décisions peut-être irrévocables... la pressante exhortation de peser l'extraordinaire gravité du moment, et de considérer comment, par-dessus toute autre collaboration avec d'autres tendances idéologiques divergentes et d'autres forces sociales, suggérée en certains cas par des motifs purement contingents, la fidélité au patrimoine de la civilisation chrétienne, sa défense intrépide contre tous les courants athées ou antichrétiens, est la clé de voûte qui jamais ne peut être sacrifiée à aucun avantage passager, à aucune combinaison sujette au changement² ». Langage dur, peu conciliant, c'est vrai ; mais les événements montreraient bientôt qu'il avait vu juste. Dans son message de Noël 1955, en pleine période de « dégel » comme on disait alors, quelques mois après la conférence des Quatre Grands à Genève, il joue encore les rabat-joie, en adressant aux chrétiens une mise en garde très circonstanciée contre le communisme. Mais dix mois plus tard, c'était la répression sanglante à Budapest.

Si le même pape avait dû juger aujourd'hui des relations entre les mondes communiste et occidental, aurait-il tenu les mêmes propos, ou, plus exactement, aurait-il employé le même ton ? Nous entrons ici dans le domaine des conjectures, mais nous osons dire que nous sommes convaincu que non. Pie XII était un esprit très réaliste. « Jamais on ne peut faire de bonne politique avec le

1. Traduction de *La Semaine religieuse d'Alger* du 18 avril 1963, p. 265.

2. Sav. 800.

seul sentiment, a-t-il dit dans son message de Noël de 1956, encore moins la vraie politique d'aujourd'hui avec les sentiments d'hier et d'avant-hier³ ».

Les vues quelque peu simplistes selon lesquelles Pie XII serait « le pape de la guerre froide » reposent d'ailleurs sur une très médiocre connaissance de ses textes. Dans l'un des chapitres précédents, le message de Noël de 1950 a été cité : « Combien l'Eglise désirerait concourir à aplanir la voie en vue du contact entre les peuples ! s'exclame-t-il. Pour elle, Orient et Occident ne représentent pas des principes opposés, mais participent à un commun héritage, auquel ils ont tous deux puissamment contribué, et sont encore appelés à contribuer à l'avenir⁴ ». Ce passage n'est nullement unique en son genre : qu'on lise par exemple le message de Noël de 1954, dans lequel il déplore longuement la « nuisible scission » de l'humanité et exprime « la confiance qu'on puisse encore jeter un pont de paix entre les rives opposées et rétablir le lien commun douloureusement brisé⁵ ». Beaucoup d'autres textes seraient à citer qui vont tout à fait dans le même sens⁶.

Pour bien comprendre les interventions pontificales dites politiques, il faut tenir compte non seulement du texte de leurs déclarations mais aussi — et même surtout — du contexte historique dans lequel elles se situent. Seul ce contexte peut expliquer pourquoi telle chose est dite, telle autre passée sous silence. Chacune de ces prises de positions comporte un élément plus ou moins constant, d'ordre doctrinal, et un élément variable, d'opportunité, et c'est celui-ci qui est l'élément proprement politique. Or, d'un point de vue doctrinal, nous l'avons dit plus haut, nous ne voyons pas de différence notable entre les positions de Pie XII et celles de Jean XXIII à l'égard du communisme. Que l'on regarde les textes : le passage tant commenté de l'encyclique *Pacem in Terris* n'énonce pas une nouvelle doctrine ; il se borne, en fait, à affirmer ce truisme que le communisme comporte « des éléments positifs et dignes d'approbation »... « *dans la mesure où ces mouvements sont d'accord avec les principes de la saine raison* (lire : le droit naturel) *et répondent aux justes aspirations de la personne humaine* ». Ce n'est pas un changement de doctrine qui est proclamé ici, mais c'est un ton nouveau, s'insérant dans un climat politique général qui était fondamentalement différent de ce qu'il fut aux jours de Pie XII.

3. Traduction de l'Office de presse du Vatican, reproduite dans *La Croix* du 27 décembre 1956.

4. Sav. 3842.

5. Sav. 4031.

6. Voir p. ex. l'allocution du 25 février 1946, Sav. 4402 ; message de Noël 1947, Sav. 3851 ; alloc. du 9 septembre 1948, Sav. 4176-4178 ; alloc. du 13 septembre 1952, Sav. 4072 ; alloc. du 12 mai 1953, Sav. 2196 ; alloc. du 18 septembre 1955, A.A.S. 1955, n. 14, p. 694 ; alloc. du 30 septembre 1955, A.A.S. 1955, n. 15, p. 716-720 ; message de Noël 1956, *La Croix* des 25-26 et 27 décembre 1956.

Cela dit, on peut se demander s'il n'y avait tout de même pas plus qu'une simple différence de contexte historique entre Pie XII et Jean XXIII. C'est une question dont on peut discuter interminablement, car elle relève du domaine des conjectures. Sous cette réserve, nous ajouterons qu'il nous paraît bien possible que Jean XXIII avait généralement tendance à considérer le système communiste d'un œil plus optimiste que son prédécesseur. Mais s'il y a une différence, ce serait une illusion de croire qu'elle représente plus qu'une nuance.

La comparaison entre l'enseignement de Pie XII et l'encyclique *Pacem in Terris* donne lieu à une deuxième remarque assez importante. Nulle part, dans ce grand document, Jean XXIII n'a parlé de l'unification européenne. Sa vision est planétaire, et planétaire uniquement. Une seule organisation est mentionnée particulièrement et vivement encouragée : l'O.N.U. Si Pie XII a dit souvent que l'Europe doit être une étape vers le monde et qu'elle a de graves responsabilités envers les pays dits sous-développés, le silence de Jean XXIII semble plus éloquent encore. Il prend le sens, nous semble-t-il, d'un rappel discret des réalités. Que les Européens le veuillent ou non, les faits les condamnent à vivre dans un monde où désormais cohabitent, pour le meilleur et pour le pire, les peuples de cinq continents. Il fut un temps où les Européens pouvaient se payer le luxe de considérer le monde comme un simple prolongement de l'Europe. Les débuts de l'unification européenne que nous vivons, semblent avoir ouvert une période dans laquelle l'image primitive d'une Europe, maîtresse du monde, s'efface peu à peu pour faire place à l'idée d'une « Europe européenne », une Europe « qui se défend ». Or, la période actuelle, psychologiquement compréhensible, nécessaire peut-être, ne pourra jamais constituer qu'une phase de transition vers une Europe « sans rivages » pour reprendre l'heureuse expression de M. François Perroux. Les Européens devront un jour se convaincre que l'idée d'une « Europe pour l'Europe » est absurde. Aux leçons que dispensent la géographie, l'histoire, la politique, Jean XXIII, par son silence, a ajouté une leçon de morale au sens strict du terme.

Doctrinalement aussi « mondialiste » que son successeur, Pie XII a eu tendance, politiquement, à appuyer avant tout la construction de l'Europe, notamment celle des Six. Faut-il en déduire, comme on l'a souvent fait, qu'il était hanté du rêve d'une « Europe vaticane », version moderne d'un saint Empire chrétien ? Les textes ne permettent pas de l'affirmer. Ils justifient plutôt l'hypothèse que Pie XII admirait et aimait les Institutions des Six en premier lieu à cause de leurs structures et de leur virtualité supranationale. Il n'a peut-être pas assez longtemps vécu pour prendre conscience de ce que les groupements régionaux de ce genre, fortement intégrés et comptant peu de membres, développent inévitablement des réflexes de défense vis-à-vis du monde extérieur. Ils peuvent ainsi devenir

un nouvel obstacle pour l'unification d'ensembles plus vastes. Le gain ne serait pas bien grand si les frontières nationales étaient remplacées par une frontière supranationale plus haute encore. Loin de nous l'idée de rejeter le principe de l'unification des Six, mais il faut reconnaître que les vertus de celle-ci en tant que facteur de paix et de rapprochement sur le plan mondial, ou même au niveau de la Grande Europe, restent encore à prouver. A notre avis, Pie XII n'a pas suffisamment tenu compte de ce risque qui n'est pas imaginaire comme les faits l'ont montré. On peut même dire que ses fortes préférences pour la petite Europe sont quelque peu en contradiction avec l'ensemble de sa théorie ; mais elles sont une preuve supplémentaire de son réalisme, attitude intellectuelle qui, après tout, n'est pas un vice.



Ce réalisme, nous le retrouvons dans la théorie générale de la paix et de l'organisation internationale qui se dégage de l'ensemble des nombreuses interventions de ce pape à propos de l'actualité. Toute cette théorie qu'il a qualifiée, pour sa part, de droit naturel, est axée sur deux idées fondamentales. La première est que la paix est un problème de l'esprit ; la deuxième que la planète marche à grands pas vers son unité. Ces deux postulats qu'il n'a cessé d'affirmer et de réaffirmer sont l'essence même de son « message au monde ». Ils sont un appel à la lucidité et à la démystification, une invitation à voir les choses telles qu'elles sont réellement. Car c'est le réalisme, et non point une morale ou une idéologie quelconques, qui nous invite à reconnaître que la paix, appelée par les vœux de tous les hommes, devra être conquise par l'esprit ; et c'est le réalisme, encore, qui nous oblige à reconnaître que la paix est devenue indivisible car les dimensions du lieu où elle devra s'établir sont désormais des plus réduites. La doctrine de beaucoup d'auteurs, venant des horizons les plus différents, et surtout celle des Organisations internationales, rejoint ici l'enseignement pontifical ; c'est la preuve, dirait Pie XII, que celui-ci est basé sur « la nature des choses ». « Les guerres, proclame l'Acte constitutif de l'Unesco, prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix ». Ailleurs nous avons cité Harold Laski : « The real root of conflict is ignorance... For intellect, as Carlyle said, is like light ; from a chaos it makes a world ».

Si le progrès technique a transformé le monde en une unité de fait, l'esprit des hommes, leurs manières de penser et de concevoir ce monde, est resté à cet égard très en retard ; il ne s'est pas encore adapté au changement radical intervenu au cours des dernières décennies et qui continuera à se manifester de plus en plus. Les idées mènent le monde, mais les croyances et les convictions

sont comme une masse qui n'évolue qu'avec lenteur. Tout serait tellement plus simple si l'on pouvait croire que la paix n'est pas un problème de l'esprit et qu'il suffirait de l'établir par décret, de l'« organiser ».

C'est dire que, sur le plan pratique, le problème de la paix se pose en premier lieu en termes d'éducation et d'instruction. Il faut éveiller dans les hommes la conscience d'appartenir, par dessus l'horizon de leur village, de leur province, de leur pays, à une communauté plus vaste qui n'est pas imaginaire mais qui existe réellement : le monde, l'humanité. Mais il faut de l'instruction aussi, de l'instruction dans n'importe quel domaine pourvu qu'elle aboutisse à développer l'esprit critique. La somme des esprits bornés de tous les pays du monde constitue une menace permanente pour la paix ; c'est la leçon qui se dégage d'innombrables sondages d'opinion. Les vues bornées naissent dans le vase clos des communautés trop étroites par manque de connaissance et d'esprit critique ; elles sont à l'origine des préjugés de toute sorte — personnels, régionaux, nationaux, raciaux, politiques, idéologiques, religieux — qui font barrage au dialogue et à l'échange. Pour s'épanouir, c'est-à-dire pour accomplir sa vocation de saisir le monde tel qu'il est afin de le dominer, l'esprit a besoin de liberté et d'espace. L'isolement est propice au développement d'instincts d'agressivité ; il est rarement compatible avec l'esprit de tolérance.

L'esprit critique n'est pas seulement nécessaire pour se rendre compte que la paix est un problème spirituel ; il est également indispensable comme défense contre les démagogies et les propagandes mensongères dont le terrain d'élection est celui de la paix et de la guerre. Sous mille camouflages, les propagandes bellicistes tendent à gonfler les différends entre Etats en faisant croire au public qu'ils sont le fait, avant tout, d'une opposition entre deux idéologies et deux morales⁷. Empoisonnant de morale et d'idéologie les simples oppositions d'intérêts, cette démagogie donne à beaucoup de conflits leur caractère irréductible. « Les intérêts composent toujours, a dit Vauvenargues, les passions jamais ». Pie XII l'a, pour sa part, souvent répété. « Dans la question de la guerre froide, dit-il le 13 septembre 1952,... la pensée de l'Eglise est réaliste. L'Eglise croit à la paix et ne se fatiguera pas de rappeler aux hommes d'Etat responsables et aux politiciens que même les complications politiques et économiques actuelles peuvent se résoudre à l'amiable moyennant la bonne volonté de toutes les parties intéressées⁸ ». « La religion, dit-il le 13 octobre 1955,... peut avoir sur les relations entre Etats une action... séparante et

7. Cf. George F. KENNAN, *American diplomacy*, p. 98-99, édit. The New American Library, New York, 1952.

8. Sav. 4072 ; cf. également Sav. 4176, 3759, 3437 suiv., 3839, 3749, 3816, ainsi que le message de Noël 1956.

excitante. Les luttes de religion,... attisées par la haine sous un prétexte religieux,... dépassaient les autres guerres en horreurs, en cruautés et en dévastations; le fanatisme et non la religion en était alors le vrai mobile⁹ ».

D'un autre côté, certaine propagande pacifiste, souvent animée des meilleures intentions, n'est peut-être pas moins néfaste. Nous en avons traité plus haut : Cette démagogie consiste à lancer des « hyperboles » (Hauriou) sur « la paix par le droit », « la paix par la loi » ou sur « l'amitié de tous les peuples » sans rappeler que, pour l'instant, la réalité internationale se caractérise par la présence d'une multitude d'Etats dits souverains dont les intérêts ne sont pas identiques. Fermer les yeux devant cette réalité ne rend pas service à la cause de la paix, mais entretient de dangereuses et naïves illusions. Nous ne pouvons échapper au monde tel qu'il est réellement; notre seul espoir est de le modeler, de le façonner progressivement. Que nous le voulions ou non, si nous entendons construire la paix nous devons accepter le monde dans sa réalité avec ses déséquilibres de puissance, ses inégalités économiques, ses oppositions de buts et d'intérêts; nous devons nous rendre compte que ce sont les sources de conflits qui constituent la matière première dont on construit la paix.

Sous cette lumière, les activités d'une Organisation telle que l'Unesco apparaissent comme d'une importance fondamentale. Par sa lutte contre l'analphabétisme dans les vastes régions du monde que l'on appelle sous-développées, par son combat contre les préjugés et l'intolérance, par les échanges culturels qu'elle favorise, par la diffusion de connaissances des cultures d'autres continents, elle aide à jeter les bases d'un monde plus lucide. Le réalisme oblige cependant à reconnaître que dans l'état actuel des choses, les possibilités d'action des Organisations internationales, qu'elles soient politiques ou « spécialisées », sont loin d'être illimitées. Les Etats nationaux restent les véritables détenteurs du pouvoir; cela signifie donc qu'ils sont véritablement responsables de l'avènement de la paix. Même dans l'hypothèse, théoriquement normale, d'une loyale collaboration avec des Institutions internationales dont ils ont signé le Statut ou la Charte, ils ne sont pas dispensés du devoir de prendre eux-mêmes des initiatives appropriées. Un éminent professeur de psychologie expérimentale qui, pendant plusieurs années, a porté la responsabilité du pouvoir en tant que Ministre de l'Education des Pays-Bas, M. Rutten, a indiqué dans quelle direction ces initiatives pourraient s'orienter en tout premier lieu. « C'est un point de vue suranné, écrit-il en traitant de l'enseignement de l'histoire, que de tout centrer sur l'Europe... Dans les manuels d'histoire européenne, il faut donner à l'Asie et à l'Afrique la place qui leur revient en fonction de leur importance dans la culture mondiale. Il ne peut en être autrement.

9. A.A.S. 1955, n. 16, p. 764-775, traduction de l'Office de presse du Vatican.

Telle que l'on la conçoit, la révision des manuels d'histoire sera d'une importance capitale pour les relations interhumaines¹⁰ ». Ce n'est là qu'un exemple parmi d'autres. On peut y ajouter l'enseignement de la géographie et des cours de « civisme » international.

Sur le plan international, les Gouvernements peuvent prendre des mesures non moins importantes, notamment dans le domaine des échanges d'idées et des contacts humains. Entre pays occidentaux, les barrières sont pratiquement inexistantes. Ce n'est peut-être pas ici où leur existence aurait causé le plus de dégâts. Le rapprochement est avant tout souhaitable entre des peuples qui, culturellement, idéologiquement, politiquement sont le plus éloignés les uns des autres, mais qui ne peuvent éviter un minimum de contact régulier. Or, il est dans la nature des choses que là précisément où une politique d'échanges culturels serait le plus nécessaire, elle a le moins de chances d'être mise en œuvre.

Il faut espérer que la défense qui se manifeste actuellement entre les membres de l'O.T.A.N. et ceux du Pacte de Varsovie pourra être l'occasion d'inaugurer une telle politique entre ces deux groupes de pays. Peut-être est-il raisonnable de penser que le système idéologique, économique ou social auquel on est habitué et sous lequel on vit contient une plus ou moins large part de vérité; mais il n'est pas raisonnable de fermer les yeux sur le fait que les tenants de systèmes différents croient non moins fermement à leur propre système. La diversité d'opinions et de convictions est une réalité; certains affirment qu'elle est même peut-être un bien: « Le progrès de l'humanité s'arrêterait peut-être, dit Quincy Wright, si toute concurrence cessait entre sociétés qui se réclament de systèmes moraux et idéologiques différents¹¹ ». On doit accepter la diversité des opinions comme celle des intérêts.

Si les Etats de ce qu'on appelait jusqu'à récemment les deux « blocs » ont réussi à établir entre eux cette forme primitive de paix qui consiste à reconnaître l'existence de l'autre et la puissance redoutable dont il dispose, la transformation de cette situation de fait en une paix véritable ne pourra résulter que du contact entre les peuples. Ici encore, on peut invoquer Pie XII qui, dans son message de Noël de 1954, entièrement consacré au problème de la coexistence, a dit: « On espère, en effet, que la coexistence actuelle rapproche de la paix de l'humanité. Mais pour légitimer cette attente, il doit s'agir en quelque mesure d'une coexistence dans la vérité. On ne peut toutefois construire dans la vérité un pont entre ces deux mondes séparés, si ce n'est en s'appuyant sur les hommes qui vivent

10. *Qu'en est-il des relations interhumaines?* dans *Justice dans le monde*, Louvain, septembre 1960, p. 43-71.

11. International Conference on Continuing Education, Pugwash, 1960; cité par A.S.M. HELY, *Nouvelles tendances dans l'éducation des adultes*, p. 91, édit. Unesco, Paris, 1963.

de part et d'autre et non pas sur les régimes ou systèmes sociaux ¹² ». Que l'on ne croie pas que le pape fait allusion à une « vérité » idéologique ou religieuse quelconque ; il parle de la vérité tout court qui ne connaît pas de frontières et dans laquelle tous les hommes peuvent se rencontrer, pourvu qu'ils soient lucides.

Est-il déraisonnable d'espérer qu'une institution comme le Conseil de l'Europe puisse un jour assumer la tâche supplémentaire d'organiser régulièrement des rencontres entre parlementaires de l'Europe géographique ? Dans ce même ordre d'idées, le Conseil pourrait stimuler les échanges culturels avec les pays européens non membres. Ce serait parfaitement conforme à l'esprit de cette Institution qui groupe dix-sept pays très différents les uns des autres et qui ainsi symbolise, sinon incarne, l'idée même de la tolérance.

C'est par la pratique du contact entre des hommes séparés jusqu'ici, qu'un climat pourra naître qui, peut-être, permettra de parvenir, dans l'intérêt même des uns et des autres, à de grandes réalisations sur le plan de la politique pratique. Or les intérêts communs, et non pas les sentiments ou les protestations d'amitié, sont la base sur laquelle une politique se construit. L'« idée d'œuvre » dont Maurice Hauriou a si brillamment traité, est essentiellement un intérêt commun dont les hommes prennent conscience et autour duquel ils se rassemblent en vue de la réalisation. C'est en accomplissant, ensemble, une tâche commune que les hommes se rapprochent les uns des autres et que le dialogue se noue. « Force-les de bâtir ensemble une tour, écrit Saint-Exupéry dans *Citadelle*, et tu les changeras en frères ».

Or, deux intérêts fondamentaux sont communs aux deux Puissances mondiales ; et ce n'est pas une coïncidence si ces deux intérêts se confondent avec ceux de l'humanité tout entière, car la paix est devenue indivisible. Le premier est celui de maintenir la situation d'absence de guerre ; le deuxième celui de combler l'abîme entre les pays dits développés et sous-développés. La reconnaissance du fait qu'une nouvelle ligne de démarcation se creuse, encore plus profonde que celle des deux idéologies actuelles, n'est sans doute pas étrangère à l'accord tacite sur la « coexistence » entre les deux super-Puissances. Lorsque l'existence même des deux tiers de l'humanité est en jeu, une nouvelle idéologie, plus élémentaire et plus brutale, fait son entrée. Désormais, la planète se divise entre les pays hautement industrialisés et ceux du « tiers monde ». Pour l'Union Soviétique et les Etats-Unis il s'agira de tirer les conséquences de cette constatation en engageant, ensemble, la lutte contre la faim. C'est la seule réponse réaliste et la seule qui puisse sauvegarder leurs intérêts à eux qui, en même temps, sont ceux de l'humanité tout entière.

Les contributions les plus utiles à la cause de la paix consistent peut-être pour l'instant à rendre les peuples conscients des intérêts

12. Sav. 4032.

qu'ils ont en commun et des objectifs concrets qui s'y rattachent. C'est alors que les hommes construiront les tours dont parle Saint-Exupéry. Ainsi, encore, la paix est un problème de l'esprit; plus particulièrement une œuvre de prise de conscience des intérêts communs aux hommes.

*
**

Les anges de Noël n'ont pas promis la paix aux plus intelligents mais aux hommes « de bonne volonté ». De nombreux auteurs mentionnés dans la première partie de cette étude arrivent, avec Pie XII, à cette même conclusion en disant que la paix est aussi un problème moral. « L'œuvre à faire cependant, écrit Huizinga dans sa *Lettre à M. Julien Benda*,... n'est pas en premier lieu d'ordre intellectuel. Il s'agit de rétablir une conviction morale...¹³ ». C'est aussi la conclusion d'Emmanuel Kant et celle de Huxley lorsqu'il écrit que « the only progress is a progress in charity¹⁴ ». En fin de compte, l'avènement de la paix dépend des millions de gens, petits ou grands, partout dans le monde entier, qui essayent de vivre honnêtement. Constaté ce fait n'est pas témoigner d'un idéalisme quelconque; c'est reconnaître une vérité élémentaire.

L'affirmation d'Emmanuel Kant que la paix est une œuvre de longue haleine reste toujours vraie. Il y a eu progrès depuis son époque, et progrès réel. La Société des Nations, l'O.N.U., l'Organisation des Etats américains, les Institutions européennes ont commencé à abattre des frontières. Mais l'unité politique du monde, même le début d'une telle unité, n'est pas pour demain; seuls des fantaisistes peuvent le croire. Tout en admettant que l'histoire s'accélère de plus en plus, on n'ose penser le processus de l'unification politique du monde qu'en termes de générations, voire de siècles. Nous ne construisons pas pour nous-mêmes : il faut du temps, il faut de la patience, il faut de l'espérance pour réaliser les grandes œuvres.

Mais quelle est alors la valeur des projets de paix et des théories d'organisation internationale telles que celle de Pie XII ? Leur valeur pratique ressemble à celle du droit naturel qui ne vaut rien en soi mais dont la fonction est infiniment importante. Or, la fonction des théories de la paix et de l'organisation internationale est d'aider les hommes à comprendre la réalité et de définir un idéal qui les empêche de se contenter du présent.

13. *Verzamelde Werken*, t. VII, p. 278, édit. Tjeenk Willink, Haarlem, 1950.

14. Cité par HUIZINGA, *op. cit.*, p. 568.

ANNEXE

PIE XII ET LE NAZISME

Extraits de documents des années 1939-1946.

« ... Nous avons dû, hélas ! Nous trouver en face d'une série d'actes aussi inconciliables avec les prescriptions du droit international positif qu'avec les prescriptions du droit naturel et même avec les sentiments d'humanité les plus élémentaires ; actes qui Nous montrent en quel cercle vicieux chaotique s'enlise le sens juridique dévoyé par des considérations purement utilitaires. C'est dans cette catégorie qu'entrent : l'agression préméditée contre un petit peuple laborieux et pacifique, sous le prétexte d'une menace inexistante, ni voulue ni même possible, les atrocités (de quelque côté qu'elles aient été commises) et l'usage illicite de moyens de destruction, même contre des non-combattants et des fugitifs, contre des vieillards, des femmes, des enfants, le mépris de la dignité, de la liberté et de la vie humaine, d'où découlent des actes qui crient vengeance devant Dieu : « La voix du sang de ton frère crie de » la terre jusqu'à moi » ; la propagande antichrétienne et même athée, toujours plus étendue et méthodique, surtout parmi la jeunesse. »

(Allocution de Noël 1939¹.)

« ... Nous ne croyons pas pouvoir renoncer en cette occasion à exprimer la douleur que Nous éprouvons à la vue des traitements infligés dans plus d'une région aux non-combattants, qui sont combien loin d'être conformes aux règles de l'humanité. Dieu Nous est témoin que dans l'affirmation de cette vérité nécessaire, Nous ne sommes poussé ni par l'esprit de parti ni par la considération de qui que ce soit. Le jugement moral d'une action ne peut être appuyé sur des considérations personnelles. Aucun peuple n'est à l'abri du danger de voir quelques-uns de ses fils se laisser mener par leurs passions et sacrifier au démon de la haine. Ce qui importe surtout est le jugement que donne l'autorité publique sur de telles déviations et dégénéralions de l'esprit de lutte, et sa promptitude à les faire cesser.

» Lorsque les théâtres de guerre s'étendent au-delà des frontières de son propre pays, c'est à l'autorité même, si elle veut conserver la dignité de son nom, de veiller à ce que ne sombre pas la noble fonction de la raison qui dicte ces grands principes, l'obligeant à promouvoir le bien et à contenir le mal ; ceux-ci renforcent et honorent les ordres de ceux qui les donnent ; ils concilient, rendent ceux qui sont soumis,

1. Sav. 3813.

plus enclins et prompts à plier leur volonté et à travailler au bien commun. C'est pourquoi plus les territoires, soumis à la suite du conflit à une domination étrangère, sont étendus, plus il devient urgent d'harmoniser l'ordre juridique, qu'on tente d'y établir, avec les dispositions du droit des gens et surtout avec les exigences de l'humanité et de l'équité. Il ne faut pas non plus méconnaître qu'à côté des précautions de sûreté justifiées par les vraies nécessités de la guerre, le bien des populations des territoires occupés ne cesse d'être une règle obligatoire pour les détenteurs du pouvoir. La justice et l'équité requièrent qu'elles soient traitées comme la puissance occupante désirerait qu'en un cas analogue fussent traités ses propres nationaux. »

(Allocution aux Cardinaux, 2 juin 1940².)

« ... Le réconfort n'a pas été moindre pour Nous d'avoir été en mesure de consoler, par l'aide morale et spirituelle de Nos représentants, ou par l'obole de Nos subsides, un nombre immense de réfugiés, d'expatriés, d'émigrés, même parmi les « non aryens ». »

(Allocution de Noël 1940³.)

« ... Il faut bien déclarer que le terrible conflit a en partie pris des formes de lutte qui ne peuvent être désignées autrement que comme atroces. Puissent tous les belligérants qui ont, eux aussi, un cœur d'homme, formé dans le sein d'une mère, avoir des entrailles de charité pour les souffrances des populations civiles, pour les femmes et les enfants sans défense, pour les malades et les vieillards, exposés souvent plus à découvert et plus durement aux dangers de la guerre que ne le sont, sur le front, les soldats en armes ! Nous supplions les belligérants de s'abstenir jusqu'au bout de l'usage d'instruments de lutte encore plus meurtriers... »

« ... Aux puissances occupant des pays pendant la guerre, Nous disons, sans vouloir manquer aux égards qui leur sont dus : Que votre conscience et votre honneur vous guident, dans le traitement accordé à la population des terres occupées, avec justice, humanité, sagesse. Ne leur imposez pas des poids que vous-mêmes, dans des cas semblables, avez ressentis ou ressentiriez comme injustes. Une humanité prudente et secourable est la louange et l'honneur des sages capitaines ; et le traitement des prisonniers et des lieux occupés est l'indice le plus certain du degré de la civilisation des âmes et des nations. Mais, bien plus qu'à cela, songez que la bénédiction ou la malédiction de Dieu sur votre propre patrie pourra dépendre de la façon dont vous en usez envers ceux que le sort de la guerre place entre vos mains. »

(Radio-message pascal, 13 avril 1941⁴.)

« ... Nous pensons — les regardant comme dans un rêve — aux terribles chocs d'armes et de sang qu'a vus l'année qui s'achève ; au sort infortuné des blessés et des prisonniers ; aux souffrances corporelles et spirituelles, aux massacres, aux destructions et aux ruines que la guerre

2. Sav. 4093-4094.

3. Sav. 3740.

4. Sav. 3920, 3926.

aérienne apporte et déverse sur de grandes et peuplées cités, sur des centres et de vastes territoires industriels, aux richesses des Etats dilapidés, aux millions de créatures que le cruel conflit et la dure violence jettent dans la misère et dans la famine.

» ... L'idée de la force étouffe et pervertit la norme du droit. Rendez possible et donnez toute liberté à des individus et à des groupes sociaux ou politiques de léser les biens et la vie d'autrui, permettez à tous les autres agents de destructions morales de troubler elles aussi l'atmosphère civile et d'y exciter la tempête, et vous verrez les notions de bien et de mal, de droit et d'injustice perdre leurs contours tranchants, s'émousser, se confondre et menacer de disparaître.

» ... Une anémie religieuse, se répandant comme une maladie contagieuse, a ainsi frappé de nombreux peuples d'Europe et du monde, et fait creuser dans les âmes un tel vide moral qu'aucun succédané religieux, aucune mythologie nationale ou internationale ne pourrait le combler.

» ... L'esprit, une fois entraîné dans le gouffre moral pour s'être éloigné de Dieu, les pensées, projets, entreprises des hommes... n'avaient plus d'autre issue que de se tourner et de regarder vers le monde matériel ; le but de leurs fatigues et de leurs peines fut consacré à se dilater dans l'espace, pour grandir plus que jamais au-delà de toutes limites dans la conquête des richesses et de la puissance, rivaliser de vitesse à produire plus et mieux tout ce que l'avancement et le progrès matériels semblaient exiger. De là, dans la politique, la prédominance d'un élan effréné vers l'expansion et le crédit purement politique, sans souci de la morale.

» ... Il s'ensuivit alors que les rapports mutuels de la vie sociale prirent un caractère purement physique et mécanique... La majesté, la dignité de la personne humaine et des sociétés particulières furent blessées, ravalées, supprimées par l'idée de la force qui crée le droit.

» ... Qui pourra s'étonner aujourd'hui si une telle opposition radicale aux principes de la doctrine chrétienne en arriva enfin à se transformer en un choc violent de tensions internes et externes, au point de conduire à une extermination de vies humaines, à une destruction de biens comme celles que Nous voyons et auxquelles Nous assistons avec une profonde peine ?

» ... Dans le champ d'une nouvelle organisation fondée sur les principes moraux, il n'y a pas place pour l'oppression, ouverte ou dissimulée, des particularités culturelles et linguistiques des minorités nationales, pour l'entrave et le resserrement de leurs capacités économiques, pour la limitation ou l'abolition de leur fécondité naturelle.

» ... Dieu Nous est témoin que Nous aimons d'une égale affection tous les peuples, sans aucune exception ; et c'est pour éviter jusqu'à l'apparence d'être guidé par l'esprit de parti que Nous Nous sommes imposé jusqu'ici la plus grande réserve. »

(Radio-message de Noël 1941⁵.)

« ... Chers fils ! Dieu veuille, en cet instant où notre voix arrive à votre oreille, que votre cœur soit profondément touché, ému de la gravité profonde, de l'ardente sollicitude, de l'insistance suppliante avec lesquelles Nous vous inculquons ces pensées qui veulent être un appel à la conscience universelle, un cri de ralliement pour tous ceux qui entendent

peser et mesurer la grandeur de leur mission et de leur responsabilité à l'ampleur de l'universelle désolation.

» Une grande partie de l'humanité et, Nous ne craignons pas de le déclarer, même un grand nombre de ceux qui s'appellent chrétiens, ont en quelque façon leur part de la responsabilité collective dans le développement erroné, dans les dommages et dans le manque d'élévation morale de la société d'aujourd'hui.

» Cette guerre mondiale, avec tout ce qui s'y rattache, qu'il s'agisse soit de ses antécédents éloignés ou prochains, soit de son déroulement et de ses effets matériels, juridiques et moraux, que signifie-t-elle sinon l'effondrement, inattendu peut-être aux esprits superficiels, mais prévu et redouté par tous ceux dont le regard pénétrait à fond un organisme social qui, derrière un décor trompeur ou sous un masque de formules conventionnelles, cachait sa faiblesse fatale et son instinct effréné de lucre et de puissance ?

» Tout ce qui, en temps de paix, demeurerait comprimé, dès le déchaînement de la guerre a éclaté en une lamentable série d'actes en opposition avec l'esprit humain et chrétien. Les conventions internationales dont l'objet était de rendre la guerre moins inhumaine, en la limitant aux combattants, de déterminer les lois de l'occupation et de la captivité des vaincus, sont, en maints endroits, restées lettre morte ; et qui peut prévoir la fin de cette progressive aggravation ?

» ... Ne faut-il pas plutôt que... s'unissent tous les cœurs droits et magnanimes dans le vœu solennel de ne s'accorder aucun repos jusqu'à ce que... devienne légion la troupe de ceux qui... aspirent à se dévouer au service de la personne humaine et de la communauté... ?

» ... Ce vœu, l'humanité le doit aux innombrables exilés que l'ouragan de la guerre a arrachés à leur patrie et dispersés en terre étrangère et qui pourraient faire leur la plainte du prophète : ..., « Notre héritage a » passé à des étrangers, nos maisons à des inconnus ».

» Ce vœu, l'humanité le doit à des centaines de milliers de personnes qui, sans aucune faute de leur part, pour le seul fait de leur nationalité ou de leur race, ont été vouées à la mort ou à une progressive extinction.

» Ce vœu, l'humanité le doit à ce fleuve de larmes et d'amertumes, à cette accumulation de souffrances et de tortures qui résultent du déchaînement meurtrier de l'horrible conflit et crient vers le ciel, implorant le Saint-Esprit de venir délivrer le monde submergé par la violence et la terreur. »

(Radio-message de Noël 1942⁶.)

« ... Vous ne vous étonnerez pas, d'autre part, Vénérables Frères et chers fils, si Notre cœur répond avec une sollicitude toute prévenante et émue aux prières de ceux qui tournent vers Nous un regard d'anxieuse imploration, tourmentés comme ils le sont, à cause de leur nationalité ou de leur race, par des malheurs plus grands, par des douleurs plus pénétrantes et plus lourdes, et livrés, même sans faute de leur part, à des mesures d'extermination. Que les chefs des peuples n'oublient pas que celui qui, selon le mot de la Sainte Ecriture, « porte le glaive », ne peut disposer de la vie et de la mort des hommes que selon la loi de Dieu, de qui vient toute puissance. Notre pensée et Notre affection

s'élancent vers les petites nations ; celles qui, par leur position géographique ou géopolitique, dans l'inobservance actuelle des lois morales et juridiques internationales, sont exposées facilement à être entraînées dans les conflits des grandes puissances jusqu'à assister dans leurs terres, devenues le théâtre de luttes dévastatrices, à d'indicibles horreurs, n'épargnant pas les non-combattants et fauchant la fleur de leur jeunesse et de leurs classes intellectuelles.

» Vous n'attendez pas que Nous vous exposions ici, même partiellement, tout ce que Nous avons tenté et essayé d'accomplir pour diminuer leurs souffrances, pour adoucir leur situation morale et juridique, pour défendre leurs droits religieux imprescriptibles, pour subvenir à leur détresse et à leurs nécessités. Toute parole de Notre part, adressée à ce propos aux autorités compétentes, toute allusion publique devaient, de Notre part, être sérieusement pesées et mesurées, dans l'intérêt même de ceux qui souffrent, pour ne pas rendre, malgré Nous, leur situation encore plus grave et plus insupportable. Hélas ! les améliorations manifestement obtenues sont loin de répondre à l'immense sollicitude maternelle de l'Eglise penchée sur ces groupes particuliers, soumis aux plus cruelles vicissitudes ; et comme Jésus devant sa ville devait s'écrier avec douleur : « *Quoties volui !... et nolui* », ainsi son Vicaire, également, bien qu'il demandât seulement pitié et retour sincère aux lois élémentaires du droit et de l'humanité, s'est trouvé souvent devant des portes qu'une clé ne pouvait ouvrir.

» En vous confiant cette amère expérience qui a fait saigner Notre cœur, Nous n'oublions aucun des peuples souffrants ; Nous Nous souvenons de tous et de chacun avec une paternelle compassion et affection, bien qu'en ce moment Nous attirions votre attention de manière spéciale sur le sort tragique du peuple polonais, lequel, entouré de puissantes nations, est soumis aux vicissitudes et au va-et-vient d'un terrible cyclone de guerres... »

(Allocution au Sacré Collège, 2 juin 1943⁷.)

« ... Cette ruine, Nous l'avions vue venir de loin, et bien peu, croyons-Nous, ont suivi avec une plus grande tension d'esprit l'évolution et le rythme précipité de cette chute inévitable. Plus de douze années, qui comptent parmi les meilleures de Notre âge mûr, Nous avons vécu, par devoir de la charge qui Nous était confiée, au milieu du peuple allemand... Nous eûmes ainsi l'occasion de connaître les grandes qualités de ce peuple et Nous Nous trouvâmes en relations personnelles avec ses meilleurs représentants. C'est pourquoi Nous avons confiance qu'il pourra s'élever une fois encore à une nouvelle dignité et à une nouvelle vie, quand il aura repoussé de lui le spectre satanique exhibé par le national-socialisme, et quand les coupables (comme Nous avons déjà eu l'occasion de l'exposer dans d'autres occasions) auront expié les crimes qu'ils ont commis.

» Tant qu'il restait encore une lueur d'espoir que ce mouvement pût prendre une tournure différente et moins pernicieuse, soit par la résipiscence de ses membres plus modérés, soit par une opposition efficace de la partie non consentante du peuple allemand, l'Eglise a fait tout ce qui était en son pouvoir pour opposer une digue puissante à l'envahissement de ces doctrines aussi délétères que violentes.

7. Sav. 3876-3877.

» Au printemps de 1933, le gouvernement allemand pressa le Saint-Siège de conclure un Concordat avec le Reich, pensée qui rencontra aussi l'assentiment de l'Episcopat et de la plus grande partie tout au moins des catholiques allemands... Dans de telles conditions, ces garanties ne pouvaient être obtenues qu'au moyen d'un accord, dans la forme solennelle d'un Concordat avec le gouvernement central du Reich. Il faut ajouter que, après la proposition faite par celui-ci, la responsabilité de toutes les conséquences douloureuses serait retombée, en cas de refus, sur le Saint-Siège.

» Ce n'est pas que, de son côté, l'Eglise se laissât leurrer par d'excessives espérances ou que, en concluant le Concordat, elle entendît approuver, de quelque manière que ce soit, la doctrine et les tendances du national-socialisme, comme déclaration et explication en furent alors expressément données. Toutefois il faut reconnaître que le Concordat, dans les années suivantes, procura quelques avantages ou du moins empêcha des maux plus grands...

» En fait, la lutte religieuse allait toujours s'aggravant : c'était la destruction des organisations catholiques ; c'était la suppression progressive des écoles catholiques, publiques et privées, si florissantes ; c'était la séparation forcée de la jeunesse d'avec la famille et l'Eglise...

» Pendant ce temps, le Saint-Siège, sans hésiter, multipliait auprès des gouvernants allemands ses démarches et ses protestations, les rappelant avec énergie et clarté au respect et à l'accomplissement des devoirs dérivant du droit naturel lui-même et confirmés par le pacte concordataire. Dans ces années critiques, Notre grand Prédécesseur Pie XI, joignant à la vigilance attentive du Pasteur la patiente longanimité du Père, remplit avec une force intrépide sa mission de Pontife suprême.

» ... Le dimanche de la Passion 1937, dans son Encyclique *Mit brennender Sorge*, il dévoila au regard du monde ce que le national-socialisme était en réalité : l'apostasie orgueilleuse de Jésus-Christ, la négation de sa doctrine et de son œuvre rédemptrice, le culte de la force, l'idolâtrie de la race et du sang, l'oppression de la liberté et de la dignité humaine.

» Comme un coup de trompette qui donne l'alarme, le document pontifical, vigoureux — trop vigoureux, comme le pensait déjà plus d'un —, fit sursauter les esprits et les cœurs.

» ... La réaction, pourtant, ne pouvait faire défaut de la part de ceux qui avaient été frappés ; et de fait, l'année 1937 fut précisément pour l'Eglise catholique en Allemagne une année d'indicibles amertumes et de tempêtes terribles.

» ... Continuant l'œuvre de Notre Prédécesseur, Nous n'avons pas cessé, Nous-même, durant la guerre, spécialement dans Nos Messages, d'opposer les exigences et les règles indéfectibles de l'humanité et de la foi chrétienne aux applications dévastatrices et inexorables de la doctrine nationale-socialiste, qui en arrivaient à employer les méthodes scientifiques les plus raffinées pour torturer ou supprimer des personnes souvent innocentes. C'était là pour Nous le moyen le plus opportun et, pourrions-Nous dire, le seul efficace de proclamer devant le monde les principes immuables de la loi morale et d'affermir, parmi tant d'erreurs et de violences, les esprits et les cœurs des catholiques allemands dans l'idéal supérieur de la vérité et de la justice... »

(Allocution aux Cardinaux, 2 juin 1945¹.)

« En aucune occasion Nous n'avons voulu dire un seul mot qui fût injuste, ni manquer à Notre devoir de réprover toute iniquité, tout acte digne de réprobation, en évitant néanmoins, alors même que les faits l'eussent justifiée, telle ou telle expression qui fût de nature à faire plus de mal que de bien, surtout aux populations innocentes courbées sous la férule de l'oppresseur. Nous avons eu la préoccupation constante d'enrayer un conflit si funeste à la pauvre humanité. C'est pour cela, en particulier, que Nous Nous sommes gardé, malgré certaines pressions tendancieuses, de laisser échapper de Nos lèvres ou de Notre plume une seule parole, un seul indice d'approbation ou d'encouragement en faveur de la guerre entreprise contre la Russie en 1941. Asurément, nul ne saurait compter sur Notre silence dès lors que sont en jeu la foi ou les fondements de la civilisation chrétienne. Mais, d'autre part, il n'est aucun peuple à qui Nous ne souhaitions, avec toute la sincérité de Notre âme, de vivre dans la dignité, dans la paix, dans la prospérité à l'intérieur de ses frontières... »

(Allocution au Corps diplomatique, 25 février 1946⁹.)

BIBLIOGRAPHIE

- ALVAREZ (Alejandro). — *Le droit international nouveau dans ses rapports avec la vie actuelle des peuples*, Paris, 1959, édit. Pedone.
 — *Le Droit international nouveau*, Paris, 1960, édit. Pedone.
- ANGELINUS. — *Wijzgerige Gemeenschapsleer*, Nijmegen, 1946, édit. Dekker & van de Vegt.
- ARES (R.). — *L'Eglise catholique et l'organisation de la société internationale contemporaine (1939-1949)*, Montréal (Canada), 1949.
- ARON (Raymond). — *Paix et guerre entre les nations*, Paris, 1962, édit. Calmann-Lévy.
- L'Atome pour ou contre l'homme* (ouvrage collectif), Paris, 1958, édit. Pax Christi.
- AUBERT (M.). — *La doctrine du droit naturel selon saint Thomas*, voir sous *Bulletin du comité des études*.
- AUER (Albert). — *Der Mensch ha Recht*, Graz, 1956, édit. Styria.
- AUGUSTIN (Saint). — *La Cité de Dieu*, trad. L. Moreau, Paris, édit. Garnier.
- BERGER (Gaston) et collaborateurs. — *L'Opinion publique*, Paris, 1957, édit. P.U.F.
- BERGH (E.) et LEVIE (J.). — Voir LEVIE (J.).
- BERGSON (Henri). — *L'Evolution créatrice*, Paris, 1948, édit. P.U.F.
- BOUCHAUD (C.). — Voir sous *Bulletin du comité des études*.
- BOURGEOIS (Léon). — *Lettre-préface au livre de Georges Scelle, Le Pacte des nations et sa liaison avec le traité de paix*, Paris, 1919, édit. Sirey.
- BOUTHOU (Gaston). — *La Guerre*, Paris, 1953, édit. P.U.F.
 — *Dépolitiser la paix*, dans *Le Monde*, 15 mars 1962.
- BOWLE (John). — *Western political thought*, London, 1954, édit. Jonathan Cape.
- BRIÈRE (Yves de la). — *La Communauté des puissances*, Paris, 1932, édit. Beauchesne.
- BRIMO (M.). — *Situation actuelle du droit naturel en France*, voir sous *Bulletin du comité des études*.
- BRUGMANS (Henri). — *Le fédéralisme européen est-il un facteur de paix dans le monde ?* dans *Justice dans le Monde*, Louvain, septembre 1960.
 — et DUCLOS (Pierre). — *Le fédéralisme contemporain*, Leiden, 1962, édit. Sythoff.
- Bulletin du comité des études de la Compagnie de Saint-Sulpice*, décembre 1958 (numéro consacré au droit naturel).
- CASSIN (René). — *Idéalisme pratique*, dans *Monde Combattant*, décembre 1963.
- CHEVALLIER (Jean-Jacques). — *Les Grandes Œuvres politiques*, Paris, 1952, édit. Armand Colin.
- CHICHESTER (Bishop of). — *Christianity and World order*, Harmondsworth, 1941, édit. Penguin Books.

- Code de Morale internationale* (ouvrage collectif), Paris, 1951, édit. Spes.
- Code de Morale politique* (ouvrage collectif), Paris, 1957, édit. Spes.
- CONGAR (Yves, O.P.). — *The Catholic Church and the race question*, Paris, 1953, édit. Unesco.
- COSTE (René). — *Le Problème du droit de guerre dans la pensée de Pie XII*, Paris, 1962, édit. Aubier-Montaigne.
- COUWENBERG (S.W.). — *De strijd tussen progressiviteit en conservatisme*, La Haye, 1959, édit. Pax.
- CRISTIANI (Mgr L.). — *Le Vatican politique*, Paris, 1956, édit. Bonne Presse.
- CRUTCHFIELD (R.S.) et KRECH (David). — Voir KRECH (David).
- DAUPHIN-MEUNIER (A.). — *L'Eglise et les structures économiques du monde*, Paris, 1957, édit. Arthème Fayard.
- DELOS (J.-T.). — *La Société internationale et les principes du droit public*, Paris, 1950, édit. Pedone.
- DOMENACH (Jean-Marie). — *La Propagande politique*, Paris, 1950, édit. P.U.F.
- DONDEYNE (A.). — *Rencontre des cultures : vrai et faux universalisme*, dans *Justice dans le monde*, Louvain, septembre 1961.
- DRINON (Robert.F.). — *Pius XII's legacy to world federalism*, Keynote address for the 32nd. annual meeting of the Catholic Society for international peace, Washington, octobre 1959.
- DUCLÓS (Paul). — *Le Vatican et la seconde guerre mondiale*, Paris, 1955, édit. Pedone.
- DUCLÓS (Pierre). — *L'Evolution des rapports politiques depuis 1750*, Paris, 1950, édit. P.U.F.
- et BRUGMANS (Henri). — Voir BRUGMANS (Henri).
- DUVAL (Léon-Etienne, archevêque d'Alger). — *Messages de paix*, Bruges, 1962, édit. Desclée de Brouwer.
- DUVERGER (Maurice). — *Manuel de droit constitutionnel et de science politique*, Paris, 1948, édit. P.U.F.
- ENTRÈVES (A.P. d'). — *Natural law*, London, 1951, édit. Hutchinson's University Library.
- FESSARD (G.). — *Libre méditation sur un message de Pie XII*, Paris, 1957, édit. Plon.
- FLORES (Xavier-André). — *Un théologien face au pouvoir : François Vitoria et la conquête des Indes*, dans *Esprit*, mars 1958.
- FOLLIET (Joseph). — *Dissection des pacifismes*, dans *Justice dans le monde*, Louvain, décembre 1960.
- *La société démocratique et la pensée chrétienne*, dans *Le Monde*, 9 juillet 1963.
- FOREST (Aimé). — *Les fondements philosophiques du droit naturel*, voir sous *Bulletin du comité des études*.
- FUCHS (J.). — *Le Droit naturel*, Tournai, 1960, édit. Desclée et Co.
- GIRARD (Alain). — *L'opinion publique et l'union de l'Europe*, dans *Recherches et Débats*, février 1958.
- GOLSONG (Heribert). — *Das Rechtsschutzsystem der Europäischen Menschenrechtskonvention*, Karlsruhe, 1958, édit. C.F. Müller.
- GONELLA (Guido). — *Grondslagen voor een nieuwe internationale orde*, Hilversum, 1947, édit. Gooi en Sticht.
- GUERRY (Mgr). — *L'Eglise et la communauté des peuples*, Paris, 1958, édit. Bonne Presse.
- GUGLIA (Otto). — *Kampf um Europa*, Vienne, 1954, édit. Frick.
- GUITTON (Jean). — *Discours de réception à l'Académie française*, texte intégral dans *Le Monde* du 24 mai 1962.

- GUNDLACH (Gustav). — *L'attitude des chrétiens devant la coexistence, dans La Coexistence pacifique est-elle possible ?* Madrid, 1955, édit. Centre européen de documentation et d'information.
- *Pie XII et la guerre atomique*, dans *Documents*, Paris-Cologne, 1959, n° 3.
- HAMON (Léon). — *Laïcité et politique étrangère*, dans *Esprit*, mars 1958.
- HANKE (Lewiss). — *Colonisation et conscience chrétienne au XVI^e siècle*, Paris, 1958, édit. Plon.
- HAURIU (Maurice). — *Théorie de l'Institution et de la Fondation*, dans *Cahiers de la Nouvelle Journée*, Paris, 1925, n° 4, édit. Bloud et Gay.
- *Précis de droit constitutionnel*, Paris, 1923, édit. Sirey.
- *id.*, 2^e édit., Paris, 1929.
- *Principes de droit public*, Paris, 1916.
- HAYWARD (Fernand). — *Un Pape méconnu, Benoît XV*, Tournai, 1955, édit. Casterman.
- HELY (A.S.M.). — *Nouvelles tendances dans l'éducation des adultes*, Paris, 1963, édit. Unesco.
- HERBERICHS (Gérard). — *L'Europe sans opinion ?* dans *Internationale Spectator*, n° 13, 1959, La Haye (repris sous le titre *Is there no European opinion ?* dans *PROD-Translations*, décembre 1959, Princeton, New Jersey).
- *Een stukje Frankrijk in Frans perspectief*, dans *Internationale Spectator*, La Haye, novembre 1962.
- *Atoomtijdperk en rechtvaardige oorlog*, dans *De Linie*, Amsterdam, 11 mai 1959.
- *Anti-kolonialisme en zelfbeschikkingsrecht*, dans *Streven*, Amsterdam, mars 1958.
- HOCHHUTH (Rolf). — *Der Stellvertreter*, Hamburg, 1963, édit. Rowohlt.
- HUIZINGA (J.). — *Verzamelde Werken*, Haarlem, 1948-1953, édit. Tjeenk Willink.
- JEAN XXIII. — *Pacem in Terris*, encyclique, traduction française de *La Semaine religieuse d'Alger*, Alger, 18 avril 1963.
- JESSUP (Philip C.). — *Transnational law*, New Haven, 1956, édit. Yale University Press.
- KAN (J. van). — *L'idée de l'organisation internationale dans ses grandes phases*, Recueil des cours de l'Académie de droit international, 1938, tome 66, vol. IV, p. 295-611.
- KANT (Emmanuel). — *Zum ewigen Frieden*, Leipzig, 1947, édit. Reclam.
- KENNAN (George F.). — *American diplomacy*, New York, édit. The New American Library.
- KRECH (David) et CRUTCHFIELD (R.S.). — *Théorie et problèmes de psychologie sociale*, Paris, 1952, édit. P.U.F.
- LANGE (Christian) et SCHOU (August). — *Histoire de l'internationalisme*, 3 tomes, Oslo, 1919-1954-1963, coédit. de H. Aschehoug et Co. et autres éditeurs.
- LASKI (Harold). — *A grammar of politics*, London, 1951, édit. Allen et Unwin Ltd.
- LECLERCQ (Jacques). — *Du droit naturel à la sociologie*, 2 tomes, Paris, 1960, édit. Spes.
- LE FUR (Louis). — *Préface à l'ouvrage de M. Delos, La Société internationale et les principes du droit public*, Paris, 1950, édit. Pedone.
- LEIBER (R.). — *Pius XII*, dans *Stimmen der Zeit*, novembre 1958 ; traduction partielle dans *Documentation catholique*, 1959, p. 161-174.

- LÉNINE. — *Ausgewählte Werke*, Berlin, 1952.
- LERCARO (Cardinal). — *La communauté mondiale et l'universalisme chrétien*, dans *Recherches et Débats*, mai 1958.
- LEVIE (J.) et BERGH (E.). — *Le Pape Pie XII et la guerre*, Tournai-Paris, 1946, édit. Casterman.
- LEVY (Paul M.G.). — *L'opinion publique et l'Europe*, notes pour un cours professé à l'Université de Strasbourg, printemps 1956.
- MESSNER (Johannes). — *Die soziale Frage*, Innsbruck, 1956, édit. Tyrolia.
— *Das Naturrecht*, Innsbruck, 1958, édit. Tyrolia.
- MEULEN (Jacob TER). — *Der Gedanke der internationalen Organisation in seiner Entwicklung*, 3 tomes, La Haye, 1917-1929-1940, édit. Nijhoff.
- MEYER (Jan de). — *Crisis der Europeesche Staatsphilosophie*, Anvers, 1949, édit. N.V. Standaard-Boekhandel.
- MODINOS (P.). — *Introduction à l'étude des Droits de l'homme*, Strasbourg, 1963, édit. Conseil de l'Europe.
— *La Convention européenne des Droits de l'homme*, dans *Revue générale de droit international public*, Paris, janvier-mars 1963.
- MORICE (Lucien). — *Vers l'empire du monde*, Paris, 1947, édit. Calmann-Lévy.
— *L'Opinion publique et l'Europe des Six*, enquête organisée par Gallup International, Paris, 1962, Institut français d'opinion publique.
- PATIJN (C.). — *De Oecumenische Beweging en de internationale politiek*, dans *Internationale Spectator*, La Haye, juin 1956.
— *Kritische kanttekeningen bij het rapport der synode*, dans *Wending*, décembre 1962.
- PICHON (Charles). — *Le Vatican*, Paris, 1960, édit. Arthème Fayard.
- PRADELLE (Paul de LA). — *L'Opinion publique internationale*, dans l'ouvrage collectif (Gaston Berger et collaborateurs) *L'Opinion publique*, Paris, 1957, édit. P.U.F.
- RABIER (Jacques-René). — *La Construction de l'Europe et la recherche d'opinion*, conférence au Congrès de la « World Association for Public Opinion Research », Baden-Baden, 11 septembre 1961.
— *Charbon et Acier ?* dans *Recherches et Débats*, Paris, février 1958.
- RAIN (P.). — *Organisation de la paix en Europe depuis les origines jusqu'à l'O.N.U.*, Paris, 1946, édit. La Table Ronde.
- Recherches et débats*, numéro de mai 1958, *Pensée chrétienne et communauté mondiale*, édit. Arthème Fayard, Paris.
— numéro de février 1958, *Quelle Europe ?*
— numéro de mai 1956, *L'Eglise, l'Occident, le Monde*.
- Recueils de textes de Pie XII* : voir la liste des abréviations.
- REDSLOB (Robert). — *Le Problème de la paix*, Bâle, 1954, édit. Verlag für Recht und Gesellschaft.
- REVES (Emery). — *Anatomie de la paix*, Paris, 1946, édit. Tallandier.
- ROBERTS (William H.). — *Le bien commun politique international*, dans *Justice dans le monde*, Louvain, décembre 1960.
- ROBERTSON (A.H.). — *Le Conseil de l'Europe*, Leyde, 1962, édit. Sythoff.
— *European Institutions*, London, 1959, édit. Stevens.
- RÖLING (B.V.A.). — *International law in an expanded world*, Amsterdam, 1960, édit. Djambatan.
— *Over oorlog en vrede*, Amsterdam, 1963, édit. De Bezige Bij.
- ROMMEN (Heinrich). — *Die ewige Wiederkehr des Naturrechts*, Leipzig, 1936, édit. Jakob Hegner.

- RUTTEN (F.J.Th.). — *Qu'en est-il des relations interhumaines?* dans *Justice dans le monde*, Louvain, septembre 1960.
- RUYSSEN (Théodore). — *Les Sources doctrinales de l'internationalisme*, 3 tomes, Paris, 1954-1961, édit. P.U.F.
- SABINE (George H.). — *A history of political theory*, New York, 1951, édit. Henry Holt and Company.
- SANTAMARIA (C.). — *A la recherche d'une notion de paix*, dans *Justice dans le monde*, Louvain, septembre 1960.
- SAUVY (Alfred). — *L'Opinion publique*, Paris, 1961, édit. P.U.F.
- *Le Pouvoir et l'opinion*, Paris, 1949, édit. Payot.
- SCELLE (Georges). — *Le Pacte des nations et sa liaison avec le traité de paix*, Paris, 1919, édit. Sirey.
- *Précis de droit des gens*, Paris, 1932, édit. Sirey.
- *Manuel de droit international public*, Paris, 1948, édit. Domat-Montchrestien.
- SCHELER (M.). — *L'Idée de paix et le pacifisme*, Paris 1953, édit. Montaigne.
- SCHELLEKENS (J.A.). — *De leer over de « Institution » bij M. Hauriou*, Nijmegen, 1945, édit. Centrale Drukkerij.
- SCHILLING (Otto). — *Christliche Staatslehre und Staatspflichtenlehre*, Donauwörth, 1951, édit. Ludwig Auer.
- SCHLICHTING (L.G.A.). — *De Katholieke Kerk en de internationale toestand*, dans *Internationale Spectator*, La Haye, juin 1956.
- SCHMIDT-HÜS (K.). — *Von der Einheit der Welt*, Freiburg i. Br., 1957, édit. Herder.
- SCHNEIDER (Maarten). — *Enkele opmerkingen over politieke propaganda in heden en verleden*, dans *Liber Amicorum voor prof. dr. K. Baschwitz*, Amsterdam, 1956.
- SCHOU (August) et LANGE (Christian). — Voir sous LANGE (Christian).
- SEIPEL (Ignaz). — *Der Friede*, Innsbruck, 1937, édit. Tyrolia.
- SIBERT (Marcel). — *Traité de droit international public*, Paris, 1951, édit. Dalloz.
- SIEGFRIED (André). — *L'Ame des peuples*, Paris, 1950, Hachette.
- SOLF (Hans-Heinrich). — *Gottfried Achenwall*, Forchheim, 1938, édit. Otto Mauser.
- STUKER (Arnold). — *Die Kundgebungen Papst Benedikts XI zum Weltfrieden*, Freiburg i. Br., 1917, édit. Herder.
- STURZO (Don Luigi). — *Nationalism and internationalism*, New York, 1946, édit. Roy Publishers.
- TEILHARD de CHARDIN (Pierre). — *La Vision du passé*, Paris, 1957, édit. du Seuil.
- VEN (J.J.M. van der). — *Chronique de philosophie du droit*, dans *Justice dans le monde*, Louvain, mars 1961.
- VERDROSS (Alfred). — *Völkerrecht*, Vienne, 1955, édit. Springer.
- *Abendländische Rechtsphilosophie*, Vienne, 1958, édit. Springer.
- *Préface à l'ouvrage d'Ignaz Seipel, Der Friede*, Innsbruck, 1937, édit. Tyrolia.
- VISSCHER (Charles de). — *Théories et réalités en droit international public*, Paris, 1960, édit. Pedone.
- VILLEY (Michel). — *Leçons d'histoire de la philosophie du droit*, Paris, 1957, édit. Dalloz.

- VLEKKE (B.H.M.). — *On the study of international political science*, Londres, The David Davies Memorial Institute of International studies.
- *De Katholieke kerk en de internationale verhoudingen*, dans *Actio Catholica*, Heemstede, mars 1955.
- WALL (Bernard). — *Vaticaan Wereldmacht*, Maastricht, 1957, édit. Leiter-Nypels.
- WELLS (H.G.). — *A short history of the world*, London, 1949, édit. Penguin Books Ltd.
- WIEBRINGHAUS (Hans). — *Das Gesetz der funktionellen Verdoppelung*, Beitrag zu einer universalistischen Theorie des Internationalprivat- und Völkerrechts, Saarbrücken, 1955, édit. West-Ost-Verlag.
- WRIGHT (Quincy). — *The study of international relations*, New-York, 1955, édit. Appleton-Century-Crofts, Inc.
- *Problems of stability and progress in international relations*, Berkeley and Los Angeles, 1954, édit. University of California Press.
- ZWEIG (Stefan). — *Die Welt von gestern*, Berlin, 1949, édit. Suhrkamp.
-

ACHTÉ D'IMPRIMER
LE 20 MARS 1964
SUR LES PRESSES DE
L'IMPRIMERIE BIERE
18-22, RUE DU PEUGUI
BORDEAUX (FRANCE)

2914 N° 1034 imprimeur. N° 107 éditeur. Dépôt légal : 1^{er} trimestre 1964.

THÈSES

I

En passant de la *disputatio* de *quæstiones* médiévale à la défense de « thèses » scholastiques, il semble que l'on ait fait dangereusement basculer l'équilibre méthodologique de la recherche intellectuelle.

II

La pièce de théâtre *Der Stellvertreter* et les prétendus « documents historiques » qui y sont annexés, prouvent que l'auteur a ignoré ou négligé les seules sources valables, c'est-à-dire les textes de Pie XII publiés de 1939 à 1945.

III

Selon une distinction courante mais manquant de précision, les idées politiques d'Emmanuel Kant doivent être caractérisées comme étant « de gauche ».

IV

Les gouvernements qui défendent aux services d'information des organisations politiques internationales dont ils sont membres, de propager les idées contenues dans la Charte ou le Statut de ces organisations, n'exécutent pas pleinement les obligations auxquelles ils ont solennellement souscrites.

V

Il serait conforme à l'esprit et à l'histoire du Conseil de l'Europe de devenir le forum pour un dialogue entre des parlementaires de l'Europe de l'Ouest et de l'Est.

VI

A condition que les partenaires puissent réussir à établir un dialogue véritable, les mariages entre sujets appartenant à des races différentes doivent être encouragés ; il serait donc souhaitable qu'un organisme approprié (p. ex. l'Unesco) entreprit une action tendant à éliminer les préjugés à cet égard.

VII

Dans les conflits politiques, les éléments d'ordre irrationnel sont souvent les plus irréductibles ; c'est donc faire œuvre de paix que de les dépouiller de leurs éléments émotionnels et de les ramener aux dimensions rationnelles d'une opposition d'intérêts.

VIII

Si l'intérêt national ne saurait être considéré comme le critère suprême en politique internationale, il peut néanmoins remplir une fonction régulatrice dont l'efficacité sera d'autant plus grande que les considérations idéologiques en seront exclues.

IX

La conception qui considère l'opposition entre les mondes communiste et non communiste comme une lutte entre deux religions, devrait en toute logique prôner la tolérance entre ces deux mondes.

X

Si la « morale » doit être reconnue comme valeur suprême en politique internationale, il est néanmoins préférable de ne pas l'invoquer publiquement.

XI

Une politique internationale prévoyante, loin de se réjouir du conflit sino-soviétique, mettra tout en œuvre pour opérer le rapprochement entre la Chine communiste et les autres pays du monde, y compris l'Union soviétique.

XII

En application de l'article 17 de la Constitution néerlandaise, les Etats généraux ne peuvent, sans raisons très graves, refuser d'accorder leur consentement au mariage d'un prince ou d'une princesse de la dynastie régnante.

XIII

La Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948 ne peut être considérée comme un traité qui impose des obligations juridiques directes aux parties contractantes. Cependant, l'Etat qui maintient ou aggrave ses lois ou pratiques contraires aux droits et libertés proclamés dans la Déclaration, peut être considéré comme violant l'engagement juridique découlant des articles 55 et 56 de la Charte.

XIV

Pour que l'individu puisse être considéré comme sujet immédiat du droit international, il faut, s'il s'agit de droits subjectifs, qu'il puisse les faire valoir en son propre nom devant une juridiction ou un autre organe international et, s'il s'agit de devoirs, que leurs violations puissent entraîner la responsabilité de l'individu sur le plan international.

XV

La sécurité juridique serait compromise si le législateur attribuait au juge un pouvoir général de modérer les dommages-intérêts.

XVI

La limitation actuelle de la portée territoriale de la faillite constitue un élément fâcheux dans les relations commerciales entre pays européens ; il paraît donc souhaitable que le Conseil de l'Europe entreprenne une action dans ce domaine, en élaborant, par exemple, une loi uniforme en matière de faillite.

